

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS EN BULGARIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 10 juin 1925, à 2 heures.

PAR

Ivan BAÏNOFF

Président : M. EDGARD ALLIX, professeur

Suffragants { *MM. AFTALION, professeur*
PILON, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1925

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS

EN BULGARIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 10 juin 1925, à 2 heures.

PAR

Ivan BAÏNOFF

Président : M. EDGARD ALLIX, professeur

Suffragants } *MM. AFTALION, professeur*
PILON, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS

EN BULGARIE

INTRODUCTION

LIMITES DE L'ÉTUDE

Le domaine de nos études sera limité de trois points de vue :

1^o Nous nous bornerons à étudier l'imposition des sociétés dans la Bulgarie contemporaine, où cette imposition présente un intérêt spécial, étant donné : a) les difficultés qu'éprouve le Trésor public à s'acquitter des charges d'après-guerre; b) le déséquilibre économique et le manque de capitaux, qui provoque des crises dans les entreprises des sociétés et c) l'introduction après la guerre de 1915-1918 d'une législation spéciale sur la matière.

2^o D'un autre côté, nous prendrons le terme Société dans son sens technique en droit, c'est-à-dire que nous allons étudier l'imposition de cette partie des associations *lato sensu*, qui reste hors des associations *proprement dites* et que nous insisterons particulièrement sur « les sociétés par actions, les coopératives et les autres sociétés soumises à un contrôle public (1) ».

3^o Enfin, nous laisserons de côté les droits de timbre, d'enregistrement et autres, qui grèvent les sociétés en Bul-

1. Article 1^{er} de la loi du 6 août 1920 sur l'impôt des Sociétés.

Remarque : les lois et documents que nous citons sans autre indication sont des lois et documents bulgares.

garie, pour fixer notre attention sur l'imposition de leurs revenus.

I. — COMMENT SE POSE LA QUESTION EN BULGARIE APRÈS LA GUERRE DE 1915-1918

L'inflation, l'augmentation des dépenses publiques et la charge d'une dette de guerre écrasante d'une part, la réduction des revenus et le manque de tous autres moyens de trésorerie d'autre part, ont rendu difficiles et presque vains les efforts faits par l'Etat pour équilibrer son budget.

Il y a eu des moments où l'on pensait que la banqueroute des finances publiques bulgares était inévitable. Pour échapper à ce fâcheux événement et pour se débarrasser de l'intervention d'une Commission interalliée dans les finances de la Bulgarie (intervention diminuant la souveraineté de l'Etat et toujours fort désagréable), on a été obligé de recourir à des réformes financières, tendant à augmenter les ressources du Trésor. C'est dans ces conditions qu'est née l'idée d'une imposition spéciale des sociétés en Bulgarie. Cette idée, malheureusement, sous le régime de M. Stambolisky, a pris un caractère d'hostilité contre le capital des sociétés, capital productif et éminemment indispensable à la reconstitution et au progrès de la Bulgarie.

Une amélioration de cette situation s'impose. Le ministre des Finances actuel, dans un discours prononcé à une conférence économique qui a eu lieu à Sofia au mois d'octobre 1923, a défini en ces termes sa politique à l'égard du capital : « Pas de terreur contre le capital, c'est le sentiment du devoir qu'on doit lui imposer, car les obligations des représentants du capital sont grandes envers ceux à qui Dieu ou le sort, ou leurs talents, ou

leurs ancêtres, n'ont pas donné grand'chose. » Une Commission a été nommée récemment en vue d'étudier la révision de la loi sur l'impôt des sociétés et de cette manière la question de l'imposition des sociétés en Bulgarie a été de nouveau posée devant l'opinion publique.

A. — L'augmentation des dépenses et l'inflation

D'après les lois de règlement des budgets jusqu'à 1916 et d'après les lois des budgets à partir de ladite année, les dépenses de l'Etat ont été les suivantes :

EXERCICES	EN MILLIONS DE LÉVAS			En millions de francs-or
	Ordinaires	Extraord.	Total	Total
1906	136.69	11.74	148.43	148.43
1910	198.12	31.08	229.20	229.20
1911	181.02	21.82	202.84	202.84
1912	184.57	117.03	301.60	301.60
1913	154.93	204.31	359.24	359.24
1914	241.89	61.94	303.83	285.96
1915	252.48	70.81	323.29	256.17
1916	208.91	282.55	491.46	358.60
1917	258.22	715.12	973.34	569.20
1918	443.94	849.71	1.293.65	777.10
1919-1920	1.007.28	371.19	1.378.47	317.60
1920-1921	1.729.19	271.58	2.000.77	189.70
1921-1922	2.759.08	952.82	3.711.90	189.20
1922-1923	4.192.68	515.34	4.708.02	165.10
1923-1924	5.146.21	533.44	5.679.65	248.90
1924-1925 *	(4.820.44)	(362.14)	(5.182.58)	(212.30)
* (jusqu'au 31 XII 1924)				

On voit que les dépenses extraordinaires de guerre ont été très considérables : 132 0/0 des dépenses ordinaires pour l'année 1913 et 135,5 0/0 des dépenses ordinaires pour l'année 1916. Au cours des autres années de la grande guerre, elles vont toutes en augmentant. Ces dépenses extraordinaires (pour ravitailler l'armée, fournir du matériel de guerre et alimenter la population) étaient

soulevées par des billets de banque non couverts et avec cours forcé, émis par la Banque nationale de Bulgarie pour le compte du Trésor. L'application de cette méthode qui dura sept années consécutives (1912-1918) a provoqué l'inflation.

ANNÉES (31 Décembre)	Billets en circulation Millions de lévas	ANNÉES (31 Décembre)	Billets en circulation Millions de lévas
1910	81.61	1918	1.198.62
1911	110.79	1919	2.858.49
1912	164.43	1920	3.354.14
1913	188.74	1921	3.615.44
1914	226.62	1922	3.885.99
1915	369.83	1923	4.940.10
1916	833.91	1924	4.534.18
1917	1.492.77		

Les guerres elles-mêmes et les phénomènes économiques et psychologiques qui les ont accompagnées, avaient déjà provoqué une hausse des prix. L'inflation qui prenait, comme on le voit, des proportions effrayantes, a contribué pour sa part dans une large mesure à la hausse énorme des prix et à la dépréciation de la monnaie nationale.

ANNÉES	Indice de la circulation fiduciaire	Indice du cours moyen sur Genève	Indice du cours de l'or	Indice du coût de la vie (B. N. B.) ¹	Indice du coût de la vie (Direction de la Statist.) ²
1913	100	100	100.00	100	100
1914	120	106	106.73	102	102
1915	196	125	126.17	126	125
1916	442	132	136.92	214	
1917	791	168	173.92	344	
1918	1.218	160	166.54	1.317	
1919	1.514	419	433.81	1.803	1.265
1920	1.778	1.020	1.054.40	1.990	1.930
1921	1.916	1.897	1.958.95	2.104	2.010
1922	2.065	2.750	2.846.09	3.446	2.735
1923	2.150	2.200	2.281.17	3.259	2.590
1924	2.320	2.412	2.441.14		3.195

1. B. N. B. — Banque Nationale de Bulgarie. Elle a un service spécial de statistique.

2. Direction générale de la statistique.

En conséquence, pour alimenter les services publics, pour achever la liquidation des dépenses de guerre, et pour couvrir les dépenses résultant du passage de l'état de guerre à l'état de paix, la Trésorerie bulgare avait besoin d'un nombre considérable de lévas dépréciés.

La dépréciation du léva était loin de provoquer une augmentation proportionnelle des revenus publics. La Trésorerie bulgare, qui avait à faire face à des paiements en monnaie nationale, souffrait vraiment d'un énorme accroissement de dépenses. Il est vrai que, évaluées en lévas-or, les dépenses pour les années qui ont suivi la fin de la grande guerre étaient réduites en comparaison des années d'avant-guerre : les dépenses ordinaires et extraordinaires pour l'année budgétaire 1920-1921, évaluées en lévas-or, représentaient seulement 66,3 0/0 des mêmes dépenses pour 1914.

L'augmentation des dépenses, en lévas dépréciés, provoquée par la cherté de la vie, s'est encore aggravée par suite des *dépenses extraordinaires d'après-guerre*.

En raison de l'effort gigantesque déployé dans tous les domaines de la vie nationale et à la suite du blocus économique, le patrimoine de l'Etat avait fortement souffert. On ne saurait se passer de certaines *dépenses pour rendre utilisable au moins une partie de ce patrimoine*. Pour se faire une idée de l'état déplorable dans lequel se trouve l'inventaire de l'Etat à cause de l'impossibilité de le maintenir en état normal pendant la guerre, il faut noter qu'à la fin du mois de janvier 1925 on avait encore à réparer dans le pays 2.000 wagons de marchandises avariés pendant la guerre, sur un total de 6.885 wagons de marchandises et citernes alors en circulation.

Sans parler des tués et des autres soldats morts du fait de la guerre, perdus pour l'économie nationale et pour le fisc, la guerre nous a légué la charge d'un grand

nombre de *pensions à payer aux invalides, aux veuves et aux orphelins de la guerre* :

I. — *Pensions payées aux invalides de guerre pour 1924*

15.723 pensions. 36.700.852 lv.

II. — *Pensions payées aux veuves pour 1924*

a) Une veuve seule.	5.685 pens.	11.814.190 lv.
b) av. 1 enfant. . .	7.993 —	21.294.192 lv.
c) av. 2 enfants . .	10 379 —	33.273.744 lv.
d) av. 3 et au-des.	16.970 —	59.235.216 lv.
		<u>125.617.342 lv.</u>

III. — *Pensions payées aux orphelins pour 1924*

a) Un seul orph. . .	16.733 pens.	22.261.096 lv.
b) 2 orph.	11.763 —	22.162.680 lv.
c) 3 orph. et au-des.	8658 —	20.276.880 lv.
		<u>64.700.656 lv.</u>

IV. — *Pensions payées aux parents des Morts
à la guerre pour 1924*

22.320 pensions.	19.726.028 lv.
Total : 116.224 pensions.	<u>246.744.878 lv.</u>

Le total de ces dépenses a ainsi varié :

1922	169.000.000 lv.
1923	197.000.000 lv.
1924	246.744.880 lv.
1925	236.000.000 lv. (prévus)

Outre ces pensions, des institutions nécessaires pour soulager toutes ces infortunes augmentent les dépenses de l'Etat.

Le territoire bulgare, délimité d'une manière presque satisfaisante au triple point de vue : ethnographique, économique et politique par le traité de San-Stéfano du 3 mars 1878, a subi trois partages successifs (1).

I. Ces trois partages sont les suivants :

a) Le Congrès de Berlin du 13 juin au 13 juillet 1878 a rendu à la Turquie

Le traité de Neuilly a fait de la Bulgarie « une nouvelle Pologne ».

Il en est résulté une situation désastreuse pour la Bulgarie. Le peuple bulgare est obligé de voir la souffrance de 500.000 de ses frères venus de tous les points de l'horizon chercher un refuge en Bulgarie. Il a sous les yeux la preuve incontestable de la véritable nationalité de la population des provinces partagées. Peut-il reculer devant des *dépenses*, qui surpassent ses forces, *pour aider les réfugiés à supporter leurs misères* ? La mortalité parmi les réfugiés est de 160 0/00, tandis que la mortalité générale n'est que de 20 à 25 0/00, c'est-à-dire que pour 100 décès parmi les non-réfugiés, on en compte parmi les réfugiés 800, dont 600 au moins dus à la misère. Il serait vraiment inhumain de ne pas leur venir en aide (1).

Toujours sensible aux malheurs des *minorités obligées de quitter leur foyer*, la Bulgarie a donné asile à 25.000 Arméniens et à 40-50.000 Russes dépourvus de tous moyens

la Macédoine et le Département de Lozengrad (Sandjak de Kirk-Kilissé), cédé à la Roumanie, la Dobroudja septentrionale (arrondissement de Toulthoa) et donné à la Serbie les régions de Nich et Pirot (Certaines de ces cessions avaient déjà été prévues à San-Stéfano).

b) La Grèce et la Serbie ont signé du 19 mai au 1^{er} juin 1913 un pacte de trahison contre leur alliée, la Bulgarie victorieuse. Cette dernière fut obligée de faire une guerre de quatre côtés, qui se termina le 10 août 1913 par le Traité de Bucarest. Ce traité partageait la Macédoine entre la Serbie et la Grèce, donnait le « quadrilatère » de la Dobroudja du Sud à la Roumanie. Un mois plus tard, le Traité de Constantinople du 29 septembre 1913 rendait à la Turquie les territoires compris entre la ligne Enos-Midia (tracée le 30 mai 1913 par le traité de Londres) et la Maritza.

c) Enfin le Traité de Neuilly du 27 novembre 1919 a confirmé tous ces partages, donnant de nouveau à la Serbie les arrondissements de Tsaribrod, Bosseligrad et Stroumitza, où l'on ne trouvait pas un seul Serbe et permettant à la Grèce, à la suite de l'accord de San-Rémo et du traité de Sèvres, d'enlever la Thrace occidentale, l'unique accès de la Bulgarie à la mer Egée, cependant formellement promis à cette dernière par le Traité de Neuilly.

1. Loi du 13 août 1920 sur l'installation des réfugiés.

d'existence, en s'efforçant de les subventionner dans les limites du possible.

Ainsi, pour faire face à la cherté de la vie, pour soulager les souffrances de la défaite, pour panser ses plaies, la Bulgarie a dû faire des dépenses extraordinaires énormes en monnaie nationale. Elle a dû trouver les ressources nécessaires en restreignant les traitements des fonctionnaires et en se privant de soutenir et de créer des institutions de civilisation et de progrès. Quoique augmenté de tant de dépenses qui n'existaient pas avant les guerres, le total des dépenses ordinaires et extraordinaires évalué en lévas d'or comme on l'a vu se trouve après la guerre bien réduit. C'est en examinant la partie infime des dépenses d'après-guerre, réservée pour les services publics civils (fonctionnaires, travaux publics, etc..., seuls alimentés par les budgets d'avant-guerre), qu'on se rendrait compte dans quelle mesure ces dépenses sont insuffisantes pour les nécessités de la vie nationale (vu le pouvoir d'achat du léva et la cherté de la vie), que l'on comprendrait que la Bulgarie, pour panser les plaies de la grande guerre, fait encore une guerre contre les besoins de la vie normale, non moins ruineuse pour la nation que la première.

Mais ce n'est pas tout, il a fallu comprimer encore les besoins de la vie nationale au-dessous de l'indispensable pour pouvoir commencer à payer une dette de guerre écrasante. La Bulgarie devant effectuer les nouvelles dépenses et payer les nouvelles dettes toujours d'un total de revenus qui ne dépasse pas en lévas-or celui d'avant-guerre, en dépit d'une fiscalité qui, imposée par la Commission interalliée, se trouve à la limite de ce qui peut être supporté.

Impôts directs et indirects

ANNÉES	Millions de lévas	PAR TÊTE lévas	PAR TÊTE lévas-or
1910	102,98	23,75	23,75
1915	161,82	31,80	28,90
1920-21	1.177,80	242,00	20,10
1921-22	957,00	195,00	8,50
1922-23	2 030,00	411,00	14,65
1923-24	2.631,50	525,00	21,80
1924-25	3.212,00	634,00	23,50

Ces chiffres ne comprennent pas les centimes additionnels pour les communes et les départements. Les impôts directs et indirects ont actuellement un taux égal en lévas-or à celui d'avant-guerre; il s'en faut de beaucoup qu'il en soit de même des revenus des particuliers. Par conséquence, les impôts absorbent une partie bien plus grande du revenu national qu'avant la guerre.

B. — *Le traité de Neuilly et la dette publique*

Si l'on fait un examen même superficiel des dépenses et des pertes imposées à la Bulgarie en exécution du traité de Neuilly, on se rendra compte des difficultés dans lesquelles se trouve la Trésorerie de ce pays (1).

I. **Sommes qu'on ne saurait déduire au profit de la Bulgarie du total des « réparations » prévues par l'article 121 du Traité de Neuilly :**A. — *Livraisons et versements effectués jusqu'à la fin de 1922 :*

1. — Valeur des effets et du matériel de guerre qui sont à l'usage de combat, livrés ou abandonnés en

1. Les données suivantes sont tirées de l'exposé officiel : *La situation financière de la Bulgarie et la dette bulgare des réparations*. Edition du Commissariat bulgare des Réparations. Sofia, 1923. (En francs-or.)

exécution de la Convention d'Armistice et des articles 77, 80, 83, 87, 93, 136 du Traité de Neuilly. 633.211.117

2. — Valeur des pertes et dommages causés à l'Etat et aux particuliers par les troupes alliées au cours de leur séjour en Bulgarie (art. 295 du Traité).. 8.852.942

3. — Frais et dépenses des Commissions de délimitation des frontières de la Bulgarie (Art. 29 du Traité) compte arrêté à la date du 31 décembre 1922 423.334

Suivant les comptes présentés par les dites commissions, la Bulgarie est encore débitrice de 311.740

735.074

4. — Frais et dépenses d'installation et d'entretien de la Commission interalliée en Bulgarie (Art. 130 du Traité) 3.510.753

Cette commission interalliée, dont les dépenses aux frais de la Bulgarie sont très considérables, constitue pour le pays une lourde charge, qui vient s'ajouter à celles imposées d'autre part par le Traité Neuilly.

Pour ne citer qu'un exemple, les frais d'ameublement (une partie des meubles fut commandée spécialement à Vienne) s'élevèrent à 3.353.680 Lévas qui représentaient alors 134.144 francs-or.

5. — Frais et dépenses des Commissions interalliés de contrôle (Militaires) (Art. 97 du Traité). Compte arrêté à la date du 30 novembre 1922..... 299.673

D'après les comptes présentés jusqu'au mois de septembre 1922 par la Section française, la Bulgarie est en outre débitrice de 2.726.375 francs français. Les Sections britannique, italienne et japonaise n'avaient pas encore envoyé leurs comptes.

6. — Dépenses faites jusqu'au 30 décembre 1922 pour l'entretien des tribunaux arbitraux-mixtes (Art. 188 du Traité)..... 238.500

7. — Frais et dépenses de la Commission pour l'application de la Convention Gréco-Bulgare d'émigration (Art. 56 du Traité de Neuilly et 13 de la Convention d'émigration) Compte arrêté à la date du 1^{er} décembre 1922..... 288.059

Total A (Jusqu'à la fin 1922)..... 647.136.118

B. Du 1^{er} janvier 1923 jusqu'au 1^{er} juillet 1924 (1)

1. — Pour l'entretien des diverses Commissions et des Tribunaux arbitraux-mixtes.....	1.815.000
2. — Dépenses diverses.....	425.000
Total B (De la fin 1922 à la fin juin 1924).....	2.240.000
Total A.....	647.136.118
Total B.....	2.240.000
Total de la catégorie I.....	<u>649.376.118 francs-or</u>

II. — Sommes qui devraient être déduites
du total des « réparations »

La Bulgarie a effectué en exécution du traité de Neuilly, les dépenses suivantes, qui représentent par leur nature même une réparation des dommages causés pendant la guerre, et ne pas les déduire des réparations fixées par le même traité, équivaldrait, d'après la thèse bulgare, à les compter deux fois :

A. — Livraisons et versements effectués jusqu'à la fin de 1922

1. — Valeur des effets et du matériel qui ne sont pas à l'usage de combat, livrés ou abandonnés en exécution de la Convention d'Armistice et de l'article 136 du Traité de Neuilly.....	216.989.884
2. — Valeur des biens du Domaine public, abandonnés dans les Territoires bulgares d'avant-guerre et cédés en vertu de l'article 142 du Traité de Neuilly.	275.473.910
3. — Valeur des travaux et constructions (chemins de fer, télégraphes, téléphones, habitations, etc... etc...) exécutés par l'Etat Bulgare dans les territoires occupés... Travaux et constructions utilisés actuellement par les Etats cessionnaires dans des buts économiques du temps de paix (Art. 136 du Traité).....	49.284.595
4. — Matériel fourni et dépenses effectuées pour l'entretien des troupes alliées qui ont traversé la	
A reporter....	<u>541.748.389</u>

I. Voir Colonel Lamouche, *Comment la Bulgarie paie ses dettes de guerre* (Revue Politique et Parlementaire du 10 novembre 1924).

	Report.	541.748.389
Bulgarie ou y sont séjourné depuis l'Armistice (29 septembre 1918) jusqu'au jour de leur départ définitif (Art. 136 du Traité).....		
5. — Valeur des objets restitués jusqu'au 30 novembre 1922 à la Grèce, à la Roumanie et à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes (Article 125 du Traité), notamment 118 locomotives, 2.409 wagons, 2.330 tonnes de matériel, 15.645 traverses en chêne, plus 400 à 500 machines et appareils divers.....		65.635.727
6. — Indemnités payées jusqu'au 30 novembre 1922 à des ressortissants des puissances alliées et associées pour objets enlevés dans les territoires occupés par les armées bulgares (Art. 125 du Traité).		12.500.000
7. — Valeur du bétail livré à la Grèce, à la Roumanie et à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes (Art. 127 du Traité), à savoir : 70.825 têtes de bétail dont 14.320 vaches laitières et 12.500 chevaux, 9.378 bœufs, etc.; etc.....		8.881.700
La Bulgarie a dû donner à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes : 1.000 mulets comme réparation bien que d'après les résultats du recensement de 1910 publiés par la statistique officielle de la Serbie le nombre total des mulets dans toute la Serbie ne fût alors que de 349.		6.050.000
8. — Valeur des 135.654 tonnes de charbon livrées jusqu'au 30 novembre 1922 à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes (Art. 128 du Traité).....		
A cette date la Bulgarie devait livrer encore 115.346 tonnes de charbon.		5.576.763
9. — Indemnités versées jusqu'au 30 novembre 1922 à des ressortissants des puissances alliées et associées pour dommages causés à leurs biens, droits et intérêts en territoire bulgare (Art. 177 du traité)		
Des instances ont été introduites devant les tribunaux-mixtes pour réclamations formulées en vertu de l'article 177. Jusqu'au 1 ^{er} novembre 1922 ces réclamations portent sur une somme totale de 98.052.000 francs-or, soit 3 milliards de lévas.		197.796
Total A (Jusqu'à la fin de 1922).....		640.590.375

B. Du 1^{er} janvier 1923 au 1^{er} juillet 1924 (sommes représentant des paiements de réparations, qui

devraient être déduites, à notre avis, du total des « réparations » prévues par le Traité de Neuilly)

1. — Valeur des 35.000 tonnes de charbon livrées à l'Etat S. C. S. 2.277.500

2. — Maïs livré à l'Etat S. C. S. en vertu des divers accords du 26 novembre 1923, signés à Sofia à la suite d'une conférence Bulgaro-Yougoslave, accords dont l'un réglait la question des réquisitions opérées pendant la guerre par l'armée Bulgare en territoire Serbe..... 1.192.000

Le montant total de ce chef a été fixé à trois cents millions de lévas au cours de 4.90 francs-or pour 100 lévas. La moitié de cette somme doit être payée en quatre termes à savoir : un versement de trente millions le 1^{er} mai 1924 et trois versements de quarante millions chacun les 1^{er} mai 1925, 1926 et 1927. L'autre moitié sera présentée par des fournitures de céréales (blé et maïs) et de houille; le blé étant livré en une seule fois en 1924, le maïs en deux fois, en 1924 et 1925, la houille au cours des trois années : 1924, 1925 et 1926. La première fourniture de maïs a été mise à la disposition de la Commission Yougoslave, à Varna, le 1^{er} avril 1924.

Total B (De la fin 1922 à la fin juin 1924)..... 3.469.500

Total A..... 640.590.375

Total B 3.469.500

Total de la Catégorie II..... 644.059.875

Telles sont les réparations que la Bulgarie a effectuées pour les dommages causés dans les territoires occupés par elle hors des « réparations » de l'article 121 du traité de Neuilly, quoique la question des réparations soit, d'après nous, une pure fiction pour les Balkans.

Etant données les conditions de la concurrence des pays capitalistes occidentaux, et les destructions auxquelles l'Allemagne s'est livrée pour anéantir la puissance économique de ses ennemis, on peut parler à juste titre d'un paiement de réparations pour la restitution des forces économiques de ces pays, qui ont tant souffert de la destruc-

tion. Tandis que dans les Balkans, ce serait un non-sens de parler de destructions auxquelles se serait livrée la Bulgarie, puisqu'en agissant ainsi elle aurait affaibli sa propre économie nationale; la Bulgarie avait occupé des territoires ennemis qu'elle revendiquait comme siens et qu'elle espérait garder.

D'un autre côté, la concurrence entre les belligérants dans les Balkans n'a jamais été poussée au point de pouvoir amener les vainqueurs ou les vaincus à faire des destructions dans le but de se réserver l'exclusivité de certains débouchés.

Si des destructions ont été opérées, cela a été plutôt dans un but stratégique, et toujours par les armées en retraite et non par les armées bulgares.

III. — Créances sur l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie

CRÉANCES SUR L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE ET LA TURQUIE que la Bulgarie a perdues en vertu de l'article 145 du Traité de Neuilly		2.148.814.923
Créance de l'Allemagne sur la Bulgarie (sommes réellement versées)		261.042.868
Total de la Catégorie III (Pertes de la Bulgarie)...		<u>1.887.772.055</u>

IV. — Mais ce ne sont pas seulement les totaux que nous venons d'arrêter que la Bulgarie a dû payer comme charges de réparations. L'article 121 du traité de Neuilly l'a chargée, en plus de tout cela, d'une contribution de guerre dite « réparations », qui se chiffre par la somme énorme de 2.250.000.000 francs-or.

1. — Malgré toutes les difficultés financières, la Bulgarie a toujours fait honneur à sa signature et le 1 ^{er} octobre 1923, le premier acompte semestriel a été mis à la disposition de la Commission des réparations à Paris.....		2.500.000
2. — Un second versement a été effectué en avril 1924 (1).....		2.500.000
Total de la Catégorie IV (jusqu'à la fin juin 1924)....		<u>5.000.000</u>

1. Le troisième versement de 3.000.000 fr.-or a été effectué en oct. 1924.

La Commission interalliée de Sofia a été amenée elle-même à la conclusion que la Bulgarie ne pourrait en aucun cas s'acquitter des réparations de 2.250.000.000 francs-or imposées par le traité de Neuilly, après qu'elle a payé ou perdu tout ce que nous venons de voir.

Une série de négociations ont abouti le 21 mars 1923 à un accord, la dette de réparation de la Bulgarie a été divisée en deux parties dont :

La première A) [partie active] de 550 millions de francs-or payables en soixante ans et portant intérêt au taux de 5 0/0. Les dix premières annuités (1923-1932) sont réduites et s'élèveront progressivement de cinq à dix millions; les revenus des douanes sont affectés en garantie de ces paiements, les sommes nécessaires devant être versées à un compte spécial à la Banque nationale;

La deuxième B) [partie passive] de 1.700 millions de francs-or, de laquelle on déduit la valeur des contre-créances bulgares. La somme restante de 1.200 millions de francs-or, laquelle ne sera payable qu'après trente ans, ne porte pas d'intérêts et ne sera pas exigée, il faut l'espérer, par la Commission des Réparations.

V. — Malgré les difficultés financières, la Bulgarie s'est mise, comme on l'a vu, à acquitter ses dettes de réparations. Après avoir mis le premier acompte semestriel de 2.500.000 francs-or à la disposition de la Commission des Réparations, les Bulgares auraient pu, nous semble-t-il, espérer des félicitations pour leur exactitude. Il n'en fut rien. La Commission des Réparations leur fit savoir que ce versement ne comptait pas, parce que le Gouvernement royal devait, au préalable, rembourser les **dépenses d'occupation** !

L'article 133 du traité de Neuilly prévoyait le paiement du coût total d'entretien des armées alliées dans les territoires occupés de la Bulgarie, mais le Gouvernement bul-

gare considérait qu'il n'y avait pas eu, en réalité, d'occupation, puisque l'armistice du 29 septembre 1919 n'en prévoyait pas, sauf sur quelques points stratégiques, disposition qui ne fut d'ailleurs appliquée qu'à Varna et pendant peu de temps; les troupes alliées ne firent que traverser le territoire bulgare pour aller continuer les opérations sur le Danube, et reçurent l'aide la plus complète de la part des autorités du pays.

Le Gouvernement bulgare aurait sans doute pu discuter sur le principe même de la réclamation et en appeler à la justice internationale, mais il préféra traiter directement avec la Commission interalliée et le 28 mars 1924 fut signé un accord qui arrêta à 25 millions de francs-or, soit, au cours d'alors, 690 millions de lévas, la somme totale à payer de ce chef. Le versement devait s'effectuer en dix ans, par acomptes semestriels, à partir du 30 septembre 1924, avec intérêt au taux de 5 0/0.

Le premier versement a été effectué le 31 septembre 1924	Francs-or 1.250.000
Total de la Catégorie V.....	<u>1.250.000</u>

RÉCAPITULATIONS EN FRANCS-OR

Pertes et dépenses	Pertes	Réparations
I 649.376.118	I 649.376.118	II 644.059.875
II 644.059.875	III 1.887.772.055	IV 5.000.000
III 1.887.772.055	Total b. <u>2.537.148.173</u>	V 1.250.000
IV 5.000.000		Tot. c. <u>650.309.875</u>
V 1.250.000		
Total a : <u>3.187.458.048</u>		
Total b.....	2.537.148.173	
Total c.....	650.309.875	
Total a.....	<u>3.187.458.048</u> Francs-or	

Lorsqu'on parle des dépenses occasionnées, après la guerre, à la Bulgarie par le traité de Neuilly, il faut tou-

jours se garder d'oublier les *dépenses excessives que la Bulgarie doit faire pour l'entretien de son armée*, armée insignifiante de 20.000 hommes, recrutée exclusivement par le système médiaval *des volontaires payés*, et engagés pour une durée de douze ans (système imposé par le traité de Neuilly, art. 64 et suiv.). Le budget de l'Etat est chargé de sommes énormes. C'est là un système épuisant pour les finances publiques d'un pays, désarmé et entouré de voisins considérablement agrandis et armés, eux, jusqu'aux dents.

Mais la Bulgarie ne pouvait pas oublier les charges des *dettes d'avant-guerre* qui pesaient sur elle. Elle fut le premier d'entre les Etats balkaniques à reprendre le service de ses emprunts extérieurs, interrompu pendant la guerre. En vertu d'un accord valable jusqu'au 1^{er} avril 1924, les titres amortissables et les coupons échus ont été payés sur la base d'un franc français (papier) pour un léva aux porteurs français et à ceux des pays dont la monnaie avait un cours supérieur à celui de la monnaie française. Ces conditions mettent les porteurs étrangers dans une situation exceptionnellement favorable, en comparaison des porteurs bulgares, lesquels sont payés en lévas-papier. Tous les arriérés, coupons et titres amortis, ont été payés avant la fin de 1923 et maintenant le service des emprunts se continue régulièrement.

La seule compensation que la Bulgarie a eue, c'est la triste gloire d'être reconnue pour « la seule des nations vaincues qui paie ses dettes ». M. de Chérissey, délégué français et président de la Commission interalliée à Sofia a dit en s'adressant au ministre des Affaires étrangères, M. Kalfoff, que la Bulgarie, par l'honneur qu'elle apporte à remplir tous ses engagements, comme par l'attitude de loyauté, de sagesse qu'elle a adoptée, est désormais un élément d'ordre et de paix pour l'Orient européen.

D'après le Bulletin Statistique (février 1925) de la Direction générale de la statistique du royaume de Bulgarie, nous avons la suivante :

Situation de la Dette publique au 31 décembre 1924

	VALEUR nominale	AMORTISSEMENTS	SOLDE au 31 déc. 1924
I. — EMPRUNTS ÉTRANGERS			
a) <i>Dettes consolidées</i>			
Emprunts de l'Etat années 1892, 1902, 1904, 1907 et 1909, dette de l'occupation russe de la Roumélie orientale, dette des réparations d'après le traité de Paix (Partie A) et d'après l'article 133 du même traité.			
Total.....	<i>Francs</i> 686.611.776 <i>Francs-or</i> 575.000.000	190.367.971 —	496.243.805 608.475.781
b) <i>Dettes non consolidées</i>			
Envers la Banque de Paris à Paris et Disconto-Gesellschaft à Berlin ; envers la Compagnie des Chemins de fer orientaux, la Compagnie Jonction Salonique-Constantinople et envers le Royaume des Serbes Croates et Slovènes d'après le Traité du 26 XI.1923.			
Total.....	<i>Francs</i> <i>Marks</i> <i>Lévas-or</i> <i>Francs-or</i>		269.600.000 97.500.000 24.967.047 13.230.000
<i>Total général des emprunts étrangers</i> ...	<i>Francs</i> <i>Francs-or</i> <i>Marks</i> <i>Lévas-or</i>		765.843.805 621.705.781 97.500.000 24.967.047
II. — EMPRUNTS INDIGÈNES			
a) <i>Dettes consolidées</i>			
Emprunts bulgares d'Etat années 1914 et 1921.			
<i>Lévas</i>	256.469.000	13.628.600	242.840.400
b) <i>Dettes non consolidées</i>			
Envers la Banque agricole et la Banque nationale de Bulgarie....			
<i>Lévas</i>			4.140.023.411
<i>Total général des emprunts indigènes</i>			4.382.863.811

Le tableau suivant (1) montre que les budgets d'après-guerre sont en général « consommatifs » et doivent faire face à une dette publique écrasante. Pour l'année 1924-1925, suivant leur destination, les dépenses sont réparties comme suit : 21 0/0 pour le paiement d'intérêts et d'amortissements de la Dette publique et pour l'exécution des clauses du traité de paix; 21 0/0 pour le maintien de l'ordre intérieur et de la Défense nationale (armée); 24 0/0 à la Direction suprême de l'Etat, aux Finances et à la Justice, ce qui fait un total de 66 0/0 de dépenses destinées aux fins non productives, contre 34 0/0 accordés aux ministères qui contribuent directement au développement de la vie économique du pays (2).

Le rapport entre la Dette publique et la richesse nationale s'est modifié ainsi :

1911	1924
$\frac{1}{1 : 13,6}$	$\frac{1}{1 : 7,4}$

C. — *Manque de moyens de paiement et diminution des recettes*

On voit que la seule énumération des nouvelles pertes et dépenses provoquées par la guerre est bien longue. A cette augmentation des dépenses correspond une diminution des recettes qui empêche la Trésorerie bulgare d'équilibrer ses budgets d'après-guerre. L'écart entre les dépenses augmentées et les recettes diminuées pourrait être comblé par plusieurs moyens si les conditions économiques d'après-guerre le permettaient. On sait que l'on peut couvrir les dépenses extraordinaires par : a) Vente des domaines publics; b) Emprunts intérieurs ou extérieurs; c) Augmentation des impôts existants et introduction de nouveaux impôts, mais on ne saurait trop répéter que

1. Page 24.

2. Voir Zagoroff Sl., *La situation financière de la Bulgarie, 1924*, n° 2 de la Bibliothèque : *La Bulgarie d'Aujourd'hui*. Sofia.

DÉPENSES DE L'ÉTAT PENDANT LES ANNÉES 1919-1924

MINISTÈRES	1919-1920	1920-1921	1921-1922	1922-1923	1923-1924	1924-1925
Dette Publique	208.156.369	335.690.692	646.782.622	873.701.952	776.858.962	1.395.879.686
Ministère de la Guerre.....	111.713.876	451.005.360	423.138.154	624.985.071	1.134.394.902	1.167.961.980
Ministère des Chemins de fer, des Postes, des Télégraphes et Téléphone...	106.272.191	173.389.760	390.663.722	537.342.889	742.478.486	1.035.075.699
Ministère de l'Instruction publique.....	60.357.619	93.932.970	204.786.801	434.425.120	616.696.768	747.271.500
Ministère des Travaux publics, Chaussées et Voies	17.675.199	97.506.150	186.020.769	381.109.164	373.317.594	506.426.570
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail.	55.394.097	138.492.011	247.047.383	248.564.243	374.709.586	439.578.651
Ministère de l'Intérieur et de la Santé publique...	27.525.356	90.032.695	153.778.401	288.602.307	368.428.596	424.108.750
Ministère des Finances....	21.023.059	124.416.577	121.109.424	407.930.080	289.168.235	301.244.780
Ministères de l'Agriculture et des Domaines de l'Etat	13.569.079	46.768.201	71.845.960	124.906.872	161.254.066	246.852.290
Ministère de la Justice....	15.602.927	43.382.984	72.248.403	101.145.609	131.125.197	152.233.710
Ministères des Affaires étrangères et des Cultes.	15.611.639	41.457.984	111.331.418	117.760.252	134.522.500	138.898.661
Pouvoir Suprême	7.074.758	23.576.545	26.596.609	30.351.298	35.005.573	38.921.540
Cour des Comptes	914.104	2.698.670	4.825.370	6.224.705	8.246.297	10.427.540
Total	1.660.790.273	1.682.350.599	2.660.176.036	4.177.049.562	5.146.208.762	6.604.931.002

pour l'application de toutes ces méthodes, une condition est toujours indispensable : la prospérité économique dans le milieu où l'on cherchera les moyens de paiement nécessaires à la Trésorerie, condition qui, malheureusement, fait défaut en Bulgarie comme à l'étranger.

L'élément principal d'une économie nationale — la population active — a diminué en Bulgarie. Pendant la dernière année de la grande guerre (1918), le nombre des mobilisés en Bulgarie atteignait 860.000 hommes, soit 80 0/0 du total de la population mâle en pleine activité. Pendant la guerre 1912-1913, on a eu 45.000 hommes tués et morts de maladies. Pour la guerre 1915-1918, le chiffre est de 195.000 hommes tués et morts du fait de la guerre, non comptés les invalides restés à la charge de l'Etat et les prisonniers de guerre morts hors de la Bulgarie. Ainsi 12,2 0/0 des mobilisés et 9,77 0/0 de la population mâle ont été perdus pour l'économie nationale bulgare.

La Bulgarie de 1915 perdait par suite des clauses du traité de Neuilly 10.853 kilomètres carrés de territoire avec une population de 322.243 habitants, à savoir : de l'ancienne Bulgarie les territoires de Vidine, Tzaribrod, Bossilegrad, 1.555 kilomètres carrés avec une population de 64.309 habitants; le territoire de Stroumitza, 875 kilomètres carrés avec une population de 27.579 habitants et le territoire de la Thrace, 8.423 kilomètres carrés avec une population de 130.355 habitants.

Sa population et son territoire ainsi diminués, la Bulgarie ne pouvait certainement pas déployer une activité semblable à celle d'avant-guerre. Les éléments essentiels à la production : le travail et les forces naturelles, avaient diminué. Le capital national a aussi supporté une diminution, accompagnée de l'appauvrissement général du peuple, provoqué par la baisse du change et par les destructions occasionnées par la guerre. On a évalué la richesse

nationale après la guerre à 8 milliards de lévas-or à peu près, contre 10,3 milliards de lévas-or, avant la guerre balkanique.

Après la guerre, le revenu annuel de la Bulgarie varie autour du chiffre de 30 milliards de lévas-papier, ce qui fait 1.200.000.000 de lévas-or, tandis qu'en 1911 le revenu avait atteint d'après M. Cyrille Popoff (1) 1.650.000.000 de lévas-or.

Pour ne donner qu'un exemple de la réduction des revenus des habitants, nous indiquerons les revenus des fonctionnaires qui en 1922 recevaient, par rapport à leurs traitements de 1912, évalués en lévas-or, seulement les pourcentages suivants :

	Pourcentage par rapport au trai- tement de 1912
Ministres.	30 %
Président de la Cour de cassation. Directeur Général des Chemins de fer et autres fonctionnaires.	19 %
Professeurs d'Université	20 %
Garçons de bureau	35 %
Fonctionnaires supérieurs en général	de 19 à 30 %
Fonctionnaires subalternes en général	de 30 à 40 %

Les traitements ont été augmentés de cinq à six fois alors que la vie a renchéri de vingt à trente fois.

En 1911, le fisc percevait un *dixième* du revenu national; aujourd'hui, les besoins publics en absorbent un *sixième*.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que les recettes de l'Etat en lévas-or aient tant diminué, si l'on considère la désorganisation économique d'après-guerre, la dépréciation des valeurs mobilières, le déplacement des fortunes, la ruine de la classe moyenne, l'usure du matériel agricole et l'épuisement de la petite épargne.

1. *La Bulgarie économique*. Sofia, 1916, n° 685.

Recettes réelles de l'État :

EXERCICES budgétaires	ORDINAIRES francs-or (millions)	EXTRAORDINAIRES francs-or (millions)	TOTAL en francs-or (millions)	TOTAL en lévas (millions)
1906	135.5	9.0	144.5	144.5
1910	180.9	85.0	265.9	265.9
1911	198.8	5.0	203.8	203.8
1912	170.0	81.7	251.7	251.7
1913	165.4	77.8	243.2	248.0
1914	207.9	117.3	325.2	351.1
1915	150.8	75.8	226.6	292.4
1916	141.0	562.5	703.5	963.3
1917	245.1	374.9	620.0	855.5
1918	339.4	63.1	402.5	672.2
1919-20	194.3	0.7	195.0	846.1
1920-21	173.8	0.3	174.1	2.008.5
1921-22	145.2	0.0	145.2	2.845.9
1922-23	155.3	1.2	156.5	4.453.7
1923-24	234.9	0.2	235.1	5.365.6

Les recettes extraordinaires proviennent d'emprunts, de la frappe de monnaies, etc.

La disproportion entre le renchérissement de la vie et la diminution des revenus de la population ressort clairement de l'examen des balances commerciales d'après-guerre, lesquelles sont en général déficitaires.

ANNÉES	IMPORTATIONS en millions de francs-or	EXPORTATIONS en millions de francs-or	BALANCE francs-or	LE COURS de 100 francs-or en lévas
1916	65.3	70.0	+ 4.7	136.92
1917	97.0	166.1	+ 69.1	137.92
1918	340.7	249.5	— 91.2	166.54
1919	222.2	127.3	— 94.9	433.81
1920	209.9	155.8	— 54.1	1.154.46
1921	149.1	113.2	— 35.9	1.958.95
1922	141.9	152.1	+ 10.2	2.846.09
1923	179.5	113.8	— 65.7	2.281.17
1924	167.4	130.2	— 37.2	2.441.14

L'augmentation des recettes publiques en lévas-papiers ne représente pas un grand intérêt financier, vu l'importance des dépenses publiques qu'il faut couvrir égale-

ment en lévas-papier. Même si les recettes en lévas-or pouvaient être ramenées au niveau d'avant-guerre, ce ne serait pas encore suffisant, parce que le renchérissement de la vie est bien plus grand que la dépréciation de la monnaie nationale (1) et les dépenses publiques ne sont en relations qu'avec la cherté de la vie.

Nous avons vu l'accroissement irréductible des dépenses publiques en Bulgarie après les guerres; pour équilibrer le budget on devait chercher une augmentation des revenus, lesquels malheureusement diminuaient.

La Trésorerie devait se procurer des moyens de paiement; elle devait faire l'impossible pour éviter la banqueroute. Elle disposait à cet effet, comme nous l'avons dit, de plusieurs moyens, mais l'appauvrissement général et la crise économique rendaient ces moyens inapplicables.

L'Etat ne pouvait pas vendre ses domaines pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les domaines de l'Etat bulgare ne représentent pas une valeur assez grande pour qu'on puisse compter sur eux (2).

Ils sont aussi indispensables pour faire des distributions de parcelles aux réfugiés et pour réaliser une politique de colonisation intérieure. Mais surtout il aurait été impossible de trouver assez d'acheteurs par suite de la crise économique, et la mise en vente d'une grande quantité d'immeubles aurait abaissé leur valeur d'échange et fatalement on aurait été obligé de les céder à vil prix, sans pouvoir atteindre le but, qui était de combler le gouffre des dépenses.

Pour qu'un emprunt consolidé intérieur réussisse, il faut pouvoir compter sur les moyens de paiement disponibles dans les mains de la population. Tel n'est pas le cas en Bulgarie, surtout après les guerres. Tout le monde

1. Voir p. 8.

2. Voir le tableau p. 29.

Répartition des terres et des bâtiments par catégorie de possessions

	Pour 100 de la superficie totale des terres en Bulgarie		Pour 100 du nombre des bâtiments
	1897	1908	1910
I. Privés :			
Des particuliers.....	41.28	48.01	98.35
Des diverses Sociétés	00.00	00.05	0.03
II. Publics :			
Des communes.....	23.73	25.09	0.64
De l'Etat.....	10.55	7.89	0.34
Des écoles.....	0.70	0.72	0.13
Des monastères.....	0.46	0.58	0.05
De la Banque agricole.....	0.00	0.28	0.02
Des églises.....	0.14	0.15	0.22
Des mosquées.....	0.03	0.04	0.17
De la Banque nationale.....	0.00	0.03	0.01
Des départements.....	0.01	0.01	0.01
Des communes israélites	0.00	0.00	0.01
Terres non exploitées	23.05	17.15	0.00
Total.....	100.00	100.00	100.00

cherche de l'argent pour assainir les entreprises bouleversées par la guerre et par la dépréciation de la monnaie nationale. Ce qui caractérise le marché financier bulgare d'après-guerre, c'est le manque de moyens de paiement et les faillites :

Les faillites en Bulgarie :

	1919	1920	1921	1922	PREMIER TRIMESTRE 1923	PREMIER TRIMESTRE 1924
1. Entreprises appartenant à une personne.....	4	4	9	13	5	13
2. Sociétés en nom collectif.....	—	2	9	1	—	3
3. Sociétés en commandites.....	—	—	—	1	—	—
4. Sociétés par actions.....	—	—	—	2	1	3
5. Coopératives.....	—	—	—	2	—	2
Total.....	4	6	18	21	6	21

On voit que le total des faillites en Bulgarie allait comme suit :

1919	1920	1921	1922	1923	1924
<u>4</u>	<u>6</u>	<u>18</u>	<u>21</u>	<u>(24)</u>	<u>(84)</u>

Dans ces conditions, il n'est pas difficile de s'expliquer pourquoi l'emprunt national (6 1/2 0/0) de 1921 n'a pas réussi. On a tenté de réaliser un emprunt intérieur; on a fait une grande propagande, mais la population, quel que fût son désir d'aider la Trésorerie, ne pouvait donner plus qu'elle ne possédait. Les mêmes conditions ne permettraient pas d'émettre des bons à court terme escomptables comme les bons de la Défense nationale. On risquait de les voir se transformer en billets de banque, non convertibles, sans terme, et à cours forcé, billets qui contribueraient à l'inflation.

En matière d'emprunt intérieur, il restait en effet, comme dernier moyen, le recours à la presse de billet de banque. Mais ce jeu ne ferait qu'augmenter le coût de la vie et il provoquerait plutôt une augmentation des dépenses qu'il ne donnerait des moyens de paiements.

Aussi fut-on obligé en 1922 de faire un accord avec la Commission interalliée pour mettre fin à l'inflation. La loi du 30 juin 1922 fixe le chiffre maximum de l'inflation à 4.700.000.000 de lévas pour les avances allouées par la Banque Nationale de Bulgarie à l'Etat, et la même somme, plus le montant des réserves métalliques douze fois majoré, pour la circulation fiduciaire.

En outre, la loi accorde à l'Etat le droit de solliciter, moyennant l'autorisation de la Commission interalliée, de nouvelles avances de la Banque, jusqu'à concurrence de 5.500.000.000 de lévas. La même loi prévoit un fonds spécial pour l'amortissement automatique de la dette de l'Etat, fonds constitué grâce au prélèvement annuel de

2 0/0 sur le montant de la dette. Ce fonds d'amortissement a atteint à peine 131.308.839 lévas en janvier 1925, et la circulation fiduciaire était de 4.500.000.000 de lévas.

Les difficultés pour un emprunt extérieur ne sont pas moins grandes. L'article 230 du traité de Neuilly établit « un privilège de premier rang sur tous les biens et ressources de la Bulgarie pour le règlement des réparations ». Connaissant la teneur de cet article, les groupements financiers de l'étranger, convaincus que la dette des réparations imposées à la Bulgarie dépasse de beaucoup sa capacité économique et financière, estiment que la Bulgarie n'est pas en état de s'acquitter de ses dettes et ne peuvent se décider à lui accorder un emprunt tant que cette dette écrasante n'aura pas été réduite à un chiffre plus accessible qui tienne compte des besoins économiques et publics les plus urgents du pays. En effet, aussi longtemps que les budgets de la Bulgarie seront clos par des déficits énormes, aussi longtemps que la balance de son commerce sera fortement en débit, aussi longtemps que le change bulgare continuera à baisser et qu'en dépit de tout cela on n'aura point cessé d'insister pour que la Bulgarie paie en or l'énorme dette des réparations et pour qu'elle gage ce paiement impossible sur son existence comme Etat indépendant, aussi longtemps que cette situation durera, il n'y a pas de banque au monde qui puisse se résoudre à lui accorder un emprunt, car dans ces conditions, même le service des emprunts d'avant-guerre commence à devenir douteux, surtout depuis que les porteurs étrangers des titres bulgares ont commencé à ne pas se contenter de paiements en francs français.

A supposer même qu'il se trouve quelqu'un qui offre un emprunt à la Bulgarie, il ne le fera que contre promesse d'achat de matériaux destinés à des constructions productives et ce à des conditions éminemment onéreuses,

avec un taux d'intérêt très élevé, un cours d'émission des plus bas, et peut-être des obligations politiques, que la Bulgarie ne saurait accepter.

On voit donc qu'il ne restait à la Bulgarie qu'à augmenter le taux des impôts existants et à en créer des nouveaux. Effectivement un grand effort a été fait de ce côté. Le pays a dû faire un effort fiscal sans précédent afin de se mettre en état de supporter les effroyables charges que la guerre lui a léguées. Il a fallu faire flèche de tout bois, augmenter les taxes anciennes, en créer de nouvelles, majorer celles-ci au lendemain même de leur établissement, multiplier les mesures de contrôle afin de prévenir la fraude, et aggraver les pénalités pour la réprimer.

Les lois des budgets de l'Etat bulgare ne sont que les tableaux les plus représentatifs de cet effort fiscal, quoique très souvent sans des résultats réels. La population surchargée se trouvait dans une situation d'insolvabilité, l'évasion fiscale en dépit de toute mesure a pris des dimensions incroyables et les arriérés d'impôts croissent d'année en année. L'impôt sur les sociétés que nous allons étudier nous donnera le meilleur exemple de la charge écrasante imposée au contribuable bulgare et de l'importance des impôts arriérés par suite de l'impossibilité dans laquelle se trouve l'administration financière de les percevoir, vu l'insolvabilité des entreprises qui ont toutes les peines de se maintenir au milieu d'une crise financière terrible.

Ne pouvant songer à donner une énumération complète des réformes introduites jusqu'à la fin de 1922, nous nous bornerons à citer les suivantes (1) : l'impôt foncier a été quadruplé, toutes les forêts communales et privées ont été frappées d'une contribution unique, il a été procédé à une nouvelle estimation des immeubles (propriétés

1. *La situation financière de la Bulgarie*. Edit. du Commissariat bulgare des réparations. Sofia, 1923, p. 8-9.

non bâties) et l'impôt ordinaire a été transformé en impôt proportionnel de 4 0/0 pour les immeubles d'une valeur inférieure ou égale à 5.000 lévas et de 8 0/0 pour les immeubles d'une valeur de 80.000 et au-dessus. Le taux de l'impôt professionnel a été augmenté de plus de 50 0/0; l'impôt sur les moutons a été presque décuplé; l'impôt sur les chèvres multiplié par 13; l'impôt militaire principal a été augmenté de trente fois; les contributions qui le complètent, quinze fois; un impôt spécial et progressif a été prévu pour les bénéfices réalisés pendant les années de guerre (1915-1918) au taux de 5 à 60 0/0 des bénéfices réalisés; un impôt progressif sur le revenu global a été introduit, variant entre 2 0/0 sur les revenus inférieurs ou égaux à 20.000 lévas et 40 0/0 sur les revenus de 2 millions et au-dessus; l'impôt professionnel a été remplacé à l'égard des sociétés par un nouvel impôt progressif. Cet impôt remplace pour les sociétés l'impôt professionnel et l'impôt sur le revenu global; il varie selon le genre de la société et selon le taux des bénéfices imposables entre 6 et 30 0/0; l'impôt progressif sur les héritages et les donations dont le taux variait de 1 à 17 1/2 0/0 a été augmenté et oscille actuellement entre 1 et 66 0/0 (pour les sommes dépassant 10 millions de lévas il atteint 70 0/0); une loi sur le travail obligatoire a été votée en vertu de laquelle l'Etat a le droit d'exploiter gratuitement pendant un an, le travail des jeunes gens bulgares des deux sexes (la dispense du travail obligatoire était autorisée, mais, suivant la situation matérielle de l'intéressé ou de sa famille, contre paiement d'une somme variant entre 12.000 et 40.000 lévas); les droits d'accise sur le pétrole, les boissons diverses et les conserves alimentaires indigènes ou d'importation ont été augmentés de dix à douze fois; les droits d'accise sur le sel, le sucre, le café et le thé, l'huile, les olives, les parfums, etc... ont été

majorés de douze à quatorze fois; les taxes sur les automobiles ont été portées de 3 à 5 lévas à 120 et 240 lévas par H. P. et par an; les patentes des brasseries et débits de bière, les patentes des débits de liqueurs et spiritueux ont de même été augmentés de quatre à dix fois; les taxes postales et télégraphiques ont été augmentées de dix à douze fois; les prix des billets de chemins de fer ont été multipliés par douze, etc..., etc... Les centimes additionnels perçus par les communes et les départements sur l'impôt du revenu global et sur l'impôt des Sociétés atteignaient jusqu'à 95 0/0.

Malgré toutes ces augmentations qui, jointes à la vie de jour en jour plus chère, provoquent le mécontentement de la population, font croître la misère et rendent la vie chaque jour plus insupportable, les recettes du budget ordinaire de l'Etat ont pu atteindre, et cela avec beaucoup de peine, le chiffre de 4.453.000.000 de lévas pour l'exercice 1922-1923. Le budget ordinaire des dépenses pour la même année s'élève à 4.646.000.000 de lévas non compris les sommes même les plus indispensables, pour l'entretien et les fournitures complémentaires du matériel roulant des chemins de fer en exploitation, pour l'entretien des routes et des ports, pour l'amélioration de la production agricole et minière et pour d'autres besoins essentiels de l'Etat, non compris également les sommes dues au titre des réparations et prévues par le traité de Neuilly (art. 121).

L'inefficacité de ces réformes est due dans une grande mesure aussi à la manière dont le Gouvernement paysan de M. Stambolisky avait réparti les charges fiscales. Pour ne citer que l'avis d'un étranger qui a habité la Bulgarie et étudié sa situation financière, nous donnerons l'avis de M. Marcel Héroin.

« Les réformes qui ont été tentées depuis 1919 ne

semblent pas devoir donner des résultats entièrement satisfaisants. L'extrême faveur accordée aux habitants des campagnes qui constituent cependant la partie la plus nombreuse et la plus riche de la population et l'oppression des habitants des villes, qualifiés dans tous les documents officiels de « population improductive », ne paraissent pas compatibles avec la situation actuelle du pays (1). « La charge des paysans qui se trouvaient en 1908 être trois fois plus élevée que celle des habitants des villes, devient en 1921-1922 inférieure de 1/6 à celle des citadins (2). »

Impôt par habitant	1910	1921-1922 (12 mois)
Villes.	9,31	102,87
Campagnes.	7,11	22,04

Ce n'était un secret pour personne que le Gouvernement de M. Stambolisky professait une hostilité marquée à l'égard du capital productif en général et des Sociétés en particulier. Il est allé jusqu'à abolir les impôts qui frappent la population paysanne, notamment : l'impôt foncier et l'impôt sur les professions. Sachant la situation désespérée dans laquelle se trouvaient les finances publiques bulgares, il n'était pas nécessaire d'être prophète pour prévoir que « certains des anciens impôts supprimés seraient peut-être remis en vigueur avec les améliorations indispensables (3) ». L'impôt foncier et l'impôt sur les professions, que les agrariens avaient abolis, ont été remis en vigueur en 1924 avec certaines améliorations. Les impôts n'ont pas cessé d'augmenter depuis 1919 jusqu'à nos jours. Chaque loi de finances nous apporte une nouvelle augmentation ou un nouvel impôt.

1. *Les impôts directs en Bulgarie depuis l'affranchissement jusqu'en 1922*. Thèse Paris, 1922 pp. 58 et 59.

2. *Id.*, p. 181.

3. Héroin M., *op. cit.*, p. 59.

Les impôts sur le revenu global et sur les sociétés ont été laissés en vigueur. La législation concernant ces impôts était bien défectueuse, vu la rapidité et la négligence avec lesquelles elle a été établie. Une révision fondamentale s'imposait et elle a eu lieu pour l'impôt sur le revenu global. Un projet de loi modifiant l'imposition des sociétés est en préparation.

Telles sont les circonstances économiques et financières au milieu desquelles nous allons étudier l'imposition des sociétés en Bulgarie. De cette façon notre étude se trouve limitée d'un premier point de vue.

II. — GENRES DE SOCIÉTÉS QUE NOUS AURONS EN VUE

La législation bulgare ne connaît pas de loi semblable à la loi française du 1^{er} juillet 1901 sur les associations et nous ne pouvons pas, en ce qui concerne la législation bulgare, nous servir d'un texte légal pour donner la définition des associations. Nous sommes obligés de définir et de classer les divers genres d'associations en nous appuyant sur la doctrine et les règles de droit dispersées dans différentes lois bulgares.

Nous commencerons par donner une définition de l'association au sens le plus large du mot, et nous essaierons de faire ressortir et de caractériser les différentes catégories d'associations.

Au point de vue fiscal, il est évident qu'il ne peut être question d'imposition que pour les associations économiques et spécialement pour celles d'entre elles qu'on appelle en droit des sociétés.

A. — *Associations économiques et associations non économiques*

Au sens étymologique du mot, en effet, tout groupe-

ment permanent constitué par contrat en vue d'un objectif commun est une association (1).

Communauté de but et communauté de moyens, voilà ce qui se rencontre dans l'association et nulle part ailleurs.

Si l'on essaie d'approfondir l'examen de l'association en général, d'un point de vue économique et logique, on s'apercevra que l'association *lato sensu* n'est qu'une *méthode mutualiste de coordination volontaire de l'activité des hommes*, dirigée vers un but déterminé. Ce n'est qu'une méthode d'activité mutualiste opposée à la méthode individualiste de poursuite isolée d'un but déterminé.

Les caractères essentiels de cette définition sont les suivants : a) l'association est intimement liée avec la notion *d'activité volontaire humaine* ; b) l'association n'est qu'une *méthode mutualiste de réalisation* de cette activité ; c) cette méthode consiste dans la *coordination de l'activité de plusieurs hommes* tendant vers un but commun déterminé et d) cette méthode d'activité humaine, *en tant que coordination d'activité est plus permanente* ; elle n'est pas seulement un effort commun vers un but commun et elle n'est pas passagère comme les réunions.

L'élément de « but commun déterminé » n'offre pas un grand intérêt, parce qu'il n'existe pas une activité humaine volontaire sans un but déterminé ; bien plus, nous verrons que l'activité humaine volontaire n'existe qu'en vue de satisfaire les besoins de l'homme qui la déploie. Une coordination d'activités, c'est-à-dire des moyens, suppose une coordination des buts. L'expression : « coordination volontaire de l'activité des hommes » suppose nécessairement un but commun déterminé.

L'article 83 de la Constitution bulgare, promulguée à Tirnovo le 16 avril 1879, qui reconnaît le droit d'association, se rapporte à toutes les associations humaines

1. Pic, verbo *Sociétés*. Dalloz, *Répertoire pratique*, 1925, p. 110, n° 3c.

imaginables, en excluant celles qu'on peut considérer comme nuisibles à l'ordre public. « Les citoyens bulgares ont le droit de former des associations sans autorisation préalable, sous la seule condition que ces associations, par leurs buts et moyens, ne portent pas atteinte à l'ordre gouvernemental et social, à la religion et aux bonnes mœurs. » Le terme « Association » est employé dans cet article avec la signification que nous venons de lui donner par notre définition de l'association *lato sensus*.

Mais nous avons dit qu'il y a intérêt au point de vue fiscal à connaître quelles sont les associations économiques, c'est-à-dire à savoir quelle est l'activité coordonnée de ces associations qu'on peut appeler « économique ».

Les associations n'étant qu'une méthode d'activité, si l'on voulait les classer en économiques et non économiques, on devrait se rapporter à la qualification de leur activité.

Pour déterminer si une activité humaine est économique ou non économique on peut recourir à deux procédés, qui consistent : le premier, à chercher le critère *dans le but de cette activité*; le second, à chercher ce critère *dans l'activité même, envisagé comme moyen*.

Pour adopter le premier procédé, nous devons constater avant tout que l'activité volontaire des hommes ne peut être qu'un moyen et que cette activité, en dernière analyse a pour but unique la satisfaction des besoins humains (ceux-ci étant entendus dans le sens le plus large : besoins physiologiques, culturels, religieux, etc...).

Si l'on définit l'activité économique comme une activité des hommes consciemment orientés vers la satisfaction de leurs besoins (toujours au sens le plus large), il ne restera une seule activité humaine qui ne sera pas « économique ». Il faut donc voir quels sont les besoins économiques « lesquels donneront, comme but, le carac-

tière « économique » à l'activité, comme moyen? Et nous sommes amenés de cette manière à chercher à diviser les besoins humains (pris dans le sens le plus large) en économiques et non économiques. Mais voilà une difficulté insurmontable.

Ce premier procédé qui a été employé jusqu'à présent n'est pas du tout satisfaisant. On n'a pas pu se mettre d'accord pour diviser les besoins humains en économiques et non économiques, *quot capita tot sensus!* On a été amené à des jugements estimatifs (comme par exemple, les jugements qui qualifient les besoins vitaux indispensables, bons etc...), subjectifs et non logico-expérimentaux (1). Quelques-uns ont proposé de considérer comme économiques les besoins qui sont satisfaits par des moyens matériels, d'autres, de considérer comme tels ceux qui se rapportent à la physiologie et non pas à l'âme humaine.

Tous les besoins humains se rapportent à l'âme humaine, tous les besoins ont une substance psychologique et cette dernière ne change pas, peu importe que la genèse ait été externe, c'est-à-dire physiologique, ou interne c'est-à-dire psychologique. Un seul besoin, celui de fumer du tabac par exemple, peut avoir pour des personnes différentes ou pour la même personne dans des temps différents, une genèse d'abord psychologique qui se transforme ensuite en physiologique. Aussi ce serait un non-sens de qualifier d'économique le besoin de boire du champagne parce qu'il peut être satisfait par des moyens (biens) matériels et de qualifier de non économique le besoin de savoir l'alphabet parce qu'il peut être satisfait par des moyens (biens) immatériels; ce serait une absurdité de qualifier d'économique le besoin d'un malade d'être secouru quand il s'agit

1. Voir Vilfredo Pareto, *Traité de Sociologie générale*. Ed. française, II vol. Paris, 1917 et 1919.

des drogues du pharmacien et de non économique quand il s'agit de la science du médecin.

Chaque définition de l'activité économique sur ce terrain sera si subjective et relative qu'il vaut mieux abandonner le terrain même.

Il faut donc recourir au second procédé, chercher le principe de division des besoins en économiques et non économiques dans les qualités de l'activité même envisagée comme moyen, et non dans le but de ladite activité.

Il y a deux groupes fondamentaux d'activité humaine :

a) l'activité qui représente d'elle-même une *satisfaction directe* et immédiate d'un besoin quelconque de l'homme qui la déploie et b) l'activité qui n'est qu'un moyen *indirect*, de second ordre. Comme on le voit, les deux groupes d'activités poursuivent la satisfaction des besoins ; seulement *les premières* poursuivent ce but *d'une manière directe*, par exemple : cueillir des fruits et tout acte de consommation proprement dite, danser pour son propre plaisir, apprendre pour satisfaire sa curiosité, faire des serrures comme Louis XVI pour son propre plaisir et pour le plaisir de les faire, toute activité constituant un amusement, etc. ; et les secondes poursuivent le même but *d'une manière indirecte* ; par exemple : faire des chaussures pour acheter un billet de concert afin de satisfaire son besoin d'entendre de la musique ou pour toute autre satisfaction ; chanter pour pouvoir manger, etc. Cette seconde catégorie d'activités nous l'appellons le travail (1). Et nous pouvons conclure : l'activité économique des hommes ainsi définie, c'est le travail tel que nous le comprenons.

1. Beaucoup d'économistes définissent le travail comme l'activité des hommes consciemment dirigée vers la satisfaction de leurs besoins. Mais il n'y a pas d'activité humaine volontaire qui ne réponde pas à ces conditions. Par conséquent, toute l'activité humaine volontaire serait du travail !!

Il n'est pas malaisé maintenant de définir l'association non économique et l'association économique.

L'association non économique est une méthode mutualiste de coordination volontaire de l'activité de plusieurs hommes, dirigée vers la satisfaction, directe et immédiate, par cette activité même, de certains de leurs besoins.

L'association économique est une méthode mutualiste de coordination de l'activité de plusieurs hommes, qui n'est qu'un moyen indirect de se procurer les moyens directs pour la satisfaction de leurs besoins. Nous voyons que dans l'association économique l'activité se transforme en travail, et la « coordination de l'activité » se précise dans une « collaboration » c'est-à-dire dans le travail coordonné de plusieurs hommes. Et nous pouvons dire que *l'association économique est une méthode mutualiste de collaboration*, collaboration qui n'est qu'un moyen indirect pour atteindre un but : la satisfaction des besoins.

Une association produisant des chaussures pour le marché n'a pas pour but de son activité la production même de cet article cette production n'est qu'un moyen d'atteindre un but, à savoir de se procurer des bénéfices permettant aux membres de cette association de satisfaire leurs besoins les plus différents. Le but de l'activité d'une association de gymnastique est de satisfaire directement et immédiatement par cette activité même les besoins de ses membres. Une telle association ne saurait être considérée comme économique.

B. — Associations et sociétés

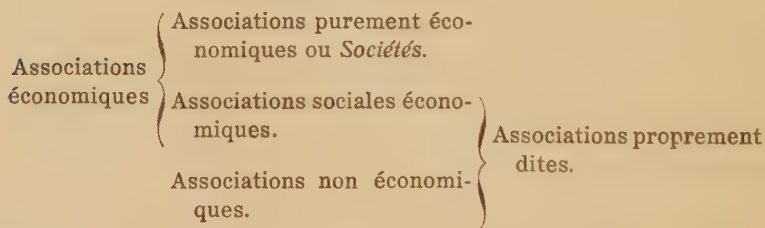
Les sociétés sont un genre d'association économique, « on a pu dire de la Société qu'elle était à l'association *lato sensu*, ce que l'espèce est au genre (1) ».

1. Pic, v° *Sociétés*, Dalloz, *Répertoire pratique*, p. 10, n° 30.

Les sociétés sont caractérisées par une activité tendant à faire fructifier un patrimoine commun et surtout par un élément décisif : partage du bénéfice de cette fructification entre leurs membres dans le but de satisfaire leurs besoins les plus différents, et ici nous avons déjà certaines définitions légales qui viendront à notre aide. L'article 444 de la loi bulgare du 5 décembre 1892 sur les Obligations et les Contrats, qui n'est qu'une simple traduction de l'article 1832 du Code civil français, définit la société en insistant sur le fait qu'elle a en vue « de partager le bénéfice » qui pourra résulter de l'activité commune des co-associés. L'association *lato sensu* embrasse les sociétés et les associations proprement dites qui se divisent de leur côté comme nous l'avons vu en non économiques et économiques.

La différence entre la société et l'association proprement dite économique est que la première a un élément purement économique à savoir : partage des bénéfices qui manque à la seconde, laquelle a un caractère plutôt social-économique.

Associations « lato sensu »



On a fait ressortir entre les sociétés et les associations proprement dites les différences suivantes :

1° On dit que l'association proprement dite est une union de personnes tandis que la société est une union de personnes et de biens. Cette distinction ne nous donne pas un

critère absolu, puisque chaque association, si peu importante qu'elle soit a toujours besoins de biens : cotisations pour des dépenses administratives, immeubles pour loger ses services et très souvent, des fonds nécessaires pour qu'elle puisse atteindre ses buts, même si ces derniers sont les plus éloignés d'une activité économique. Par conséquent, *la mise en commun de biens n'est pas un élément distinctif des sociétés ;*

2° On a pu dire très souvent que les associations proprement dites sont désintéressées, c'est-à-dire qu'elles déploient une activité désintéressée tandis que les sociétés ont pour but la réalisation des bénéfices, c'est-à-dire qu'elles poursuivent la réalisation d'intérêts pécuniaires. Ce n'est pas là non plus à notre avis un élément distinctif, car nous avons vu *qu'il n'existe pas d'activité volontaire humaine qui soit désintéressée*, encore moins pourrait-il exister une coordination d'activité (association) où les membres déploieraient une activité sans aucun intérêt. Les associations philanthropiques et les plus « désintéressées » qu'on puisse s'imaginer poursuivent toujours comme nous l'avons vu un but déterminé, à savoir la satisfaction de certains besoins de leurs membres. Ces besoins peuvent être une vanité, un désir de gloire ou simplement satisfaction d'un sentiment philanthropique mais toujours satisfaction d'un besoin que les membres de cette association considèrent comme assez important pour s'engager dans l'activité de cette association. *Le manque de tout intérêt pécuniaire n'est pas non plus décisif*, puisque dans le siècle où nous vivons il est bien difficile de trouver un intérêt qui ne puisse être évalué en valeur pécuniaire.

3° Enfin, on insiste avec beaucoup plus de raison sur le fait que les associations ne distribuent pas entre leurs membres les bénéfices qu'elles peuvent parfois réaliser tandis que les sociétés ne sont constituées qu'en vue de

réaliser et de partager un bénéfice entre leur membres.

Cet élément distinctif peut être présenté sous un aspect plus favorable si l'on dit que *les sociétés sont un genre d'associations économiques qui ont pour but d'accroître les moyens de second ordre de leurs membres, et de les distribuer entre eux, afin de les laisser continuer la poursuite des moyens aptes à donner une satisfaction directe et immédiate à leurs besoins.*

Lorsqu'on a fait la discrimination des sociétés et des associations proprement dites, puis établi la différence entre les associations sociales-économiques et les associations non économiques, la controverse qui a mis aux prises d'une part :

MM. Thaller, Pic, Wahl, Lévy-Ullmann, Hayem, Colin et Capitant, Bertin, et d'autre part :

MM. Trouillot, Pichat, Planiol et Chapsal, perd toute espèce d'intérêt (1).

Il n'est plus nécessaire de discuter pour savoir quel est le caractère des associations qui font des bénéfices souvent pécuniaires mais ne les répartissent pas entre leurs membres, c'est-à-dire si elles sont des sociétés ou bien des associations, ou quelque chose d'autre. En effet, la théorie des premiers a toutes les raisons de diviser les associations *lato sensu* en associations (proprement dites) et sociétés ; elle a toutes les raisons de dire que : « l'association et l'à *contrario* de la société », que « l'association commence là où finit la Société » ou bien plus clairement que « tout groupement permanent non susceptible à raison de son objet d'être qualifié de société, doit être envisagé comme une association ». Mais la seconde théorie n'a pas moins raison de vouloir distinguer parmi ce qui reste hors des

1. Delaporte Jean, *Le régime fiscal des associations, congrégations et cercles*. Thèse Paris, 1925, pp. 5-16, Voir aussi Dalloz. *R. P.* (XI), 1925. *Pic. V° Sociétés.*

sociétés comme associations, deux catégories différentes. Cependant il semble très peu satisfaisant de prendre comme critère « l'absence de tout intérêt pécuniaire tant au profit des membres que de la personne morale elle-même » et de soutenir que « le qualificatif d'association devrait être réservé aux groupements poursuivant un but entièrement désintéressé, indépendant de tout intérêt pécuniaire », et d'essayer de diviser ce que nous appelons associations proprement dites en :

a) Contrat innomé et b) association, au lieu de les diviser en association sociale-économique et association non économique. Avant tout ce critérium pêche par manque de base économique et d'autre part, l'expression « contrat innomé » est très imprécise. Il nous paraît plus logique de faire la distinction que nous proposons et d'un côté de ne pas confondre tout ce qui « commence là où finit la société » et d'un autre côté de prendre un critère économique pour distinguer deux groupes d'associations proprement dits et de ne pas parler d'associations et de contrats innomés, lesquels en fait ne sont que des associations comme toutes les associations, mais seulement des associations sociales-économiques et ce n'est que cela qui les différencie des associations non économiques.

Ceci posé, nous pouvons donner des exemples de notre division.

1^o *Associations non économiques :*

a) Cercles, associations scientifiques, littéraires, artistiques, musicales, sportives, etc... (1) ;

1. a) Une association de musiciens qui a pour but de satisfaire les besoins musicaux de ses membres, tout en déployant une activité musicale, n'est qu'une association non économique dont l'activité se trouve plus près du jeu (Bücher-Entstehung der Volkswirtschaft, 1920-1921) que de l'activité d'une association économique.

b) Une association de musiciens, déployant une activité musicale, qui a pour but de procurer à ses membres les moyens pour la satisfaction de

b) Associations de bienfaisance, d'intérêt général, etc...

2° *Associations sociales-économiques :*

a) Syndicats professionnels, associations politiques, etc...

b) Coopératives qui ne vendent qu'à leurs propres membres et ne distribuent pas de bénéfices (les économies réalisées ne sont pas des bénéfices) ; et en général toute coopération ne présentant pas les caractères distinctifs des sociétés ;

c) Exploitations d'entreprises quelconques en vue de distribuer les bénéfices réalisés à des œuvres charitables, ou en général associations qui ne distribuent pas les bénéfices réalisés ;

d) Syndicat de porteurs d'obligations, etc... ;

e) Même les cartels et trusts « puisque, dit M. Lévy-Ullmann, le trust poursuivant un but intéressé autre que la poursuite directe d'un bénéfice à partager entre ses membres, n'est pas une société, il est une association », etc., etc.

3° *Sociétés* (Associations purement économiques).

a) Sociétés civiles ;

b) Sociétés commerciales ;

c) Coopératives qui distribuent des bénéfices à leurs membres.

S'il n'existe pas en Bulgarie de législation sur les associations autre que l'article cité de la Constitution, nous trouvons une législation sur les sociétés qui tranche beaucoup de questions controversées en France.

Comme nous l'avons indiqué, l'article 444 de la loi sur les obligations et les contrats est une simple traduction de l'article 1832 du Code civil français. Il définit

toute espèce de besoins et qui non seulement n'a pas pour but de satisfaire par elle-même leurs besoins musicaux, mais qui très souvent leur cause de l'ennui, une telle association, contrairement à la première, doit être considérée comme économique.

en ces termes la société en tant que contrat: « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Les sociétés civiles universelles sont définies par les articles 448 et 449 et la société civile particulière par l'article 452 de la même loi bulgare du 5 décembre 1882 sur les obligations et les contrats. Ces articles aussi sont de simples traductions des articles correspondants 1837, 1838 et 1841 du Code civil français.

La définition légale de la société donnée par l'article 444 n'est pas en désaccord avec la formule économique et logique que nous avons adoptée.

Toutes les sociétés qui correspondent à cette définition et qui ne sont pas commerciales ou coopératives d'après la législation bulgare, sont des sociétés civiles et on peut les classer dans une des catégories établies par les articles 448, 449 et 452 de la loi sur les obligations et contrats.

Le Code de commerce bulgare du 29 mai 1897 est inspiré par le Code hongrois lequel est lui-même basé sur l'ancien Code de commerce allemand (remplacé en Allemagne par la loi du 19 mai 1897 qui est en vigueur depuis 1900; art. 1, 7, 8 et suiv.).

L'article 68 du Code de commerce bulgare énumère limitativement les sociétés commerciales: « Sont considérées comme sociétés commerciales:

- 1^o Les sociétés en nom collectif;
- 2^o Les sociétés en commandite;
- 3^o Les sociétés par actions;
- 4^o Les associations. »

Cette terminologie imparfaite nécessite certaines explications. Sous l'expression « Sociétés en commandite (2^o) »

on comprend les sociétés en commandite simple, abstraction faite des règles touchant les sociétés en commandite par actions, lesquelles sont portées à la rubrique « Sociétés par actions (3^o) ». Cette rubrique embrasse les sociétés anonymes « où les associés ne participent que par leur apport ; sans avoir une responsabilité illimitée » (1). Le capital de ces sociétés est fixé et divisé en actions. La même rubrique embrasse aussi les règles spéciales touchant les sociétés en commandite par actions.

Sous l'expression « Sociétés par actions », on entend en Bulgarie couramment, les sociétés anonymes. Quand il s'agit des sociétés en commandite par actions, on les désigne expressément.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'article 68 mentionne dans sa partie finale (4^o) les « Associations » (sdrou-jénjata) et le chapitre V tout entier du code est consacré sous le titre *Associations aux coopératives et aux sociétés en participation* dites : les premières « Associations » et les secondes « Associations en participation ».

Les cinq premières sections de ce chapitre, qui concernent les « Associations » (Coopératives) ont été abrogées par la nouvelle loi du 22 février 1907 sur les « Associations coopératives ». Toutes les sociétés qui se sont constituées dans les formes prévues par cette nouvelle loi sont commerciales, vu la non-abrogation de la partie finale (« 4^o Les Associations ») de l'article 68 du Code de commerce bulgare, qui énumère les sociétés commerciales d'après leur forme et non d'après leur activité et vu l'emploi du même terme « Association » par la nouvelle loi.

Il faut toutefois remarquer que pour qu'une société

1. Art. 148 du Code de commerce bulgare.

puisse revêtir la forme de société en nom collectif, en commandite simple ou en participation, les articles 70, 127 et 268 du Code de commerce bulgare exigent qu'elle se propose pour but « de faire le commerce ». Les sociétés par actions et les coopératives sont des sociétés commerciales indépendamment du caractère des actes qu'elles accomplissent. L'article 149 du Code de commerce stipule expressément :

« La société par actions est considérée comme commerciale même lorsque l'objet de l'entreprise n'est pas un acte de commerce. »

L'article 1^{er} de la loi sur les « Associations coopératives » stipule : « Est considérée comme association coopérative, dans l'esprit de la présente loi, toute société, formée par un nombre illimité d'associés et créée en vue de développer les intérêts économiques de ses membres et de donner un essor au crédit, à l'agriculture, à l'industrie et aux métiers par la collaboration ou par la mutualité. »

Usant d'une terminologie défectueuse, la loi en question traite toutes les coopératives comme des associations et la loi du 6 août 1920 sur l'impôt des sociétés les considère comme des sociétés. L'article 1^{er} de cette loi est rédigé en ces termes : « L'impôt sur les professions et les revenus globaux des sociétés par actions, *des coopératives et des autres sociétés*, soumises à un contrôle public est établi sur leurs bénéfices imposables conformément aux tableaux suivants :... etc... » Il faut toutefois remarquer, que, d'une part, la loi sur les « Associations coopératives » emploie parfois, pour désigner celles-ci, le terme « sociétés » (comme nous l'avons vu dans l'art. 1^{er} sus cité : « est considérée comme association coopérative... toute *société*... etc... ») et que, d'autre part, le titre du tableau III de l'article 1^{er} de la loi du 6 août

1920 sur l'impôt sur les sociétés porte : « Tableau de l'impôt sur les *associations* et les *sociétés* coopératives ».

Il est vrai, que certaines coopératives ont, comme on l'a vu, le caractère d'associations économiques (définies au point de vue économique et au point de vue logique), tandis que ordinairement elles ont le caractère de sociétés, mais ce n'est pas cette distinction que le législateur bulgare a voulu faire en employant pour désigner les coopératives, tantôt le terme « association », tantôt le terme « société ». Il est évident que d'après la loi sur les « associations coopératives » celles-ci ne sont que des associations tandis que d'après la loi de l'impôt sur les sociétés elles sont plutôt des sociétés. Si le législateur bulgare voulait adopter seulement l'un de ces termes, il serait beaucoup plus juste d'employer partout le terme « société », vu que la grande majorité des coopératives ont le caractère de sociétés. Pour notre part, nous tiendrons toujours compte de la division des coopératives en sociétés coopératives et associations coopératives (lesquelles sont des associations sociales-économiques au point de vue de notre principe de division).

Par suite de cette terminologie législative défectueuse, les *associations* coopératives de même que les *sociétés* coopératives sont considérées par l'article 68 du Code de commerce comme des sociétés commerciales, et la loi du 6 août 1920 sur l'impôt des sociétés les impose toutefois, ainsi que nous l'avons vu, comme des sociétés. En étudiant l'imposition des sociétés, nous sommes amenés à étudier aussi l'imposition de toutes les associations proprement dites d'ordre social-économique, qui ont revêtu la forme coopérative, déterminée par la loi du 28 février 1907, sans prendre pour cela le caractère de sociétés.

La loi du 8 mai 1924 a introduit récemment la forme des sociétés à responsabilité limitée qui n'a rien de com-

mun avec la société à responsabilité limitée de la loi française du 23 mai 1863, abrogée par la loi du 24 juillet 1867 (art. 47). C'est le type de la société à responsabilité limitée, Gesellschaft mit beschränkter Haftung (G. m. b. H.) de la loi allemande du 20 avril 1892 (1).

L'article 1^{er} de la loi bulgare sur les sociétés à responsabilité limitée est rédigé en ces termes : « Des sociétés à responsabilité limitée peuvent être créées pour tous objets économiques permis par les lois, excepté pour des entreprises d'assurances. »

Art. 11. — « La société à responsabilité limitée n'est considérée comme constituée qu'après son immatriculation dans le Registre du Commerce du Tribunal dans le ressort duquel elle a son siège. »

Art. 24. — « Les administrateurs sont obligés de veiller à la tenue régulière des livres de commerce nécessaires. Dans les trois premiers mois de chaque année commerciale, ils doivent faire la balance annuelle et établir le compte profits et pertes pour l'année écoulée. Dans le contrat de société, ce délai peut être prolongé jusqu'à six mois. »

Art. 25. — « Dans l'établissement du bilan qui doit embrasser toute l'activité de la société, les règles suivantes sont à observer » (suivent sept points réglementant minutieusement l'établissement du bilan et la tenue de la comptabilité en général).

On voit d'une part que cette forme de société a aussi un caractère commercial (et comme dans la législation bulgare les sociétés prennent le caractère de commerciales d'après leur forme, il est hors de doute que les sociétés à responsabilité limitée doivent être considé-

1. La loi française du 7 mars 1925 a introduit cette forme de sociétés en France. Voir : Chapsal F., *Des sociétés à responsabilité limitée*. Payot Paris, 1925.

rées comme des sociétés commerciales) et d'autre part, que ces sociétés sont « soumises à un contrôle public » et par suite doivent être soumises à l'impôt des sociétés, d'après l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1920 (L'art. 1^{er} du projet de loi de M. P. Todoroff sur l'impôt des professions ordonne le contraire).

Par conséquent nous sommes amenés à étudier l'imposition en général:

1^o Des sociétés civiles et

2^o Des sociétés commerciales; notamment:

a) Sociétés en participation;

b) Sociétés en nom collectif;

c) Sociétés en commandite simple;

d) Sociétés en commandite par actions;

e) Sociétés anonymes ou sociétés par actions;

f) Sociétés à responsabilités limitées;

g) Sociétés coopératives et

h) Associations économiques coopératives.

La loi du 11 janvier 1908, complétant le tableau des catégories d'après lequel l'impôt sur les professions est payé, fait par ses fameuses remarques que nous allons étudier un groupe à part: « des sociétés anonymes, sociétés d'assurances et des autres sociétés, lesquelles, en vertu du Code de commerce, sont obligées de publier leur bilan annuel », pour les imposer sur les bénéfices et les fonds de réserve qu'elles veulent bien montrer dans leur bilan. D'après les articles 470 à 473 du Code de commerce bulgare ce ne sont pas seulement les sociétés d'assurances qui ont cette obligation, mais toutes les entreprises d'assurances quelle que soit leur forme. Comme l'obligation pour les sociétés d'assurances de publier leur bilan ne dépend pas de la forme de société, mais de l'objet de l'entreprise, toutes les sociétés imaginables d'assurances étaient soumises à la règle de la remarque III.

On ne voit pas bien pourquoi une entreprise individuelle d'assurance devrait être soumise à des règles fiscales si différentes d'une entreprise en nom collectif d'assurances, quoique toutes les deux soient obligées de publier leur bilan et fassent les mêmes actes de commerce.

Plus récemment, la loi du 26 janvier 1922 modifiant celle du 6 août 1920 sur l'impôt des sociétés, divise toutes les sociétés imposables en cinq catégories payant des taux différents, comme suit :

« Article 1^{er}. — L'impôt sur le revenu global des sociétés par actions, des coopératives et des autres sociétés soumises à un contrôle public est établi sur leurs bénéfices imposables non pas d'après la loi de l'impôt sur le revenu global, mais d'après les dispositions de la présente loi conformément aux tableaux suivants » :

« TABLEAU I. — Impôt des sociétés s'occupant exclusivement ou seulement en partie de banque, de commerce ou d'assurances » (On comprend par-là les sociétés soumises à un contrôle public, par conséquent les sociétés par actions, les coopératives, toutes les sociétés d'assurances imaginables, les sociétés à responsabilité limitée, etc...).

« TABLEAU II. — Impôt des sociétés s'occupant de la production industrielle, agricole et de l'élevage. »

« TABLEAU III. — Sociétés qui ont pour objet l'industrie des mines. »

« TABLEAU IV. — Impôt des associations coopératives de crédit, de consommation et d'assurances. »

« TABLEAU V. — Impôt des associations coopératives de production. »

Comme l'imposition des sociétés civiles et des sociétés commerciales non soumises à un contrôle public diffère très peu de l'imposition des entreprises individuelles,

nous ne nous occuperons pas beaucoup de ces sociétés pour pouvoir fixer notre attention sur l'imposition des sociétés qui sont soumises à des règles spéciales.

Telles sont les limites de l'objet de notre étude.

III. — INTÉRÊT SPÉCIAL QUE REPRÉSENTENT LES IMPÔTS SUR LES REVENUS DES SOCIÉTÉS

Comme nous l'avons dit, notre étude sera limitée encore d'un troisième point de vue.

Les sociétés en Bulgarie sont frappées d'un grand nombre de taxes, d'impôts directs et d'impôts indirects. Pour se faire une idée exacte de la charge fiscale qui pèse sur les sociétés en Bulgarie, on doit examiner tous les paiements de ces dernières au profit du fisc., ce qui nécessiterait des développements considérables. Nous nous bornerons à donner seulement certaines indications, dans le chapitre suivant, sans pouvoir nous arrêter plus longtemps, sur les diverses taxes payées par les sociétés au profit de l'Etat, des départements et des communes, taxes qui ne soulèvent pas de difficultés spéciales ni du point de vue fiscal, ni du point de vue économique, ni même du point de vue social. Les questions que ces taxes soulèvent, sont des questions d'application de tarifs équitables, de coordination et de perfectionnement de la législation et de l'administration financière, mais ces questions ne se posent pas seulement pour la taxation des sociétés. On pourrait presque en dire autant des impôts indirects sur les transactions (droits de timbre et d'enregistrement) si l'on ne constatait, dans ces derniers temps, une tendance marquée à surimposer les sociétés. On constate cette tendance d'hostilité dans la dernière modification de la loi sur les droits du timbre, sous le régime de M. Stambolisky, et dans l'introduction sous le même

régime, d'un droit d'enregistrement spécial pour les sociétés par actions, droit payé au moment de leur création (loi du 31 octobre 1919, complétant l'art. 167 du Code de commerce bulgare) et même avec force rétroactive pour les sociétés existantes depuis le 15 décembre 1915. Telle est encore la tendance de certaines interprétations des lois sur les droits du timbre et d'enregistrement, interprétations données par le ministère des Finances qui cherchait à aggraver la situation économique déjà difficile des sociétés en Bulgarie.

Nous ne nous arrêterons pas plus longtemps sur les anciens impôts directs réels (système des signes extérieurs). Ces impôts frappent non pas les sociétés elles-mêmes, en tant qu'entreprises personnifiées par la raison sociale ou la personne morale, mais l'activité professionnelle des sociétés. Ces impôts ne cherchent pas à atteindre les revenus des sociétés, en tant qu'êtres distincts de leurs membres, non plus que les revenus tirés par les personnes physiques de l'activité économique des sociétés. Tout au contraire ils imposent le revenu présumé de l'activité professionnelle des entreprises sans se préoccuper de savoir si ces entreprises appartiennent à des personnes physiques ou à des sociétés. C'est pour cela que les impôts réels établis d'après les signes extérieurs ne soulèvent pas de questions délicates et difficiles comme celles que soulèvent les impôts personnels sur les revenus dans les domaines fiscal, économique, législatif, administratif et social.

Les impôts personnels sur les revenus frappent, en tenant compte de la capacité contributive des intéressés, les différents revenus que les contribuables tirent de leur activité économique individuelle ou de l'activité économique des groupements dont ils sont les membres. La capacité contributive dépend de la quantité et de la qua-

lité des revenus dont disposent les personnes physiques, comme moyens pour la satisfaction de leurs besoins. Il faut toutefois examiner les impôts du seul point de vue de l'intérêt des personnes physiques et n'envisager les revenus des sociétés qu'en tant que bénéfices destinés à être partagés par les personnes physiques qui forment les sociétés. C'est seulement autour des personnes physiques que se concentre l'activité économique, et ce sont elles seules qui comptent pour la politique fiscale, économique et sociale.

Les principes de l'équité et de l'égalité de l'imposition exigent que les revenus des personnes physiques, égaux en qualité et en quantité supportent les mêmes charges. A ce principe est liée la question de la double imposition. D'un côté, l'activité économique des sociétés ne diffère pas essentiellement de l'activité économique des personnes physiques et comme nous l'avons vu la différence réside uniquement dans une question de méthode. Cependant la méthode de collaboration dont les sociétés sont l'incarnation et la législation qui les régit offrent certaines facilités pour la réalisation de revenus par cette méthode et donnent, au point de vue de la science des finances, une qualité aux revenus, que les personnes physiques tirent de l'activité des sociétés, différente de la qualité des revenus, que ces mêmes personnes physiques tirent de leur activité individuelle.

Cette différence de qualité entre ces deux genres de revenus explique et justifie une imposition spéciale des revenus des personnes physiques, provenant de l'activité des sociétés dont elles sont les membres, imposition spéciale et différente de l'imposition des revenus provenant de leur activité individuelle. C'est dans cette différence de qualité entre ces deux genres de revenus qu'il faudra chercher la mesure dans laquelle l'imposition spé-

ciale des revenus tirés des sociétés peut être plus forte que l'imposition d'autres genres de revenus qui n'ont pas la même qualité. Par conséquent, l'imposition personnelle sur les revenus soulève la question fondamentale de savoir dans quelle mesure l'imposition des revenus provenant de sociétés fait un double emploi avec les autres impôts dans un système fiscal donné (c'est la question de la double imposition) et de savoir dans quelle mesure cette double imposition peut être expliquée et justifiée au triple point de vue fiscal, économique et social.

Tel est le côté le plus intéressant de notre sujet, et c'est surtout sur cette question fondamentale que nous nous proposons de fixer notre attention tout en examinant les questions secondaires qui en découlent.

CHAPITRE PREMIER

LE SYSTÈME FISCAL BULGARE

Pour savoir dans quelle mesure sont imposés les revenus que le contribuable bulgare tire de l'activité des sociétés dont il est le membre, il nous faut connaître tous les impôts bulgares qui pourraient donner lieu à une double imposition sur ces revenus déjà atteints par les impôts, frappant directement les sociétés.

Il nous faut les connaître également pour savoir comment s'explique et dans quelle mesure se justifie cette double imposition.

La question devient des plus intéressantes, lorsqu'à côté des impôts sur les revenus « appartenant » aux sociétés ou en provenant, existent des impôts cédulaires sur les revenus et des impôts sur le revenu global, qui atteignent encore une fois les bénéfices des sociétés en frappant l'ensemble des revenus des personnes physiques.

En Bulgarie on avait abouti sous le régime agrairien à des situations étranges. Les revenus d'une entreprise individuelle n'étaient atteints que par l'impôt principal sur le revenu global, en absence de tout autre impôt, impôt cédulaire personnel ou impôt réel, frappant ces mêmes revenus, tandis que les revenus d'une entreprise semblable, mais qui avait eu le malheur d'exister sous forme de société, étaient soumis à un impôt sur les sociétés grevant les bénéfices réalisés, en plus de l'impôt principal sur le revenu global qui frappait ces mêmes bénéfices,

sous la forme de revenus, dans les mains des personnes physiques.

On ne saurait comprendre comment était possible une pareille situation si l'on n'examine pas le développement du système bulgare et les raisons souvent d'ordre économique, fiscal ou social, mais bien plus souvent d'ordre politique, qui ont déterminé les derniers gouvernements de la Bulgarie à modifier successivement le système fiscal de ce pays.

Nous sommes ainsi amenés à passer rapidement en revue l'évolution du système fiscal bulgare, et surtout l'évolution des impôts directs.

I. — PREMIÈRE PÉRIODE : DE L'AFFRANCHISSEMENT DE LA BULGARIE (1878) A LA RÉFORME DE 1894-1895

A. — *Les Origines*

Depuis 1393 jusqu'à 1878 la Bulgarie n'était qu'une province de la Turquie et nous devons commencer par un aperçu du régime fiscal de la Bulgarie sous la domination des Sultans.

La législation financière turque procédait du Coran. « Elle dérivait du texte sacré, soit directement par application de ce texte, soit indirectement, au moyen des ordonnances des souverains (Canouns) qui sont, ou sont censés d'être des interprétations du Coran appropriées aux circonstances (1). »

Mourad I^{er} (1359-1389), inaugura la législation des Canouns. C'est de son règne que date la première organisation des finances, réorganisation développée par la suite sous Mahomet II et surtout sous Soliman le Grand. Les Canouns de Soliman rassemblés en 1566 (alors que la

1. Morawitz, *Les finances de la Turquie*, 1902. Paris, p. 2.

Bulgarie était déjà sous la domination turque) par le Defterdar Mahomet Tchelebi, et dont les principaux sont le Canoun Raya ou des finances et celui des Timars, nous offrent un tableau fidèle des impositions qui grevaient le sol et ses habitants.

Ibrahim Halleby (mort en 956 de l'Hégire) qui, dans son célèbre traité Multeka-Oul-Ubhour, nous donne un exposé des divers impôts, auxquels étaient astreints les sujets musulmans ou non musulmans, soumis à l'autorité des califes arabes et des sultans ottomans vers le dixième siècle de l'Hégire, cite trois impôts principaux, à savoir : 1^o la dîme; 2^o l'impôt foncier (Haradj-Erazy); 3^o la capitation (Djizyé ou Haradj) sans parler des confiscations; des droits de mines, et les tributs des pays vassaux. Les musulmans étaient exemptés de toute contribution personnelle et payaient seulement la dîme. Tous les impôts qui viennent d'être cités sont des impôts légaux (Rusumi Chérié) établis d'après la loi de l'Islam. Une deuxième catégorie d'impôts est formée par les Tekalefi Urfiyé. Ce sont les taxes arbitraires qui doivent leur existence non plus à la loi fondamentale de l'Islam, mais à des ordonnances politiques émanant du bon plaisir du souverain, d'importation occidentale, d'origine moderne et en presque totalité indirectes, à savoir : droits de douane et d'octroi, impôts sur les célibataires, droits de pesage et de magasinage, des amendes correctionnelles, taxes de mariage, droits de poste, droits des salines, des pêcheries et surtout droits de timbres, taxes judiciaires et les « patentes, ou impôts perçus sur les boutiques et les magasins » qui très souvent appartenaient à des associés (Ortaks) Mais les patentes comme impôts sur les revenus présumés des diverses professions c'est-à-dire le Temettu qui grevait les revenus de toutes les sociétés existant n'apparaît, qu'à près le Tazimat.

Toutes ces contributions auxquelles s'ajoutaient les tributs des principautés vassales, avaient été instituées à des époques différentes sans qu'on ait tenu compte des charges fiscales grevant les contribuables, qui étaient, comme nous l'avons dit des non-musulmans. Ces derniers ne présentaient aucun intérêt pour le pouvoir public de l'Empire ottoman pas plus que pour les puissances occidentales, lesquelles imposaient à la Turquie diverses taxes pour pouvoir retirer les intérêts et les annuités des grands emprunts qu'elles avaient accordés à la Turquie.

Ce système fiscal incohérent grevait les sociétés civiles et commerciales, tant qu'elles existèrent en Bulgarie sous la domination turque avant le Tanzimat, de même qu'il grevait les personnes physiques. Il frappait les revenus présumés d'après des signes extérieurs et n'avait aucun rapport avec la personne physique ou morale qui percevait ces revenus. Il faut toutefois remarquer qu'à cette époque les sociétés par actions, les coopératives et en général les sociétés « soumises à un contrôle public » n'existaient pas en Bulgarie, de même que dans tout l'Empire ottoman, exception faite de quelques cas isolés comme celui d'une sorte de société par actions qui existait sous le règne de Sélim III (1789-1807), société à laquelle avait été concédé le bail des revenus de la douane en Turquie.

Telle est l'origine de la législation fiscale turque, laquelle au cours des siècles s'est peu à peu transformée, sans toutefois perdre ses traits caractéristiques jusqu'à l'époque de l'affranchissement de la Bulgarie (1878).

Les dimensions de notre étude ne nous permettent pas de suivre toute l'évolution de tous les impôts d'origine turque jusqu'à l'apparition d'une législation bulgare sur ces matières.

À l'époque où la Bulgarie s'est libérée du joug turc, le système fiscal de l'Empire ottoman comprenait les impôts

suivants : 1^o la dîme (Oschour), qui a toujours été un des principaux impôts directs, supportés par les musulmans comme par les non-musulmans ; 2^o l'impôt foncier (Haradj-Erazy) établi sur la valeur de tous les biens immeubles faisant partie, sous le nom d'Emliak, du groupe d'impôts sur les revenus appelé Verguies et payés par les provinces (vilayets) comme la Bulgarie ; 3^o la capitation (Haradj) qui avait pris diverses formes nouvelles pour pouvoir tenir plus ou moins compte de la capacité contributive des sujets de la Sublime Porte d'après les signes extérieurs de leur fortune et de leurs revenus.

A cette catégorie d'impôts, lesquels avaient leurs origines dans la capitation, appartenaient le second impôt des Verguies qui imposait les revenus des loyers sous le nom de Idjar, et le troisième impôt des Verguies qui n'était autre que l'impôt sur le revenu Temettu, dit en Bulgarie Temettouat, introduit vers 1875, quelques années avant la libération. Ce dernier concernait spécialement les sociétés. Etant donné qu'il est en quelque sorte l'ancêtre de l'impôt sur les professions, nous allons nous arrêter dans notre chapitre III sur son évolution historique. En dehors de la dîme et des Verguies : Emliak, Idjar et Temettouat on avait encore les impôts sur le bétail (Beglik, sur les brebis et les chèvres, et Sertchim, sur les porcs) et l'impôt militaire Bédel Askérié sur les non-musulmans, qui, d'après le Coran n'étaient pas admis au service militaire. Ce dernier était payé seulement dans les vilayets.

Tel est le système des impôts directs que les organisateurs de la nouvelle principauté de Bulgarie trouvèrent en vigueur au moment de la libération. Mais il y avait aussi des impôts indirects qui restaient presque toujours les mêmes à savoir : droits de douane, droits d'octroi, accises sur le vin, monopoles sur le tabac, sur le sel, sur la poudre à canon, droits régaliens sur les pêcheries et les

salines ; impôt du timbre et taxes pour la collation des titres, c'est-à-dire d'enregistrement. Si l'on ajoute les revenus des domaines et les tributs payés par les Etats vassaux, on aura un tableau d'ensemble de toutes les sources de revenus publics de la Turquie à l'époque de l'affranchissement de la Bulgarie.

B. — *Après l'affranchissement (1878)*

Le gouvernement provisoire russe, constitué après la libération et gouvernant pendant la période de l'occupation de la Bulgarie par l'armée russe (1877-1879), a dû prendre pour point de départ de l'organisation financière de la nouvelle Principauté le système fiscal turc.

Dès le commencement de la guerre turco-russe (1876-1877) la perception des impôts en Bulgarie avait été négligée et elle fut entièrement suspendue en juillet 1877.

Le Prince Dondoukoff-Korsakof, Commissaire de l'Empereur Alexandre II le libérateur, s'appliqua pendant les années 1878-1879 à organiser les finances de la nouvelle Principauté. Une Commission bulgare nommée par le Prince, résolut de conserver dans ses grandes lignes le système fiscal turc tout en y introduisant certaines améliorations, dont la principale fut l'abolition définitive du système de ferme. On organisa l'administration financière en prévoyant la collaboration de la population pour l'établissement des impôts. L'impôt militaire, devenu sans raison d'être par suite de l'introduction du service militaire obligatoire (qui fait défaut à la Bulgarie d'aujourd'hui), fut supprimé. Les monopoles turcs furent écartés. Par contre, furent introduits d'une part l'impôt des vignettes (en bulgare « banderoles ») du tabac et d'autre part des accises sur le tabac, l'alcool et les spiritueux en général (et non pas seulement sur les vins comme précédem-

ment). En même temps furent introduites des licences pour la fabrication et la vente des mêmes articles.

N'ayant pas le loisir d'étudier longuement le nouveau système, créé après l'affranchissement, non plus que son histoire jusqu'à la grande réforme de 1894-1895, nous nous contenterons d'examiner rapidement les principales étapes de l'évolution de tous les impôts qui en faisaient partie.

La dîme fut maintenue par le Prince Dondoukoff-Kor-sakoff comme un impôt au taux de 1/10 sur les produits de la terre de toute catégorie, perçus en nature. La loi du 23 mai 1880 prescrivit que la dîme serait perçue en argent, pour les produits des forêts, des vignobles, des jardins fruitiers et potagers et des prairies, à cause des difficultés rencontrées pour la perception en nature de ces genres de produits. La dîme sur les céréales continue d'être perçue en nature. Pendant les années 1882-1883 et surtout avec la loi du 13 février 1883, la dîme fut transformée en un impôt de répartition payé en argent et appelé « contribution foncière ». Les forêts, vignobles, etc... gardèrent leur impôt particulier. Après l'union de 1885 entre la Bulgarie et la Roumanie Orientale, laquelle avait conservé le système turc, une loi du 26 janvier 1889 rétablit pour la période 1889-1892 la dîme en nature et le régime de la loi de 1880 en général. La loi du 15 décembre 1892 rétablit celle de 1883. Ce fut seulement avec la loi du 20 décembre 1895, pendant la période des grandes réformes financières, qu'on tenta de modifier sérieusement la dîme en Bulgarie.

Parallèlement à la dîme, les Vergues du système fiscal turc furent maintenues en vigueur conformément aux décisions de la Commission chargée de l'organisation des finances publiques bulgares et en vertu de « l'instruction sur les impôts des immeubles et des revenus », du Prince

Dondoukoff-Korsakoff en date du 18 mai 1879. Cette instruction maintenait l'Emliak, le Temettouat et l'Idjar du système turc. Son paragraphe premier était rédigé en ces termes : « Tous les habitants de la Principauté de Bulgarie sont astreints, en vertu des dispositions suivantes à payer au Trésor : A) l'impôt sur tous les immeubles ; B) l'impôt sur le revenu (qui frappe tous les genres de revenus) et C) l'impôt sur le loyer des immeubles... » Nous n'étudierons pas ici le Temettouat (l'impôt sur le revenu), qui fera l'objet d'un paragraphe du chapitre III, seulement nous nous appliquerons à faire ressortir que parallèlement à cet impôt, payé par « tous les habitants de la Principauté de Bulgarie sans exception ». (Paragraphe 18 de l'Instruction) à raison de 3 0/0 de « tous les revenus tirés tant du commerce, des professions et autres occupations que des capitaux et des autres biens meubles ou immeubles, comme : maisons, bâtiments de rapport, usines, minoteries, terres, jardins, vignobles, etc... » existait aussi l'Emliak à raison de 4 0/0 sur la valeur de l'immeuble (§ 3) et l'Idjar.

Tandis que le Temettouat était un impôt sur le revenu, l'Emliak était un impôt sur la propriété immobilière. Les terres productives payaient trois genres d'impôts : la dîme (1/10 des produits en nature), le Temettu (3 0/0 des revenus obtenus par ces mêmes produits) et enfin l'Emliak (4 0/0 de la valeur des terres). C'était une charge fiscale très lourde.

Les rares sociétés qui existaient alors payaient les mêmes impôts. Il faut toutefois remarquer que les entreprises qui ne labouraient pas la terre n'étaient frappées que de l'impôt sur le revenu (Temettouat) et de l'impôt sur la propriété immobilière (Emliak). Le paragraphe 4 de l'instruction relatif à l'Emliak dit expressément que l'impôt frappe : « les immeubles qui appartiennent à des

particuliers, à des sociétés, à des églises, à des monastères ou à toutes autres institutions qui ont le droit de posséder des biens », et le point 3 du paragraphe 5 dit que : « Les immeubles qui appartiennent à plusieurs personnes comme les minoteries et les autres industries doivent être portés sur une liste à part, liste complétée par les indications suivantes : quelles sont les personnes qui les possèdent, quelle est leur valeur, etc... ».

Le troisième impôt des Verguies, l'impôt sur les loyers (Idjar), lequel frappait au taux de 3 0/0 les loyers tirés de tous les immeubles (§ 28 de l'Instruction) complétait le système fiscal bulgare à l'époque de l'affranchissement. Il n'était qu'un complément de l'impôt sur le revenu (Temettouat) parce que : « lorsqu'on arrête le total du revenu de chaque contribuable, il ne faut pas compter le revenu que le propriétaire peut tirer de la location de ses immeubles ou de la location de sa ferme. Ce revenu est frappé d'un impôt spécial » (§ 22 : l'Impôt sur le loyer Idjar).

Des lois successives sont venues réformer ces trois impôts. La loi du 24 mai 1880 sur l'Emliak, l'Idjar et le Temettouat maintient ces impôts, assis sur les évaluations turques, conformément aux registres existants. La loi du 24 janvier 1885 fait une première concession à l'agriculteur bulgare. L'article 1^{er} de cette loi dit que : « L'Idjar est l'impôt qui frappe le loyer des immeubles à l'exception des terres soumises à la dîme. » On voit que de cette manière l'Idjar se transforme en un impôt sur le revenu de la propriété immobilière bâtie. Son établissement se faisait avec la collaboration des communes (art. 113 : « Les communes reçoivent pour leur travail de l'établissement de l'Idjar une indemnité s'élevant à 25 0/0 des sommes réellement encaissées par la Trésorerie. »).

La loi du 11 janvier 1892 modifiant l'article 4 de la loi précédente prévoit comme cette dernière plusieurs exonérations de l'Idjar et de l'Emliak pour les bâtiments publics et les bâtiments affectés à des œuvres d'intérêt public. Enfin la loi du 21 février 1885 remplace l'impôt sur le revenu (Temettouat) par l'impôt des « patentes », tout en maintenant l'Emliak et l'Idjar. Cette loi, remplacée plus tard par la loi sur l'impôt des professions, sera aussi étudiée au chapitre III. Il faut toutefois remarquer que la charge fiscale des agriculteurs était de nouveau atténuée en vertu de l'article 42 de cette nouvelle loi (de 1885) relative à l'impôt sur le revenu, dit *impôt des patentes* : « sont exonérés de la patente les agriculteurs pour les produits qu'ils retirent de leur propre terre et qu'ils vendent, ainsi que les éleveurs pour le bétail qu'ils élèvent, les jardiniers, maraîchers, vigneron et en général tous les cultivateurs qui vendent leurs produits ailleurs que dans des magasins ou autres locaux analogues ».

La loi sur l'impôt de la patente, sans apporter une réforme capitale, constituait déjà un progrès dans la matière. Son article 3 énumérait les catégories des professions qui étaient soumises à cet impôt à des taux différents et déterminés par des moyens divers, à savoir :

a) Fonctions et emplois publics; b) Professions libérales; c) Professions commerciales; d) Professions industrielles; e) Métiers.

C'est cette loi qui pour la première fois prévoit un régime fiscal spécial pour les sociétés par actions et les sociétés d'assurances. Cette loi aussi sera étudiée dans le chapitre III.

Il nous reste à passer rapidement en revue l'évolution du Beglik et du Sertchim, hérités de la législation turque, ainsi que l'introduction de l'impôt des routes et de l'im-

pôt militaire après l'affranchissement de la Bulgarie.

Si l'on fait abstraction de la loi du 16 mai 1880, qui tentait d'introduire une gradation du taux de l'impôt, loi qui fut remplacée quelques mois plus tard par celle du 4 décembre 1880, les impôts Beglik et Sertchim restèrent invariables jusqu'à la réforme de 1894, à savoir : 80 centimes (stotinki) par tête sur les chèvres, 60 centimes par tête sur les moutons et 60 centimes sur les porcs. Au commencement, aucune exemption n'était accordée. La loi du 1^{er} décembre 1891 exempta de l'impôt pour une période de dix ans certaines espèces de brebis, importées pour la plupart et spécialement élevées pour la production de la laine. En 1895, l'impôt sur les porcs (Sertchim) fut supprimé et ne reparait plus dans le système fiscal bulgare. L'impôt du Beglik existe encore aujourd'hui.

La contribution des routes fut instituée par la loi du 4 décembre 1881. C'était un impôt personnel : chaque sujet bulgare devait à son gré fournir quatre journées de travail en nature ou payer 8 lévas. Cette contribution avait pour but la création de nouvelles routes et la réparation de celles endommagées pendant la guerre. Tous les ressortissants bulgares de 20 à 55 ans y étaient astreints. La loi du 18 février 1883 abaissa l'impôt en argent à 4 lévas. Sans compter les modifications, plutôt de détail, introduites par les lois des 3 mars et 11 décembre 1883, 5 décembre 1888 et 4 février 1894, on peut dire que cet impôt n'a pas subi jusqu'à la réforme de 1895 de grandes modifications.

L'impôt militaire, comme nous l'avons vu, a été supprimé en 1879, mais après la guerre bulgaro-serbe de 1885 qui montra qu'il est injuste de laisser certains sujets non mobilisés faire des bénéfices en travaillant leur terre pendant que les autres font des sacrifices pour la Patrie,

on vota la loi du 2 décembre 1889, qui soumit à l'impôt militaire toutes les personnes impropres au service dans l'armée.

Tel était le système des impôts directs en Bulgarie avant la grande réforme de 1894-1895.

Les impôts indirects n'avaient pas beaucoup changé. Il faut toutefois noter : que les droits de douane ont été portés de 8 0/0 *ad valorem* à 10 1/2 et même à 14 0/0, que les accises, qui ont été régies jusqu'à la réforme 1894-1895 par la loi du 12 février 1883 et le règlement administratif de 1891, n'ont pas subi de grandes modifications, que le tabac reste frappé du droit d'accise Mourourié et du droit des vignettes, droits régis d'abord par l'instruction provisoire sur l'accise du tabac du 1^{er} février 1879 et plus tard par la loi sur le tabac du 15 décembre 1890, modifiée jusqu'à l'époque des réformes par trois lois successives (1891, 1893 et 1894).

Sans énumérer les privilèges et les monopoles de l'Etat, nous devons mentionner l'existence de l'impôt du timbre, les droits d'enregistrement et les taxes judiciaires qui touchaient particulièrement les sociétés.

II. — DEUXIÈME PÉRIODE : DE LA RÉFORME DE 1894-1895 JUSQU'À LA FIN DE LA GRANDE GUERRE 1915-1918

Le régime du dictateur Stambouloff s'écroula le 18 mai 1894 après une lutte acharnée de toute l'opposition et de tous les milieux sociaux réunis sous le mot d'ordre « Liberté et Légalité ».

Le gouvernement de M. Stoïloff prit le pouvoir le lendemain 19 mai 1894, soutenu par le nouveau « Parti national » formé le 3 juin de la fusion de tous les éléments actifs des anciens partis qui avaient mené la lutte contre Stambouloff. Ce gouvernement du Parti national

(faisant actuellement partie de l'entente démocratique qui soutient le gouvernement de M. le professeur Tzankof) avait pour ministre des Finances M. Ivan Ev. Guéchoff, devenu plus tard chef du même Parti national.

Ce dernier nomma une Commission en vue de « réformer le système fiscal bulgare » devant laquelle il déclara : « ... Nous devons venir en aide aux agriculteurs qui ont supporté et supportent sur leurs épaules épuisées le fardeau principal de nos impôts. Nous devons leur enlever une partie de ce fardeau pour en charger les contribuables plus aisés. Le but principal de notre Commission est donc d'arriver à une répartition plus équitable et mieux équilibrée de nos impôts. Les bases nécessaires pour une réforme radicale manquent dans notre pays, en particulier pour l'institution de l'impôt progressif. On se heurte à de nombreuses difficultés pour établir les bases d'un impôt, etc... (1). »

M. Guéchoff envisageait les réformes suivantes :

1^o *Dime*. — Diminution des charges des agriculteurs par la suppression de l'*Emliak* pour les immeubles non bâtis et par l'institution pour ces immeubles d'un impôt sur la propriété dit « impôt foncier » équitablement réparti;

2^o *Verguies*. — a) *Emliak* : Suppression et remplacement par un impôt sur la propriété bâtie dit « Impôt sur les bâtiments »;

b) *Impôt des patentes* : Transformation en « impôt sur les professions » qui embrasse aussi l'impôt sur les revenus des loyers dit *Idjar* (lequel n'était pas supporté par les agriculteurs) (2);

c) *Idjar* : Abrogation de cet impôt;

1. Ivan Guéchof, *Paroles et actions*. Sofia, 1899, p. 200, cité par M. Marcel Héroin.

2. Voir à la page 68, art. 42 de la loi du 24 janvier 1885.

3° *Impôt sur le bétail*. — a) *Beglik* : Modification de l'impôt;

b) *Sertchim* : Abrogation.

4° *Impôts secondaires*. — Impôt militaire, contribution des routes, impôt pour les écoles. — Modification.

En même temps, des améliorations ont été faites pour les impôts indirects parmi lesquels figuraient :

a) L'impôt sur les successions, dit « Impôt des biens acquis à titre gratuit » ;

b) Les licences pour la fabrication et la vente du tabac, de l'alcool, des spiritueux, etc...;

c) Le droit de timbre;

d) Le droit d'enregistrement;

e) Taxes judiciaires, etc...

Tous ces impôts indirects frappaient d'une part les revenus que les personnes physiques tiraient de l'activité économique des sociétés et d'autre part les capitaux placés dans des sociétés.

Les principales lois issues de la réforme de M. Guéchoff restèrent en vigueur jusqu'à la fin de la grande guerre et c'est seulement après 1920 que son œuvre fut remplacée par un nouveau système fiscal.

A. — *L'impôt foncier*

La loi du 20 décembre 1894, qui fait partie de ce système de réformes, supprima la dîme et institua à sa place l'impôt foncier, impôt de répartition sur la propriété non bâtie. La charge de l'agriculteur était allégée, le chiffre porté au budget pour l'impôt foncier présentait une diminution de plus d'un quart du montant prévu par la dîme. Cette loi réalisait une des plus importantes réformes fiscales de la Bulgarie. L'impôt qui consistait jusqu'alors dans le prélèvement par l'Etat d'une partie de la récolte

annuelle changeait complètement de caractère. Un nouveau principe était introduit. L'impôt foncier, qui venait d'être créé, n'était plus assis sur les produits de la terre, c'était la propriété même du sol qui était imposée. Par suite, un changement dans la personne frappée de l'impôt avait également lieu. L'imposition n'atteignait plus le possesseur de la terre (fermiers, usufruitiers, etc...), du moins d'une manière directe, elle frappait dorénavant le propriétaire en tant que tel. Il ne semble donc pas exagéré de dire que l'introduction de l'impôt foncier constituait en Bulgarie une véritable révolution fiscale (1).

Cet impôt, payé en argent, était divisé comme suit :
1^o impôt sur les terres (excepté les vignobles et les forêts);
2^o impôt sur les vignobles et 3^o impôt sur les forêts.

Toutes ces catégories de terres étaient imposées d'une manière différente. La répartition de l'impôt qui eut lieu en 1895 fut faite pour cinq ans.

A cause des difficultés financières, une loi de 1900 restaura la dîme en nature, mais cet essai n'eut pas de succès. Après des événements politiques regrettables, la loi du 18 mai 1901 rétablit l'impôt foncier tel qu'il existait d'après la loi de 1894.

Une nouvelle révision de la même loi fut effectuée par la loi du 21 décembre 1910 et plus tard par les dispositions temporaires applicables aux territoires acquis en 1913. Pendant la grande guerre, le ministre des Finances, M. Tontcheff, ordonna de percevoir sur les terres dans les régions libérées un léva par décare au maximum. L'imposition restait la même pour les vignobles et pour les forêts. Cette prescription de M. Tontcheff fut ratifiée par la loi de finances pour l'exercice 1920-1921. C'est dans cet

1. Marcel Héroin, *Les impôts directs en Bulgarie depuis l'affranchissement jusqu'en 1922*. Thèse Paris, 1922, p. 61.

état que les réformes d'après-guerre ont trouvé l'impôt foncier de M. Guéchoff.

B. — *L'impôt sur les bâtiments*

Une autre loi de la même date que la loi sur l'impôt foncier (20 décembre 1894) institua l'impôt sur les bâtiments, qui fait aussi partie de la grande réforme entreprise à cette époque.

Nous savons que l'Emliak, impôt d'origine turque, qui portait sur les valeurs immobilières, était perçu aussi bien sur les fonds de terre que sur les immeubles bâtis. L'impôt sur les bâtiments de 1894 doit donc être considéré comme une institution entièrement neuve.

L'impôt sur les bâtiments ne frappait pas les terres labourables, non plus que les vignobles, les forêts, les jardins, et les autres immeubles non bâtis qui payaient l'impôt foncier. Les greniers et les étables des agriculteurs ne payaient pas non plus l'impôt sur les bâtiments. Nous savons que jusqu'à cette époque l'imposition était proportionnelle à raison de 4 0/0 de la valeur des immeubles. Le nouvel impôt est progressif, commençant par le taux de 4 0/0 pour finir par celui de 6 0/0. L'établissement de l'impôt se faisait pour des périodes de cinq ans.

La loi du 29 mars 1919 relative aux 6/12 des crédits du budget de 1918 autorisés pour le premier semestre de 1919-1920, éleva le taux de l'impôt sur les bâtiments et augmenta en même temps la progression qui commence toujours à 4 0/0 mais finit à 8 0/0. Cette augmentation était due à la dépréciation de la monnaie bulgare et à la plus-value que les circonstances donnaient aux bâtiments.

Contrairement à l'avis de M. Héroin (*op.cit.*, p. 95), nous pensons que l'observation faite par M. le docteur

Weiss Bartenstein, dans son ouvrage sur l'Economie nationale bulgare (1), n'a pas perdu, même aujourd'hui, de son intérêt pratique. En effet, l'imposition aux mêmes taux des maisons d'habitation et des bâtiments industriels ne peut être considérée que comme une erreur. Les bâtiments industriels étaient soumis, dans la période examinée par cet auteur, à l'impôt sur les professions, lequel formait une double imposition avec l'impôt sur les bâtiments industriels. Actuellement, une grande partie des industries sont frappées de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu global et de l'impôt sur les bâtiments, ce qui fait une triple imposition sur un même objet. On est donc fondé encore aujourd'hui à trouver cet impôt très mal aménagé en ce qui concerne les bâtiments industriels.

C. — *L'impôt des professions*

La grande réforme fiscale de 1894-1895, tout en conservant les bases de l'impôt des patentes, la réorganisa complètement. Après les lois des 17 décembre 1887, 18 décembre 1888, 16 décembre 1889 et 15 décembre 1890, qui n'ont fait que garder les taux établis en 1885 pour l'impôt des patentes, la loi du 20 janvier 1895 vint consolider cet impôt sous le nom d'impôt « sur les professions » et elle en étendit considérablement la portée, car outre les revenus commerciaux et industriels, l'impôt frappait tous les revenus mobiliers ou immobiliers. Sa désignation était donc peu logique; c'était en fait un impôt sur toutes espèces de revenus et non pas seulement sur ceux des professions. Son assiette très étendue nécessita une réglementation très complète. Les autorités chargées d'en effectuer la perception, ainsi que les procédés suivant lesquels

1. *Bulgariens Volkswirtschaft und Entwicklungsmöglichkeiten*. Berlin, 1918, p. 407.

elle s'effectuait, différaient selon la qualité des contribuables et la nature des matières imposables.

Nous n'étudierons pas ici l'impôt sur les professions qui réglait l'imposition des sociétés en Bulgarie pendant cette période. Nous examinerons son développement historique dans le chapitre III. Il faut toutefois signaler qu'après dix ans de discussions diplomatiques au sujet des capitulations héritées de la Turquie, on a reconnu à la Bulgarie en 1896 le droit de frapper du même impôt les revenus des étrangers. D'un autre côté, il faut se garder d'oublier les modifications apportées à cette loi par des lois successives : loi du 25 décembre 1895, modifiant la partie « C » (Professions commerciales), du tableau des catégories d'après lesquelles cet impôt des professions est payé, lois des 15 décembre 1897, 18 décembre 1898, 29 janvier 1900; 28 mai 1901, 31 décembre 1904 maintenant les chiffres de cet impôt établi pour l'année 1895, loi du 23 mars 1905 qui compléta l'article 13 pour obliger les établissements de crédit et les sociétés diverses qui payent des revenus des capitaux placés chez eux à retenir l'impôt au moment du paiement des intérêts et des dividendes. Plus tard, la loi de finances pour l'exercice 1909 a fixé à 4 0/0 le taux de ce genre d'impôt sur les valeurs mobilières. La loi du 30 janvier 1908 constitue une modification importante à la loi sur l'impôt des professions, surtout en ce qui concerne l'imposition des sociétés. Elle a introduit les cinq fameuses remarques additionnelles au tableau des catégories d'après lesquelles l'impôt sur les professions est payé.

Cette loi sera également étudiée au chapitre III.

Enfin, la loi de finances pour l'exercice 1919-1920 a modifié la progression de l'article 13, article relatif à l'imposition des sociétés.

Abstraction faite de ces modifications, les grandes lignes

de la loi de l'impôt des professions de 1894 restèrent en vigueur jusqu'à la fin de la grande guerre, époque à laquelle cet impôt fut aboli par les agrariens.

D. — *Les autres impôts*

Le Sertchim, comme nous le savons, a été aboli. Le Beglik n'avait pas été atteint par la réforme de 1895. En 1896, on a introduit certaines modifications dans la manière dont cet impôt était perçu et on a ramené le taux pour les brebis de 60 à 50 centimes par tête. En 1899, on a ramené le taux pour les chèvres de 80 centimes à 70 centimes par tête. En 1906, le taux était de 40 centimes pour les premières et de 60 centimes pour les secondes. Le taux allait donc en diminuant par suite du souci qu'on avait de ménager les intérêts des agriculteurs. En 1919, après la baisse du change, les taux furent établis respectivement à 60 centimes et 1 léva. Plus tard, au cours de la même année, ils furent portés à 1 et 3 lévas. La loi de finances pour l'exercice 1921-1922 les porta à 2 et 3 lévas, celle de 1922-1923 à 3 et 5 lévas, etc...

L'impôt militaire échappa à la réforme fiscale de 1895. Les lois des 15 décembre 1897 et 30 décembre 1904 se bornèrent à en élever le taux. La loi du 20 décembre 1910 a réformé l'impôt militaire, mais comme cet impôt n'a aucun rapport avec le revenu des sociétés, nous n'examinerons pas les modifications qui y furent apportées par des lois successives.

L'impôt des routes a été réorganisé par une loi du 4 février 1894. Il frappait tous les sujets bulgares du sexe masculin âgés de 21 à 55 ans qui étaient obligés soit de payer 10 francs, soit de travailler quatre jours au profit de l'Etat. La même année, la loi du 20 décembre en abaissa le taux à deux journées de travail ou 4 lévas

par an. La loi du 2 février 1900 le porta à quatre journées ou 8 lévas. La loi du 20 mars 1904 a aboli la prestation du travail en nature et établi un impôt fixe de 6 lévas et un impôt proportionnel de 4 0/0 sur tous les impôts directs payés par les contribuables. Cet impôt était payé même par les femmes au service de l'Etat. Depuis 1907, cet impôt est payé aussi par les étrangers. La loi de finances pour l'exercice 1909 a maintenu seulement l'impôt proportionnel de 11 0/0 sur tous les impôts directs, y compris les licences pour le commerce et la fabrication des tabacs, spiritueux, etc... En 1920, l'impôt des routes fut perçu sous la forme d'une majoration de 11 à 23 0/0 des impôts directs payés par les contribuables, suivant leur montant, lorsque celui-ci allait de 1.000 à 30.000 lévas. La loi de finances du 23 mars 1921 a aboli cet impôt.

L'impôt au profit des écoles fut établi en Bulgarie dès avant la réforme fiscale de 1894-1895 par la loi du 14 décembre 1891. Il devait procurer les ressources nécessaires pour le paiement des traitements aux instituteurs. Jusqu'à 1900 il était de 5 0/0 sur les impôts directs et les licences. Depuis 1900 le taux a été élevé à 10 0/0. L'impôt en faveur des écoles fut rayé du budget de l'Etat en même temps et pour les mêmes motifs que l'impôt des routes.

L'impôt sur les transmissions de biens à titre gratuit, quoique frappant les fonds des sociétés au moment de leur transmission par succession ou par donation, ne nous intéresse pas beaucoup, puisqu'il est relatif à tous les biens de la succession et non seulement aux actions et parts des sociétés. Une grande partie des actions des sociétés sont au porteur et paient très rarement cet impôt. Les autres impôts indirects, tout en étant souvent modifiés, restèrent en général les mêmes et venaient s'ajouter

à la charge des impôts directs qui grevaient le contribuable bulgare en général et les sociétés en particulier.

Nous devons aussi mentionner les centimes additionnels aux impôts directs, centimes payés pour l'alimentation des budgets des départements, des communes et des chambres de commerce. Le maximum des pourcentages des centimes additionnels a été fixé par les diverses lois réglant les budgets locaux. Ces pourcentages par exemple étaient de 25 0/0 au maximum de l'impôt foncier et de tous les autres impôts directs, excepté les impôts des professions et des licences, qui supportaient respectivement des augmentations de 50 0/0 et 75 0/0. Les communes ont actuellement le droit de recevoir une majoration de 100 0/0 sur l'impôt des sociétés.

Nous pouvons donc dire que la réforme de M. Guéchoff créait un système d'impôts réels qui frappait : 1^o la propriété immobilière non bâtie (impôt foncier); 2^o la propriété immobilière bâtie (impôt sur les bâtiments); et 3^o les revenus de tous genres exceptés ceux des agriculteurs (impôt sur les professions). Le Beglik et les autres impôts secondaires complétaient ce système d'impôts réels établis d'après des signes extérieurs.

A la fin de la grande guerre 1915-1918, le système fiscal de M. Guéchoff (de 1895) était déjà vieilli. La situation financière de la Bulgarie était déplorable; les dépenses avaient énormément augmenté tandis que les revenus publics avaient diminué.

III. — TROISIÈME PÉRIODE : DEPUIS LA FIN DE LA GRANDE GUERRE (1915-1918) JUSQU'À NOS JOURS

Nous connaissons les difficultés financières en présence desquelles se trouvait la Bulgarie d'après-guerre. Le Cabinet de coalition de M. T. Théodoroff avait déjà pris les

mesures nécessaires pour augmenter les revenus de l'Etat et avait tracé le plan de la réforme fiscale d'après-guerre. Une Commission de trente et une personnes qualifiées a été nommée en octobre 1919 en vue d'étudier les réformes nécessaires des impôts et de préparer des projets de lois relatifs à ces réformes et en général d'étudier toutes les questions financières et économiques concernant la situation de la Bulgarie d'après-guerre. « A la suite des travaux de cette Commission, le ministre des Finances, M. Daneff, a déposé les deux projets de lois à la Chambre des députés en vue de réaliser les réformes nécessaires. On avait l'intention d'introduire un système fiscal semblable au système français : garder l'impôt sur les professions en le modifiant pour en faire un impôt cédulaire et créer un impôt global sur les revenus. On songeait en outre à introduire l'impôt sur la richesse, idée qui a été délaissée par le ministre des Finances, M. Daneff. Les deux projets que ce dernier a déposés à la Chambre des députés sont le projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu global et le projet relatif à l'impôt des sociétés. Ainsi il jetait les premières bases de la réforme envisagée, mais il ne put la mener à bonne fin. Le remplacement du Gouvernement de M. Théodoroff par celui de M. Stambolisky amena successivement au ministère des Finances MM. Daskaloff et Tourlakoff. Ceux-ci ont présenté de nouveau à la Chambre des députés les projets de loi de M. Daneff avec des modifications, plutôt de nature à faire dévier la réforme.

En 1922, l'esprit de classe du Gouvernement agrarien prit le dessus et on bouleversa le système fiscal bulgare pour pouvoir favoriser les paysans et pour charger la « classe improductive des villes » de la presque totalité des impôts.

A la suite des « nouvelles simplifications », suivant l'expression employée à la Chambre par M. Tourlakoff, on se

trouva au commencement de l'année 1923 en présence d'un système fiscal tout à fait neuf, peut-être unique au monde par son incohérence. La double et la triple imposition des revenus de certaines catégories de contribuables introduites sans aucune justification se joignaient à la complète exonération d'autres catégories de contribuables. C'était un système fiscal monstrueux, ou pour mieux dire c'était l'absence de tout système. « Toutes les réformes à partir de cette date (1920-1922) ont eu un but exclusivement politique et ont été faites pour servir les intérêts du parti. » (Héroin, *op. cit.*, p. 58.)

Cette « simplification », qui n'était rien moins qu'un complet bouleversement du système fiscal, mettait l'administration financière dans l'impossibilité d'établir la cote des impôts. Par conséquent, une partie des impôts ne pouvait être perçue; quant à l'autre, à savoir : celle qui incombait aux partisans du Gouvernement, on ne voulait pas la percevoir.

Pendant les années 1921-1922, les recettes ont été insignifiantes, quoique les impôts fussent écrasants pour la population la plus atteinte de la crise économique.

Après la chute du régime de M. Stambolisky, on a cherché à remédier à la crise financière en créant un système d'impôt supportable et apte à satisfaire les besoins publics. Il faut dire toutefois que la réorganisation des finances publiques va assez lentement. En 1923 et 1924, on a apporté aux lois existantes les modifications nécessaires pour écarter les injustices les plus criantes du système fiscal des agrariens, tout en étudiant les possibilités de créer un système qui correspondît aux exigences économiques et financières de notre époque. On a réintroduit l'impôt foncier, aboli par les agrariens, et deux grands projets de loi sont en discussion au Sobranié, projets introduisant : le premier l'impôt cédulaire sur

les revenus et le second un amendement important à l'impôt global sur le revenu, ce dernier passant du rang d'impôt principal à celui d'impôt complémentaire.

Nous allons suivre chronologiquement les « réformes » fiscales accomplies par le Gouvernement de M. Stambolisky, et les efforts faits par le ministre des Finances, M. Todoroff, du gouvernement de M. Tsankoff, pour réorganiser les finances bouleversées de la Bulgarie.

A. — *Origines des réformes d'après-guerre*

Nous avons vu que, dès l'année 1919, on avait pris les mesures en vue d'augmenter les recettes de l'Etat en accentuant la progressivité de l'impôt sur les bâtiments ainsi que celle de l'impôt sur les professions; on avait augmenté le Beglik et doublé l'impôt foncier de 1918 sans toutefois pouvoir en réalité percevoir cet impôt ainsi augmenté; on avait augmenté aussi l'impôt sur les biens acquis à titre gratuit; on avait introduit par la loi du 6 mai 1919 l'impôt sur les bénéfices de guerre et on avait déposé le projet de loi pour un impôt supplémentaire sur le revenu global.

L'idée de l'introduction de cet impôt en Bulgarie a déjà sa petite histoire. Dès le 23 février 1909, le ministre des Finances, M. Yvan Sallabacheff du cabinet démocrate, avait nommé une Commission en vue d'étudier la question et de préparer un projet de loi. Cette Commission avait élaboré, en vue de remplacer les divers impôts existants, des projets de lois relatifs à un impôt sur la richesse et à un impôt sur les revenus. En 1912 avait été déposé à la Chambre des députés par le ministre des Finances, M. Théodoroff, du Cabinet du Parti national, un projet de loi relatif à un impôt sur les revenus, lequel a pu passer seulement en première lecture. Même pendant la

guerre, on avait préparé des projets de loi à cet effet, projets qui d'ailleurs n'avaient pas pu aller plus loin qu'au Conseil des Ministres. Les mêmes idées de réformes a eu aussi le ministre des Finances du cabinet Malinoff-Kostourkoff (Démocrate et Radical), M. Liaptcheff, et enfin nous avons vu que le projet de loi, qui est dû à l'initiative de M. Daneff, est devenu la loi du 22 juin 1920 avec les modifications introduites par le projet de loi de M. R. Daskaloff (déposé le 15 mai 1920) et le projet de la loi de M. Tourlakoff.

Par rapport au projet initial de M. Daneff, cette loi présentait les différences suivantes : 1^o elle élevait le taux de l'impôt. Le tableau du projet initial prévoyait un impôt de 2 0/0 pour la tranche de revenus jusqu'à 20.000 lévas et finissait à 11 0/0 pour la tranche au-dessus d'un million de lévas. Le tableau de la loi commençait toujours par 2 0/0 pour la tranche jusqu'à 20.000 lévas, mais finissait à 35 0/0 pour la tranche au-dessus de deux millions de lévas (sur la tranche de 1 million à 1 million 1/2 elle mettait un impôt de 27 0/0); 2^o le tableau en question était complété par une remarque II, qui prévoyait une augmentation de 10 0/0 pour les célibataires de 30 à 50 ans; 3^o l'article 3 qui stipulait que : « chaque chef de famille est imposable tant à raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de la famille qui habitent avec lui » était complété en ces termes : « et font ménage avec lui »; 4^o le minimum d'existence était porté de 2.400 à 3.000 lévas pour le contribuable seul, à 5.000 lévas pour les familles de 2 à 3 membres et pour chaque personne au-dessus de trois une réduction de 500 lévas était accordée; 5^o enfin d'autres petites modifications insignifiantes ont été introduites, sans même que le numérotage des articles fût modifié.

En somme, la loi du 22 juin 1920 relative à l'impôt complémentaire sur le revenu global n'était que l'adaptation pour la Bulgarie de la loi française du 15 juillet 1914 établissant l'impôt général sur le revenu imposable. Il en résulta que cette loi tronquée et incomplète était loin de réserver aux contribuables bulgares toute la justice et garantie désirables.

Deux mois plus tard, le 6 août 1920, était votée la seconde loi issue des projets préparés par la Commission Daneff, à savoir la loi sur l'impôt des sociétés. Cette loi a passé par les mêmes péripéties que la loi relative à l'impôt complémentaire sur le revenu global. La dite loi n'était à cette époque que le complément à la loi de l'impôt sur les professions, laquelle réglait l'imposition de tous les revenus. La nouvelle loi de l'impôt sur les sociétés en était détachée pour régler l'imposition des revenus provenant des sociétés seulement. Elle sera étudiée spécialement dans les chapitres suivants.

Le système fiscal de 1920-1921 se dessinait ainsi :

- I. — a) Impôt foncier sur la propriété non bâtie;
- b) Impôt sur les bâtiments — sur la propriété bâtie;
- c) Impôt des professions et impôt des sociétés sur tous les revenus de la population, excepté de ceux des paysans agriculteurs.

II. — *Impôt complémentaire sur le revenu global.*

Restaient en outre les impôts de peu d'importance comme le Béglik, et les impôts consistant en centimes additionnels sur les impôts directs tels que l'impôt pour les routes, l'impôt pour les écoles et divers autres.

B. — *Réalisation du programme fiscal du parti agrarien*

Au lieu d'achever la réforme entreprise en discriminant les différents revenus pour les frapper une première fois d'un impôt cédulaire et ensuite d'un impôt général sur

le revenu, la majorité de M. Stambolisky vota la fameuse loi de finances du 31 mars 1921, concernant l'exercice 1921-1922, laquelle bouleversa tout ce qui avait été fait jusqu'alors.

Cette loi abolissait l'impôt sur les professions; son article 7 stipulait notamment « l'impôt sur les professions ne sera appliqué que jusqu'à l'année financière 1921-1922 ».

En vertu de l'article 8 de la même loi, « l'Etat abandonne aux communes et aux commissions départementales le produit de l'impôt foncier établi pour les années 1921-1922 et suivantes... » et cela à un taux quadruple de celui de 1918 (article 9 de la dite loi).

D'après l'article 10, les impôts additionnels actuels dits de pourcentage, à savoir : « contributions pour les écoles, impôts pour les routes et les centimes additionnels aux impôts directs et indirects, centimes perçus au profit des départements et des communes rurales, sont abolis à partir du 1^{er} avril 1921 ».

Cette même loi de finances pour l'exercice 1921-1922 fut rectifiée sous la pression de la Commission interalliée, par le vote de la loi du 8 juillet 1921, laquelle institua un impôt foncier spécial et temporaire, dont on attendait 80.000.000 de lévas.

« ART. 23. — Le ministre est tenu de frapper d'un impôt unique de 39 lévas par décare les terres labourées depuis 1903 qui n'ont pas été déclarées jusqu'à présent. Vingt pour cent de cet impôt seront perçus au profit des communes. Les propriétaires de ces terres sont tenus de les déclarer avant le 1^{er} janvier 1922. Les terres non déclarées à cette date seront frappées d'une triple taxe. »

« ART. 24. — Toutes les forêts communales et privées sont frappées d'un impôt unique trente fois plus élevé que celui de 1915. »

« *Remarque I.* — Les forêts appartenant à des écoles sont exemptées de cet impôt. »

« *Remarque II.* — Les communes sont tenues de voter les crédits supplémentaires correspondant à l'impôt de leurs forêts. »

C'étaient, comme on le voit, des impôts temporaires et d'un caractère extraordinaire.

Plus tard, une loi du 1^{er} novembre 1921 a créé quelques taxes douanières sur l'exportation et a majoré d'un seul coup de 80 0/0 l'impôt sur les professions en tant qu'il atteignait les établissements industriels et commerciaux et les sociétés, et cela avec effet rétroactif du 1^{er} avril précédent. Le produit tiré de ces impositions devait servir à l'augmentation des traitements des fonctionnaires.

Huit jours plus tard, la loi du 9 novembre 1921 créait l'impôt d'exonération de la prestation du travail obligatoire.

La loi de finances du 31 mars 1921 concernant l'exercice 1921-1922 par ces articles 7, 8, 9 et 10 (déjà cités) bouleversait le système fiscal existant en enlevant à l'Etat le produit des deux grands impôts, à savoir : l'impôt foncier et l'impôt sur les professions et de plusieurs impôts secondaires.

Le ministre des Finances, M. Tourlakoff, déclara le 26 février 1921 à la Chambre, dans son exposé relatif à la loi de finances en question, que par cette abolition d'impôts il cherchait à « simplifier notre système fiscal », en laissant peser toute la charge sur les quelques impôts non supprimés.

Par conséquent, l'impôt sur le revenu global qui, précédemment, n'était qu'un impôt complémentaire, se transformait automatiquement en impôt principal sinon unique sur l'ensemble des revenus de tous les contribuables bul-

gares y compris les agriculteurs, lesquels étaient exonérés de l'impôt sur les professions déjà aboli.

On devait augmenter le taux de l'impôt sur le revenu global pour qu'il puisse alimenter la Trésorerie publique, ce qu'on fit en 1922. En même temps on a modifié dans le même sens l'impôt sur les sociétés.

Après ces modifications, le système fiscal « simplifié » des agrariens se présentait ainsi qu'il suit :

Avant 1922	Après 1922
1. Impôt foncier	Aboli
2. Impôts de professions	Aboli
3. Impôt sur les Sociétés	Modifié
4. Impôt sur le revenu global	Transformé en impôt principal
5. Impôt pour les routes	Aboli
6. Impôt pour les écoles	Aboli
7. Impôt sur les bâtiments	Maintenu
8. Béglik	Maintenu

Outre l'impôt d'exonération de la prestation du travail obligatoire, nouvellement créé, et des impôts exceptionnels, imposés par la Commission interalliée, on a maintenu aussi certains impôts secondaires, ainsi que les impôts indirects.

Nous voyons donc qu'à l'exception de l'impôt sur les bâtiments et le Béglik, tous les principaux impôts directs qui existaient anciennement en Bulgarie ont été abrogés et que les deux nouveaux ont été fortement modifiés.

Les revenus des contribuables qui ne possédaient pas d'immeubles bâtis étaient frappés uniquement de l'impôt général sur le revenu. Les revenus tirés des bâtiments supportaient sans aucune justification une double imposition, à savoir : a) l'impôt général sur le revenu et b) l'impôt sur les bâtiments (lequel est bien loin d'un impôt général sur la richesse).

Les revenus des contribuables provenant des sociétés

étaient frappés d'une triple imposition : a) de l'impôt général sur le revenu; b) de l'impôt sur les sociétés et c) de l'impôt sur les bâtiments, parce qu'on avait obligé toutes les sociétés, tous les commerçants, tous les industriels, à bâtir à leur compte des bâtiments pour y loger leurs entreprises.

L'impôt foncier qui a été abandonné en 1921 aux budgets locaux cesse d'exister comme impôt en Bulgarie après le 1^{er} avril 1922.

La loi du 13 mars 1922 a modifié et adopté aux exigences du Traité de Neuilly l'impôt militaire.

La loi du 14 janvier 1922 a transformé l'impôt supplémentaire sur le revenu global en impôt principal. Tout en augmentant considérablement le taux de l'impôt, cette loi en a élargi le domaine d'application. Les modifications principales sont les suivantes :

1^o Les déductions accordées aux revenus inférieurs à 25.000 lévas sont supprimées. L'impôt minimum est fixé à 50 lévas. Il reste également fixé à cette somme pour les contribuables d'un revenu qui ne dépasse pas le minimum d'existence de la loi de 1920;

2^o Le taux de l'impôt est augmenté; le tableau est modifié, il commence toujours à 2 0/0 pour la première tranche de 20.000 lévas et au-dessous, mais il finit à 40 0/0 pour la tranche au-dessus de 2 millions de lévas, au lieu de 35 0/0 comme c'était sous le régime de la loi de 1920. La progression est également beaucoup plus forte pour les revenus moyens;

3^o L'impôt principal sur le revenu global, qui remplaçait pour la propriété non bâtie l'impôt foncier, devait être établi non d'après le taux réel de cette catégorie de revenus, mais d'après des coefficients appropriés, fixés par une commission, laquelle était nommée par le Ministre des Finances (art. 13 et 14). Ce dernier système a été

établi en vue de favoriser les agriculteurs qui ont des revenus réels supérieurs à ceux établis d'après les coefficients appropriés aux cultures différentes. Les contribuables qui ont un revenu réel inférieur au revenu fictif, établi d'après les coefficients, sont imposés sur le revenu réel même;

4° La loi de 1922 a transféré à des Commissions premières « les attributions antérieurement reconnues au chef des finances » (finansov natchalnik) de chaque arrondissement en matière de fixation de l'impôt; enfin elle a donné à une commission centrale spéciale des pouvoirs très étendus;

5° L'impôt frappait tous les revenus des étrangers réalisés dans le royaume, quoique n'y étant pas domiciliés.

Le projet du gouvernement Stambolisky concernant la loi de finances pour l'exercice 1923-1924, qui heureusement n'a pas acquis force de loi, prévoyait la suppression, en matière de contentieux d'impôts directs, du pourvoi en cassation devant la Haute Cour Administrative.

La loi du 26 janvier 1922 a modifié celle du 6 août 1920 sur l'impôt des sociétés que nous allons étudier spécialement dans les chapitres suivants. La nouvelle loi répartit les sociétés d'après leur objet en un plus grand nombre de classes. Les sociétés minières et les sociétés coopératives de production forment maintenant des catégories distinctes. En même temps un élément nouveau est introduit pour la détermination du taux de l'impôt. Celui-ci, sous le régime de la loi précédente, était fixé selon la productivité du capital, sans considération directe du montant du bénéfice obtenu. La nouvelle loi a établi une graduation dans le taux de l'imposition suivant le chiffre absolu du bénéfice réalisé.

Pendant cette période ont été remaniés aussi certains impôts qui ne nous intéressent pas de près. L'impôt mili-

taire par exemple, a été complètement modifié par la loi du 21 mars 1922.

Le système fiscal de 1922, le plus défectueux que la Bulgarie ait connu, présente, comme nous le voyons, la dernière conséquence d'une tendance générale qui suit l'évolution du système fiscal bulgare, à savoir : tendance à soulager progressivement les agriculteurs, les plus imposés sous le système turc, pour charger le commerce, l'industrie, les métiers, les professions libres et la propriété bâtie, sans que la capacité contributive des agriculteurs ait diminué.

Cela s'explique très facilement par les différents systèmes de gouvernements auxquels a été soumis le peuple bulgare.

Nous savons qu'en Bulgarie les paysans représentent plus de 80 0/0 du total de la population du pays. Les sultans turcs, avec leur absolutisme, n'avaient pas à tenir compte de cette majorité et ils avaient fait reposer le poids principal de la charge fiscale sur les revenus de l'agriculture, les revenus les plus considérables du pays.

Le développement du commerce et de l'industrie bulgare, encore embryonnaire, ne peut expliquer qu'à un faible degré la tendance à exonérer l'agriculteur de certains impôts et à diminuer le taux des autres, tendance qui s'est d'abord manifestée dans les premières lois votées après l'affranchissement à savoir : la réforme de 1885, la grande réforme de M. Guéchoff de 1894-1895 et ainsi de suite...

Les conséquences singulières auxquelles aboutirent ces tendances en 1922 sous le régime du parti agrarien de M. Stambolisky, parti qui a ses origines dans un mouvement contre l'impôt foncier, nous amènent à conclure sans hésiter que la cause principale, sinon unique, de ces tendances, n'est que le système essentiellement démocra-

tique de gouvernement avec une Chambre législative unique, système introduit en Bulgarie après l'affranchissement.

Les partis qui se sont succédés au pouvoir n'ont pu ne pas tenir compte des prétentions d'une majorité d'agriculteurs dépassant 80 0/0 de la population. Ce n'est pas une nouveauté pour la démocratie moderne, de compromettre les finances publiques, de compromettre l'avenir de l'économie nationale pour la satisfaction immédiate d'intérêts mal compris de la majorité des électeurs. Les gouvernements sont obligés de réaliser dans une certaine mesure les promesses des démagogues, alors même qu'elles sont ruineuses pour leur pays.

C. — *La nouvelle orientation*

Le Gouvernement de M. le professeur Tsankoff, arrivé au pouvoir le 9 juin 1923, ne pouvait pas ne pas tenir compte de la psychologie des masses populaires sur lesquelles il était obligé de s'appuyer, néanmoins il a fait tous les efforts possibles pour réparer les torts causés jusqu'alors à l'économie nationale.

Rien n'est plus facile que de flatter les masses; rien n'est plus difficile que de les ramener à la sagesse, et cela surtout dans un régime essentiellement démocratique.

Le premier pas vers la restauration du système fiscal renversé dans des buts de classes et de partis a été fait avec la loi du 12 juin 1924. D'une part, cette loi rétablit sans changements essentiels l'impôt foncier en attendant qu'en soit réalisée l'amélioration, mise en étude et d'autre part, elle a modifié l'impôt global sur le revenu, cherchant à atténuer ainsi les injustices les plus criantes jusqu'à ce que fussent élaborés des projets de lois rela-

tifs à l'impôt cédulaire sur les revenus (dit impôt sur les professions) et à l'impôt complémentaire sur le revenu global, projets de lois qui sont actuellement en délibération à la Chambre des députés.

La propriété non bâtie qui a été frappée jusqu'à la fin de 1921-1922 de l'impôt foncier se trouve de nouveau assujettie pour l'année financière 1924-1925 audit impôt foncier au lieu de l'impôt global sur le revenu. C'était toujours l'ancien impôt foncier, mais majoré quatre fois dans les anciens territoires du royaume et deux fois dans les territoires acquis en 1916-1918, de sorte que ledit impôt se trouve majoré seize fois pour les premiers territoires par rapport au taux de 1911 et huit fois pour les seconds territoires par rapport au taux de 1914.

Le paragraphe 26 de la même loi abroge l'impôt foncier spécial perçu pour les communes.

Sont frappés de l'impôt foncier nouvellement rétabli : a) les champs, les prairies, les jardins fruitiers, les jardins potagers, etc...; b) les vignobles et c) les forêts. Un impôt complémentaire a été également introduit au taux de 30 lévas par décare pour les terres ensemencées en riz ou plantées en tabacs d'une qualité supérieure et de 20 lévas pour les terres plantées en tabacs ordinaires.

Pour éviter dans une certaine mesure la double imposition avec l'impôt sur les bâtiments, la même loi du 12 juin 1924 prescrit que le contribuable ne sera pas astreint à l'impôt principal sur le revenu global pour la valeur du loyer de la maison qu'il habite et dont il est propriétaire. Les centimes additionnels sont également rétablis dans une limite pouvant atteindre 75 0/0 pour les communes et aux taux fixes de : 20 0/0 pour les départements, 5 0/0 pour le fonds des orphelins de guerre et 5 0/0 pour les Chambres de commerce et d'industrie.

Pour remédier à l'évasion fiscale et à l'insolvabilité des

contribuables, cette loi introduit les réformes suivantes :

1^o L'impôt sur le revenu des fonctionnaires et l'impôt sur le revenu des employés d'entreprises privées payés au mois ou à l'année est acquitté par les établissements mêmes qui emploient ces contribuables et cela d'après les taux suivants :

Pour les revenus allant jusqu'à	20.000 lv. par an.....	2 %
—	50 000 —	3 %
—	100 000 —	5 %
—	150 000 —	8 %
—	200 000 —	12 %
—	dépassant 200.000 —	15 %

2^o L'impôt sur le revenu global, en ce qui concerne les revenus des valeurs mobilières (intérêts, dividendes, etc...) payés par les sociétés soumises à un contrôle public, est fixé à 7 0/0 sans autres centimes additionnels que les 5 0/0 pour les orphelins de guerre. Ces mêmes sociétés soumises à un contrôle public sont obligées de retenir le montant de l'impôt au moment du paiement des intérêts et des dividendes et de le verser à la Trésorerie.

Cette mesure a eu pour effet d'une part de rendre impossible l'évasion fiscale qui était, pour ainsi dire, de règle pour les contribuables ayant des revenus de cette catégorie et d'autre part de transformer l'impôt progressif (allant jusqu'à 40 0/0) en impôt proportionnel de 7 0/0 en vue d'atténuer les conséquences fâcheuses de la double imposition de ces revenus avec deux impôts fortement progressifs, double imposition à laquelle étaient soumis seulement les revenus provenant des sociétés. En un mot, l'injustice de la double imposition des revenus, de la propriété bâtie et de la triple imposition des revenus provenant des sociétés a été atténuée dans une certaine mesure.

Les intérêts d'emprunts d'Etat exonérés d'impôt par

des lois spéciales et les intérêts des parts des coopératives ne sont plus soumis à l'impôt sur le revenu global, pas même à l'impôt proportionnel de 7 0/0, auquel étaient astreints les revenus provenant des autres sociétés soumises à un contrôle public. Ces dernières payaient en outre l'impôt des sociétés qui a été maintenu sous la forme consacrée par la loi de 1922.

Les deux projets de lois, déposés par M. P. Todoroff, ministre des Finances du Cabinet Tsankoff, à savoir : le projet de loi organisant l'impôt cédulaire sur les revenus (en remplacement de l'ancien impôt sur les professions, abrogé par les agrariens) et celui introduisant un impôt complémentaire sur le revenu global (en remplacement de l'impôt principal sur le revenu global de 1920-1922) qui sont actuellement en délibération au Sobranié ont pour but de parachever la réforme commencée après la fin de la grande guerre. Ils tendent à instituer en Bulgarie un nouveau système fiscal assez semblable à celui de la France, tout en gardant pour les différentes cédules le système d'imposition d'après des signes extérieurs, système rendu nécessaire par les difficultés que présentent l'économie nationale bulgare et la psychologie du peuple bulgare pour l'introduction de l'impôt cédulaire comme un impôt personnel sur les revenus réels, établi d'après la déclaration du contribuable.

Nous n'étudierons pas ici ces projets de loi, quoiqu'ils présentent des défauts assez graves et qu'ils méritent d'être soumis à une critique détaillée. Nous espérons qu'avant d'acquiescer force de loi, ils subiront assez de modifications et qu'une grande partie des critiques qu'on pourrait leur adresser cessera de présenter de l'intérêt. Nous noterons cependant qu'après le vote de ces deux projets de lois, après les efforts faits par M. Todoroff pour réorganiser le nouveau système bulgare (bouleversé par le gouver-

nement paysan de Stambolisky) nous aurons les impôts directs principaux suivants :

A. — *Impôts cédulaires*

1^o Sur la propriété non bâtie : impôt foncier (de répartition) (il n'y a pas d'impôt sur le bénéfice agricole);

2^o Sur les moutons et sur les chèvres : Beglik (ancien impôt);

3^o Sur la propriété bâtie : impôt sur les bâtiments (progressif); sur le revenu de la propriété bâtie : impôt des professions (7 0/0);

4^o Sur le revenu des valeurs mobilières : impôt des professions (7 0/0); sur le revenu des sociétés : impôt des sociétés (progressif);

5^o Sur le bénéfice commercial : impôt des professions (5 0/0);

6^o Sur le bénéfice industriel : impôt des professions (4 1/2 0/0);

7^o Sur les traitements, salaires, etc... : impôt des professions (4 0/0);

8^o Sur les métiers et les professions libres : impôt des professions (4 0/0).

B. — *Impôt progressif complémentaire sur le revenu global familial dépassant 60.000 lévas.*

CHAPITRE II

DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS EN BULGARIE

L'imposition des sociétés suppose l'existence des sociétés elles-mêmes.

On ne saurait fixer l'époque de l'apparition des sociétés civiles en Bulgarie. Il faut toutefois supposer l'existence de la « *societas* » romaine dans les deux anciens royaumes bulgares (1), lesquels ont fortement subi l'influence du droit des Codes de Justinien et de ses successeurs en Byzance. Il est hors de doute que le commerce bulgare considérable pour cette époque a obligé les commerçants d'unir leurs forces pour pouvoir servir d'intermédiaire dans les échanges entre la civilisation florissante des Byzantins et des Arabes et celle d'Occident en pleine décadence.

Il serait un peu long de suivre le développement en Bulgarie sous le joug turc de la forme d'activité économique que représentent les sociétés. Il y a eu pendant cette période une organisation corporative remarquable des métiers, mais cette organisation ne peut nous intéresser, parce que ces groupements corporatifs constituent des associations proprement dites sociales-économiques et non pas des sociétés, telles que nous les avons définies.

Tant à l'époque de la domination turque qu'à l'époque

1. Dans l'histoire bulgare on entend par l'expression « premier royaume bulgare » la période allant du vi^e siècle au xi^e siècle et par l'expression « second royaume bulgare » la période allant du xii^e au xiv^e siècle.

des deux anciens royaumes bulgares, on a pratiqué la réunion des biens pour en faciliter la gestion et la réunion des efforts et des biens dans un but lucratif. Sans parler de la communauté familiale de l'ancien droit bulgare (Zadruga), il a été d'une pratique très fréquente que des parents, après avoir reçu en héritage des biens ou des entreprises, forment entre eux une société.

Dans beaucoup de familles bulgares on garde encore les souvenirs des sociétés d'autrefois qui faisaient le commerce avec Constantinople ou bien avec l'étranger. Parmi les associés (Ortaks), les uns avaient pour rôle de voyager et de visiter les différentes foires, tandis que les autres dirigeaient les affaires au siège de l'entreprise.

Dans le domaine de la production, les Bulgares ont été en tête de tous les peuples de l'Empire ottoman. En 1834, par exemple, Dobry Jélezkoff, dit « Le Fabricant », a fondé la première usine textile mécanique à Sliven. En 1836, le sultan Mahmoud rendit un firman l'érigeant en fournisseur de drap pour l'armée turque; tout en le prenant sous la protection impériale, il lui accordait des privilèges, l'exemptait de tous impôts, etc...

Le Code de commerce turc du 30 janvier 1849 introduisait les règles juridiques du droit moderne concernant les sociétés commerciales : 1^o sociétés en nom collectif; 2^o sociétés en commandite et 3^o sociétés anonymes.

Si la question de la personne juridique des sociétés en nom collectif est controversée encore aujourd'hui en Bulgarie, les associés (ortaks) d'autrefois ont été considérés comme des copropriétaires et frappés individuellement d'impositions personnelles. Les revenus de leurs professions, exercées collectivement, ont été ordinairement frappés d'impôts directs établis d'après des signes extérieurs, sans tenir compte de la qualité ni du nombre des personnes qui exercent la profession.

Les sociétés en commandite simple, tant qu'elles ont existé, ont suivi le sort des sociétés en nom collectif.

Les sociétés par actions, qui représentent des associations de capitaux et non pas de personnes, supposent une personnalité juridique. Dès le début, dans tous les pays, leur existence était due à la libéralité du pouvoir public, lequel donnait par acte d'autorité la personnalité juridique aux associations de capitaux, tout en fixant des règles pour l'administration et le contrôle de ces capitaux associés.

I. — SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Les premières sociétés anonymes bulgares remontent assez loin avant la libération. La plus ancienne dont on ait conservé les traces date de 1855, six années seulement après la promulgation du Code de commerce turc. C'était une société par actions bulgare, fondée à Nich dans le but d'assurer les transports entre cette ville, actuellement presque dénationalisée par les Serbes, et Sofia. D'après le dit Code de commerce turc, la création d'une société anonyme nécessitait une ordonnance du sultan (art. 10 et 28 du Code de commerce) et la société de Nich l'avait sûrement obtenue.

En 1863 on trouve à Constantinople une société de navigation bulgare. Elle commença à fonctionner avec un seul bâtiment dont la société fit l'acquisition et qui reçut le nom de « Sultan Aziz ».

Viennent ensuite : une société de manufacture de coton, créée à Philippopoli (en 1874); une société de typographie fondée à Constantinople (en 1875); une société de commerce à Toultscha (également en 1875), qui accapara presque toutes les affaires et fit dire à son initiateur : « On ne peut rien faire sans nous. »

L'année suivante, 1876, a été fondé le premier institut

de crédit par actions bulgare : la « Banque 'Napredak » de Plevén (trois années avant la création de la Banque nationale). La banque Napredak a rendu et rend encore des services inestimables au monde des affaires de toute la région de Plevén et de toute la Bulgarie du Nord.

Les sociétés les plus anciennes fondées après l'affranchissement sont : 1^o la société de crédit « Guirdape » fondée en 1882 à Roussé, avec un capital de 1.500.000 lévas; 2^o la « Société commerciale » fondée à Choumen également en 1882 avec un capital de 400.000 lévas; 3^o la société anonyme de commerce « l'Avenir » fondée en 1886 à Stara-Zagora, avec un capital de 500.000 lévas, etc...

L'exposition de Plovdiv de 1892 marque en général le début de l'essor économique de la Bulgarie.

En 1891 fut fondée la première société importante par action, à savoir la société d'assurance « La Bulgarie ». En 1894-1895 furent fondées la « Banque bulgare de commerce », la « Banque de commerce et d'industrie », la société d'assurance « Balkan », etc... La période de 1894-1895 est la période de la création des sociétés par actions en grand nombre. On peut dire même que l'activité développée dans ce sens avait pris alors un caractère épidémique. On se mit partout en Bulgarie à fonder des sociétés par actions pour l'épargne et les prêts ainsi que des banques.

En 1901 fit son apparition en Bulgarie la première banque importante par actions disposant d'un capital étranger, la « Banque du Commerce », qui devint plus tard la « Banque Générale ».

La période 1904-1906 marque la seconde étape, bien plus intense, dans l'essor économique de la Bulgarie.

Vers 1906, nous avons eu trente-deux sociétés anonymes avec un capital nominal de 31.809.800 lévas, capital versé de 18.300.070 lévas et des réserves de 1.610.027 lé-

vas, à part des trente-cinq sociétés d'épargne par actions avec un capital versé de 3.650.805 lévas et des réserves de 146.509 lévas.

Les plus grandes banques par actions disposant de capitaux étrangers furent fondées pendant cette période. En même temps furent fondées des banques avec des capitaux bulgares.

Le montant du capital nominal de ces banques atteignait la somme de 17 millions de lévas, dont 13 millions ont été versés jusqu'à 1911.

Les années 1911-1912 marquent la troisième étape de l'essor économique du pays. Pendant cette période qui précède les guerres, on constate un grand développement des sociétés par actions. A la fin de 1911 nous avons 163 sociétés par actions et leur développement a suivi ainsi :

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918
	—	—	—	—	—	—	—
Fondées.....	40	6	19	8	5	66	59
Liquidées.....	2	3	7	10	—	2	25*
Augmentation.....	38	3	12	—2	5	64	34
De l'année précédente.....	163	201	204	216	214	219	283
Au total.....	201	204	216	214	219	283	317

* Dont 20 laissées dans les territoires cédés.

	1919	1920	1921	1922	1923	1924
	—	—	—	—	—	—
Fondées.....	153	47	65	55	43	44
Liquidées.....	15	37	29	24	35	16
Augmentation.....	138	10	36	31	8	28
De l'année précédente.....	317	455	465	501	532	540
Au total.....	455	465	501	532	540	568

L'augmentation pour la période 1911-1924 est de 248 0/0. Les années de guerre marquent un arrêt du développement des sociétés par actions et l'année de l'entrée de la Bulgarie dans la grande guerre (1915) marque une diminu-

tion. Pendant les années 1918-1919, qui ont suivi la fin des guerres, on constate une augmentation extraordinaire. L'année 1919 atteint le maximum d'augmentation. Mais les sociétés créées pendant ces années d'inflation et de désorientation économique n'ont pas été très stables; elles se sont éteintes peu à peu. Depuis 1920 l'augmentation est plus régulière. La perte de 20 sociétés par actions avec les territoires cédés après la catastrophe nationale n'a pu arrêter le développement général des sociétés par actions en Bulgarie. Cette perte a causé une diminution de forces productives de la Nation. Les 20 sociétés perdues, dont l'activité productive était en plein élan, se trouvent en général en Dobroudja, la terre la plus fertile que la Bulgarie a perdue.

A la fin de 1924, les sociétés par actions ont un capital de près de 2.000.000.000 de lévas d'après les bilans, mais en réalité, elles ont un capital de près de 200.000.000 de francs-or. Les tableaux précités démontrent que la société par actions comme forme d'entreprise est viable; qu'elle se propage d'un pas accéléré et que les restrictions légales en général et spécialement fiscales des dernières années n'ont pu arrêter leur développement.

La cote de la bourse des actions des meilleures sociétés, en comparaison de la cote des emprunts de l'Etat, montre assez clairement cette vitalité. D'après le *Bulletin de la Banque nationale de Bulgarie*, pour la fin février 1924, nous avons eu les cours suivants :

A. — Sociétés par actions

	LÉVAS	
	Nominales	Cote
1. — Assurances.		
Balkan	100	730
Bulgarie.	100	635
2. — Banques.		
Banque balkanique.....	200	220
— franco-bulgare.....	100	177
— bulgare de commerce.....	100	187
— de Sofia.....	100	136
— de commerce et d'industrie.	100	127
3. — Entreprises industrielles.		
Bello-Moré.....	500	400
Granitoïde	1.000	3.550
Izida.....	500	850
Les fabriques de tabac réunies.....	100	266

B. — Emprunts de l'Etat

4 1/2 % de 1907.....	500	400
4 1/2 % 1909.....	500	395
6 % 1914.....	100	84
6 1/2 % 1921.....	100	95

Les domaines de l'activité économique des sociétés par actions en Bulgarie sont les suivants :

DOMAINES	0/0 du total des Sociétés et des capitaux dont elles disposent			
	1911		1923	
	0/0 du nombre	0/0 du capital	0/0 du nombre	0/0 du capital
Industrie.....	44 2	42 4	50 5	47 5
Banques et Crédits.	50.3	50 2	27.8	37.6
Commerce.....	—	—	0.8	11.2
Assurances.....	1.2	3 9	15.4	2.0
Transports.....	3.1	2.9	2 6	1.2
Agriculture.....	1.2	0.6	2.9	0.5
Total.....	100.0	100.0	100.0	100.0

Comme on le voit, des sociétés par actions ont été créées au commencement dans le domaine de la banque et du commerce, tandis qu'actuellement la majorité des sociétés par actions se trouve dans le domaine de l'industrie. Il y a une tendance de création de grandes entreprises de production sous la forme de sociétés anonymes. On voit qu'après les guerres, pendant la période de crise et de manque de sécurité, ont été fondées des entreprises de spéculation et de commerce qui ne veulent pas immobiliser leurs capitaux et ne font pas des opérations à long terme. Ce genre de sociétés manquait avant la guerre. On voit aussi que l'importance des sociétés agricoles, de transports et d'assurances a diminué.

Pendant la période de 1912-1923, ont été fondées 297 sociétés industrielles contre 116 de crédit et 108 de commerce, ce qui fait par rapport au total des sociétés nouvellement créées 52 0/0, 21 0/0 et 19 0/0. Pour les sociétés d'assurances, de transports et d'agriculture reste 8 0/0. La concentration des entreprises et des capitaux en Bulgarie est encore bien loin des konzern allemands et des trusts américains, mais tout de même le phénomène de la concentration commence à apparaître dans le groupement de certaines entreprises autour d'une banque, lesquelles se trouvent sinon sous les ordres, au moins sous l'influence déjà marquée d'un groupe de capitalistes. Telles sont par exemple : le groupe d'une douzaine de sociétés par actions avec un total de capitaux d'après les bilans de 165.000.000 de lévas et dont la valeur réelle est de 350.000.000 de lévas environ; un second groupe compte 6 à 9 sociétés et d'autres groupes moins importants sont en formation.

Il n'est pas sans intérêt de savoir quelles sont les industries, lesquelles ont attiré le plus grand nombre de sociétés par actions.

1^o L'édition et l'imprimerie; 2^o la céramique et la production des ciments et des chaux et 3^o les industries textiles sont les trois branches où ont été fondées des sociétés par actions en nombre presque égal, à savoir : de 22 à 23 entreprises. Viennent après les industries qui se trouvent en liaison avec la production agricole, telles que les minoteries (18 entreprises), fabrication des tabacs (14 entreprises), etc...

Quatre grandes sucreries ont été créées et cela principalement par des capitaux français et tchèques.

Des sociétés pour l'exploitation des richesses du sous-sol ont été également créées (17) mais la plupart ont liquidé avant de commencer leur travail. Ce domaine de l'activité économique exige des capitaux considérables et des entrepreneurs très expérimentés, qu'on ne trouve pas beaucoup en Bulgarie.

On a fondé aussi des sociétés en vue d'exploiter et d'utiliser pour des industriels divers les matériaux des forêts. On a fondé des entreprises de constructions, etc...

La vie légère d'après-guerre et la recherche d'amusements a laissé son empreinte dans le domaine que nous étudions. Seize sociétés par actions ont été fondées en vue d'exploiter des théâtres, des music-halls et des cinémas. Il ne manquait même pas d'entreprises par actions de sports.

L'utilisation des rivières et des eaux en général a attiré beaucoup de sociétés par actions. Grand nombre de villes et de villages ont pu avoir l'éclairage électrique grâce aux entreprises par actions.

Pour l'électrification des chemins de fer, pour la production d'énergie électrique et pour la création d'un réseau de distribution dans tout le pays, manquent les capitaux en Bulgarie, et il faudrait en chercher à l'étranger, vu

l'existence de toutes les conditions naturelles pour faire aboutir un tel projet.

Les sociétés anonymes sont les principales sinon les seules, qui peuvent attirer en Bulgarie les capitaux étrangers nécessaires pour le développement de l'économie nationale.

Dans les limites de notre étude, nous ne pouvons pas suivre l'évolution de l'immigration des capitaux étrangers en Bulgarie sous la forme de participation dans les sociétés anonymes ou de création de nouvelles. Nous nous bornerons à donner une idée des tendances générales de cette immigration, d'autant plus qu'on ne pourrait pas donner des détails complets sur ce sujet, vu l'impossibilité de savoir à chaque moment les catégories des porteurs des actions des différentes sociétés anonymes ou les capitalistes qui y prennent part sous des formes différentes.

Toutefois, on peut dire que *jusqu'à 1905* les capitalistes étrangers, n'ayant pas une grande confiance dans la nouvelle principauté, ont fondé des sociétés anonymes à l'étranger : Bruxelles, Marseille et Manchester, en vue de créer des entreprises en Bulgarie. Parmi les 9 sociétés étrangères qui fonctionnaient à cette époque, 2 seulement étaient fondées et avaient leur siège social dans le pays. Les autres n'étaient que des sociétés étrangères travaillant en Bulgarie sans la participation de capitaux bulgares.

A partir de 1905, ont été fondées plusieurs sociétés anonymes étrangères, mais cette fois en Bulgarie. La plus grande partie étaient des banques.

Presque la totalité des 21 sociétés fondées par des étrangers *jusqu'à 1912* étaient des sociétés bulgares avec des sièges sociaux à Sofia. Une avait son siège à Roussé, également en Bulgarie, et 6 à l'étranger, à savoir : 4 sucre-

ries, dont 2 fondées à Paris, 1 à Bruxelles et 1 à Prague; la Banque hypothécaire franco-bulgare, fondée également à Paris; et une société d'industrie, fondée à Manchester.

Pendant et après les guerres on constate une nouvelle orientation des capitaux étrangers en Bulgarie. Pendant la période de 1911-1912, les sociétés étrangères avaient commencé à s'incorporer dans la structure économique de la Bulgarie. La nouvelle période est caractérisée par la fondation de sociétés anonymes étrangères, lesquelles sont restées à la surface de la vie économique, ne s'occupent que d'opérations spéculatives et sont toujours prêtes à partir du pays. Une autre partie des capitaux étrangers a enlevé des mains des Bulgares certaines entreprises existantes, lesquelles avaient prouvé leur vitalité. Une troisième partie s'est occupée d'entreprises publiques. Enfin une grande partie des sociétés disposant de capitaux étrangers, quoique fondées en Bulgarie, n'étaient en réalité que des succursales, parfois très peu dissimulées, de certaines grandes entreprises étrangères.

La grande majorité de toutes les sociétés étaient fondées en Bulgarie et avaient leur siège social à Sofia. Parmi les 39 entreprises fondées de 1914 à 1923, il y en avait seulement 2 fondées à l'étranger.

C'était une période fiévreuse de fondation de sociétés étrangères en vue de spéculer avec la baisse du change bulgare, sociétés qui ont dû liquider en grande partie après des insuccès et surtout après la stabilisation du change.

Toutes les sociétés et entreprises fondées en tout ou en partie par des capitaux étrangers, ainsi que les sociétés fondées par des capitaux bulgares mais dans lesquelles plus tard les capitaux étrangers ont pris une influence prépondérante, sont présentées par le tableau suivant :

Capital en milliers de lévas (1)

SOCIÉTÉS	TOTAL des Sociétés fondées		Liquidées ou en liquidation jusqu'à 1924		Existant en 1924	
	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital
Agricoles	1	3.000	1	3.000	«	«
Minières	5	13 000	3	4.000	2	9.000
Industrielles...	23	143.293	4	9.916	19	133.377
Transports.....	1	4.000	1	4 000	—	«
Commerciales..	26	104.900	7	23.100	19	81.800
Banques	11	219.020	2	37 000	9	182 020
Assurances.....	2	4.000	«	«	2	4.000
Total	69	490.213	18	81.016	51	410 197

On voit que 26 0/0 du nombre des sociétés et 16,5 0/0 du total des capitaux ont été obligés à liquider. Les sociétés industrielles, de commerce et de banque ont montré une grande vitalité. Les entreprises de banque sont les plus importantes, celles d'industrie et de commerce les suivent.

Au point de vue de l'origine des capitaux étrangers nous avons, vers 1911, au service de l'industrie des capitaux de préférence belges et français et au service des banques des capitaux français (autrefois autrichiens et en partie allemands).

Vers 1911, les capitaux étrangers placés dans les institutions publiques ont été pour la plupart français (3/5), puis autrichiens et en partie seulement russes.

Les 51 sociétés existantes en 1924 (voir le tableau précédent) avec un total de capitaux de 410.197.000 lévas peuvent être groupées d'après l'origine de leurs capitaux comme suit:

1. St. Botcheff, *Les initiatives étrangères* (Revue de la Société Bulgare d'Economie politique. Sofia, n° 4-6, 1924).

SOCIÉTÉS	ENTREPRISES DE										TOTAL	
	MINES		INDUSTRIES		COMMERCE		BANQUE		ASSU- RANCES			
	N. (1)	Cap. (2)	N.	Cap.	N.	Cap.	N.	Cap.	N.	Cap.	N.	Cap.
Françaises.....	1	7.000	4	21.500			3	82.000			8	110.500
Belges.....	1	2.000	4	13.420							5	15.420
Franco-belges.....					1	20.000	1	50.000			2	70.000
Allemandes.....			3	7.200	11	32.000	2	11.020	1	2.000	17	52.220
Anglaises.....			2	2.727							2	2.727
Hongroises.....					2	6.000	1	5.000			3	11.000
Italiennes.....			2	12.000	1	20.000	1	12.000			4	44.000
Tchéco slovaque.			1	50.000							1	50.000
Diverses.....			3	26.500	4	3.800	1	22.000	1	2.000	9	54.300
Total.....	2	9.000	19	133.377	19	81.800	9	182.020	2	4.000	51	410.197

1. N.Nombre ; 2. Cap. Capital.

Nous tenons toutefois à faire remarquer et à répéter que ces données ne sont que très approximatives, vu l'impossibilité de savoir exactement le mouvement des capitaux privés. En tous cas, la France occupe la première place ; elle a huit sociétés avec un capital de 110.500.000. L'Allemagne a un plus grand nombre d'initiatives, 17 sociétés, mais avec un capital deux fois moindre que le capital français, 52.220.000. Les capitaux anglais quoique pénétrés dans tout l'univers sont très peu intéressés en Bulgarie. Les capitaux français s'intéressent avant tout à la banque, les capitaux allemands au commerce et dernièrement à l'industrie.

Il est difficile de préciser l'importance des capitaux étrangers en Bulgarie au service des sociétés et en général des particuliers, au cours des années précédentes. On peut toutefois dire qu'après la loi sur l'encouragement de l'industrie et après la stabilisation de la législation bulgare, en général, vers 1895, les capitaux étrangers atteignaient à peine 5 à 7 millions de lévas et en

1900 de 10 à 12 millions. D'après M. Cyril Popoff (1), les capitaux étrangers au service privé et au service public étaient:

CAPITAUX ÉTRANGERS	EN MILLIONS DE LEVAS	
	1900	1911
Au service privé.....	10.0	41.6
Au service public.....	260.0	690 0
Total.....	270.0	731.6

Les capitaux étrangers au service privé en 1911 se répartissaient en millions de lévas ainsi:

Sociétés par actions	{ Banques.....	15 0
	{ Industrielles.....	15.6
	{ Commerciales.....	1.0
Autres entreprises.....		10 0
Total.....		<u>41.6</u>

Pour les sociétés par actions on a un total de 31.600.000 lévas et seulement 10 millions pour les autres entreprises.

Il suffit de confronter le chiffre de 31.600.000 (1911) avec le chiffre de 410.197.000 (1924) pour voir l'importance croissante de la participation des capitaux étrangers dans la vie économique de la Bulgarie. Le capital étranger en 1924 présente un quart de tous les capitaux versés dans les sociétés par actions en Bulgarie (1.716.000.000 environ).

On ne peut pas malheureusement passer sous silence que les capitaux étrangers ne viennent pas toujours sous des formes et en des buts désirables pour l'économie nationale bulgare. Dans les dernières années, les sociétés étrangères se sont occupées en général d'opérations com-

1. Popoff Cyril, *La Bulgarie économique*. Sofia, 1916.

merciales de spéculation. Quelque chose de plus : l'administration de ces entreprises et leur activité ont été dirigées par les principes de la méthode coloniale d'exploitation ; elles ont toujours gardé avec une jalousie remarquable la majorité étrangère ; elles n'ont pas voulu immobiliser leurs capitaux, toujours prêts à partir ; elles se sont servies d'un personnel non bulgare et ce qui est le principal, elles ont exporté à l'étranger la totalité des bénéfices réalisés en Bulgarie, tout en cherchant d'amortir les capitaux investis dans les entreprises aussi vite que possible.

Il faut avouer que la faute n'est pas seulement aux étrangers, et que le manque de sécurité pendant le régime de M. Stambolisky et son système fiscal incohérent ont contribué dans une large mesure à cet effet.

II. — COOPÉRATIVES

La forme coopérative, que peuvent revêtir les sociétés, les associations sociales-économiques et même les associations non économiques, est très répandue en Bulgarie. Elle a pris un développement extraordinaire, et on peut dire qu'elle est devenue l'objet d'une passion sociale des intellectuels et du peuple bulgare.

La Bulgarie est couverte de coopératives de divers genres. La passion de la coopération, comme chaque passion, a amené une partie des Bulgares à exagérer son importance. Ils veulent transformer la Bulgarie en une grande coopérative.

C'est un peu le caractère bulgare. On est plus marxiste que Marx ou plus royaliste que le Roi, et dans le cas plus coopératiste que le chef même de l'école coopérative, M. le professeur Charles Gide.

Il serait inutile de rappeler les causes intrinsèques et

organiques qui empêchent la coopérative et surtout celle de production, de devenir la règle générale dans l'organisation des entreprises. M. le professeur Charles Gide l'a fait d'une manière admirable, avec toute l'impartialité d'un savant, quoique partisan résolu de la coopérative. Il a exposé dans plusieurs de ses leçons au collège de France, les difficultés que rencontrent les coopératives et surtout les grands obstacles au développement des coopératives de production (Cours sur la coopération).

Nous dirons simplement avec M. le professeur Liefmann « que l'arbre de la coopération, lui aussi, ne peut pas grandir jusqu'au ciel ! Ses limites résultent de sa nature même » (1).

La coopérative est une forme d'association *lato sensus* qui peut être l'incarnation des trois grands groupes d'associations que nous avons déjà étudiés. Elle ne diffère pas des autres formes d'association par le caractère de l'activité qu'elle déploie, la différence est une question plutôt de forme que de substance. Une coopérative peut être aussi bien une société, qu'une association sociale-économique ou même une association non économique. La coopérative est plutôt une forme de coordination de l'activité individuelle des coopérateurs qu'une forme de coordination d'activités pour la fructification indépendante d'un patrimoine (quoiqu'il existe des sortes de coopératives qui n'ont que le nom seul d'une coopérative et ne sont en réalité que des sociétés capitalistes, comme les sociétés anonymes).

Ce qui caractérise économiquement la véritable coopérative c'est que son *activité mutualiste et coordonnée*,

1. Liefmann, Prof. Dr Robert, *Die Unternehmungsformen mit Einschluss der Genossenschaften und der Sozialisierung*. Stuttgart, 1921.

n'est pas distincte de l'activité déployée individuellement par chacun de ses membres, comme c'est dans les autres sociétés et les autres associations. Tout au contraire, elle ne représente qu'une méthode de coordination de l'activité individuelle des coopérateurs en vue de s'entr'aider mutuellement sans tenir compte de ce que leur activité individuelle est: non économique, sociale-économique ou purement économique, c'est-à-dire si la coopérative est une association non économique, une association sociale-économique ou bien si elle n'est simplement qu'une société. Par conséquent, la coopérative n'est que l'association « lato sensus » caractérisée par un but plutôt subsidiaire qu'indépendant. Elle joue un très grand rôle pour l'union des petites économies et des petites entreprises, principalement comme moyen de défense contre les adversaires puissants. « Les coopératives peuvent également, mais dans un cadre très limité, exclure complètement du processus de l'échange, quelques sortes d'entreprises isolées pour les remplacer par des organisations communes. Mais elles ne sont pas un succédané pour les entreprises proprement dites. Les coopératives restent toujours quelque chose d'accessoire, une aide importante dans la vie économique, non point un agent économique. Elles compensent ou bien une division du travail insuffisante (spécialisation), ou bien une intégration insuffisante du travail (combinaison). »

« Il est très important de reconnaître ces limites de la coopération, car une confiance trop grande dans l'idée coopérative n'est pas faite pour aider le développement de l'économie nationale ».

« On ne fait que discréditer l'idée coopérative et le rôle important qu'elle a à remplir dans le cadre de l'ordre économique actuel quand on l'exagère, quand on prétend en faire la panacée de tous les maux économiques

actuels, et la base d'une organisation économique entièrement nouvelle (1). »

Si nous nous gardons d'exagérer l'importance de la coopération comme on le fait ordinairement en Bulgarie, cela ne veut pas dire que nous n'estimons pas assez cette importance, cela ne veut pas dire que nous sommes contre les privilèges fiscaux dont jouit cette forme d'association. Tout au contraire nous pensons qu'il faut ménager la coopération comme instrument indispensable pour la réorganisation de l'économie nationale bulgare, pour l'augmentation du rendement dans le domaine de la production et surtout pour la modernisation de l'agriculture et l'élevage. Nous n'avons qu'à nous féliciter des bons résultats obtenus jusqu'à présent (voir le tableau p. 114).

Si nous comparons ces chiffres avec ceux du tableau pour les sociétés anonymes (page 100), nous voyons tout de suite, que la coopération est la forme d'association la plus répandue en Bulgarie. En 1920, nous avons seulement 465 sociétés anonymes contre 1.718 coopératives, c'est-à-dire que les coopératives sont à peu près quatre fois plus nombreuses que les sociétés anonymes.

Tels sont les résultats d'une propagande en faveur de la coopérative qui a ses origines dans les écrits du grand poète et patriote révolutionnaire contre le joug turc Chr. Botyoff, les publications de Lazar Yovtcheff, devenu plus tard Exarque, et autres.

En 1870, l'instituteur de Tatar-Basardjik, Yordan Nenoff a publié la première brochure en faveur de la coopération de consommation et de crédit.

En 1887, on vit apparaître en Bulgarie un ouvrage traitant la question du rôle économique des associations coopératives. Le livre était dû à la plume de M. St. Kos-

1. Liefmann, *op. cit.*, p. 188 à 193.

MOUVEMENT DES COOPÉRATIVES (fondées et enregistrées avant le 15 octobre 1924)

COOPÉRATIVES ENREGISTRÉES											
ESPÈCES DE COOPÉRATIVES	Ayant fonct. au 15 oct.			N'ayant pas fonctionné au 15 octobre					Pour lesquelles manquent toutes sortes de renseignements		
	NOMBRE TOTAL	TOTAL	Dont : Ayant fonct. pendant l'année 1920 Ayant com-mencé à fonct. 1 ^{er} janv 1921	TOTAL	Ayant cessé de fonctionner		Réunies à d'autres coopératives	N'ayant pas encore commencé à fonctionner			
					Ayant H-liquidé for-mellement	Ayant cessé de fonctionner					
(4)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(11)	(12)	
1. De crédit	{ Urbaines	148	99	94	5	39	10	23	2	4	10
	{ Rurales	1.190	940	883	57	222	5	139	4	74	28
2. De consommation et de logement.....	{ Urbaines	351	207	185	22	125	32	70	7	16	19
	{ Rurales	394	258	224	34	123	8	69	17	29	13
3. D'achats de ventes et de remaniements ..	{ Urbaines	175	114	102	12	53	5	31	3	14	8
	{ Rurales	152	64	44	20	80	3	61	1	15	8
4. D'assurances	{ Urbaines	21	13	13	—	8	—	7	—	1	—
	{ Rurales	126	20	19	1	106	—	106	—	—	—
5. De production et de travail.....	{ Urbaines	168	92	72	20	61	23	34	1	3	15
	{ Rurales	67	36	30	6	28	1	22	—	5	3
6. Diverses.....	{ Urbaines	56	33	14	19	19	4	12	1	2	4
	{ Rurales	73	48	25	23	23	—	2	—	21	2
7. Unions générales et régionales de coopéra-tives et centrales.....	{ Urbaines	19	14	13	1	4	1	1	—	2	1
	{ Rurales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	{ Urbaines	938	572	493	79	309	75	178	14	42	57
	{ Rurales	2.002	1.366	1.225	141	582	17	399	22	144	54
Total général		2.940	1.938	1.718	220	891	92	577	36	186	111

toff, qui occupait alors les fonctions de secrétaire du St. Synode. Frappé de l'extrême misère de la population rurale, l'auteur s'attache avec chaleur à prouver que le salut des petites existences est dans la coopération.

Trois ans plus tard, apparaît la première coopérative en Bulgarie. C'est une association de crédit (type Raiffeisen) qui a été fondée au village de Mirkovo, arrondissement de Pirdop (département de Sofia) en 1890. Les promoteurs sont MM. Yontchéff inspecteur des écoles et Vlaïkoff, instituteur principal de la localité.

Plus tard encore une seconde coopérative apparaît au village de Lubenova-Mahala, arrondissement de Nova-Zagora (département de Stara-Zagora).

Ces deux associations étaient basées sur le principe de la responsabilité illimitée.

Les agronomes ne laissaient échapper aucune occasion favorable pour essayer de convaincre nos paysans des bienfaits de la coopération. Dans leur désir de rendre mieux approprié aux intérêts nationaux la répartition du crédit, les dirigeants de la Banque agricole de Bulgarie ont également embrassé l'idée de la coopération.

En 1897, des tentatives sur une plus grande échelle ont été faites et des associations de crédit ont pu être fondées dans nombre de villages. Néanmoins, faute de personnel habile, ces tentatives ne furent pas très fructueuses. Le même sort subirent d'autres essais de fonder des coopératives de crédit dans les environs de Sofia.

Une des causes principales de l'échec de ces tentatives se trouvait dans la défectuosité du Code de commerce. L'article 163 relatif au cautionnement que les membres du conseil d'administration des sociétés par actions doivent déposer était applicable également aux coopératives. Le taux de 1/10 du capital de la société prévu par cet article était excessivement haut pour les petits proprié-

taires, qui formaient les coopératives. Grâce aux sollicitations de la Banque agricole, en 1898, l'article 163 a été complété en ces termes : « Pour les associations ce cautionnement peut être même au-dessous de 5.000 lévas, mais non pas au-dessous de 3.000 lévas. »

Cette modification n'a pas apporté grand'chose, parce que 3.000 lévas étaient à cette époque une somme trop forte pour le petit propriétaire bulgare. Cinq ans plus tard, en 1903 le même article a été modifié et le taux du cautionnement a été abaissé jusqu'à 200 lévas pour la grande majorité des coopératives tout en permettant d'être présenté en valeur de propriété immobilière.

La Banque agricole de Bulgarie a fait un grand effort pendant cette période pour organiser des coopératives, mais ces dernières vivaient difficilement dans les conditions économiques de l'époque et vers 1903 elles ont atteint à peine le nombre de 24. En 1899 ont été créées les premières coopératives de consommation, telles que la première coopérative de boulangerie, à Philippopoli et plus tard les coopératives de consommation de Yambol, Cazanlik et Sliven.

Pour donner une idée du développement accéléré de la coopération en Bulgarie, nous citons le tableau suivant, indiquant les années de fondation des coopératives qui ont pu survivre et fonctionner jusqu'à 1920.

On voit qu'après l'amendement du Code de commerce en 1903, le nombre des coopératives fondées a commencé à augmenter. La grande partie des coopératives créées pendant cette période sont du type Raiffeisen et exceptionnellement agricoles. Mais parallèlement, on a commencé à fonder d'autres genres de coopératives. En 1903 a été créée la première Banque populaire (coopérative) à Sofia. Pendant la même année, les fonctionnaires de Sofia et surtout ceux de la Banque nationale ont fondé

COOPÉRATIVES FONDÉES PENDANT LES ANNÉES

Nombre total
des coopératives

ESPECES DE COOPÉRATIVES

(1)	94	1	1	—	1	—	2	4	2	4	6	5	13	30	17	—	2	8	1	28	—	—	3	17	10	30	
{ Urbaines																											
{ Rurales	883	1	8	3	16	8	24	61	112	71	107	158	70	42	448	25	28	6	46	43	148	—	1	4	109	52	166
{ Urbaines	185	1	—	—	2	1	—	1	4	—	2	—	—	2	4	—	2	1	1	5	9	1	8	14	93	48	164
{ et de logement..	224	—	—	—	—	—	2	2	1	3	4	5	5	18	5	2	3	2	1	13	—	—	5	87	99	191	
{ Urbaines	102	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	7	4	12	2	1	—	5	4	12	—	1	2	28	45	76	
{ tes et de rema-	44	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	3	—	2	—	2	2	6	2	—	1	8	26	35	
{ niements.....	13	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	5	—	8	2	—	1	2	—	3	
{ Urbaines	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	8	1	16	—	—	1	1	1	3	
{ Rurales	72	—	—	—	—	—	1	1	1	1	—	—	3	4	2	3	1	3	—	9	—	2	2	20	34	58	
{ Urbaines	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	2	1	1	8	3	15	—	—	5	6	1	12	
{ Rurales	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	3	5	—	1	2	6	9	—	
{ Diverses.....	25	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	9	13	22	
{ Rurales	13	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	3	4	7	
{ Unions générales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ et régionales de	493	3	4	—	4	3	—	6	13	3	6	7	15	22	53	22	9	5	24	13	73	1	12	22	165	147	347
{ de coopératives	1.225	1	8	3	16	8	24	63	114	73	112	162	77	50	474	32	36	15	66	50	199	—	1	16	220	192	429
{ et des centrales.	1.718	4	12	3	20	11	24	69	127	76	118	169	92	72	527	54	45	20	90	63	272	1	13	38	385	339	776
{ Total.....																											
{ Rurales																											
{ Total général.....																											

Direction générale de la Statistique, Statistique des Coopératives 1923. **Sofa.**

(1) Voir la colonne (4) du tableau précédent (p. 114).

la coopérative de consommation « Bratsky Troude » (Le travail fraternel) qui est actuellement la plus grande coopérative de consommation en Bulgarie. En 1905 on a fondé la « Société coopérative d'épargne et d'assurance des fonctionnaires en Bulgarie » qui représente actuellement un institut colossal d'assurances sur la vie, contre l'incendie, etc... avec plus de 100.0000 membres et avec un capital assuré pour la seule branche « Vie » au-dessus de 700.000.000 de lévas.

Pendant cette période, les coopératives augmentaient non seulement en nombre d'associations, mais aussi en nombre d'adhérents, comme on le voit au tableau suivant :

Années	Coopératives	Membres	Membres par coopérative
1902	17	683	40
1903	17	739	43
1904	24	1.447	60
1905	91	5.458	60
1906	147	11.224	76
1907	238	11.422	81

Avec les amendements relatifs aux coopératives introduits jusqu'à 1903 au Code de commerce on n'a pas pu leur donner un statut légal convenable. La participation de la jeune coopération bulgare dans le VI^e Congrès international de l'Alliance coopérative en 1904 a démontré aux Bulgares la défectuosité de la législation en vigueur. Sous l'influence de la nécessité en 1907 a été votée en Bulgarie la nouvelle loi sur les associations coopératives, inspirée de la loi analogue hongroise. On voit au tableau à la page 117 qu'après cette année 1907 le développement des coopératives va toujours en augmentant.

Pendant l'automne de 1907 a été organisé le I^{er} Congrès national des coopératives à Sofia où a été fondé

la première « Union générale des Coopératives agricoles bulgares ». Pendant cette période, presque la totalité des coopératives étaient des coopératives agricoles (du type Raiffeisen) et l'Union a réussi peu à peu à les organiser. Cette dernière a été fondée sur les bases d'une complète neutralité politique ce qui lui a permis de concentrer l'élite des coopérateurs et des intellectuels bulgares.

Après l'introduction de la nouvelle législation l'intérêt de la coopération croissait de jour en jour et les partis politiques n'ont pas pu se retenir d'influencer le mouvement coopératif. Ce fait a eu des conséquences fatales pour l'Union générale.

A partir de cette période on a abandonné la tendance ancienne de fonder exclusivement des coopératives agricoles. Les coopératives de consommation et de production ont spécialement attiré l'attention des apôtres de la coopération. Cette nouvelle tendance a donné très vite ses résultats. Parallèlement à cette évolution on a vu apparaître des tentatives de création d'unions locales et régionales.

Avec le développement de la coopération, la question du crédit nécessaire pour les coopératives est devenue très importante. A cette époque, les coopératives étaient créditées par la Banque agricole de Bulgarie. Un mouvement s'est créé en faveur de la fondation d'une « Banque Centrale Coopérative » en vue de créditer exclusivement les coopératives. Cette idée n'a pas trouvé un bon accueil de la part de tous les coopérateurs. Une partie de l'Union générale s'est scindée et forma « l'Union centrale des Coopératives agricoles » qui préconisait l'organisation d'une caisse centrale, alimentée par les subsides de l'Etat, auprès de l'Union, en vue de créditer les coopératives affiliées. La première tendance a pris le dessus et en 1910

la « Banque Centrale Coopérative » a été fondée par le vote d'une loi spéciale.

Nous n'allons pas suivre toute l'évolution de la question du crédit coopératif qui aboutit en 1921 au transfert des coopératives agricoles sous l'égide de la Banque agricole de Bulgarie.

Pendant la guerre balkanique de 1912-1913, et après cette dernière, les coopératives n'ont pas pu beaucoup prospérer. Il faut tout de même noter: qu'en 1914, les deux Unions se sont réunies de nouveau en « Union des Coopératives agricoles bulgares », que les coopératives urbaines en général ont pris un plus grand essor et que surtout, la forme de banques populaires (coopératives) a pu prospérer. Pendant la même année (1914) a été formée l'« Union des Banques populaires » qui ne commença à fonctionner qu'en 1915 avec 17 banques et qui compte aujourd'hui 60 banques avec 31.898 membres individuels.

La grande guerre de 1915-1918 n'a pas été non plus favorable au développement des coopératives en Bulgarie, mais elle a donné l'occasion à la coopération de prouver son importance pour l'organisation de l'économie nationale pendant les temps difficiles que cette dernière traversait à cause du blocus économique. La nécessité d'une organisation spéciale de temps de guerre, en vue de pourvoir aux besoins de la population affamée, a donné un essor fiévreux au développement de la coopérative bulgare. L'économie de guerre en Bulgarie est intimement liée à la coopération: mais cette période exceptionnelle a provoqué aussi la création de pseudo-coopératives sous lesquelles se cachaient des capitalistes poursuivant le gain. On a créé des coopératives en des buts fantastiques, qui ne représentaient que la négation même des éléments et des principes coopératifs et n'étaient qu'une déviation de l'évolution normale des coopératives bulgares.

L'examen du tableau précédent nous montre aussi qu'après la fin de la grande guerre, les coopératives ont commencé à pousser dans toute la Bulgarie, mais elles ont subi pendant cette période l'influence néfaste des partis politiques.

En 1919 a été créée par le parti paysan de M. Stambolisky la « Banque unioniste agricole coopérative », laquelle commençât une agitation en vue d'attirer de son côté toutes les coopératives agricoles. Elle entra en lutte avec l'« Union des Coopératives agricoles bulgares », qui unissait les coopératives sous le drapeau de la neutralité politique. Nous ne saurions exposer toutes les tentatives, de mettre au service du parti les coopératives bulgares, faites par le parti agraire de M. Stambolisky. Pendant cette période (1919) a été créée aussi « la Centrale Coopérative Naprède », par le parti social-démocrate qui a eu un succès extraordinaire. La même année a été créée la grande coopérative du parti communiste « Osvobodjénie » qui a vite grandi, mais a dû liquider à cause de ses liaisons avec ce parti, mis hors des lois en 1923.

Toujours en 1919, a été créée l'« Union des Coopératives d'Artisans », qui a commencé avec onze coopératives pour avoir à la fin de 1923, 56 coopératives avec 1.122 membres individuels.

Pendant cette année a été créée aussi la plus grande coopérative bulgare du tabac « Assénova-Krépost » qui peut servir comme exemple de coopération non pas seulement en Bulgarie.

Cette année est marquée aussi par la création de la Coopérative pour la production d'électricité « Vatcha » plus tard transformée en syndicat. C'est une entreprise très puissante.

En 1920 a été créée la Coopérative bulgare d'apiculture « Nectar » qui représente une union des sociétés d'apicul-

teurs en Bulgarie. En février 1920 a été fondée la Coopérative de production d'horlogerie « Zora » et enfin en 1923 a été créée le « Théâtre Coopératif d'Opéra » à Sofia.

Pour donner une idée de l'accroissement du nombre des coopératives pendant ces années, nous ne citerons que les chiffres relatifs aux coopératives agricoles, lesquelles depuis 1921 sont de nouveau transférées à la Banque agricole de Bulgarie (pour être créditées).

No.	Catégorie	1920	1921	1922	1923
1	Coopérative de crédit à resp. illimitée.	730	781	859	904
2	— — limitée				
	(Banques populaires).....	2	1	2	1
3	Syndicats agricoles.....	—	25	31	35
4	Coopératives du tabac.....	3	10	12	20
5	Coopératives de productions (1).....	5	6	18	31
6	Coopératives de consommation.....	6	13	24	26
7	Centrales.....	1	2	2	2
	Total.....	744	838	748	1.020

Pour terminer l'évolution du développement de la coopération en Bulgarie, il faut noter la tendance nouvelle d'organisation de coopératives pour la vente en commun et surtout pour l'exportation.

III. — LES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Nous avons déjà mentionné que la loi sur les sociétés à responsabilité limitée est très récente en Bulgarie. Elle a été promulguée le 8 mai 1924. Jusqu'au 1^{er} janvier 1925, 11 sociétés à responsabilité limitée ont été fondées. D'après les informations de la Banque nationale de Bulgarie

1. Les coopératives de production embrassent des coopératives : viticoles, d'apiculture, de minoteries, de laïteries, d'essence de roses, d'élevage, vinicoles, de production d'électricité, d'exploitation de forêts et autres.

(Bulletin novembre-décembre 1924) huit de ces sociétés ont un capital de 7.195.000 levas.

Si nous examinons l'article 1^{er} du projet de la loi relative à l'impôt (cédulaire) sur les professions, actuellement en discussion à la Chambre des députés bulgare, nous obtenons l'impression qu'en Bulgarie on se fait une idée erronée de la valeur économique des sociétés à responsabilité limitée. Le dit article classe ces sociétés dans une même catégorie avec les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple pour les soumettre à un régime fiscal différent et plus favorable que le régime fiscal des sociétés anonymes et des coopératives. On considère les sociétés à responsabilité limitée comme des « Associations de personnes » et non pas comme des « Associations de capitaux » or, c'est une erreur démontrée par l'histoire du développement de cette forme de Société en Allemagne, son pays d'origine. M. Liefmann nous dit que lorsqu'on votait la loi allemande du 20 avril 1892, on pensait créer une forme de société pour les petites entreprises et c'est pour cela qu'elle représente une simplification de la forme des sociétés par actions.

Mais cette nouvelle forme, laquelle a eu un grand succès en Allemagne, ne s'est pas bornée seulement dans les limites de la petite entreprise. Elle a été adoptée par des entreprises de différents ordres, lesquelles se trouvent dans les mains de peu de personnes et sont pourtant de très grandes entreprises capitalistes (Sticksoffwerke du Konzern des fabriques d'Aniline) avec un capital de 500.000.000 de marks, Siemens-Schuckert-Werke G. m. b. H. avec 90.000.000 de marks, etc...). La grande partie des associés sont occupés avec l'administration de ces entreprises et leur nombre ne dépasse presque jamais le chiffre de 25 personnes par entreprise. Une grande partie des sociétés à responsabilité limitée en Allemagne n'ont

qu'un seul « Associé », lequel donne cette forme à son entreprise pour échapper à certains impôts.

Nous regrettons de n'avoir pas la place pour examiner l'évolution des sociétés d'assurances en Bulgarie, lesquelles ont été toujours mises dans un groupe à part par la législation fiscale bulgare. Les sociétés d'assurances sont caractérisées par le genre de leur entreprise et non pas par leur forme de société; pourtant le législateur bulgare les traite à part, quoiqu'en général, c'est la forme des sociétés qui est le critérium de distinction pour les lois fiscales bulgares (comme nous l'avons déjà vu).

Presque toutes les entreprises d'assurances existantes en Bulgarie sont des sociétés par actions ou des coopératives et elles ont suivi leur évolution.

CHAPITRE III

LA LÉGISLATION RELATIVE A L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS EN BULGARIE DEPUIS L'ÉPOQUE DE L'AFFRANCHISSEMENT JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1920

Dans le chapitre I, nous avons exposé l'évolution du système fiscal en Bulgarie depuis l'époque de l'affranchissement jusqu'à nos jours.

Nous avons vu que jusqu'à la fin de la grande guerre 1915-1918 on avait des impôts directs réels, des impôts assez archaïques. Ces derniers frappaient les revenus présumés de l'activité économique des sociétés, revenus établis d'après des signes extérieurs objectifs, sans aucun rapport aux revenus, que les personnes physiques recevaient de cette même activité économique.

Nous avons vu aussi que les sociétés en Bulgarie, étaient toujours frappées par des taxes et des impôts indirects, *en dehors des impôts directs*. Mais nous n'examinerons dans ce chapitre que les impôts sur les revenus présumés des professions, applicables aux sociétés jusqu'au 1^{er} avril 1920, en commençant par le Temettouat, dont nous avons déjà parlé.

I. — LE TEMETTOUAT

Le Temettu ou comme on l'appelait en Bulgarie le Temettouat était un impôt auquel étaient soumises toutes les sociétés déployant une activité économique comme toutes les personnes physiques. C'est en quelque sorte l'an-

cêtre de l'impôt spécial des sociétés actuellement en vigueur en Bulgarie.

Le Temettouat n'apparaît en Turquie, respectivement en Bulgarie sous la domination turque, qu'après le Tanzimat, les réformes introduites par Abdul Aziz.

Le premier budget ottoman pour l'exercice 1863-1864 ne contient pas dans ses recettes le Temettouat. C'est seulement dans le budget de 1874-1875 que nous voyons pour la première fois poser le principe de la création d'une loi sur les patentes ou le Temettouat. Ce budget (publié en 1874) était fait en vue de cacher l'impuissance du Trésor turc, impuissance qui se trahissait déjà en 1866, à cause des abus d'emprunts. Il prévoyait dans sa partie des recettes sous la rubrique des « Contributions directes » des revenus d'un impôt des patentes, Temettouat.

La publication de ce budget, très peu sincère, comme presque tous les budgets turs de cette époque, n'a pas pu empêcher la banqueroute déclarée par la publication de la fameuse « Déclaration de la Sublime Porte du 6 octobre 1875 ». A cause de la banqueroute la même Porte n'a pu trouver le temps de promulguer la loi sur les patentes que le 10 juin 1879, à l'époque où la Bulgarie avait déjà sa liberté politique.

Mais ces « formalités législatives » inutiles pour l'absolutisme arbitraire turc n'ont pas été attendues pour qu'on commence à percevoir le Temettouat en Bulgarie. Nous savons que cet impôt a été perçu indépendamment de tout budget et de toute législation quelques années avant la libération de la Bulgarie. D'après M. N. Konstantinoff (1), cet impôt pour la Bulgarie sous la domination turque remonte à 1873. Le Temettouat en Bulgarie de cette époque, n'est que le Temettu dont parle le célèbre

1. Article *L'Impôt des Sociétés*. Dans la *Revue de la Société économique bulgare*, n° 4, 5, 6, 1923.

décret « de Mouharem » du 8 décembre 1881 (28 Mouharem 1299 de l'Hégire) qui n'est qu'un concordat entre la Turquie et ses créanciers après la banqueroute du 6 octobre 1875.

Le décret de Mouharem stipulait entre autre que les étrangers porteurs de titres de la Dette ottomane auraient pour le paiement des intérêts et des annuités de leurs créances, l'excédent du revenu qui devait résulter de l'application générale aux étrangers comme aux sujets ottomans d'une nouvelle loi sur les patentes, comparativement aux recettes de l'impôt du Temettu, lequel n'était applicable qu'aux sujets de la Sublime Porte.

On a dû beaucoup attendre pour la réalisation de cette réforme à cause de la rivalité des grandes puissances à Constantinople, et de l'opposition des intérêts qui résultait : d'une part des anciennes capitulations, et d'autre part de la Dette ottomane.

Les capitulations interdisaient de la manière la plus rigoureuse à la Sublime Porte la faculté d'exiger des étrangers une taxe quelconque, y compris le Temettu, au sujet de leur activité professionnelle. C'était une grosse injustice d'obliger les indigènes à payer le Temettouat tandis que les étrangers en étaient libérés. Une uniformité de traitement s'imposait lorsqu'il s'agit de commerçants exerçant côte à côte la même profession et c'était aller à l'encontre des règles les plus élémentaires de l'équité que de placer du chef de l'impôt les uns dans une position inférieure à l'égard des autres.

Cette injustice était imposée à la Bulgarie aussi après sa libération par l'article 8 du Traité de Berlin et on devait attendre l'année 1896 pour pouvoir imposer les étrangers comme les Bulgares y compris les sociétés avec l'impôt sur les professions déjà en vigueur.

À part les étrangers, tous les habitants de la capitale

Constantinople, étaient exemptés du Temettouat. Ce dernier était un impôt pour les villayets. A Constantinople, le seul impôt ressemblant de très loin au Temettouat était le Esnaf-Teskéressi ou taxe de corporation perçue par la municipalité.

Au moment de sa mise en vigueur le Temettouat devait être un impôt sur les bénéfices annuels présumés, de toute personne s'occupant du commerce, des arts et des métiers. Le taux de cet impôt devait augmenter ou diminuer selon les besoins, d'après la loi sur l'équilibre du budget et conformément à l'iradé impérial qui devait le sanctionner ; mais peu à peu cet impôt a été appliqué aux revenus des fonctionnaires, des journaliers, et en général à tous les revenus. Et d'un impôt de répartition il s'est transformé, à l'époque de la libération, en impôt fixe de 3 0/0 sur les revenus présumés. Les paysans y étaient toujours soumis. Des taux spéciaux avaient été fixés pour certaines classes de la population. Les journaliers étaient taxés à 6 levas par an, les artisans de 16 à 32 levas, les fonctionnaires de l'Etat devaient abandonner le cinquième de leur traitement. Les sociétés qui s'occupaient de commerce et d'industrie étaient taxées à 3 0/0 par an sur leurs revenus. Cependant les associations religieuses et celles fondées dans un but de bienfaisance en étaient exemptées.

La fixation du montant présumé des revenus soumis à ces impôts était faite par des commissions complétées d'experts assermentés qui devaient être « désintéressés et honnêtes ». Ces experts devaient être au nombre de quatre : deux nommés par les conseils de districts et deux autres par les autorités de l'Etat. Pour l'évaluation des profits des sociétés comme pour l'évaluation des profits des personnes physiques, deux délégués de la corporation respective étaient ajoutés aux experts, et très souvent ces délégués étaient les intellectuels de l'époque, les ecclésiastiques

et les instituteurs. Les séances des commissions étaient publiques. La justice n'y était cependant point respectée. Formées en majeure partie de personnes appartenant aux classes les plus riches de la société, ces commissions les exonéraient et frappaient rudement les classes moins aisées.

Le Temettouat était ainsi fixé pour six années. Les résultats obtenus n'étaient pas brillants. Il donna en particulier des recettes insignifiantes. Le pays n'avait pas atteint un degré de développement suffisant pour qu'un impôt sur le revenu puisse être productif. L'injustice régnait en maître et la plus grande partie des recettes du Temettouat étaient fournies par les classes les plus pauvres. Les modifications tentées n'ont pas pu donner des résultats satisfaisants. Tel était l'état dans lequel se trouvait le Temettouat à l'époque de l'affranchissement de la Bulgarie du joug turc.

II. — L'INSTRUCTION DU PRINCE DONDOUKOFF-KORSAKOFF

Nous avons déjà vu que le Prince Dondoukoff-Korsakoff a maintenu conformément aux décisions de la commission de notables bulgares le Temettouat tel qu'il existait sous la domination turque à savoir : 3 0/0 sur les revenus présumés.

L'instruction relative à ce sujet du 18 mai 1879 mentionnait dans son paragraphe 1, déjà cité, les trois verguies. L'une d'elles était le Temettouat, dit impôt sur le revenu. Le chapitre II de l'instruction en question réglait cet impôt. Voilà ses dispositions :

Impôt sur le revenu

§ 18. — A l'impôt sur le revenu sont soumis tous les habitants de la principauté de Bulgarie sans exception.

§ 19. — Les étrangers ne sont pas exemptés de cet impôt tant qu'ils habitent la principauté. Pour eux, pourant, il n'est établi que sur les revenus de leur propriété immobilière (loi sur le droit de propriété immobilière dans l'Empire ottoman du 7 Séfer 1284 de l'Hégire).

§ 20. — L'impôt sur le revenu au taux de 3 0/0 est établi sur tout le revenu tiré du commerce, des métiers et des autres professions ainsi que des capitaux et des autres richesses mobilières et immobilières.

§ 21. — L'évaluation des revenus que les habitants de la Principauté de Bulgarie réalisent se fait par des commissions conformément aux articles 4 et 5, etc...

§ 24. — Chaque habitant qui trouve que son revenu est établi beaucoup plus haut de ce qu'il n'est en réalité a le droit s'il le veut, de faire une réclamation dans le délai et dans l'ordre établi par l'article 8 de cette instruction, etc...

§ 26. — Les impôts sont établis conformément aux rôles familiaux pour une période de cinq années, etc...

Ce système, comme on le voit n'était qu'une réglementation du système turc, réglementation par laquelle le régime du fermage se trouvait exclu.

L'année suivante, a été déjà votée la loi constitutionnelle du 16 mai 1880 qui stipule dans son article 1^{er} : « Les impôts Emlak, Idjar et Temettouat sont établis pour l'année courante 1880 conformément aux estimations turques, c'est-à-dire conformément aux livres d'Emlak existants. »

« Pour les endroits où l'on n'a pas de renseignements sur le chiffre de ces impôts, ainsi que pour les endroits où les biens immeubles ont subi des modifications importantes, on procèdera à de nouvelles estimations d'après lesquelles lesdits impôts seront perçus. »

Tel était l'impôt des sociétés, en vigueur jusqu'à la loi sur les patentes du 31 janvier 1885.

Cet impôt ne soulevait pas des questions spéciales en ce qui concerne l'imposition des sociétés. Les revenus présumés des entreprises et des sociétés étaient établis approximativement par des commissions qui tenaient compte de toutes espèces de signes extérieurs, comme elles le faisaient pour l'établissement des revenus des personnes physiques. L'impôt *étant proportionnel* aux taux, de 3 0/0 des revenus, la question de savoir si c'est l'ensemble des revenus de la société qui est imposé ou bien les parts de chaque associé séparément ne présente pas d'intérêt; l'une et l'autre manière d'imposition donneraient en fin de compte le même chiffre d'impôt.

On procédait de la première manière pour raison de technique fiscale, on voulait éviter l'évasion.

Le paragraphe 6 de l'instruction du Prince Dondoukoff-Korsakoff prescrivait que les biens appartenant à plusieurs personnes devaient être imposées *pour l'ensemble*, et à part des biens appartenant seulement à un des sociétaires.

Comme on le voit, ce sont les objets et les activités qu'on impose, et non pas les personnes pour leurs revenus.

III. — LA LOI DU 13 JANVIER 1885 SUR LES PATENTES

Nous savons du chapitre précédent qu'avant la grande réforme de 1894-1895, le Temettouait a été abrogé et remplacé par l'impôt des patentes, qui imposait les sociétés comme tous les habitants de la principauté. C'est la loi votée du 15 novembre 1884 au 30 janvier 1885, sanctionnée par décret du 13 janvier 1885 et publiée dans le *Jour-*

nal officiel n° 17 du 21 février 1885, qui introduisit l'impôt des patentes.

Les dispositions principales de cette loi étaient les suivantes .

ARTICLE PREMIER. — L'impôt sur le revenu « Temet-touat » est aboli pour l'avenir et remplacé par l'impôt des patentes.

ART. 2. — Tout habitant de la Principauté, sujet bulgare ou étranger, est soumis à l'impôt des patentes s'il exerce une industrie quelconque, un commerce ou un travail, quel qu'il soit, qui n'est pas prévu dans les exceptions établies par la présente loi.

ART. 3. — Les professions soumises à l'impôt de patentes sont réparties en cinq catégories principales, à savoir :

a) Employés ; b) Professions libres ; c) Professions commerciales ; d) Professions industrielles ; e) Métiers.

CHAPITRE PREMIER. — *Employés*

ART. 4. — (Donne la définition et l'énumération de tous les employés imposables, comme les fonctionnaires, les employés de bureau, les ouvriers, etc... tout en exonérant les apprentis, les pensionnés, les soldats, les veuves et les orphelins des fonctionnaires morts au service de l'Etat, etc...).

ART. 5. — Les employés paient une patente aux taux suivants : Pour appointements ne dépassant pas 2.000 levas, 1 0/0 par an et pour appointements au-dessus de 2.000 levas, 1 0/0 jusqu'à 2.000 levas et pour la différence 2 0/0.

ART. 6. — Les chefs directs des employés sont responsables pour l'établissement et le paiement régulier de l'impôt. La même responsabilité pèse sur les fabricants,

les commerçants et les artisans pour leurs ouvriers et subordonnés tout en étant obligés eux-mêmes de payer l'impôt dû par leurs subordonnés, si ces derniers pour des raisons quelconque ne l'ont pas versé. (On voit que presque toutes les sociétés devaient avoir le soin de payer les impôts de leurs ouvriers et employés.)

CHAPITRE II. — *Professions libres*

(Les articles 7 à 9 inclus répartissent les professions libres y compris celle d'entrepreneur en trois classes et chaque classe en plusieurs catégories. Chaque catégorie paie un impôt fixe).

CHAPITRE III. — *Professions commerciales*

ART. 10. — Les professions commerciales sont réparties en quatre classes : 1^o Commerce d'exportation des produits indigènes ; 2^o Commerce avec des produits étrangers ; 3^o Commerce de banque ; 4^o Commerce de produits d'alimentation et autres.

ART. 11. — Le commerce avec des produits étrangers se divise en commerce en gros, en gros et en détail, et en détail.

Remarque : (Définit le commerce en gros et en détail).

Ce qu'il y a de plus intéressant c'est l'article relatif au commerce de banque qui stipule notamment :

ART. 12. — Le commerce de Banque est divisé en trois genres :

A) La banque pure : 1^{re} catégorie 200 levas ; 3^e catégorie 150 levas ;

B) La commission et l'expédition ; 1^{re} catégorie 300 levas ; 2^e catégorie 60 levas ; 3^e catégorie 30 levas ;

C) Le change qui est réparti en trois catégories et paye : 1^{re} catégorie à Sofia, Roussé et Varna, 150 levas ; 1^{er} caté-

gorie pour les autres villes 100 levas ; 2^e catégorie à Sofia, Roussé, Varna, 100 levas ; 2^e catégorie pour les autres villes 50 levas ; 3^e catégorie à Sofia, Roussé, Varna, 50 levas ; 3^e catégorie dans les autres villes 30 levas.

Remarque. — Les usuriers qui prêtent régulièrement de l'argent avec intérêts, sont considérés comme des changeurs.

D) *Les sociétés anonymes :*

1 ^{re} catégorie avec un capital au-dessus de 500.000 lévas	500 lévas
2 ^e catégorie — de 250.000 à 500.000 lévas	250 —
3 ^e catégorie — 150.000 à 250.000	150 —
4 ^e catégorie — 100.000 à 150.000	100 —
5 ^e catégorie — au-dessous de 100.000	50 —

E) *Les sociétés d'assurances.* — En rapport avec le travail qu'elles font payent :

1^{er} catégorie 500 levas ; 2^e catégorie 300 levas ; 3^e catégorie 200 levas.

Cet article indépendamment de son titre : « Commerce de Banque » se rapporte également à l'imposition des sociétés anonymes et des sociétés d'assurances. D'après son premier alinéa, le commerce en question devait être réparti en trois genres mais en réalité il est réparti en cinq (A, B, C, D, E).

Les parties A, B et C sont relatives aux entreprises qui n'ont pas la forme de sociétés par actions et qui ne sont pas des sociétés d'assurances.

Les sociétés anonymes sont imposées d'après les dispositions de la partie D indépendamment de l'objet de leur entreprise et d'après le capital dont elles disposent.

Les sociétés d'assurances, indépendamment de leurs formes (sociétés par actions, en commandite, en nom collectif, etc...) sont imposées d'après la partie E. Toutes les autres sociétés sont imposées d'après l'objet de leur entreprise comme les personnes physiques.

L'article 49 stipule : « Les associés d'une entreprise prennent une patente délivrée au nom de tous les associés ou bien au nom de l'un d'entre eux.

Remarque. — Des duplicata sont donnés à chaque associé s'il le sollicite, dans le cas où la patente est délivrée au nom de tous les associés. »

Les chapitres IV et V règlent de la même manière l'impôt des professions industrielles et des métiers.

CHAPITRE VI. — *Commissions chargées de l'établissement de l'impôt des patentes*

ART. 26. — « Dans le but de faire la classification de toutes les professions soumises à l'impôt des patentes et de les répartir dans les différentes catégories, une commission est nommée dans chaque arrondissement, composée des membres suivants :

a) Le chef des finances; b) Un membre du Conseil général; c) Le maire ou l'adjoint de la commune, et d) Un membre représentant la population de chaque commune, qui est soumis à l'impôt des patentes. »

L'article 28 précise les déclarations que chaque imposable doit donner et d'après lesquelles la susdite commission le classera. L'article 35 institue une commission de contrôle devant laquelle peuvent déposer une réclamation, les contribuables qui ne sont pas satisfaits de la décision de la première commission.

Le pourvoi en cassation contre les décisions de la commission de contrôle est résolu par le ministre des Finances. Ce dernier approuve les rôles établis par la commission première et par la commission de contrôle. L'article 39 stipule que l'impôt des patentes est établi pour une période de trois années.

La même loi a encore deux derniers chapitres, à savoir : VII. Dispositions générales et VIII. Dispositions pénales. Le dernier article 58, ordonne la fermeture de l'établissement de l'imposable non pourvu d'une patente.

Telles étaient les dispositions principales de la loi des patentes de 1885 et les dispositions relatives à l'imposition des sociétés qui peuvent être résumées en ces termes : Les revenus présumés d'une entreprise appartenant à une société étaient imposés comme si cette entreprise appartenait à une seule personne (art. 49) exception faite des sociétés anonymes qui étaient soumises à des règles spéciales (art. 12-D) indépendamment de l'objet de leur entreprise et des sociétés d'assurances qui étaient soumises à des règles spéciales (art. 12-E) indépendamment de leur forme.

Le reste des dispositions de la loi était applicable aux sociétés comme aux personnes physiques.

Ce n'est pas le revenu réel des entreprises qu'on imposait, tout au contraire, on classait les entreprises dans une des catégories établies par la loi à laquelle correspondait un taux fixe. Le classement se faisait d'après des signes extérieurs qui n'étaient pas d'ailleurs indiqués dans les dispositions de la loi. Par conséquent, une société pouvait être classée par une commission dans une catégorie à laquelle correspondait un taux d'impôt très élevé, tandis qu'une pareille société pouvait être classée par une autre commission dans une catégorie à laquelle correspondait un taux d'impôt très peu élevé.

Tout était laissé à l'intelligence, au bon sens et à l'honnêteté des commissions et on sait qu'on ne peut pas toujours trop se fier à ses qualités humaines. Pourtant ce système d'impôt ne soulevait pas au commencement de grandes objections. Lorsqu'on sentit des inconvénients, on l'a remplacé, comme nous l'avons vu, par l'impôt des pro-

fessions de 1895 qui faisait partie de la grande réforme fiscale de M. Guéchoff.

IV. — LOI DU 20 JANVIER 1895 RELATIVE A L'IMPÔT SUR LES PROFESSIONS

L'impôt créé par la loi de 1895 était comme celui des patentes un impôt sur le revenu présumé des professions. Il était établi d'après des signes extérieurs, avec cette différence seulement, que la réforme de 1895 précisait ces signes et les mettait plus en rapport avec les conditions économiques réelles. C'est l'article 22 de la loi qui réglait cette matière, comme nous le verrons.

La loi relative à l'impôt des professions, a été votée du 9 décembre 1894 au 20 décembre de la même année, sanctionnée par décret du 20 janvier 1895 et promulguée dans le *Journal officiel* n° 16 du 21 janvier 1895.

L'article 1^{er} de cette loi a été calqué sur l'article 2 de la loi précédente. L'article 2 énumérait les personnes exemptées de l'impôt sur les professions pour des raisons diverses. Il exemptait entre autres les troupes théâtrales d'amateurs, ce qui fait penser que le législateur avait l'intention d'exempter toutes les associations non économiques, sans toutefois le dire expressément, et on ne sait précisément pas pourquoi il mentionnait seulement les troupes théâtrales d'amateurs. En pratique, on n'a jamais essayé d'imposer les sociétés non économiques et même les associations sociales-économiques. L'article 3 était identique à l'article 3 de la loi précédente. Une grande modification a été apportée à l'article 5 de la précédente loi. Le nouvel article 5 de la loi sur l'impôt des professions stipulait : « Les employés payent l'impôt sur les professions aux taux suivants :

2 %	pour un revenu jusqu'à	2.400 lévas inclus	
3 %	—	5.400	—
4 %	—	7.500	—
5 %	—	12.000	—
6 %	—	12.000 lévas et au-dessus.	

Le chapitre II (articles 7 à 12) réglait l'imposition des professions libérales et le chapitre III celle des professions commerciales.

A la différence de la loi sur les patentes, la nouvelle loi classait les diverses catégories de chaque profession et les taux correspondants dans un tableau spécial annexé à la loi. L'article 13 du chapitre III relatif aux professions commerciales stipulait comme suit :

« Les professions commerciales frappées par l'impôt sont divisées en : 1^o Commerce avec des produits indigènes ; 2^o Commerce avec des produits étrangers ; 3^o Commerce de Banque ; 4^o Commerce des comestibles et autres produits similaires ; 5^o Commerce de transport ; 6^o Commerce ambulant ; et 7^o Divers.

« Ces professions sont frappées par l'impôt d'après les catégories établies dans le tableau annexé à la présente loi (lettre C).

« Sont assimilées aux personnes de professions commerciales, les personnes qui ont des revenus (rentes) de valeur mobilières (capitaux, titres et autres valeurs, pensions, exception faite de celles des invalides, etc...) et de valeurs immobilières pour lesquelles on ne paie pas l'impôt foncier et ces personnes, indépendamment de l'impôt sur les professions qu'elles exercent, paient un impôt aux taux de :

2 %	pour un revenu jusqu'à	3.400 lévas inclus	
3 %	—	7.500	—
4 %	—	12.000	—
5 %	—	20.000	—
6 %	—	50.000	—
7 %	—	100.000	—
8 %	—	100.000 lévas et au-dessus.	

« Le taux de l'impôt, qu'un rentier doit payer, est calculé sur l'ensemble de ses revenus de valeurs mobilières (capitaux, titres, pensions, etc...) et de valeurs immobilières... »

Cet article comme on le voit, introduisait l'impôt sur les valeurs mobilières en général.

Toutefois, il est important de remarquer, que le règlement d'administration publique, relatif à la loi de l'impôt sur les professions du 21 juin 1895, publié à l'*Officiel* le 9 août 1895, donne des précisions importantes sur cet article. D'après l'article 13 de ce règlement, les emprunts publics bulgares dont les coupons sont exemptés de tout impôt en vertu de lois spéciales ne paient pas l'impôt sur les valeurs mobilières. Mais ce qui est plus important, c'est la remarque du même article du règlement, qui stipule notamment :

« Les actions de toute espèce de société industrielle ou commerciale, comme de celles d'épargne s'occupant avec des prêts à intérêts, ne sont pas assimilées aux capitaux en question (imposables avec l'impôt sur les valeurs mobilières), lorsque, pour les revenus de ces actions sont déjà imposées les sociétés elles-mêmes d'après le tableau (C) annexé à la loi sur l'impôt des professions. »

Cette remarque du règlement est assez claire par elle-même, elle évite toute double imposition. Les revenus des sociétés une fois imposés par l'impôt de profession en vertu de leur activité, ne payent pas un impôt sur les valeurs mobilières pour les sommes qu'elles distribuent à leurs membres en payant les coupons de leurs actions. Par conséquent, l'impôt sur la valeur mobilière n'est payé que pour les revenus provenant des capitaux prêtés avec intérêts et non pas par les revenus provenant des capitaux placés dans une entreprise.

L'article 14 du même règlement est relatif à l'imposi-

tion des revenus réalisés par les commanditaires participant dans une société en commandite. Cet article considère les associés commanditaires comme de simples bailleurs de capitaux et les impose aux taux prévus pour l'impôt sur les valeurs mobilières.

Comme on ne sait jamais le taux de l'intérêt payé aux commanditaires, parce qu'il varie d'après les bénéfices de la société en commandite, l'article 14 stipule :

« Lorsque les revenus mentionnés dans l'alinéa 1 de l'article précédent, provenant des capitaux engagés dans des sociétés en commandite et autres entreprises, ne sont pas fixés au moment de l'imposition, ils sont considérés égaux à 7 0/0 par an. »

Les sommes payées aux commanditaires, une fois considérées comme des intérêts payés pour des capitaux empruntés, on est forcé de les faire passer comme des dépenses nécessaires pour l'entreprise et on ne les impose pas comme des revenus de l'activité professionnelle de la société en commandite.

De la même manière ont été traités, à plus forte raison, les revenus des participants dans les sociétés en participation. Par conséquent, ici aussi, la double imposition n'existait pas.

L'article 16 du même règlement interprète le quatrième alinéa de l'article 13 de la loi, d'après laquelle les associations de bienfaisance, humanitaires et en général les associations non économiques ne paient pas d'impôt.

Le chapitre III de la loi portant sur les professions commerciales et l'article du règlement relatif aux mêmes professions contenaient les dispositions principales qui réglaient l'imposition des sociétés et des valeurs mobilières (tout en évitant, il faut le répéter, chaque double imposition).

Les chapitres IV (professions industrielles) et V (mé-

tiers) de la loi ne présentent pas un intérêt spécial au point de vue de l'imposition des sociétés.

Ces dernières étaient imposées d'après l'objet de leur activité, c'est-à-dire qu'elles étaient imposées : 1^o d'après le chapitre III et la partie du tableau des catégories s'y rapportant si elles faisaient le commerce ; 2^o d'après le chapitre IV et la partie du tableau des catégories s'y rapportant si elles faisaient l'industrie ; 3^o d'après le chapitre V si elles s'occupaient de métiers et ainsi de suite.

L'article 23 de la loi contenait des dispositions spéciales relatives aux sociétés, notamment :

« L'impôt de chaque personne ou de chaque société est calculé pour chaque établissement à part. »

Ce qui veut dire que les succursales des sociétés sont imposées à part de l'établissement principal d'après leur activité professionnelle.

L'alinéa 2 du même article est rédigé en ces termes : « On reconnaît qu'une société est imposable comme telle avec un seul impôt pour le tout, seulement dans les cas où les co-associés ont apporté des capitaux mis en commun et destinés à soutenir l'activité de la société. Dans les cas contraires, l'impôt est établi pour chaque personne qui fait partie de l'établissement ou de l'entreprise. »

Le législateur a voulu donner une définition de l'activité économique qu'il considère comme activité d'une société afin de pouvoir l'imposer comme telle. Il paraît qu'il sentait lui-même l'insuffisance de cette définition pour la compléter avec le dernier alinéa du même article 23 en ces termes :

« Si dans une entreprise, deux ou plusieurs personnes exercent des professions similaires ou diverses, sans être des associés, elles sont imposées chacune à part. » *Per argumentum à contrario* ; si elles sont des associés, elles sont imposées sur l'ensemble de leur revenu.

Pour le reste, l'imposition des sociétés, d'après cette loi, se faisait comme pour les personnes physiques. Les entreprises étaient classées dans les catégories déterminées par le tableau additionné à la loi, et payaient les taux respectifs, fixés pour chaque catégorie

Le tableau des catégories ne présentait pas de particularités en ce qui concerne l'imposition des sociétés ; à chaque genre de profession correspondaient plusieurs catégories avec des taux différents, pour que les entreprises puissent être classées d'après l'importance présumée de leurs revenus.

Les sociétés par actions et les sociétés d'assurances faisaient toujours exception à cette règle générale. La partie du tableau des catégories, relative aux professions commerciales contenait une section (commerce de banque) ainsi établie :

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
<i>a) Professions de Banque.....</i>	100	200	300	400	500	600	800	1.000	1.200	1.500
<i>b) Professions de Commissions et d'expédition...</i>	30	40	50	60	80	100	150	200	250	300
<i>c) Professions de change.....</i>	30	40	50	70	100	125	150	200	250	—
<i>d) Sociétés par actions.....</i>	50	100	150	200	300	500	800	1.000	1.200	1.500
<i>e) Sociétés d'assurances.....</i>	200	300	500	600	700	800	1.000	1.200	1.500	3.000

On voit que les sociétés par actions formaient un groupe de catégorie, indépendamment de l'objet de leur entreprise et les sociétés d'assurances formaient un groupe de catégorie indépendamment de leur forme. Nous avons vu d'autre part, que la même particularité se trouvait dans la loi des patentes de 1885, avec cette différence toutefois, que cette nouvelle loi de 1895 ne tenait plus

compte, comme la précédente, du montant du capital dont disposaient les sociétés par actions pour l'établissement des différentes catégories.

Pour la classification des différentes entreprises en général, et des sociétés en particulier, cette loi donnait des règles plus précises que la loi précédente sur les patentes, des règles non pas spéciales pour les sociétés, mais applicables à tous les contribuables soumis à l'impôt.

L'article 22 énumérait les signes extérieurs que les commissions, chargées de l'établissement de l'impôt, devaient prendre en vue pour classer une entreprise dans la catégorie respective.

Cet article stipulait notamment: « Lorsque la commission arrive dans la ville ou dans le village, elle reçoit les déclarations déposées au maire, les vérifie, et classe les professions en groupes et catégories pour établir l'impôt en tenant compte: *a)* du genre et du caractère de la profession; *b)* des dimensions du local où elle est exercée; *c)* de l'importance commerciale de la localité où l'établissement est situé; *d)* du capital; *e)* du chiffre d'affaires; *f)* du nombre des ouvriers (pour les métiers et les professions commerciales et industrielles) et de l'espèce et du nombre des machines et instruments employés dans l'établissement (pour les établissements industriels); *g)* des capacités individuelles; *h)* du nombre des associés et *i)* de la question à savoir combien d'espèces de commerces, d'industries, etc... sont exercés dans le même établissement et dans quelles proportions chacune d'elles est exercée.

« Pour l'établissement du taux du pourcentage avec lequel doivent être imposés les revenus (les rentes) d'un imposable, provenant de valeurs mobilières (capitaux, titres, pensions, etc...) et de valeurs immobilières, la Com-

mission doit tenir compte : des capitaux ; des titres ; des intérêts, qu'on reçoit de ces valeurs ; du montant des pensions reçues ; du genre, du nombre, de la situation et de la disposition des propriétés immobilières et des revenus qu'elles rapportent, etc...

« Les Commissions peuvent également se servir des cotes existant pour les patentes seulement afin de s'orienter dans le travail. »

La commission première chargée de l'établissement de l'impôt devait tenir compte de tous ces signes extérieurs pour classer les entreprises et plus spécialement les sociétés dans les différentes catégories. Hors de ces indications, la commission avait toute liberté d'estimer l'importance de leurs revenus présumés. Les commissions premières chargées de l'établissement de l'impôt étaient constituées d'après l'article 18 :

1^o *Pour les villes* : a) Deux fonctionnaires du gouvernement ;

b) Le maire de la localité ou son représentant ;

c) Un représentant de chaque profession principale de la ville, nommé par le préfet sur propositions de la corporation respective, qui siègera à la Commission avec droit de décision seulement dans le cas, lorsqu'on établit l'impôt de la profession dont il fait partie.

2^o *Pour les villages* : le maire de la commune et un fonctionnaire de l'administration financière.

L'article 19, stipule que le temps où les commissions commenceront et finiront leur travail sera fixé par le ministre des Finances. Elles travaillent en examinant les déclarations déposées par les contribuables.

Les réclamations contre les décisions des commissions premières sont portées devant les commissions de contrôle composées d'après l'article 26 de la loi, à savoir :
« Le préfet comme président, le chef de finance ou son

adjoint, un membre de la Commission départementale ou du Conseil général et un notable entre les commerçants du département désigné par la commune. Dans l'absence du préfet, la Commission est présidée par le chef de finance. »

La remarque de cet article 26 était un des témoignages intéressants de l'existence des capitulations en Bulgarie. C'était une remarque qui n'avait plus de raison d'être, vu la manière scrupuleuse dont étaient gardés les intérêts des étrangers, une remarque qui ne jouait le rôle que d'offenser le sentiment national des Bulgares. Elle stipulait notamment : « Lorsque sont examinées les déclarations des ressortissants étrangers qui ont le droit de se prévaloir des capitulations, un ou deux de leurs représentants d'après leur nombre, dans le département, seront présents à la Commission de contrôle. La manière d'élection de ces délégués sera établie par le Conseil des ministres. »

L'article 27 conférait le pouvoir de cassation au ministre des Finances. Ce dernier pouvait « casser sur les réclamations des particuliers les décisions illégales des commissions de contrôle. »

Le taux de l'impôt était établi, de cette manière, pour une période de trois ans.

Après le chapitre VI, relatif à l'établissement de l'impôt, venait le dernier chapitre, chapitre VII, relatif aux dispositions pénales. La loi contenait 37 articles en tout.

Tel était le régime fiscal des sociétés existant depuis 1895, en vertu de la loi de l'impôt sur les professions. Ce régime n'a pas pu durer très longtemps en ce qui concerne l'imposition des sociétés. Pour les personnes physiques, il a été maintenu avec peu de modifications jusqu'au 1^{er} avril 1922 comme nous l'avons vu (Art. 7 de

la loi de finances pour l'exercice 1921-1922 du 31 mars 1921).

Par suite de l'accroissement des sociétés en nombre et en genre et surtout par suite de l'augmentation de leurs revenus, cet impôt n'était plus pratique. Les catégories du tableau pour les sociétés par actions et pour les sociétés d'assurances allaient, comme nous l'avons vu, de 50 lévas à 1.500 lévas pour les premières et de 200 à 3.000 lévas pour les secondes. Les taux de l'impôt les plus élevés n'étaient pas assez conséquents pour les grandes entreprises des sociétés, qui commençaient à apparaître en Bulgarie. Le paiement d'un impôt de 1.500 et de 3.000 lévas, par des sociétés dont le revenu pouvait grandir à l'infini, offensait le sentiment d'équité et d'égalité fiscale des contribuables bulgares. Ce système était très favorable, seulement pour les grandes entreprises pour lesquelles il présentait presque une exonération.

Le régime fiscal des sociétés en question exista jusqu'en 1908 lorsqu'on vota les fameuses remarques annexées au tableau des catégories, d'après lesquelles l'impôt des professions est payé.

V. — RÉGIME DES REMARQUES DE LA LOI DE 1908

La loi du 23 mars 1905 modifiait légèrement la loi de 1895, elle n'introduisait rien de nouveau en ce qui regarde les sociétés, sauf le nouvel alinéa à l'article 13 obligeant les institutions de crédit de retenir l'impôt sur les valeurs mobilières au moment du paiement des intérêts, coupons, etc... et de le verser à la Trésorerie. Mais comme nous le savons, cette disposition ne se rapportait pas aux revenus provenant des sociétés qui ne payaient pas l'impôt sur les valeurs mobilières.

Trois années plus tard a été votée la loi complétant

le tableau des catégories, d'après lesquelles l'impôt des professions est payé, sanctionnée par un décret du 3 janvier 1908 et publiée au *Journal officiel* n° 8 le 11 janvier 1908. Cette loi n'avait que deux articles et vu l'importance de ses dispositions pour l'imposition des sociétés nous les citerons *in extenso* :

« ARTICLE PREMIER. — Le tableau des catégories d'après lequel l'impôt sur les professions est payé est complété par les remarques suivantes :

« *Remarque I.* — Pour base de l'établissement de l'impôt sont pris les taux prévus dans l'article 13 de la loi de l'impôt sur les professions. Lorsque le revenu d'une profession ou d'un commerce, mentionné dans le tableau, est plus grand que celui correspondant au taux de l'impôt le plus élevé, fixé dans le tableau pour la même profession ou le même commerce, l'impôt est établi d'après les taux de l'article 13 de la loi.

« *Remarque II.* — Pour établir le revenu imposable d'une profession ou d'un commerce, sont à déduire les dépenses nécessaires et se rattachant au fonctionnement de la profession, ou du commerce. En aucun cas, les dépenses personnelles et pour l'entretien de la famille du contribuable ne sont pas déduites de son revenu.

« *Remarque III.* — L'impôt des sociétés par actions, sociétés d'assurances et autres sociétés, qui sont obligées en vertu du Code de commerce de publier leur bilan, est perçu sur les revenus indiqués dans ce bilan, y compris les sommes mises en réserve. En tous cas l'impôt ne peut pas être au-dessous de deux pour mille (20/00) du capital versé.

« *Remarque IV.* — Les personnes qui font le commerce d'armes et de matières explosives payent pour ce commerce indépendamment de l'impôt pour les autres commerces qu'ils font un impôt en deux catégories: 1° 1.500 lé-

vas par an, 2^e 2.000 lévas. Ce commerce doit être exercé dans des magasins spéciaux, exclusivement réservés pour ces articles (Abrogée par l'article 17 de la loi du budget pour 1909).

« *Remarque V.* — Les commerçants, industriels, artisans et autres, qui sont obligés, en vertu du Code de commerce, de tenir des livres de commerce, en cas de différends relatifs à l'établissement du revenu imposable, sont tenus de présenter ces livres à l'appui de leurs revendications. »

« **ARTICLE 2.** — Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur et seront applicables à partir de 1908. »

La loi de finances pour l'exercice de 1909 complète ces dispositions en établissant un minimum fixe pour les sociétés d'assurances. D'après le texte de cette loi une société d'assurance ne peut pas payer, en aucun cas, un impôt au-dessous de 5.000 lévas par an.

Les nouveautés introduites par ces remarques sont les suivantes :

1^o On prend pour base de l'établissement de l'impôt sur les revenus présumés (dit impôt de profession), les taux établis dans l'article 13 déjà cité (p. 138) dont la progression était moins forte que la progression de l'impôt payé par les employés (voir l'art. 5, cité, p. 137).

Les taux de l'article 13 en question ont été modifiés, après la fin des grandes guerres, par la loi du 29 mars 1919 comme suit :

2 %	pour un revenu jusqu'à	2.400 lévas
3 %	—	5.400 —
4 %	—	7.500 —
5 %	—	12.000 —
6 %	—	20.000 —
7 %	—	50.000 —
8 %	—	100.000 —
9 %	—	250.000 —
10 %	— au-dessus de	250.000 —

2° Les revenus ne sont plus imposés, qu'après la déduction des dépenses nécessaires se rattachant à l'entreprise. Mais cette disposition n'est pas applicable aux sociétés par actions et aux sociétés d'assurances, lesquelles sont soumises à des règles spéciales.

3° Les sociétés par actions, les sociétés d'assurances et toutes les sociétés obligées de publier leur bilan en vertu du Code de commerce, sont imposées sur les revenus qu'elles veulent bien montrer dans leur bilan y compris toutes les réserves. Ces sociétés ne peuvent pas payer un impôt au-dessous de 2 0/0 du capital versé, abstraction faite du fait qu'elles subissent des pertes ou réalisent des bénéfices.

4° Toutes les personnes, obligées de tenir des livres de commerce doivent appuyer leurs réclamations en matière d'impôt des professions par la présentation de ces livres.

Cette nouvelle loi, il faut le reconnaître, changeait par ces remarques, la base même de la loi de 1895. Pour son application a été élaboré un nouveau règlement d'administration publique, publié dans le n° 190 du *Journal officiel* du 1^{er} septembre 1910.

L'article 55, alinéa 2, de ce règlement, tranchait la question de la double imposition dans ces termes : « Ne sont pas soumis à l'impôt les coupons d'actions des sociétés, lesquelles sont frappées par un impôt d'après les règles mentionnées ci-dessus. »

Par conséquent, les coupons des sociétés ne payaient pas l'impôt sur les valeurs mobilières. Il n'y avait pas lieu d'une double imposition. L'unique impôt des sociétés restait l'impôt sur les professions, établi d'après les taux de l'article 13 de la loi, sur leurs bénéfices et leurs réserves, ressortant du bilan.

Après les remarques, le régime fiscal des sociétés diff-

férait bien, comme on le voit, de leur régime fiscal sous la loi de 1895.

D'une part, avant les remarques, l'établissement des revenus imposables se faisait en vertu de l'article 22 c'est-à-dire en tenant compte d'un nombre de signes extérieurs, tandis qu'après les remarques, ce sont les sociétés elles-mêmes qui établissent leurs revenus dans le bilan et que les agents du fisc doivent prendre pour base de l'imposition. D'autre part, avant les remarques, les sociétés payaient des taux fixés en plusieurs catégories, dans lesquelles elles étaient classées par des commissions, tandis qu'après les remarques, les sociétés ne sont plus frappées par des taux fixés en catégorie, mais par une progression de pourcentage en rapport avec les revenus constatés d'après les bilans.

On voit le rôle prépondérant que sont appelés à jouer les bilans des sociétés pour l'établissement de l'impôt.

M. le Professeur P. Stoianoff, tout en supposant que le législateur a voulu de cette manière découvrir les revenus réels des sociétés, constate qu'au lieu d'atteindre ce but, le législateur a mis le fisc dans la situation de se contenter de ce que les sociétés voudront bien montrer comme des « bénéfices » (1).

Il est vrai que dans l'absence d'une législation réglementant la comptabilité et dans l'absence de comptables publics assermentés, on a le droit de douter de la sincérité des bilans présentés par les Conseils d'administration des sociétés. La loi autrichienne du 25 octobre 1896 de laquelle le législateur bulgare de 1908 s'est inspiré pour les remarques, diffère de ces dernières sur un point essentiel. D'après les paragraphes 93, 94, 95 et 100 de la loi autrichienne, l'établissement du revenu imposable n'est pas

1. *Annuaire de l'Université de Sofia, Faculté de Droit, Sofia 1910-1911.* Professeur Stoianoff, *Les impôts sur les sociétés*, p. 139.

laissé à la discrétion des sociétés elles-mêmes. Tout au contraire, ils contiennent des règles spéciales pour l'établissement de ce revenu imposable. On prend toujours pour base les bénéfices des bilans vérifiés, en ajoutant à ces derniers certaines catégories de revenus d'un côté et en déduisant certaines dépenses nécessaires d'un autre côté. Comme c'est d'après la loi relative à l'impôt des sociétés en Bulgarie du 6 août 1920.

Il est évident que le législateur bulgare a eu tort d'omettre ces dispositions de la loi autrichienne et de se fier exclusivement au bilan rédigé par les conseils d'administration des sociétés.

Un autre défaut du régime fiscal des remarques est que toutes les réserves sans distinction sont considérées comme revenus imposables. Il n'est pas nécessaire de faire la preuve qu'il existe dans les sociétés de tous genres des réserves qui non seulement ne représentent pas des revenus, mais tout au contraire sont des dépenses à la charge des sociétés, comme les réserves affectées à des fonds pour des œuvres de bienfaisance, d'assurances sociales, etc... fonds dont l'administration est complètement hors des mains des administrateurs de la société. Imposer ces catégories de réserve, c'est imposer des dépenses nécessaires, ce qui est une contradiction avec l'intention du législateur, à savoir de déterminer les revenus réels pour les imposer.

Une grande partie de ces lacunes de la législation relative à l'imposition des sociétés a été comblée par le règlement d'administration publique (mentionné) et surtout par la pratique, lesquels, il faut le reconnaître, allaient plus loin de ce que leur nature permettait, c'est-à-dire qu'ils corrigeaient la loi, ce qui pouvait être fait seulement par une autre loi, et non pas par un règlement, même d'administration publique, et encore moins par la pratique. La

loi en question comme chaque loi fiscale devait être interprétée strictement.

Le règlement d'administration publique ne se contentait pas seulement d'expliquer les règles de la remarque III ; il créait des règles de droit desquelles la loi n'avait rien dit. L'article 147 explique que l'impôt des sociétés par actions est établi sur leurs bénéfices pour l'année précédente aux taux fixés par l'article 13 de la loi.

L'article 148 détermine la notion de « revenus imposables ». Les articles 142, 150 et 151 expliquent que les revenus imposables n'embrassent pas toutes les réserves établies dans les bilans. Les réserves dites mathématiques, des sociétés d'assurances, sont soustraites à l'impôt. Les revenus des biens immobiliers sont aussi affranchis de l'impôt, comme soumis soit à l'impôt foncier soit à l'impôt sur les bâtiments. Ne sont pas imposables aussi les revenus des coupons d'emprunts de l'Etat, exonérés d'impôts par des lois spéciales.

Ces dispositions, comme on le voit sont très raisonnables. Elles évitent d'un côté la double imposition, d'autre côté l'imposition des sommes qui n'ont pas le caractère de revenus, ou de revenus déjà exemptés par des lois spéciales. Mais la pratique a passé même les limites du règlement d'administration publique, lequel avait fait déjà plus de ce qu'il fallait faire.

En se basant sur l'article 154 du règlement, d'après lequel le chef des finances « étudie les bilans des sociétés et leurs déclarations pour établir les sommes qui doivent être exonérées de l'impôt et celles qui doivent être imposées », l'administration financière ne se contentait pas de ce que les conseils d'administration des sociétés présentaient comme bénéfices et se permettaient d'établir les revenus imposables de chaque société comme bon lui semblait. Il est évident que l'arbitraire et l'injustice étaient reines,

vu que ni la loi, ni le règlement d'administration publique ne donnaient aucune base pour l'opération délicate que présente l'évaluation du revenu d'une entreprise et surtout de celui d'une société.

Il est curieux de lire la brochure de M. P. Siméonoff ancien chef de l'Administration des Impôts directs (1) pour voir ce que l'administration financière considérait comme des revenus imposables. Voilà quelques exemples : *a*) Les dépenses de premier établissement des sociétés, qui d'après la loi peuvent être amorties en plusieurs années, sont considérées comme des revenus ; *b*) Les droits de timbre payés pour toute espèce d'acte ne sont pas reconnus comme des dépenses nécessaires ; *c*) L'honoraire des avocats engagés par les sociétés ne sont pas reconnus non plus comme des dépenses nécessaires ; *d*) Les dépenses pour petites réparations de l'inventaire, meubles, outils, etc... ne sont pas reconnues comme des dépenses nécessaires ; *e*) Les dépenses pour des publications diverses, pour la réclame, pour l'achat de livres, pour l'abonnement des revues et des journaux, etc... ne sont pas reconnues comme des dépenses nécessaires, et ainsi de suite.

Il n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi, lorsque la loi et le règlement sont muets sur une question aussi délicate, laquelle a été laissée à l'intelligence, au bon sens et aux sentiments des agents du fisc.

Le règlement d'administration publique en question contient une autre catégorie de dispositions dont la loi ne dit rien. Ces dispositions sont relatives aux sociétés étrangères surtout d'assurances, qui ont leur siège à l'étranger et des succursales en Bulgarie. La règle générale est que ces succursales soient imposées d'après leur propre bilan, dans le cas où les représentants de ces sociétés étrangères

1. Impôt des sociétés par actions, Sofia, 1921.

présenteraient de tels et après une vérification de l'administration fiscale.

Dans le cas contraire l'imposition a lieu sur leurs revenus présumés, établis de la manière suivante:

On prend le rapport entre les opérations de toute la société étrangère et les opérations de la succursale en Bulgarie seulement comme un coefficient qu'on applique aux revenus réalisés par toute la société.

Si l'on dispose des bilans de cette dernière, on prend pour revenu de toute la société les revenus indiqués dans le bilan. Si l'on ne dispose pas même du bilan de la société, on établit les revenus de cette dernière d'après des signes extérieurs et en général d'après toutes les informations et procédés qui peuvent servir à l'établissement de ces revenus.

La dernière partie de la remarque III présente un intérêt spécial. De même que la loi autrichienne (§ 100. 2), elle stipule que les sociétés ne peuvent pas payer un impôt au-dessous d'un minimum de 2 0/00 sur leur capital versé, avec cette différence, que le taux de la loi autrichienne n'est que de 1 0/00.

En vertu du règlement, les sociétés étrangères paient ce minimum établi au moins sur le cautionnement que celles-ci doivent déposer à la Banque nationale en vertu de l'article 297 du Code de commerce bulgare. Le capital des sociétés étrangères fonctionnant en Bulgarie est établi ordinairement à l'aide d'un coefficient présentant le rapport entre les opérations de la société étrangère tout entière et les opérations de ses établissements en Bulgarie. En appliquant ce coefficient au total du capital de la société étrangère, on obtient le capital imposable des succursales fonctionnant dans le pays.

Les coopératives présentent une difficulté spéciale pour l'application de cette règle. On peut ne pas être d'accord

sur l'établissement du capital d'une coopérative tant qu'il n'y a pas de règles légales précisant ce qu'on doit considérer comme capital d'une coopération dans un moment donné. Cette question n'a été tranchée ni par la loi, ni par le règlement.

Le minimum de 2 0/0 du capital ne peut être considéré que comme une règle établie exclusivement dans des buts fiscaux et surtout pour compenser les pertes du fisc résultant de l'évasion en matière d'impôt des sociétés.

On a pu expliquer cette règle aussi d'un point de vue social-économique ; on la considère comme un élément d'impulsion pour les sociétés qui ne se pressent pas de faire fructifier leurs capitaux. Nous pensons pourtant, que cette explication est bien discutable. Si le bénéfice à réaliser n'est pas une impulsion suffisante pour une société donnée, on a le droit de douter, qu'une règle comme celle en question puisse jouer ce rôle.

Il y a à ajouter qu'en vertu de la loi sur l'encouragement de l'industrie et du commerce bulgares, beaucoup de sociétés étaient exemptées de certains impôts et taxes, et spécialement, de l'impôt du timbre.

M. le Professeur P. Stoianoff a caractérisé dans son ouvrage cité le régime fiscal des sociétés de cette époque comme suit :

1^o « Les sociétés sont absolument libres d'établir le montant de leurs bénéfices annuels dans le bilan. L'administration financière n'a pas le droit de douter de leur sincérité une fois qu'ils sont approuvés par les assemblées générales des sociétés et homologués par les tribunaux. Le chef des Finances est obligé, en vertu du règlement, d'additionner ou de soustraire, aux bénéfices et aux réserves établis par les bilans, certaines sommes (réserves mathématiques, revenus des biens immobiliers payant l'impôt

foncier ou l'impôt sur les bâtiments, et les revenus provenant de valeurs mobilières) ;

2° Aucune différence n'est faite entre les divers genres de réserves... ;

3° Ne sont pas soustraites du bénéfice imposable les sommes payées pour l'amortissement des dettes des sociétés, etc... ;

4° Les dividendes des sociétés ne sont imposés par aucun impôt et par conséquent une double imposition n'a pas lieu ;

5° Les taux de l'impôt progressif sont établis sur les revenus absolus des sociétés. La progression s'arrête à 8 0/0 ;

6° Il y a un minimum de 2 0/00 sur le capital des sociétés. Pourtant, la manière dont on doit établir ce minimum pour les sociétés qui n'ont pas un capital fixe n'est pas déterminée ;

7° Les actions des entreprises industrielles encouragées par la loi spéciale ne paient pas de droits de timbre au moment de leur mise en circulation ;

8° Les sociétés étrangères sont soumises au même régime. »

Telles étaient les caractéristiques théoriques de l'impôt, que la pratique méconnaissait très souvent.

Les coopératives étaient soumises au même régime fiscal comme des sociétés « obligées, en vertu du Code de commerce, de publier leur bilan ». Pourtant la loi du 4 mars 1911 complétant la loi du 7 février 1905 relative aux associations coopératives accordait à ces dernières certains privilèges fiscaux.

Les articles 98 à 100 exonéraient les coopératives du droit du timbre.

L'article 101 contient une disposition importante. Il stipule notamment :

« Les associations qui ne distribuent pas de bénéfices à leurs membres sont exonérées de l'impôt sur les professions. »

Il est vrai que cette disposition avait sa place dans la loi relative à l'impôt sur les professions, mais tout de même elle est la disposition la plus courte, la plus claire et la plus juste de toutes les dispositions relatives à l'imposition des sociétés par l'impôt des professions.

Du point de vue de la définition que nous avons donnée dans l'introduction, nous apercevons que cet article exonère les *associations* coopératives et soumet à l'impôt seulement les coopératives qui ont le caractère de *sociétés*, qui distribuent des bénéfices.

Il est évident que ce sont les coopératives, ne limitant pas leur activité économique seulement entre leurs coopérateurs, qui peuvent réaliser des bénéfices. Les coopératives qui ne distribuent que les économies réalisées par les coopérateurs, sont exonérées de l'impôt en vertu de l'article en question.

Il n'est pas nécessaire d'avoir une règle légale expresse pour savoir que les économies réalisées ne sont pas des bénéfices et ne peuvent être imposées comme des revenus. Ce ne sont que les revenus déjà acquis et partagés (et par conséquent déjà imposés), qui peuvent être considérés comme des économies en tant que non dépensés, et on ne saurait les imposer sans faire un double emploi inique.

Nous avons fait ressortir dans notre introduction, que la réalisation de revenus n'est pas aussi importante que le partage de revenus, pour la caractéristique des sociétés. Nous avons vu qu'il peut y avoir des associations qui réalisent des bénéfices pour les affecter à des œuvres charitables. On ne saurait exiger l'imposition d'une telle association sur les bénéfices réalisés, si l'on veut ne pas imposer l'œuvre charitable elle-même.

Les dispositions de l'article 101 de la loi sur les associations coopératives n'ont pas été abrogées par la loi relative à l'impôt des sociétés et restent toujours en vigueur.

VI. — LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS APRÈS LES LOIS SPÉCIALES RELATIVES A L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Dans le chapitre I, paragraphe III, nous avons vu, qu'après la guerre, le ministre des Finances, M. Daneff a déposé deux projets de loi en vue de réformer le système fiscal bulgare dont l'un était le projet de loi relatif à l'impôt des sociétés.

Le projet a été déposé à la Chambre des députés, mais il n'a pas pu être discuté. Il a passé par les mêmes péripéties que la loi de l'impôt sur le revenu global, dont nous avons fait l'étude dans le paragraphe susdit.

Pour qu'on puisse suivre l'élaboration de la loi relative à l'impôt des sociétés, nous nous proposons d'exposer les caractéristiques du projet initial et les modifications apportées par les projets successifs des deux ministres des Finances du Cabinet agrairien de M. Stambolisky, à savoir, MM. Daskaloff et Turlakoff.

Le projet de M. Daneff était accompagné par des « motifs du projet de loi relatif à l'impôt des sociétés » ainsi conçus :

« Messieurs les Députés,

« Avec l'article 8 de la loi de finances pour l'exercice de la première moitié de l'année budgétaire 1919-1920, l'impôt sur les professions a été augmenté de 8 0/0 à 10 0/0 pour les revenus et bénéfices au-dessus de 250.000 lévas, en considérant surtout ceux des grandes sociétés par actions sans toutefois exclure les personnes physiques.

« A présent, avec l'introduction projetée d'un nouvel impôt complémentaire sur le revenu global, un impôt personnel et familial, il est indispensable que ce dernier embrasse aussi les sociétés, par actions et autres, soumises à un contrôle public.

« Ces dernières ont été imposées chaque année jusqu'à présent par l'impôt des professions sur le total des bénéfices établis d'après leur bilan annuel, conformément à la remarque III annexée au tableau des catégories d'après lesquelles est payé l'impôt sur les professions.

« Le projet de loi proposé est animé entre autre, par les buts et par les principes d'imposition des sociétés, soumises à un contrôle public, suivants :

« 1^o De frapper les sociétés avec la même charge fiscale qu'on prévoit pour les personnes physiques dans le projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu global ;

« 2^o D'imposer les sociétés avec un impôt unique annuel progressif, portant sur l'ensemble de leurs bénéfices ;

« 3^o De tenir compte non seulement du montant absolu des bénéfices des sociétés mais de comparer ces bénéfices avec les capitaux versés avec lesquels elles travaillent, c'est-à-dire de prendre en vue leur *rentabilité* (1) comme indice, ce qui rendra l'impôt relativement plus juste et plus supportable mêmes dans les cas où son taux atteindra 15 à 16 0/0 des bénéfices lorsque ces derniers seront au-dessus de 50 0/0 par rapport au capital. D'après ce projet de loi, l'impôt sera augmenté par tous les genres de centimes additionnels et par conséquent ces taux absolus ne peuvent pas être comparés avec les taux de l'impôt global sur le revenu, lui libre de tous espèces de centimes additionnels.

1. Nous nous servons de ce terme pour désigner le rapport entre le bénéfice imposable et le capital effectif d'une entreprise, comme le fait la loi bulgare.

« Vu l'augmentation de 1919, apportée à l'impôt frappant le total des bénéfices annuels des sociétés, soumises à un contrôle public, l'augmentation qui sera à peine à présent réalisée pour les personnes physiques avec l'impôt sur le revenu global, j'ai l'honneur de vous prier MM. les Députés, d'examiner le présent projet de loi relatif à un impôt unique sur les sociétés et de l'adopter par vos votes. »

Pour ne pas répéter les motifs du second projet de loi présentés par M. R. Daskaloff, le 18 mai 1920, nous indiquerons seulement les modifications qu'il a introduites aux motifs cités de M. Daneff, à savoir :

a) Dans le paragraphe 3 des motifs, les chiffres 15 et 16 0/0 sont remplacés par le chiffre 32 0/0;

b) Un nouveau paragraphe est additionné après le paragraphe 3 comme suit :

« Prendre en vue pour l'imposition des sociétés le genre de leurs travaux, le domaine dans lequel elles travaillent et pour ainsi dire, le rôle qu'elles jouent dans la vie économique, comme par exemple: si elles sont des entreprises capitalistes ou bien des coopératives, si elles sont des entreprises de commerce, de crédit ou bien de productions, soit industrielles, soit minières, soit agricoles ou d'élevage, et de prévoir d'après cela, à l'article 1^{er}, quatre tableaux pour les différents impôts frappant les diverses catégories de revenus des divers genres de sociétés et de coopératives. »

L'article 1^{er} du projet de loi de M. Daneff qui contient le fond de la matière, à savoir, la définition des catégories de sociétés soumises à l'impôt, était ainsi rédigé :

« Article premier. — L'impôt sur les professions et sur le revenu global des sociétés par actions, des coopératives distribuant des bénéfices et des autres sociétés soumises à un

contrôle public est établi sur leurs bénéfices imposables, considération prise de leur capital versé d'après le tableau suivant :

TABLEAU
pour l'impôt des sociétés

No.	Montant des bénéfices annuels	Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves) en 0/0						
		jusqu'à 15	15-20	20-25	25-30	30-35	35-40	au-dessus de 40 0/0
1	jusqu'à 2.400	2	2.25	2.50	2.75	3	3.25	3.50
2	— 5.400	3	3.25	3.50	3.75	4	4.25	4.50
3	— 7.500	4	4.25	4.50	4.75	5	5.25	5.50
4	— 12.000	5	5.25	5.50	5.75	6	6.25	6.50
5	— 20.000	6	6.50	7	7.50	8	8.50	9
6	— 50.000	7	7.50	8	8.50	9	9.50	10
7	— 100.000	8	9	10	11	12	13	14
8	— 250.000	9	10	11	12	13	14	15
9	au-des. 250.000	10	11	12	13	14	15	16

L'article 2 maintenait la disposition finale de la remarque III introduite par la loi du 3 janvier 1908, à savoir, que les sociétés ne peuvent pas payer un impôt au-dessous de 2 0/0 de leur capital versé.

On voit par conséquent, que la nouvelle loi prenait : d'un côté comme base de l'imposition la rentabilité de l'entreprise des sociétés, suivant l'exemple donné par l'impôt russe sur les professions (introduit par la loi russe du 8 janvier 1898 et ses modifications) (1) et, d'un autre côté, elle maintenait le minimum d'imposition empruntées à la loi autrichienne du 25 octobre 1896, loi introduisant une réforme générale des impôts directs autrichiens et spécialement l'impôt sur les bénéfices professionnels des entreprises qui rendent des comptes publics (2).

1. Khodsky, *Cours de sciences des finances*, 1913, p. 212.

2. *Bulletin de statistique et de lég. comparée*, 1897, p. 448, et *Annuaire de lég. étrangère*, 1896, p. 241.

Le minimum était de 2 0/0 au lieu de 1 0/0 comme le prévoyait la loi autrichienne. La progression des taux appliqués aux différentes rentabilités prévues dans le tableau cité ne ressemblait pas aux taux de l'impôt russe.

Ce qu'il y a de caractéristique dans le dit tableau, c'est que pour la rentabilité de 15 0/0 on a gardé les taux de l'impôt sur les professions en vigueur jusqu'alors (1) et par conséquent on a frappé plus fortement seulement les sociétés dont les travaux vont très bien et qui ont une grande rentabilité. On a conservé aussi le classement des sociétés d'après l'importance de leurs bénéfices imposables. De la dernière ligne horizontale du tableau on voit que l'impôt pour les grandes sociétés avec des rentabilités diverses depuis la plus petite jusqu'à la plus grande, sera de 10 à 16 0/0 et avec les centimes additionnels, sera en double — 20 à 32 0/0. En réalité, *l'impôt de la grande partie des sociétés*, avec des bénéfices dépassant 250.000 lévas par an, *restait proportionnel*.

M. R. Daskaloff a voulu peut-être remédier à ce défaut en établissant pour les taux de l'impôt quatre tableaux annexés à l'article 1^{er}. Mais en réalité, les tarifs de M. Daskaloff présentaient une énorme augmentation par rapport aux tarifs du tableau unique du projet Daneff. Heureusement, son projet n'a pas pu devenir une loi quoiqu'il servît en 1922 comme modèle pour la modification de la loi sur l'impôt des sociétés du 6 août 1920, ce qui lui confère un intérêt spécial. L'article 1^{er} du projet Daskaloff était ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — L'impôt sur les professions et les revenus globaux des sociétés par actions, coopératives et autres sociétés soumises à un contrôle public est établi sur leurs bénéfices imposables considération prise de leur capital versé d'après les tableaux suivants :

1. Voir page 148.

TABLEAU I

pour l'impôt des sociétés qui s'occupent en général ou en partie de la banque,
du commerce ou de l'assurance

N°	MONTANT des bénéfices annuels en lévas		Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves) en 0/0									
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
			Jusqu'à 8	de 8 à 12	de 12 à 16	de 16 à 20	de 20 à 25	de 25 à 30	de 30 à 35	de 35 à 40	de 40 à 45	au-dessus de 45
1	jusqu'à	12.000	6	6 ½	7	7 ½	8	8 ½	9	9 ½	10	11
2	—	20.000	7	7 ½	8	8 ½	9 ½	10	10 ½	11	12	12
3	—	50.000	8	10	12	14	16	17	18	19	20	21
4	—	100.000	9	11	13	15	17	18	19	20	21	22
5	—	250.000	10	12	14	16	18	19	20	21	22	23
6	—	350.000	11	13	15	17	19	20	21	22	23	24
7	—	500.000	12	14	16	18	18	21	22	23	24	25
8	—	700.000	13	15	17	19	21	22	23	24	25	26
9	—	1.000.000	14	16	18	20	22	23	24	25	26	27
10	—	1.500.000	15	17	19	21	23	24	25	26	27	28
11	—	2.000.000	16	18	20	22	24	25	26	27	28	29
12	—	3.000.000	17	19	21	23	25	26	27	28	29	30
13	—	5.000.000	18	20	22	24	26	27	28	29	30	31
14	au-dessus de :	5.000.000	19	21	23	25	27	28	29	30	31	32

TABLEAU II

des sociétés qui s'occupent de la production dans les domaines de l'industrie,
des mines, de l'agriculture et de l'élevage

No	Montant des bénéfices annuels en lévas		Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves) en 0/0									
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
			Jusqu'à 10	de 10 à 14	de 14 à 18	de 18 à 22	de 22 à 27	de 27 à 32	de 32 à 37	de 37 à 47	de 47 à 57	au-dessus de 57
1	jusqu'à	12.000	5	5 ½	6	6 ½	7	7 ½	8	8 ½	9	10
2	—	20.000	6	6 ½	7	7 ½	8	8 ½	9	9 ½	10	11
3	—	50.000	7	9	11	13	14	15	16	17	18	19
4	—	100.000	8	10	12	14	15	16	17	18	19	20
5	—	250.000	9	11	13	15	16	17	18	19	20	21
6	—	350.000	10	12	14	16	17	18	19	20	21	22
7	—	500.000	11	13	15	17	18	19	20	21	22	23
8	—	700.000	12	14	16	18	19	20	21	22	23	24
9	—	1.000.000	13	15	17	19	20	21	22	23	24	25
10	—	1.500.000	14	16	18	20	21	22	23	24	25	26
11	—	2.000.000	15	17	19	21	22	23	24	25	26	27
12	—	3.000.000	16	18	20	22	23	24	25	26	27	28
13	—	5.000.000	17	19	21	23	24	25	26	27	28	29
14	au-dessus de :	5.000.000	18	20	22	24	25	26	27	28	29	30

TABEAU III
pour l'impôt des associations coopératives de crédit, de consommation
et d'assurances

No	Montant des bénéfices annuels en lévas		Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves) en 0/0									
			I	II	III	VI	V	VI	VII	VIII	IX	X
			jusqu'à 12	de 12 à 16	de 16 à 20	de 20 à 24	de 24 à 29	de 29 à 34	de 34 à 39	de 39 à 49	de 49 à 59	au-dessus de 59
1	jusqu'à	2.400	2	2	3	3	4	4	5	5	6	7
2	—	5.000	3	3	4	4	5	5	6	6	7	8
3	—	7.000	4	4	5	5	6	6	7	7	8	9
4	—	12.000	5	5	6	6	7	7	8	8	9	10
5	—	20.000	6	6	7	7	8	8	9	9	10	11
6	—	50.000	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
7	—	100.000	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
8	—	250.000	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
9	—	350.000	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
10	—	500.000	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
11	—	700.000	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
12	—	1.000.000	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
13	au-dessus de :	1.000.000	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23

TABEAU IV
Pour les associations coopératives de production

N°	Montant des bénéfices annuels en lévas		Rentabilité (= Productivité du capital versé et des réserves) en 0/0									
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
			jusqu'à 13	de 13 à 17	de 17 à 21	de 21 à 25	de 25 à 30	de 30 à 35	de 35 à 40	de 40 à 50	de 50 à 60	au-dessus de 60
1	jusqu'à	2.400	2	2	2	3	3	4	4	5	5	6
2	—	5.000	3	3	3	4	4	5	5	6	6	7
3	—	7.000	4	4	4	5	5	6	6	7	7	8
4	—	12.000	5	5	5	6	6	7	7	8	8	9
5	—	20.000	6	6	6	7	7	8	8	9	9	10
6	—	50.000	7	7	8	9	10	11	12	13	14	15
7	—	100.000	8	8	9	10	11	12	13	14	15	16
8	—	250.000	9	9	10	11	12	13	14	15	16	17
9	—	350.000	10	10	11	12	13	14	15	16	17	18
10	—	500.000	11	11	12	13	14	15	16	17	18	19
11	—	700.000	12	12	13	14	15	16	17	18	19	20
12	—	1.000.000	13	13	14	15	16	17	18	19	20	21
13	au-dessus de	1.000.000	14	14	15	16	17	18	19	20	21	22

En comparant ces quatre tableaux du projet Daskaloff avec le tableau unique du projet Daneff, on voit que le premier a voulu introduire les modifications suivantes :

1^o Les sociétés imposables devaient être réparties en quatre catégories dont la première frappée par le taux le plus élevé, tandis que pour les suivantes, les taux devaient diminuer successivement pour pouvoir favoriser les coopératives par les deux derniers tableaux;

2^o Les progressions ne devaient plus s'arrêter à la rentabilité de 50 0/0 et devaient aller jusqu'à 55-60 0/0;

3^o Les progressions ne devaient pas s'arrêter seulement aux bénéfices de 250.000, comme c'était dans le tableau du projet Daneff, mais devaient suivre l'augmentation des bénéfices jusqu'à 1.000.000 de lévas pour les coopératives et 5.000.000 de lévas pour les autres sociétés imposables;

4^o Les taux de l'impôt devaient être énormément augmentés de manière à transformer l'impôt en prohibitif pour la forme de société que peut prendre une entreprise.

M. R. Daskaloff, qui n'assumait le portefeuille des Finances que par intérim, a été remplacé par le titulaire des Finances, M. Tourlakoff, toujours du parti paysan-agrarien. Ce dernier a adopté les idées générales du projet Daskaloff, mais il en adoucit les dispositions extrémistes et proposa au Sobranié un nouveau projet de loi qui exonérait entre autre de tout impôt les coopératives avec des bénéfices nets, au-dessous de 10.000 lévas, projet de loi qui est devenu la loi du 6 août 1920.

Plus tard, la loi du 26 janvier 1922 introduisit une complète modification à la première.

Par la nouvelle loi le même ministre des Finances, M. Tourlakoff, n'apparaît plus comme partisan de l'impôt modéré et raisonnable, et peut-être, sous la pression de

son parti, qui se trouvait déjà sous l'emprise de l'esprit de classe, il fut l'auteur d'un impôt semblable à celui du projet Daskaloff et parfois même plus défectueux.

L'examen de ces deux lois instituées par le Gouvernement agrarien sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE IV

COMMENTAIRES DE LA LÉGISLATION SPÉCIALE RELATIVE A L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS EN BULGARIE

La loi de l'impôt des sociétés a été votée sous le régime agrarien par le XIX^e Sobranié ordinaire, pendant sa première session extraordinaire, dans sa séance du 6 juin 1920, et publiée au *Journal officiel* le 6 août 1920 (1).

La modification de cette loi a eu lieu par une nouvelle loi votée par le même Sobranié pendant sa seconde session ordinaire dans la séance du 23 décembre 1921, sanctionnée par le décret royal n^o 415 du 10 janvier 1922 et publiée au *Journal officiel* le 26 janvier 1922 (2).

Le « Règlement d'administration publique pour l'application de la loi de l'impôt des sociétés » a été sanctionné par le décret royal n^o 3 du 12 janvier 1923 et publié au *Journal officiel* le 17 janvier de la même année (3), quoique les lois ne prévoient pas un règlement d'administration publique.

Les deux lois, le règlement et les circulaires du ministère des Finances nous donnent les textes officiels relatifs à l'impôt des sociétés en Bulgarie, que nous nous proposons d'examiner dans l'ordre de la L. I. S. 1920.

Comme les projets de lois du ministre P. Todoroff en discussion à la Chambre ne sont pas encore votés, nous

1. Nous indiquerons dorénavant cette loi en abrégé L. I. S. 1920.

2. Nous indiquerons dorénavant cette loi en abrégé L. I. S. 1922.

3. Nous indiquerons dorénavant ce règlement en abrégé R. I. S. 1923.

examinerons la législation relative à l'imposition des sociétés en Bulgarie en vigueur, telle qu'elle existe à l'heure actuelle. Nous examinerons l'imposition des sociétés dans le système fiscal qui a pour impôt principal l'impôt global sur le revenu en absence de tout impôt cédulaire sur les revenus.

L'article 1^{er} de la L. I. S. 1920, modifié par la L. I. S. 1922, avec les tableaux y annexés, contient le fond de la matière :

« ARTICLE PREMIER. — L'impôt sur les professions et le revenu global des sociétés par actions des coopératives et des autres sociétés soumises à un contrôle public est établi sur leurs bénéfices imposables, conformément aux tableaux suivants... » (L. I. S. 1920).

Puisqu'en 1922 l'impôt sur les professions a été abrogé et l'impôt sur le revenu global s'est transformé d'un impôt complémentaire en impôt principal, l'article cité a été modifié ainsi :

Article premier. — L'impôt sur le revenu global des Sociétés par actions, des coopératives et des autres sociétés soumises à un contrôle public, est établi sur les bénéfices imposables non pas d'après la loi de l'impôt sur le revenu global, mais d'après les dispositions de la présente loi, conformément aux tableaux suivants :

Comme on le voit, le fond de la définition des sociétés n'a pas été changé par la L. I. S. 1922, elle reste toujours la même, à savoir : « sociétés soumises à un contrôle public ».

On ne peut pas ne pas remarquer que cette expression est bien imprécise et qu'on ne sait pas quel genre de contrôle exercé sur les sociétés sera le critérium pour distinguer les sociétés imposables des sociétés non imposables. La disposition de la remarque III introduite par

la loi de 1908 définissait les sociétés imposables comme des sociétés « obligées par le Code de commerce de publier leur bilan ».

Sans discuter la question, si les sociétés soumises à cette obligation représentent un groupe assez distinct au point de vue économique et fiscal pour être frappées par un impôt spécial, nous devons toutefois remarquer que cette définition était plus précise. On n'a qu'à examiner le Code de commerce, voir quelles sont les sociétés obligées de publier leur bilan, pour connaître les sociétés imposables.

Les sociétés en Bulgarie, quoique en général non soumises à un contrôle efficace et organisé, ont tout de même à supporter divers genres de contrôles, à savoir :

1^o Pour l'existence même des sociétés par actions, des associations coopératives, des sociétés à responsabilité limitée et même pour toute espèce de société d'assurances, un contrôle est prévu dans les lois respectives, contrôle exercé avant leur création. C'est seulement après ce contrôle judiciaire et après l'inscription de ces sociétés dans le registre du commerce qu'elles prennent une existence légale;

2^o Les sociétés par actions, les coopératives, toutes entreprises d'assurances et les sociétés à responsabilité limitée dans certaines conditions sont obligées par les lois respectives de publier leur bilan et sont par suite soumises à un contrôle public;

3^o La loi du 3 mai 1921 relative à l'inspection des finances stipule, dans son article 2, que hors les institutions publiques, tous les établissements de bienfaisance et religieux, sans distinction de culte, les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les coopératives et les sociétés d'épargne et toute personne, sociétés, banques et établissements, lesquelles opèrent avec des sommes

en vue de bienfaisance ou en tout autre but social, etc..., sont soumises à l'inspection financière.

On ne comprend pas quel est le « contrôle public » que l'article 1^{er} a en vue. Cela donne une possibilité au ministère des Finances d'interpréter la loi comme bon lui semble et de trouver, par exemple, que les sociétés à responsabilité limitée, nouvellement introduites, ne sont pas soumises à un contrôle public, pour les traiter de même que les sociétés civiles, les sociétés en nom collectif et autre.

C'est plutôt le R. I. S. 1923 et le règlement d'administration publique relatif à l'application de la loi sur l'impôt global du revenu du 18 avril 1922 qui nous donnent certaines précisions pour la détermination des sociétés soumises à l'impôt spécial des sociétés.

Pour être plus méthodiques, nous passerons en revue la classification, donnée dans notre introduction, des associations *lato sensus*, pour voir lesquelles d'entre elles sont soumises à l'impôt.

Nous devons constater, avant tout, que les associations proprement dites non économiques ne sont pas frappées par cet impôt. L'alinéa 1 de l'article 2 du R. I. S. 1923 le dit expressément :

« Les sociétés qui poursuivent des buts de civilisation, de bienfaisance, professionnels, de sport, d'intérêt national, et autres, lesquelles ne font pas de commerce en vue de réaliser des profits matériels (bénéfices commerciaux) ne sont pas soumises à l'imposition prévue par cette loi. »

Par conséquent, la question relative aux associations non économiques est tranchée nettement par le R. I. S. 1923 : elles ne sont pas frappées de l'impôt.

En ce qui concerne les associations sociales-économiques, la question n'est pas si nettement tranchée ; mais, tout de même, en combinant l'article 1^{er} des L. I. S. 1920-1922,

et l'article 101 de la loi relative aux associations coopératives déjà examinée, on peut arriver à une conclusion.

Nous voyons que l'article 1^{er} d'un côté n'impose que les sociétés et par conséquent n'impose pas les associations sociales-économiques. D'un autre côté, quoique le même article considère toutes les *associations coopératives* comme des *sociétés* et par conséquent imposables par l'impôt en question, l'article 101 vient d'exonérer de l'impôt celles des coopératives, qui ne sont pas en réalité des sociétés comme ne distribuant pas les bénéfices.

Par conséquent, toutes les associations proprement dites sociales-économiques ne sont pas soumises à l'impôt. Ce ne sont que les sociétés, comme nous les avons définies dans notre introduction, qui sont soumises à l'impôt. Nous avons vu d'autre part que ce sont seulement certaines catégories de sociétés qui le supportent. L'alinéa 2 de l'article 2 du R. I. S. 1923 stipule :

« Ne sont pas imposées par la même loi les sociétés en nom collectif, comme non soumises à un contrôle public. »

Cette disposition du R. I. S. 1923 n'est pas limitative, les sociétés en nom collectif sont mentionnées plutôt à titre d'exemple, ce qui ressort en combinant l'alinéa cité avec l'article 1^{er} du même R. I. S. 1923.

« Sont soumises à l'impôt institué par l'article 1^{er} de la loi de l'impôt des sociétés : les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions et les associations coopératives, dont parle le chapitre IV du Code de commerce et la loi sur les associations coopératives, comme soumises à un contrôle public et obligées de publier leurs bilans. »

On voit que le R. I. S. 1923 revient à la définition de la remarque III de la loi de 1908, mais on ne voit pas bien pourquoi la loi elle-même a délaissé cette définition, si l'intention du pouvoir public a été de conserver

les limites qu'elle contenait pour la distinction des sociétés imposables.

En tous cas, on voit que les sociétés civiles en général et certaines des sociétés commerciales, à savoir : la société en participation, la société en nom collectif, la société en commandite simple, et les coopératives qui ont le caractère d'associations sociales-économiques ne sont pas imposées par cette loi. Ces genres de sociétés sont frappés par la loi de l'impôt global sur le revenu.

L'article 1^{er} de cette dernière stipule : « Est introduit un impôt annuel progressif sur le revenu global des personnes hors des autres impôts directs. »

Et l'article 1^{er} du règlement d'administration publique pour l'application de cette même loi stipule :

« L'impôt introduit par l'article 1^{er} de la loi relative à l'impôt sur le revenu global frappe seulement les personnes privées (physiques) pour les revenus qu'elles ont réalisés dans l'année écoulée (passée). Les sociétés par actions et les sociétés en nom collectif ne sont pas soumises à cet impôt, mais les personnes qui les composent sont obligées de déclarer leurs revenus provenant des mêmes sociétés dans leurs déclarations personnelles. Ne sont également pas frappées par l'impôt, les communes, les monastères, les fabriques d'église, les conseils scolaires, les salles de lectures, les sociétés de bienfaisance et en général toutes les sociétés qui poursuivent des buts de civilisation et de culture. Pourtant toutes les personnes employées par elles sont soumises à l'impôt. »

On voit que l'article cité mentionne les sociétés par actions comme les sociétés en nom collectif à titre d'exemple. Son interprétation ne peut être que : les sociétés « soumises à un contrôle public » (comme les sociétés par actions) et les autres sociétés non soumises à un contrôle public (comme les sociétés en nom collectif) *ne sont pas*

frappées par l'impôt sur le revenu global et par conséquent toutes les associations imaginables non imposées par les L. I. S. 1920-1922 ne sont sujets d'aucun impôt sur leurs revenus.

Elles ne sont pas imposées, en tant que collectivité; leurs membres seulement supportent la charge de l'impôt sur le revenu global, sur cette partie de leurs revenus, qu'ils tirent de l'activité de toute espèce d'association et de société.

On voit aussi que non seulement les collectivités de droit public et les associations non économiques ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu global, mais même les bénéfices éventuellement tirés de leur activité par les personnes physiques ne sont pas à déclarer dans l'ensemble de leurs revenus frappés par l'impôt sur le revenu global.

Toutefois ces textes ne tranchent pas la question du régime fiscal : d'un côté des sociétés d'assurances, qui n'ont pas la forme de sociétés par actions ou de coopératives et d'un autre côté des sociétés à responsabilité limitée.

En effet, ces questions n'ont pas été posées dans la pratique, vu l'introduction récente de la forme de société à responsabilité limitée et de la non existence en Bulgarie des sociétés d'assurances autres que par actions ou coopératives. Nous pensons toutefois que l'expression « soumises à un contrôle public » ne peut être interprétée que de manière à embrasser les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés d'assurances de toutes espèces, puisque d'après les règles juridiques que nous avons exposées dans l'introduction, elles ne peuvent être considérées autrement que comme soumises à un contrôle public.

Nous avons mentionné que tel n'est pas l'avis du ministère des Finances bulgare, au moins en ce qui regarde les sociétés à responsabilité limitée.

La conclusion est que l'impôt institué par les L. I. S. 1920-1922 est relatif à certaines sociétés commerciales, à savoir : sociétés par actions (anonymes), sociétés en commandite par actions, sociétés coopératives (et non pas les associations coopératives), sociétés à responsabilité limitée et tous genres de sociétés d'assurances.

A l'article 1^{er} de la L. I. S. 1920 étaient annexés trois tableaux des taux de l'impôt, dont le dernier était relatif aux sociétés coopératives et les deux premiers à toutes les sociétés imposables hors les coopératives. La L. I. S. 1922 avait cinq tableaux dont les deux derniers relatifs aux coopératives et les trois premiers à toutes les sociétés imposables, à l'exception des coopératives.

Ces tableaux établissent des taux divers pour les sociétés groupées d'après l'objet de leur entreprise. Nous donnons les tableaux de la L. I. S. 1920 et les tableaux de la L. I. S. 1922 pour pouvoir les comparer.

Le premier tableau de la L. I. S. 1920 était le suivant :

I. — TABLEAU

pour l'impôt des sociétés qui s'occupent en partie ou exclusivement de banque, de commerce ou d'assurances.

N°	Quelle est la rentabilité annuelle (Productivité de revenu du capital versé) en 0/0	Impôt en 0/0
1	Avec une rentabilité jusqu'à 8 %	10
2	— de 8 jusqu'à 12 %	11
3	— 12 — 16 %	12
4	— 16 — 20 %	14
5	— 20 — 25 %	16
6	— 25 — 30 %	18
7	— 30 — 35 %	20
8	— 35 — 40 %	22
9	— 40 — 50 %	24
10	— au-dessus de 50 %	25

Le tableau pour le même genre de sociétés de la L. I. S. 1922 est assez différent du tableau précédent et se rapproche du tableau du projet Daskaloff, que nous avons cité dans le chapitre précédent. Les progressions prévues dans le tableau de la L. I. S. 1922 sont plus modérées que celles du projet Daskaloff, sans que les lignes générales de leur composition changent. Le premier tableau de la L. I. S. 1922 est ainsi conçu :

TABLEAU I

pour l'impôt des sociétés qui s'occupent en partie ou exclusivement de banque de commerce ou d'assurances

N°	Montant des bénéfices annuels en lévas	Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves)										
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	
		jusqu'à 8	de 8 à 10	de 10 à 12	de 12 à 15	de 15 à 20	de 20 à 25	de 25 à 30	de 30 à 40	de 40 à 50	au-dessus de 50	
		Sur les revenus en 0/0										
1	Depuis	20.000	10	10 ½	11	12	13	14	15	16	17	18
2	—	30.000	10 ½	11	11 ½	12 ½	13 ½	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½
3	—	40.000	11	11 ½	12	13	14	15	16	17	18	19
4	—	50.000	11 ½	12	12 ½	13 ½	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½
5	—	60.000	12	12 ½	13	14	15	16	17	18	19	20
6	—	80.000	12 ½	13	13 ½	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½
7	—	100.000	13	13 ½	14	15	16	17	18	19	20	21
8	—	150.000	13 ½	14	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21 ½
9	—	200.000	14	14 ½	15	16	17	18	19	20	21	22
10	—	250.000	14 ½	15	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21 ½	22 ½
11	—	300.000	15	15 ½	16	17	18	19	20	21	22	23
12	—	350.000	15 ½	16	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21 ½	22 ½	23 ½
13	—	400.000	16	16 ½	17	18	19	20	21	22	23	24
14	—	500.000	16 ½	17	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21 ½	22 ½	23 ½	24 ½
15	—	600.000	17	17 ½	18	19	20	21	22	23	24	25
16	—	800.000	17 ½	18	19	20	21	22	23	24	25	26
17	—	1.000.000	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
18	—	1.500.000	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
19	—	2.000.000	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
20	Au-dessus de :	2.000.000	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30

(Il suffit de comparer ces deux tableaux pour voir la différence énorme qui existe entre eux).

La L. I. S. 1920 avait comme second tableau le suivant :

TABLEAU II

pour les sociétés qui s'occupent dans les domaines
de la production industrielle, minière, agricole et économique

No	Quelle est la rentabilité annuelle (Productivité du capital versé) en 0/0	Impôt en 0/0
1	Avec une rentabilité de	8
2	— 8 à 12 %	9
3	— 12 — 16 %	10
4	— 16 — 20 %	11
5	— 20 — 25 %	12
6	— 25 — 30 %	13
7	— 30 — 35 %	14
8	— 35 — 40 %	16
9	— 40 — 50 %	18
10	— au-dessus de 50 %	20

Le tableau respectif de la L. I. S. 1920 était ainsi conçu :

TABLEAU II

pour l'impôt des sociétés qui s'occupent de la production dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture et de l'élevage

N ^o	Montant des bénéfices annuels en lévas	Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves)									
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
		Jusqu'à 40	de 40 à 42	de 42 à 43	de 43 à 20	de 20 à 23	de 23 à 30	de 30 à 33	de 33 à 40	de 40 à 50	au-dessus de 50
		Sur les revenus en 0/0									
1	Depuis 20.000	9	9 ½	10	10 ½	11	12	13	14	15	16
2	— 30.000	9 ¼	9 ¾	10 ½	11	11 ½	12 ½	13 ½	14 ½	15 ½	16 ½
3	— 40.000	9 ½	10	11	11 ½	12	13	14	15	16	17
4	— 50.000	10	10 ½	11 ½	12	13	14	15	16	16 ½	17 ½
5	— 60.000	10 ½	11	12	12 ½	13 ½	14 ½	15 ½	16 ½	17	18
6	— 80.000	11	11 ½	12 ½	13	14	15	16	17	17 ½	18 ½
7	— 100.000	11 ½	12	13	13 ½	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½	18	19
8	— 150.000	12	12 ½	13 ½	14	15	16	17	18	18 ½	19 ½
9	— 200.000	12 ½	13	14	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19	20
10	— 250.000	13	13 ½	14 ½	15	16	17	18	19	19 ½	20 ½
11	— 300.000	13 ½	14	15	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20	21
12	— 350.000	14	14 ½	15 ½	16	17	18	19	20	20 ½	21 ½
13	— 400.000	14 ½	15	16	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21	22
14	— 500.000	15	15 ½	16 ½	17	18	19	20	21	21 ½	22 ½
15	— 600.000	15 ½	16	17	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21 ½	22	23
16	— 800.000	16	16 ½	17 ½	18	19	20	21	22	23	24
17	— 1.000.000	16 ½	17	18	19	20	21	22	23	24	25
18	— 1.500.000	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
19	— 2.000.000	17 ½	18 ½	20	21	22	23	24	25	26	27
20	au-dessus de 2.000.000	18	20	21	22	23	24	25	26	27	28

Comme on voit, ce deuxième tableau de la L. I. S. 1922 n'est pas relatif aux sociétés s'occupant de l'industrie minière. La loi fait de cette industrie un groupe à part, frappé par les taux, établis dans un troisième tableau, qui n'avait pas son réciproque dans la L. I. S. 1920. Ce troisième tableau de la L. I. S. 1922 est ainsi conçu :

TABLEAU III
pour l'impôt des sociétés s'occupant de l'industrie minière

N°	Montant des bénéfices annuels en lévas	Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves)									
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
		jusqu'à 12	de 12 à 15	de 15 à 20	de 20 à 25	de 25 à 30	de 30 à 35	de 35 à 40	de 40 à 45	de 45 à 50	au dessus de 50
		Sur les revenus en 0/0									
1	Depuis 20.000	8	8 ½	9	9 ½	10	11	12	13	14	15
2	— 30.000	8 ½	9	9 ½	10	10 ½	11 ½	12 ½	13 ½	14 ½	15 ½
3	— 40.000	9	9 ½	10	10 ½	11	12	13	14	15	16
4	— 50.000	9 ½	10	10 ½	11	11 ½	12 ½	13 ½	14 ½	15 ½	16 ½
5	— 60.000	10	10 ½	11	11 ½	12 ½	13 ½	14	15	16	17
6	— 80.000	10 ½	11	11 ½	12	13	14	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½
7	— 100.000	11	11 ½	12	12 ½	13 ½	14 ½	15	16	17	18
8	— 150.000	11 ½	12	12 ½	13	14	15	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½
9	— 200.000	12	12 ½	13	13 ½	14 ½	15 ½	16	17	18	19
10	— 250.000	12 ½	13	13 ½	14	15	16	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½
11	— 300.000	13	13 ½	14	14 ½	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19	20
12	— 350.000	13 ½	14	14 ½	15	16	17	18	19	19 ½	20 ½
13	— 400.000	14	14 ½	15	15 ½	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20	21
14	— 500.000	14 ½	15	15 ½	16	17	18	19	20	20 ½	21 ½
15	— 600.000	15	15 ½	16	16 ½	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21	22
16	— 800.000	15 ½	16	16 ½	17	18	19	20	21	21 ½	22 ½
17	— 1.000.000	16	16 ½	17	17 ½	18 ½	19 ½	20 ½	21 ½	22	23
18	— 1.500.000	16 ½	17	17 ½	18	19	20	21	22	22 ½	23 ½
19	— 2.000.000	17	17 ½	18	18 ½	19 ½	20 ½	21 ½	22 ½	23	24
20	Au-dessus de 2.000.000	17 ½	18	18 ½	19	20	21	22	23	24	25

La seule comparaison entre les tableaux de la L. I. S. 1920 et ceux de la L. I. S. 1922 fait ressortir assez nettement la différence qui existe entre eux.

Les sociétés, hors les coopératives, étaient divisées en deux catégories par la première loi et imposées d'après les taux des tableaux I et II, tandis que la seconde les divisait en trois catégories imposées d'après les tableaux I, II et III. Les bases données pour pouvoir en pratique rapporter une société dans une des catégories relatives aux tableaux prévus n'étaient pas assez stables.

On est obligé de tenir compte des titres des tableaux qui qualifient les groupes des sociétés frappées par les taux indiqués dans les mêmes tableaux et ces titres sont très imprécis.

On voit, par exemple, que le tableau I est relatif aux sociétés qui s'occupent *en partie* ou exclusivement de banque, de commerce ou d'assurances. Si une société, quoiqu'en général industrielle, fait de temps à autre des opérations qu'on peut qualifier d'opérations de banque, elle peut bien être considérée comme s'occupant en partie de banque. Dans tel cas presque toutes les sociétés par actions, qui ont des grandes entreprises, pourraient être classées dans le groupe (sociétés s'occupant en partie de banque, etc...) prévu par le tableau I, vu que ni la loi, ni le règlement ne donnent des règles permettant à savoir quels sont les actes et en quelle proportion doivent-ils être commis pour qu'on considère qu'une société s'occupe en partie de banque, de commerce ou d'assurances. Pour établir l'impôt d'une société donnée d'après le tableau I ou II, l'administration financière est souveraine à décider la question de la qualification de cette société comme société s'occupant dans le domaine de la production industrielle, ou bien comme société s'occupant en partie de commerce. Chaque société industrielle qui vend ses propres produits pourrait être considérée comme faisant en partie du commerce et pourrait être imposée d'après les taux du tableau I, sans qu'il reste une seule société industrielle qui ne fasse pas en partie d'actes de commerce en vendant ses produits. Dans tel cas le tableau II n'aurait pas sa raison d'être.

Quoiqu'il n'y ait pas de bases précises pour cette délimitation des sociétés, la pratique en réalité n'a pas offert de grandes difficultés, vu que l'administration financière considère les sociétés comme s'occupant en partie de

banque et de commerce lorsque ce sont leurs occupations principales.

D'ailleurs, les difficultés de délimiter l'industrie du commerce dans la théorie et dans la pratique sont assez connues et nous n'estimons pas nécessaire de soulever toutes les questions qui en découlent.

Nous sommes d'avis que le tableau II est celui qui est relatif à toutes les sociétés qui ne sont pas des coopératives et qui ne s'occupent pas de l'assurance, du commerce, des banques et des mines.

Pour les coopératives, nous verrons qu'il y a des tableaux spéciaux et il est très facile de les délimiter d'une manière positive en examinant leur conformité avec la loi sur les associations coopératives.

Le groupe des sociétés s'occupant des mines est aussi facile à délimiter d'une manière positive, en raison de leur conformité avec les définitions données et les règles spéciales prévues par la loi des Mines et des Carrieres.

Nous avons vu que le groupe des sociétés frappées par le premier tableau pourrait être aussi délimité d'une manière positive, quoique plus difficilement, à savoir : se tenir à la prépondérance de leurs occupations de banque, de commerce ou d'assurances. Reste par conséquent le groupe des sociétés frappées par l'impôt du tableau II, groupe qui doit être, à notre avis, *défini négativement*, et embrasser toutes les sociétés imposables hors des groupes cités et délimités positivement.

En ce qui concerne l'imposition des coopératives, la L. I. S. 1920 prévoyait un tableau unique applicable à toutes les sociétés coopératives, sans tenir compte de l'objet de leur entreprise. Nous avons vu que par suite de l'insouciance du législateur, ce tableau a comme titre : « Impôt des *associations* et des *sociétés* coopératives ». Nous avons vu également que les termes « associations »

et « société » sont employés sans qu'on ait tenu compte du fond de la distinction que nous faisons entre les sociétés coopératives et les associations coopératives. Cette confusion de termes est évidente, surtout quand nous prenons en considération que l'impôt des sociétés n'est pas applicable aux coopératives qui ne distribuent pas de bénéfices, c'est-à-dire n'est pas applicable aux associations coopératives. Le terme association est bien mal placé dans le titre du tableau III de la L. I. S. 1920, vu que l'article 101 de la loi des associations coopératives, exonérant les associations d'impôts, n'est pas abrogé expressément et ne peut pas être considéré comme abrogé par l'introduction du terme association coopérative dans le titre en question. Comme nous le voyons, pour le législateur bulgare, au moins en ce qui concerne les lois fiscales, ces termes sont interchangeable et n'ont pas un sens très précis.

Le tableau III de la L. I. S. 1920 était ainsi conçu :

TABLEAU III
Pour l'impôt des associations et des sociétés coopératives

N°	Division des bénéfices annuels en vue de l'imposition en lévas	Les chiffres entre lesquels se trouvent les bénéfices imposables	0/0
1	Pour les premiers 25.000	jusqu'à 25.000	6
2	Pour les suivants 25.000	de 25.000 à 50.000	7
3	— 50.000	— 50.000 à 100.000	8
4	— 150.000	— 100.000 à 250.000	10
5	— 250.000	— 250.000 à 500.000	12
6	— 500.000	— 500.000 à 1.000.000	14
7	Au-dessus de.....	Au-dessus de 1.000.000	16

La L. I. S. 1922 a poussé la discrimination encore plus loin en faisant des coopératives deux groupes distincts imposés par les taux prévus dans ses tableaux IV et V.

Le législateur a eu pour but de soumettre à un régime fiscal plus favorable les sociétés coopératives de production.

Nous avons déjà exposé dans l'introduction notre point de vue sur cette question. Le soulagement de la charge fiscale ne pourrait pas faire une forme de société plus apte à l'activité productive qu'elle ne l'est d'elle-même. La coopérative, par sa nature même, ne se prête pas à être utilisée *pour certaines entreprises* et même l'exonération totale d'impôts ne pourrait lui aider en rien. Par conséquent, la tentative du législateur bulgare de faire l'impossible restera vaine comme chaque tentative vers l'impossible. Si d'autre côté les sociétés coopératives peuvent bien et avec des bénéfices s'occuper de certaines entreprises de production, c'est-à-dire si la forme coopérative par sa nature même peut être employée avec profit pour certaines entreprises productives, si elle permet de réaliser des bénéfices de cette manière, on ne voit pas les raisons de traiter une telle coopérative d'une manière différente de la manière dont on traite les autres coopératives. On ne voit pas pourquoi il faudrait se servir de palliatifs condamnés à rester sans effets qui compromettent le principe de l'égalité dans l'imposition, on ne voit pas pourquoi on devrait recourir à des remèdes qui n'ont pas pu et qui ne pourront jamais guérir les *maladies organiques et incurables de la coopérative de production*, comme entreprise distincte de l'activité des coopérateurs réunis.

On sait que la coopérative de production peut être un peu plus vitale à condition d'être rattachée à une coopérative de consommation ou au moins de crédit, et c'est dans ces conditions qu'elle existe en général et qu'elle peut plus ou moins prospérer. C'est ici que dans la pratique on trouvera des difficultés à classer une coopérative

donnée dans le groupe des coopératives imposables d'après le tableau IV ou bien dans le groupe imposable d'après le tableau V, c'est-à-dire de classer une coopérative donnée comme coopérative de consommation ou de production, étant donné qu'une même coopérative fournissant ses membres peut aussi s'occuper d'entreprises de production, comme nous l'avons vu.

Pourtant on ne peut pas dire que l'administration financière bulgare s'est donnée trop de peine pour chercher des points d'appui plus précis; tout au contraire, on se trouve ici aussi dans le règne de l'arbitraire, vu la défec-tuosité de la terminologie légale et de l'imprécision des formules employées.

Les deux tableaux relatifs à l'imposition des coopé-ratives de la L. I. S. 1922 sont les suivants (voir ci-après pages 184 et 185).

On voit que d'après la loi de 1920, les taux de l'impôt n'étaient pas trop élevés et la discrimination des sociétés imposables était faite en vue de créer un régime plus favorable pour « les sociétés s'occupant de la production dans les domaines de l'industrie, des mines, de l'agricul-ture et de l'économie » (on ne sait pas très bien ce que le législateur comprenait sous l'expression « économie »), soumises aux taux du tableau II et surtout à faire un régime exceptionnellement favorable pour les coopé-ratives, soumises au régime du tableau III.

Ainsi, d'après la L. I. S. 1920, une société avec un capital de 1.000.000 de lévas et avec un bénéfice de 20 0/0 sur le capital, ce qui fait 200.000 lévas de bénéfices absolus, devait payer un impôt de 28.000 lévas si elle s'occupait de la banque, du commerce ou d'assurance, de 22.000 lévas si elle s'occupait de l'industrie, de l'agricul-ture, etc... et seulement 17.250 lévas si elle était une coo-pérative.

TABLEAU IV

pour l'impôt des associations coopératives de crédit
de consommation et d'assurances

N°	Montant des bénéfices annuels en lévas	Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves)									
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
		jusqu'à 42	de 42 à 44	de 44-46	de 46-50	de 50-55	de 55-60	de 60-65	de 65-70	de 70-75	au-dessus de 75
Sur les revenus en 0 0											
1	Depuis 20.000	6	6 $\frac{1}{4}$	6 $\frac{3}{4}$	7	7 $\frac{1}{2}$	8	8 $\frac{1}{2}$	9	9 $\frac{1}{2}$	10
2	— 30.000	6 $\frac{1}{2}$	6 $\frac{3}{4}$	7	7 $\frac{1}{2}$	8	8 $\frac{1}{2}$	9	9 $\frac{1}{2}$	10	10 $\frac{1}{2}$
3	— 40.000	7	7 $\frac{1}{4}$	7 $\frac{1}{2}$	8	8 $\frac{1}{2}$	9	9 $\frac{1}{2}$	10	10 $\frac{1}{2}$	11
4	— 50.000	7 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{3}{4}$	8	8 $\frac{1}{2}$	9	9 $\frac{1}{2}$	10	10 $\frac{1}{2}$	11	11 $\frac{1}{2}$
5	— 60.000	8	8 $\frac{1}{4}$	8 $\frac{3}{4}$	9	9 $\frac{1}{2}$	10	10 $\frac{1}{2}$	11	11 $\frac{1}{2}$	12
6	— 80.000	8 $\frac{1}{2}$	8 $\frac{3}{4}$	9	9 $\frac{1}{2}$	10	10 $\frac{1}{2}$	11	11 $\frac{1}{2}$	12	12 $\frac{1}{2}$
7	— 100.000	9	9 $\frac{1}{4}$	9 $\frac{1}{2}$	10	10 $\frac{1}{2}$	11	11 $\frac{1}{2}$	12	12 $\frac{1}{2}$	13
8	— 150.000	9 $\frac{1}{2}$	9 $\frac{3}{4}$	10	10 $\frac{1}{2}$	11	11 $\frac{1}{2}$	12	12 $\frac{1}{2}$	13	13 $\frac{1}{2}$
9	— 200.000	10	10 $\frac{1}{4}$	10 $\frac{1}{2}$	11	11 $\frac{1}{2}$	12	12 $\frac{1}{2}$	13	13 $\frac{1}{2}$	14
10	— 250.000	10 $\frac{1}{2}$	10 $\frac{3}{4}$	11	11 $\frac{1}{2}$	12	12 $\frac{1}{2}$	13	13 $\frac{1}{2}$	14	14 $\frac{1}{2}$
11	— 300.000	11	11 $\frac{1}{4}$	11 $\frac{1}{2}$	12	12 $\frac{1}{2}$	13	13 $\frac{1}{2}$	14	14 $\frac{1}{2}$	15
12	— 350.000	11 $\frac{1}{2}$	11 $\frac{3}{4}$	12	12 $\frac{1}{2}$	13	13 $\frac{1}{2}$	14	14 $\frac{1}{2}$	15	15 $\frac{1}{2}$
13	— 400.000	12	12 $\frac{1}{4}$	12 $\frac{1}{2}$	13	13 $\frac{1}{2}$	14	14 $\frac{1}{2}$	15	15 $\frac{1}{2}$	16
14	— 500.000	12 $\frac{1}{2}$	12 $\frac{3}{4}$	13	13 $\frac{1}{2}$	14	14 $\frac{1}{2}$	15	15 $\frac{1}{2}$	16	16 $\frac{1}{2}$
15	— 600.000	13	13 $\frac{1}{4}$	13 $\frac{1}{2}$	14	14 $\frac{1}{2}$	15	15 $\frac{1}{2}$	16	16 $\frac{1}{2}$	17
16	— 800.000	14	14 $\frac{1}{4}$	14 $\frac{1}{2}$	15	15 $\frac{1}{2}$	16	16 $\frac{1}{2}$	17	17 $\frac{1}{2}$	18
17	— 1.000.000	15	15 $\frac{1}{4}$	15 $\frac{1}{2}$	16	16 $\frac{1}{2}$	17	17 $\frac{1}{2}$	18	18 $\frac{1}{2}$	19
18	— 1.500.000	16	16 $\frac{1}{4}$	16 $\frac{1}{2}$	17	17 $\frac{1}{2}$	18	18 $\frac{1}{2}$	19	19 $\frac{1}{2}$	20
19	— 2.000.000	17	17 $\frac{1}{4}$	17 $\frac{1}{2}$	18	18 $\frac{1}{2}$	19	19 $\frac{1}{2}$	20	20 $\frac{1}{2}$	21
20	au-dessus de 2.000.000	18	18 $\frac{1}{4}$	18 $\frac{1}{2}$	19	19 $\frac{1}{2}$	20	20 $\frac{1}{2}$	21	21 $\frac{1}{2}$	22

Ce régime, extrêmement favorable envers les coopératives, peut être facilement justifié, vu le rôle social que les coopératives peuvent jouer en général et surtout en Bulgarie, et vu leur importance pour le relèvement de l'économie nationale, désorganisée par les guerres. Mais ce qui ne peut être justifié, c'est la remarque annexée au tableau III de la L. I. S. 1920, ainsi conçue :

« Remarque. — Les coopératives et les sociétés coopératives auxquelles les bénéfices, diminués des dépenses

TABLEAU V

Pour l'impôt des associations coopératives de production

N ^o	Montant des bénéfices annuels en lévas	Rentabilité (Productivité du capital versé et des réserves)									
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
		jusqu'à 14	de 14 à 16	de 16 à 18	de 18-20	de 20-25	de 25-30	de 30-35	de 35-40	de 40-50	au dessus de 50
		Sur les revenus en 0/0									
1	Depuis 20.000	5	6	6 ½	6¾	7	7¼	7½	8	8½	9
2	— 30.000	6	6 ½	7	7¼	7½	7¾	8	8½	9	9½
3	— 40.000	7	7¼	7½	7¾	8	8¼	8½	9	9½	10
4	— 50.000	7 ½	7¾	8	8¼	8½	8¾	9	9½	10	10½
5	— 60.000	8	8¼	8½	8¾	9	9¼	9½	10	10½	11
6	— 80.000	8 ½	8¾	9	9¼	9½	9¾	10	10½	11	11½
7	— 100.000	9	9¼	9½	9¾	10	10¼	10½	11	11½	12
8	— 150.000	9 ½	9¾	10	10¼	10½	10¾	11	11½	12	12½
9	— 200.000	10	10¼	10½	10¾	11	11¼	11½	12	12½	13
10	— 250.000	10 ½	10¾	11	11¼	11½	11¾	12	12½	13	13½
11	— 300.000	11	11¼	11½	11¾	12	12¼	12½	13	13½	14
12	— 350.000	11 ½	11¾	12	12¼	12½	12¾	13	13½	14	14½
13	— 400.000	12	12¼	12½	12¾	13	13¼	13½	14	14½	15
14	— 500.000	12 ½	12¾	13	13¼	13½	13¾	14	14½	15	15½
15	— 600.000	13	13¼	13½	13¾	14	14¼	14½	15	15½	16
16	— 800.000	13 ½	13¾	14	14¼	14½	14¾	15	15½	16	16½
17	— 1.000.000	14	14¼	14½	14¾	15	15¼	15½	16	16½	17
18	— 1.500.000	14 ½	14¾	15	15¼	15½	15¾	16	16½	17	18
19	— 2.000.000	15	15¼	15½	15¾	16	16¼	16½	17	18	19
20	Au dessus de 2.000.000	16	16¼	16½	16¾	17	17¼	17½	18	19	20

prévues par la présente loi, ne dépassent pas 10.000 lévas, sont exonérées de l'impôt. »

Nous ne voyons pas bien les raisons de cette exonération, de ce privilège, donné aux coopératives, auquel la science des finances modernes et le droit fiscal s'opposent. Si une société coopérative ne peut pas réaliser des bénéfices, c'est qu'elle ne peut pas exister comme entreprise purement économique, c'est qu'elle ne peut pas être une société et doit être transformée en association

sociale-économique, en coopérative, ne distribuant pas, de bénéfices, et dans ces conditions, sa complète exonération d'impôt, en vertu de l'article 101 de la loi relative aux associations coopératives, sera la plus justifiée. Nous avons vu que l'article 101 en question est bien conforme avec les principes économiques, qu'il exonère d'impôt une catégorie de coopératives qui n'ont pas le caractère de sociétés, et, par conséquent, ne doivent pas être imposées par un impôt applicable aux sociétés.

Si une « société coopérative » ne peut pas réaliser des bénéfices, elle ne peut pas et elle ne doit pas exister comme société. L'exonération de tout impôt ne l'aidera en rien.

Il est vrai que les nouvelles entreprises coopératives ne peuvent pas au commencement se développer très rapidement, quoiqu'elles possèdent les indices et les qualités nécessaires pour devenir une entreprise viable. Dans la période de leur stabilisation, elles éprouvent différentes difficultés, leurs bénéfices ne sont pas considérables et surtout elles ont besoin de capitaux. C'est seulement dans ce cas qu'une société coopérative mérite une faveur fiscale spéciale, une faveur qui pourrait donner des résultats réels et pourrait être expliquée et justifiée au point de vue économique et social. Par conséquent, la règle de la remarque annexée au tableau III de la L. I. S. 1920 pourrait être utilement défendue seulement si son application est limitée par un certain délai après la création de nouvelles coopératives. Après un délai équitable, pendant lequel on aura le droit d'attendre le développement complet d'une coopérative, l'application de la règle en question devient tout à fait inique. Si une coopérative, ce délai passé, ne peut pas réaliser des bénéfices suffisants, c'est que l'entreprise n'est pas viable et doit cesser d'exister sous forme de société coopérative poursuivant

le partage de bénéfices et doit se transformer, si cela peut se faire, en association coopérative ne distribuant pas de bénéfices, mais en aucun cas elle ne devrait être aidée à végéter, parce que l'exonération d'impôt ne pourra rien faire pour sa stabilisation. L'exonération de l'impôt ne pourra écarter les défauts intrinsèques de cette forme de société non applicable à certains genres d'entreprises.

Tandis que les entreprises des sociétés non coopératives, qui ne réalisent pas de bénéfices, et font très souvent des pertes, sont imposées, d'après les règles du droit fiscal autrichien, avec un impôt de 2 0/00 sur le capital; tandis que ces sociétés sont de cette manière mises dans le dilemme de mourir par suite d'un impôt qui impute sur leurs capitaux ou de s'efforcer d'éviter les pertes et de travailler avec des profits, les entreprises coopératives, qui ont prouvé qu'elles sont incapables de travailler utilement, sont non seulement exonérées de l'impôt de 2 0/00 sur le capital, mais sont exonérées aussi de tout impôt, quoiqu'elles ne font pas de pertes et réalisent des bénéfices jusqu'à 10.000 lévas. On ne voit vraiment pas à quoi aiderait une exonération pareille à des sociétés mort-nées, on ne voit pas pourquoi il faudrait donner dans ce cas un privilège lorsqu'on sait que dans le droit fiscal moderne *on doit faire économie de tout privilège*.

Le bénéfice de 10.000 lévas réalisé par les coopératives exonérées d'impôt n'est pas un minimum d'existence. Les associations *lafo sensu* en général n'ont pas une « propre existence »; elles ne sont qu'une méthode de collaboration comme nous l'avons vu. Ce n'est pas non plus une somme si minime pour pouvoir lui appliquer la formule : *de minimis non curat prætor*. La remarque en question écarte la règle de l'impôt de 2 0/00 sur le capital.

La L. I. S. 1922 a suspendu ce privilège des coopéra-

tives, la remarque n'existe pas dans cette nouvelle loi (1), cette dernière a adopté une méthode radicale, elle a supprimé la remarque au lieu de limiter son application dans un délai raisonnable, ce qui serait déjà assez juste. Mais plus tard, la même règle reparait de nouveau, et le R. I. S. 1923 stipule dans deux de ses articles, le suivant :

« ART. 3. — Les coopératives et les *associations* coopératives dont les bénéfices ne dépassent pas la somme de 5.000 lévas, en considérant comme bénéfices les catégories de dépenses générales, lesquelles en vertu de l'article 20 du présent règlement sont imposables, ne sont pas frappées par l'impôt...

« ART. 5. — Les coopératives et les *sociétés* coopératives qui n'ont pas réalisé des bénéfices supérieurs à 5.000 lévas ne sont pas soumises à l'impôt sur le capital; comme cela est prévu dans l'article 2 de la loi pour les autres sociétés. »

Les observations que nous venons de faire au sujet de la remarque annexée au tableau III de la L. I. S. 1920 sont applicables aux dispositions des articles sus-cités.

Une autre particularité du tableau III de la L. I. S. 1920 est que les taux ne sont pas établis d'après la rentabilité de la société, comme c'est le cas pour les tableaux I et II. On s'est contenté de déterminer les taux applicables aux sociétés coopératives seulement d'après le montant absolu des bénéfices imposables. Cela était fait, peut-être, en vue d'éviter les difficultés que présente la détermination du capital variable des coopératives. Mais cela change la base même des principes fiscaux que la L. I. S. 1920 a adoptés, à savoir : l'imposition des sociétés d'après leur productivité ressortant du rapport entre leur capital versé

1. Comme elle est publiée à l'*Officiel*, n° 241 du 26 janvier 1922.

et leur réserve, d'un côté, et le bénéfice net réalisé pour une année d'un autre côté.

Les tableaux de la L. I. S. 1922 ont augmenté les taux de l'impôt comme nous l'avons vu, et pour ne donner qu'un exemple, nous nous contenterons de citer le tableau comparatif préparé par M. Constantinoff (1) (voir page suivante).

On voit que les tableaux de la L. I. S. 1922 ont encore cette particularité que les progressions des taux de l'impôt sont établies non seulement d'après la rentabilité des sociétés, mais aussi et en même temps, d'après les taux absolus des bénéfices réalisés. Par conséquent, si nous avons deux sociétés : la société *A* et la société *B*, ayant la même rentabilité de 25 0/0 sur des capitaux différents, à savoir la société *A* avec un capital de 200.000 lévas et avec des bénéfices de 50.000 lévas et la société *B* avec un capital de 20.000.000 de lévas, et avec un bénéfice de 5.000.000 de lévas, d'après les règles de la L. I. S. 1920, toutes les deux seront frappées par le même taux de l'impôt, soit 16 0/0 sur les bénéfices, et paieront :

La première : 8.000 lévas;

La seconde : 800.000 lévas;

tandis que d'après les règles de la L. I. S. 1922, prenant en considération le montant absolu des bénéfices, la société *A* sera frappée d'un impôt de 15 1/2 0/0 et la société *B* d'un impôt de 26 0/0 sur les bénéfices et paieront :

La première : 7.750 lévas;

La seconde : 1.300.000 lévas.

Nous n'allons pas chercher ici à savoir si le montant absolu des bénéfices réalisés est un élément qui peut donner un indice de la capacité contributive des sociétés.

1. Constantinoff N., « L'imposition de nos sociétés », article dans la *Revue de la Société Économique Bulgare*, 1923, n° 1, 2, 3, p. 17.

TABLEAU V
de la charge de l'impôt des sociétés
(I. — Sociétés de banque, de commerce et d'assurances)

N°	Bénéfices imposables en lévés	%	Capital respectif	Impôt d'après la L. I. S. 1920		Impôt d'après la L. I. S. 1922	
				en levés	%	en levés	%
1	50.000	8	625.000	5.000	10	5.750	11 1/2
		12	416.666	5.500	11	6.250	12 1/2
		16	312.500	6.000	12	7.250	14 1/2
		20	250.000	7.000	14	7.250	14 1/2
		25	200.000	8.000	16	7.750	15 1/2
		50	100.000	12.500	25	9.750	19 1/2
2	100.000	8	1.250.000	10.000	10	13.000	13
		12	833.333	11.000	11	14.000	14
		16	625.000	12.000	12	16.000	16
		20	500.000	14.000	14	16.000	16
		25	400.000	16.000	16	17.000	17
		50	200.000	25.000	25	21.000	21
3	250.000	8	3.125.000	25.000	10	36.250	14 1/2
		12	2.833.333	27.500	11	38.750	15 1/2
		16	1.562.500	30.000	12	43.750	17 1/2
		20	1.250.000	35.000	14	43.750	17 1/2
		25	1.000.000	40.000	16	46.250	18 1/2
		50	500.000	62.500	25	51.250	22 1/2
4	500.000	8	6.250.000	50.000	10	82.500	16 1/2
		12	4.166.666	55.000	11	87.500	17 1/2
		16	3.125.000	60.000	12	97.500	19 1/2
		20	2.500.000	70.000	14	97.500	19 1/2
		25	2.000.000	80.000	16	102.500	20 1/2
		50	1.000.000	125.000	25	122.500	24 1/2
5	1.000.000	8	12.500.000	100.000	10	180.000	18
		12	8.333.333	110.000	11	200.000	20
		16	6.250.000	120.000	12	220.000	22
		20	5.000.000	140.000	14	220.000	22
		25	4.000.000	160.000	16	230.000	23
		50	2.000.000	250.000	25	270.000	27
6	2.000.000	8	25.000.000	200.000	10	400.000	20
		12	16.666.666	220.000	11	440.000	22
		16	12.500.000	240.000	12	480.000	24
		20	10.000.000	280.000	14	480.000	24
		25	8.000.000	320.000	16	500.000	25
		50	4.000.000	500.000	25	580.000	29
7	5.000.000	8	62.500.000	500.000	10	1.050.000	21
		12	41.666.600	550.000	11	1.150.000	23
		16	31.250.000	600.000	12	1.250.000	25
		20	25.000.000	700.000	14	1.250.000	25
		25	20.000.000	800.000	16	1.300.000	26
		50	10.000.000	1.250.000	25	1.500.000	30

Nous examinerons cette question dans le chapitre suivant, ici, nous nous contenterons de constater le fait que la L. I. S. 1922 s'est servie de cet indice.

Du tableau comparatif cité, relatif à la catégorie des sociétés, imposables par les taux des tableaux I de la L. I. S. 1920 et de la L. I. S. 1922, nous voyons :

1^o Que l'impôt de la L. I. S. 1920 est moins fort que celui de la L. I. S. 1922 pour les petites sociétés avec une rentabilité jusqu'à 20 0/0, ainsi que pour les sociétés moyennes avec des bénéfices annuels de 50.000 à 1 million de lévas, et avec une rentabilité de 25 0/0. Tandis que pour les grandes sociétés avec des bénéfices de 1 million de lévas, les taux de la loi de 1922 sont en général manifestement plus élevés;

2^o Que, indépendamment de l'importance de la société, la L. I. S. 1922 frappe plus lourdement que la L. I. S. 1920 les sociétés qui ont une petite rentabilité;

3^o Qu'avec les centimes additionnels pour les communes, les départements et les chambres de commerce, allant jusqu'à 100 0/0 de l'impôt, le même devient double et atteint des taux d'après la L. I. S. 1922 vraiment exagérés, à savoir jusqu'à 60 0/0 sur les bénéfices, des taux qui ne sont pas prévus même pour l'impôt le plus exceptionnel, celui des bénéfices de guerre.

Nous avons vu que l'impôt des sociétés remplace pour celles-ci l'impôt global sur le revenu supporté par les personnes physiques, qui est bien moins élevé que le premier. Pour illustrer ce fait, nous allons donner quelques exemples en comparant l'impôt sur le revenu global payé sur certains chiffres de revenus et l'impôt des sociétés payé sur les mêmes chiffres de bénéfices d'après la L. I. S. 1922 en supposant la plus petite rentabilité prévue par la loi (8 0/0) :

No	Revenus ou bénéfices	Impôt sur le revenu	0/0	Impôt sur les sociétés	0/0
1	50.000	1.600	3.2	5.750	11.1/2
2	100.000	5.200	5.2	13.000	13
3	1.000.000	115.200	11.52	180.000	18

Il va sans dire que la différence est beaucoup plus accentuée si l'on prend pour l'impôt des sociétés les taux correspondants à une rentabilité allant jusqu'à 50 0/0. Nous comprendrons toute la gravité de cette différence si nous prenons encore en considération que l'impôt des sociétés frappe des entreprises soumises à un contrôle public, obligées de publier leur bilan et de laisser faire inspecter leur comptabilité. Ces entreprises ne peuvent pas dissimuler leurs bénéfices. Elles sont imposées pour la totalité réelle de ce qu'elles réalisent, comme les fonctionnaires pour la totalité de leur traitement. Toutes les autres espèces de bénéfices ou de revenus, qui peuvent être cachés, font l'objet de l'évasion fiscale si répandue après la guerre dans tous les pays.

Avec les impôts indirects, les droits de timbre, droits d'enregistrement et autres, avec les impôts et taxes locaux, la charge fiscale des sociétés devient très considérable, surtout pour les grandes sociétés, les grands facteurs dans la production nationale, les grands agents de la reconstitution économique du pays.

Nous passerons successivement en revue les autres articles de la L. I. S. 1920 et L. I. S. 1922 en les accompagnant des articles respectifs du R. I. S. 1923 et des commentaires nécessaires.

« Article 2. — En tous cas, l'impôt ne peut être inférieur à (2 0/00) deux pour mille du capital versé seulement. »

(Alinéa 1 de la L. I. S. 1920.)

L'article 2 n'a pas été modifié par la L. I. S. 1922. Son

premier alinéa contient comme nous le voyons une règle fiscale empruntée à la remarque III de la loi de 1908, complétant le tableau des catégories d'après lequel l'impôt des professions est payé, règle inspirée par la loi autrichienne de 1896 et que nous connaissons déjà. Le R. I. S. 1923 donne les précisions suivantes :

« ART. 4. — Si la société par actions n'a pas réalisé des bénéfices imposables d'après le tableau respectif de l'impôt, elle en paye un semblable calculé au taux de 2 0/00 sur le capital versé seulement, sans les réserves.

« L'impôt établi sur les bénéfices de la société ne peut en aucun cas être inférieur à celui évalué au taux de 2 0/00 sur son capital. »

Nous avons vu que cette règle ne peut pas être expliquée au point de vue économique, qu'elle reste toutefois une règle simplement fiscale, assurant au fisc des revenus en imposant même les sociétés, qui n'ont que des pertes. En pratique cette règle n'a pas donné des conséquences très fâcheuses jusqu'à présent, mais pendant ces temps de crises, elle peut être très nuisible à l'activité économique des sociétés.

L'alinéa 2 du même article de la L. I. S. 1920 non modifié par la L. I. S. 1922 est ainsi conçu :

« L'impôt établi sur les bénéfices ou sur les capitaux est arrondi en dizaines, en supprimant les chiffres jusqu'à 6 inclus au profit des sociétés, et en prenant les chiffres au-dessus de 6 pour une dizaine au profit du fisc. »

Le R. I. S. donne une explication de cette règle qui est claire d'elle-même par un de ses articles.

« ART. 6. — En établissant l'impôt des sociétés et des coopératives, les sociétés de secours mutuels incluses, l'impôt est arrondi en dizaines, en supprimant les chiffres jusqu'à 6 inclus au profit de la société et en arrondissant

les chiffres au-dessus de 6 en dizaines au profit du fisc. »

La L. I. S. 1920 avait un article 3 ainsi conçu : « En établissant l'impôt d'après les tableaux prévus dans l'article 1^{er}, on considère le capital de réserve comme capital des sociétés par actions. »

Après le changement des tableaux annexés à l'article 1^{er} de la L. I. S. 1920, cet article 3 devait subir aussi certaines modifications.

On voit qu'il ne parle que des *sociétés par actions* : c'est parce que le tableau III de la L. I. S. 1920 était fait non d'après la rentabilité, mais d'après le total des bénéfices réalisés et par conséquent on n'avait pas besoin de savoir le capital des coopératives frappées par les taux du dit tableau III. Nous avons déjà vu que la L. I. S. 1922 a deux tableaux spéciaux relatifs à l'imposition des coopératives, tableaux établis sur les mêmes principes que les autres trois tableaux relatifs aux sociétés imposables non coopératives.

L'article 3 a été modifié par la L. I. S. 1922 afin de tenir compte de la nouvelle situation :

« Article 3. — « Pour établir la rentabilité indiquée dans les tableaux annexés à l'article premier de la loi, il faut ajouter le capital de réserve au capital de la société. »

Pour trouver le chiffre de l'impôt applicable à une société donnée, d'après les taux des tableaux déjà cités, on doit savoir la rentabilité de la société, et pour des tableaux de la L. I. S. 1922, on doit prendre aussi en considération le montant absolu des bénéfices réalisés. Mais, comme on le verra, pour établir la rentabilité d'une société, on doit savoir avant tout le total des bénéfices. Nous verrons plus tard les règles établies par la loi, pour le calcul des bénéfices imposables. L'article 3 tranche une question importante, celle de l'imposition des sociétés, non

pas sur les bénéfices qu'elles distribuent sous forme de dividende, mais sur tous les bénéfices réalisés pendant une année, sans tenir compte de leur distribution ou de leur mise en réserve. La notion de fonds de réserve n'est pas trop précise d'elle-même et le législateur bulgare s'est appliqué de déterminer le sens qu'il veut lui donner.

Le R. I. S. 1923 donne un exemple de la manière dont on doit procéder pour établir l'impôt d'une société donnée, conformément à la L. I. S. 1922 :

« ART. 7. — Pour trouver la rentabilité (le taux de rendement du capital) d'après les tableaux annexés à la loi, il faut ajouter le capital de réserve au capital de la société, parce qu'il prend part dans la réalisation des gains. »

« Exemple : La société A avec un capital versé de 3 millions de lévas et avec des réserves de 1.600.000 lévas, a réalisé un bénéfice de 2.000.000 de lévas. Pour trouver la rentabilité du capital on procède de la manière suivante :

4.600.000 lévas de capital ont donné un bénéfice de 2.000.000

100 — donneront X

$$X = \frac{2.000.000 \times 100}{4.600.000} = 43.47 \text{ 0/0}$$

Si la dite société est de celles imposables par le tableau I de la loi, son impôt sera $2.000.000 \times 28 \text{ 0/0} = 560.000$ lévas; si elle est de celles imposées d'après le tableau II, son impôt sera $2.000.000 \times 26 \text{ 0/0} = 520.000$ lévas; d'après le tableau III, $2.000.000 \times 22 \text{ 0/0} = 440.000$ lévas; d'après le tableau IV, $2.000.000 \times 20 \frac{1}{2} = 410.000$ lévas; d'après le tableau V, $2.000.000 \times 18 \text{ 0/0} = 360.000$ lévas d'impôt. »

Nous voyons que l'équation suscitée, employée pour trouver la rentabilité des sociétés, contient deux valeurs très relativement définies, à savoir : le capital de la société

et les réserves d'un côté, et les bénéfices d'un autre côté. Nous allons nous occuper plus loin avec l'examen des difficultés que présente la détermination de ces valeurs.

Pour le moment, nous nous contenterons de soulever la question de l'imposition des bénéfices que les sociétés emploient pour payer les intérêts de leur dette d'obligations. Il n'est pas difficile de voir que toute société peut échapper très facilement à l'impôt, si elle transforme une grande quantité de ses capitaux versés en capitaux provenant de dettes d'obligations, et en diminuant le bénéfice avec le total des intérêts payés pour cette dette. Cette combinaison pourrait être réalisée surtout par les sociétés prospères qui ont déjà une politique de dividende fixe, laquelle en réalité transforme les actions en obligations. Ces sociétés ayant une grande rentabilité peuvent contracter très facilement des dettes fictives envers leurs actionnaires et leur distribuer des intérêts très élevés diminuant la rentabilité de la société jusqu'à 0, ce qui fait une complète exonération des sociétés ayant la plus grande capacité contributive. Nous examinerons cette question très importante de l'imposition de la dette-obligations et des intérêts des sociétés dans le chapitre suivant.

La L. I. S. 1920 précisait la notion de bénéfices impossibles comme suit :

« Article 4. — Sont inclus dans les bénéfices impossibles établis d'après les bilans d'entreprise : les dividendes, les sommes mises en réserve, le reste des bénéfices reportés pour l'année suivante, l'amortissement au-dessus de 2 0/0 de l'évaluation du bâtiment massif amortissable, de 4 0/0 pour les autres bâtiments et de 6 0/0 pour les machines et valeurs mobilières, les revenus de biens mobiliers et immobiliers, ceux d'actions et d'obligations, qui ne sont pas exonérées d'impôt par les lois spéciales et la valeur du loyer des

locaux appartenant à la société. Les revenus d'actions provenant d'autres sociétés, qui sont imposées d'après la présente loi ne sont pas imposables. »

La L. I. S. 1922 n'apportait qu'une modification grammaticale d'un seul mot à l'article 4 sans en changer le sens. Il faut avouer que la rédaction de cet article **n'est** pas très heureuse parce que pour l'établissement des dividendes, réserves, etc..., on doit avoir déjà pris en considération les revenus des biens, meubles et immeubles, revenus d'actions, d'obligations, etc... Le législateur aurait mieux fait de dire que ces revenus ne sont pas soustraits aux bénéfices énumérés précédemment. Cependant, on voit assez nettement quelle a été la volonté du législateur.

La loi mentionne les revenus des biens, meubles et immeubles, d'actions, d'obligations, etc..., parce que ces revenus sont déjà imposés par des lois spéciales, à savoir: l'impôt foncier, l'impôt sur les bâtiments, le béglik, etc..., impôts payés aussi par les sociétés ayant des terres laboureables, des bâtiments, des chèvres et des moutons, etc., parce qu'elle ne voudrait pas laisser en doute la question de leur double imposition. On ne peut interpréter la loi que comme confirmant par cet article la **double imposition** en question. Tel est le sens de cette partie de l'article 4.

Le R. I. S. 1923 nous donne plusieurs articles précisant la notion du bénéfice imposable.

« ART. 8. — Aux bénéfices imposables indiqués dans le compte profits et pertes, ordinairement sous la forme de fonds de réserve, tantièmes pour les conseils d'administrations et pour la commission de contrôle, dividende, reliquat indivisible, bénéfices reportés pour l'année suivante et tous les autres genres de fonds : pour des impôts, pour des œuvres charitables, de civilisation, de construction et autres, on doit ajouter et considérer comme imposables les

sommes suivantes : amortissement prévu au-dessus de 2 0/0 pour les bâtiments massifs, 4 0/0 pour les autres bâtiments et 6 0/0 pour les machines et les autres meubles (machines agricoles, mobiliers, etc...) prévus soit dans les dépenses générales, soit sous forme de fonds. »

Cet article indique le procédé à adopter pour l'établissement des bénéfices imposables. On doit se rapporter avant tout à la comptabilité de la société, vérifier son compte de profits et pertes, embrasser tous les bénéfices réalisés, sans tenir compte de leur distribution et ajouter les sommes qui peuvent être dissimulées dans d'autres comptes mais qui présentent en réalité des bénéfices imposables.

L'article parle des fonds destinés au paiement des impôts comme des fonds imposables, mais il ne tranche pas la question de l'imposition des sommes employées pour l'acquittement des impôts. Nous savons que sur cette question existent des vues très différentes, comme dans la doctrine, ainsi que dans les diverses législations. On a souvent recommandé l'exonération des sommes employées pour l'acquittement d'impôts pendant la période de réalisation des bénéfices imposables pour deux raisons : 1° on considère le paiement d'impôt comme des dépenses inévitables pour la conservation des bénéfices réalisés; 2° on recommande l'exonération d'impôt de ces sommes pour diminuer des résultats de l'inégalité d'imposition.

Nous nous permettons d'être d'avis qu'on ne devrait pas exonérer d'impôts ces sommes parce que : d'une part, le paiement de l'impôt est une charge sociale, un abandon de revenus au profit des organes publics, et non pas une dépense de conservation et que, d'autre part, les inégalités et les iniquités du système fiscal doivent être réparées par la réorganisation de ce système et non pas

par les palliatifs. Si la charge fiscale est trop lourde, on n'a qu'à diminuer le nombre des impôts ou leur taux, mais on ne devrait pas exonérer d'impôts certains bénéfices ou revenus sans une juste raison.

L'article 9 du R. I. S. 1923 donne des précisions sur une autre partie de l'article 4 de la L. I. S. 1920.

« ART. 9. — Est ajouté aux bénéfices imposables la valeur des locaux appartenant aux sociétés, qui servent pour les besoins de ces dernières et desquels elles ne reçoivent pas de loyers, y inclus les entrepôts.

« Si une partie des locaux est occupée par les employés de la société, gratuitement, la valeur du loyer est établie sur cette partie aussi. »

« ART. 10. — La valeur du loyer est établie en tenant compte des loyers réels des magasins et des habitations ordinaires, donnés en locations. »

Cette disposition de la loi et du règlement peut être critiquée.

Il est certain que l'utilisation des bâtiments propres d'un contribuable augmentent sa capacité contributive dans la mesure de la valeur du loyer des bâtiments utilisés. Mais il ne faut pas confondre, au point de vue fiscal, deux genres d'immeubles occupés par le contribuable et dont il est le propriétaire.

Il ne faut pas confondre les maisons d'habitations avec les locaux nécessaires pour l'exercice d'une industrie. Il ne faut pas les confondre pour la simple raison que les dépenses faites par les personnes physiques pour la satisfaction de leurs besoins, y compris pour se loger, ne sont pas à déduire de leurs revenus imposables, comme ne sont pas à déduire de ces revenus les dépenses destinées à l'achat du pain qu'on mange. Si l'on faisait cette déduction, il ne resterait pas de bénéfice imposable. Tout au contraire, les dépenses faites pour la réalisation du

bénéfice net d'une industrie quelconque, y compris le loyer des locaux nécessaires à cette industrie, sont à déduire des bénéfices bruts pour obtenir le bénéfice net, comme on déduit toutes les autres dépenses nécessaires de l'industrie du contribuable.

Ces différentes manières de traiter, au point de vue fiscal, les dépenses faites d'une part pour le loyer des maisons d'habitation des contribuables et d'autre part pour le loyer des locaux de leur industrie, impose différentes manières de déterminer la capacité contributive, provenant d'un côté de l'utilisation de la part du contribuable des maisons d'habitation dont il est le propriétaire et d'un autre côté de l'utilisation des locaux d'industrie dont il est également le propriétaire.

Pour le premier cas, on doit ajouter aux revenus imposables du contribuable, la valeur du loyer fictif de la maison qu'il habite et dont il est le propriétaire, sans déduire du total du revenu ainsi obtenu les dépenses fictives qu'il doit faire pour ce même loyer de maison d'habitation, pour la simple raison qu'on ne déduit pas ces dépenses pour aucun contribuable. La plus grande capacité contributive des propriétaires habitant leur maison se traduira dans un accroissement des revenus imposables de ces propriétaires dans la mesure du loyer fictif en question, afin de pouvoir les imposer pour l'utilisation de leur maison, comme on impose les non-propriétaires sur les sommes utilisées pour louer des appartements.

Pour le second cas où un contribuable utilise des locaux d'industrie dont il est le propriétaire, si l'on ajoute aux bénéfices de son industrie la valeur du loyer fictif de ces locaux, on doit sans faute déduire du total des bénéfices ainsi obtenus les dépenses fictives qu'il doit faire pour ce même loyer de locaux d'industrie, pour la simple raison qu'on déduit cette catégorie de dépenses du total des

bénéfices de tous les contribuables, comme nous l'avons vu. Par conséquent, nous avons une simple manœuvre comptable dont le résultat doit en réalité être nul. Ce résultat doit être nul, comme sera nul le résultat dans l'exemple suivant : un contribuable (A) donne en location les locaux d'industrie dont il est le propriétaire à une autre personne (B) et avec la valeur du loyer reçu loue de sa part des *locaux semblables* appartenant à une troisième personne (C), pour y installer sa propre industrie. Le loyer reçu de la personne (B) augmente ses bénéfices imposables, mais le loyer payé à la personne (C) diminue d'autant les mêmes bénéfices (comme dépenses non imposables, qui présentent des dépenses nécessaires à l'industrie) et le résultat réel sera nul.

Mais on dirait alors : comment se traduit en réalité la plus grande capacité contributive d'un propriétaire utilisant pour son industrie ses propres locaux ? On voit que par le jeu de ses règles fiscales et comptables, on ne doit pas ajouter en réalité aux bénéfices imposables le loyer fictif des locaux d'industrie utilisés par le propriétaire comme on doit ajouter aux revenus imposables le loyer fictif de maisons d'habitation pour atteindre la plus grande capacité contributive des propriétaires. Comment alors, atteindra-t-on la plus grande capacité contributive des propriétaires de locaux d'industrie utilisés par eux-mêmes ? La réponse est simple. Cette catégorie de propriétaires n'ont pas à déduire en réalité de leurs bénéfices bruts des dépenses de loyers pour les locaux d'industrie, comme font les non-propriétaires et, par conséquent, les bénéfices nets imposables des propriétaires sont plus grands que les bénéfices nets des non-propriétaires dans la mesure du loyer des locaux que ceux-là n'ont pas déduit du bénéfice brut et que ceux-ci ont déduit du même bénéfice pour obtenir le bénéfice net imposable.

On voit de ce qui précède qu'on ne doit pas ajouter aux bénéfices nets la valeur du loyer des locaux d'industrie occupés par le contribuable et dont il est le propriétaire, parce que ce serait faire deux fois la même chose, vu la méthode dont on use pour déterminer les bénéfices nets. Ce serait contraire à la doctrine et à la législation fiscale.

Nous avons déjà souligné qu'il ne faut pas confondre les revenus des personnes physiques et les bénéfices des groupements de personnes physiques, les bénéfices des sociétés. Il ne faut pas non plus confondre les dépenses des personnes physiques et les dépenses des sociétés. Les sociétés n'ont pas de dépenses consommatives proprement dites. Elles ne consomment pas, elles ne sont pas des êtres vivants. Toutes les dépenses des sociétés, tant qu'elles sont reconnues comme dépenses, sont des dépenses nécessaires à l'entreprise, y compris les dépenses pour le loyer de leurs locaux. Les sociétés ne peuvent pas avoir des dépenses pour loyer de maisons d'habitation; elles n'ont rien à faire avec le premier cas que nous venons d'examiner. Même les dépenses faites pour loger gratuitement leurs employés sont des dépenses d'industrie, parce qu'elles diminuent d'autant les appointements des employés. Les logements gratuits sont des appointements en nature et ce sont des dépenses d'entreprises comme tous les autres appointements. Dans le cas où les logements donnés gratuitement aux employés appartiennent aux sociétés, ces appointements en nature ne sont pas déduits en réalité du bénéfice brut et augmentent par autant les bénéfices nets imposables.

La conclusion est que la règle de l'article 9 du R. I. S. 1923 et la disposition de la loi à laquelle elle se rapporte sont tout à fait iniques si on leur donne une interprétation d'après laquelle on doit ajouter aux bénéfices nets des

sociétés les loyers des locaux qu'elles utilisent et dont elles sont propriétaires; la conclusion est qu'on ne doit les interpréter que comme des simples règles de comptabilité, servant à mieux déterminer le bénéfice net, des règles qui doivent se traduire en un résultat réel nul.

Les articles suivants du R. I. S. 1923 soulèvent moins de questions et ne sont que l'interprétation courante des règles prévues dans l'article 4 de la loi.

« ART. 11. — Les revenus d'actions, d'obligations exonérés d'impôts par les lois spéciales sont à déduire du bénéfice imposable, à condition que leur existence soit prouvée par certificat légalisé, dans lequel sont indiqués avec précision les catégories de ces titres et les intérêts reçus. »

« ART. 12. — Le bénéfice, tiré d'actions de sociétés, pour lequel l'impôt est payé par une autre société imposable en vertu de cette loi, est à déduire du bénéfice total d'après le bilan, si la société présente un certificat non timbré prouvant que l'impôt du bénéfice en question est établi au nom de la société qui l'a réalisé. »

« ART. 13. — Si deux sociétés fondées l'une par l'autre formulent une réclamation dans le sens de l'article précédent, la déduction se fera sur les bénéfices de l'une d'entre elles. »

Les dispositions des deux derniers articles sont assez claires par elles-mêmes. Elles ont pour but d'éviter la double imposition des bénéfices provenant de l'activité d'une autre société où ces mêmes bénéfices ont été déjà frappés par l'impôt.

L'article 5 de la L. I. S. 1920 n'a pas subi de modification par la L. I. S. 1922. Un nouvel alinéa seulement a été ajouté à la remarque de cet article.

« Article 5. — De même que : les dépenses nécessaires et propres à la profession de la société, les dommages

et les pertes d'après les bilans, sont exemptés d'imposition les sommes suivantes : les réserves mathématiques et de sécurité des sociétés d'assurances, toutes les sommes données pour des œuvres de bienfaisance, pour des buts de civilisation, pour les fonds d'ouvriers, de pensions et autres, si elles cessent définitivement et sans aucune condition d'être des biens de la société et à partir du moment où les fonds ont le droit de réclamer ces sommes en justice comme leurs propres biens.

Les tantièmes des directeurs des sociétés, des conseils d'administration et des commissions de contrôle ne sont pas considérés comme des dépenses nécessaires et propres des sociétés.

Remarque. — Sont déduits jusqu'en 1925, les bénéfices que les sociétés tirent d'industries jouissant du privilège d'exemption de l'impôt des professions (L. I. S., 1922, § 4). Mais pour l'imposition du reste des bénéfices il faut appliquer le tableau respectif en prenant en considération le bénéfice exempté d'impôt pour trouver la rentabilité, et le pourcentage, d'après lequel l'entreprise doit être imposée. »

On voit que l'article 5 se sert d'une expression assez imprécise, à savoir : « dépenses nécessaires et propres à la profession de la société », qui sont exemptes d'impôt. Nous ne saurions examiner, dans les limites de notre étude, les questions que soulèvent cette expression, et, il faut l'avouer, il est bien difficile de trouver une définition à ce sujet, qui puisse servir dans la pratique.

Le R. I. S. 1923 a adopté à cet effet la méthode de l'énumération à titre d'exemple, assez « complète », mais certainement pas limitative.

« ART. 19. — Sont reconnues pour des dépenses nécessaires et propres des sociétés :

« 1^o Les appointements, les loyers, les dépenses pour

le chauffage, l'éclairage, l'énergie électrique, les huiles et les autres dépenses semblables des entreprises industrielles;

« 2° Les frais de premier établissement;

« 3° Les dépenses de bureaux pour : des livres, des plumes, de l'encre, des rubans à machine à écrire et en général tout ce qui est nécessaire pour les bureaux;

« 4° Les dépenses de poste, de télégraphe et de téléphone;

« 5° Les dépenses de nettoyage des locaux;

« 6° Les dépenses pour réclames, commissions, emballages, transports pour les marchandises fournies, et autres pareilles;

« 7° Dépenses pour l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire, pour la publication des bilans, comme pour l'abonnement au *Journal officiel*;

« 8° Les dépenses pour le paiement des abonnements et des taxes de postes, de téléphone et de boîtes à lettres;

« 9° Les cotisations pour la bourse de valeurs, et celles pour la Banque centrale coopérative, versées par les coopératives;

« 10° Les sommes dépensées pour le paiement des frais de justice, droits de timbre pour les traites, pour le virement des sommes et d'autres pareilles;

« 11° Les honoraires des avocats;

« 12° Les cadeaux de nouvel an donnés aux serviteurs, aux facteurs, aux garçons de bureaux, l'aumône aux mendiants, etc...;

« 13° Les impôts d'Etat payés, avec les centimes additionnels à savoir : impôt des sociétés, impôt des bâtiments, impôt foncier, licences pour la fabrication des tabacs, des spiritueux et autres, les droits de douane, d'importation ou d'exportation, les accises payées et autres impôts indirects; les impôts payés à la commune, au département

et à la Chambre de commerce en vertu des lois spéciales; pour ces derniers impôts, exclusion est faite pour les taxes communales, la contribution communale et autres (Nous avons eu l'occasion de désapprouver cette règle);

« 14° Les sommes payées aux Conseils d'administration et Commissions de contrôle pour leur participation aux séances de la société, mais en tenant compte de l'article 14 du présent règlement (voir p. 210);

« 15° Les dépenses faites pour la réparation des machines à écrire, des tables, des chaises, des armoires, des sonnettes électriques et d'autres petites réparations;

« 16° Les frais de déplacements, les frais de représentation du directeur et des autres employés de la société, dépensés pour les affaires de cette même société;

« 17° Les primes payées pour les assurances des bâtiments, des marchandises, des transports, contre les incendies, etc...;

« 18° Les sommes payées pour l'habillement des garçons et

« 19° Toutes les dépenses effectuées en vertu des lois qui touchent spécialement les sociétés et les obligent à faire de telles dépenses. »

On ne voit pas pourquoi on doit considérer comme des dépenses nécessaires et propres à la société toutes les dépenses effectuées en vertu des lois spéciales et relatives aux sociétés. Nous avons vu que la catégorie principale de ce genre de dépenses, à savoir les impôts, ne devrait pas être déduite des bénéfices imposables et on en pourrait dire autant pour d'autres catégories de ce genre de dépense.

L'article 19 du R. I. S. 1923 suscitait *contient beaucoup de dispositions inutiles* sans qu'il soit assez complet et précis. Il définit d'une manière positive les dépenses nécessaires à déduire des bénéfices bruts des sociétés en les

énumérant. L'article suivant définit les mêmes dépenses d'une manière négative.

« ART. 20. — Ne sont pas considérées comme des dépenses nécessaires et propres des sociétés, et par conséquent sont imposables, les sommes suivantes qu'on trouve ordinairement parmi les dépenses générales des sociétés :

« 1^o Les dépenses pour la réparation des locaux et des objets d'inventaires déjà achetés;

« 2^o Les dépenses pour des livres, des revues et des journaux;

« 3^o Toutes les taxes communales, taxes du service d'hygiène, de canalisation, d'octroi et autres, exception faite : des taxes pour les eaux et d'autres taxes similaires des sociétés auxquelles l'eau sert pour des buts de production, comme par exemple l'eau des brasseries, des tanneries et autres fabriques; de la contribution communale pour les entreprises industrielles, etc...;

« 4^o L'impôt payé pour le compte des employés, tel que l'impôt des professions, payé jusqu'à présent; l'impôt sur le revenu global; l'impôt pour les routes; l'impôt pour l'exonération de la prestation du travail obligatoire. »

Les trois dernières dispositions de cet article sont en pleine contradiction avec tous les principes économiques fiscaux et légaux et en contradiction les uns avec les autres. Leur incohérence est si évidente qu'elle peut se passer de tout commentaire.

L'article 15, qui définit les bénéfices imposables, également d'une manière négative, est bien plus raisonnablement rédigé.

« ART. 15. — Ne sont pas inclus dans les bénéfices imposables, d'après les bilans :

« 1^o Les réserves mathématiques et de sécurité des sociétés d'assurances;

« 2^o Les sommes dépensées pendant l'année pour des

œuvres de bienfaisance ou pour des buts de civilisation et d'utilité nationale;

« 3^e Les sommes réservées pour les fonds d'ouvriers, de pensions et autres, si elles cessent définitivement et sans aucune condition d'être des biens de la société, se trouvent à la disposition du fonds et sont considérées comme propriété de ce dernier, c'est-à-dire à condition que la société ne puisse pas disposer de ces sommes pour son compte. »

Cet article n'est qu'une périphrase de la seconde partie de l'alinéa 1 de l'article 5 de la L. I. S. 1920. Ses dispositions sont très claires, très justes, et se passent de toute explication. Il est vrai qu'en pratique seront rencontrées beaucoup de difficultés, à classer les dépenses dans les catégories prévues par les règles citées, mais ces difficultés sont inévitables et c'est à l'administration financière et à la justice administrative à lutter contre elles jusqu'à l'établissement d'une pratique constante et raisonnable.

« ART. 16. — Les sommes des bénéfices réservées sous la forme de « fonds pour des pertes éventuelles » sont incluses dans les bénéfices imposables, comme tous les fonds qui, quoique destinés à des œuvres de bienfaisance ou à des buts de civilisation et d'utilité nationale, ne sont pas en accord avec les dispositions de l'article 15 du présent règlement, c'est-à-dire ne sont pas dépensés, mais sont à la disposition de la société. »

L'article 16 du R. I. S. 1923 n'est qu'une explication de la dernière partie de l'article 5 de la loi.

« ART. 18. — Les sommes indiquées dans le bilan sous la forme de « créances douteuses » ne sont pas imposables parce qu'ordinairement ce sont des créances en litige, dont on attend le remboursement et seulement

après cela, elles peuvent paraître dans le bénéfice et être imposables. »

Cet article aussi n'est qu'une règle de comptabilité servant à l'établissement du bénéfice net.

L'alinéa 2 de l'article 5 de la L. I. S. 1920 règle la question de l'imposition des tantièmes. Il est vrai que les tantièmes peuvent être considérés d'un côté comme des compléments aux salaires et aux appointements et, d'un autre côté, comme une dissimulation de répartition de bénéfices. Si on les considère de la première manière, on doit les déduire du total des bénéfices bruts comme dépenses nécessaires pour obtenir le bénéfice net imposable. Mais si on les considère de la seconde manière, on doit les inclure dans le bénéfice net et les frapper par l'impôt. C'est presque toujours une question de faits. Les tantièmes exagérés distribués aux actionnaires dirigeant l'entreprise (directeur, membres du Conseil d'administration, etc...) sont très souvent des bénéfices dissimulés et non pas des paiements contre leur travail d'administration de l'entreprise.

Il faut avouer qu'en pratique on rencontre beaucoup de difficultés pour établir en général le caractère des tantièmes et surtout pour établir le taux à partir duquel ces tantièmes doivent être considérés comme des bénéfices distribués.

Mais ce ne sont pas seulement les tantièmes qui peuvent servir à une dissimulation. Les appointements mensuels ou annuels donnés aux actionnaires administrant l'entreprise peuvent aussi servir à la dissimulation de répartition de bénéfices au détriment des petits actionnaires et du fisc.

Le fisc a pensé se défendre contre ces abus par l'alinéa 2 de l'article 5 en imposant les tantièmes (et non pas les appointements) des directeurs et des membres des Con-

seils d'administration et des Comités de contrôle des sociétés.

Les articles 17 et 14 du R. I. S. 1923 donnent des précisions à ce sujet.

« ART. 17. — Les tantièmes reçus par les directeurs et par les membres du Conseil d'administration et du Comité de contrôle des sociétés sont inclus dans les bénéfices imposables établis d'après le bilan. »

« ART. 14. — Les gratifications données en tantièmes aux employés et ouvriers (sans les directeurs et les administrateurs de la société) ne sont pas incluses dans le bénéfice imposable, mais la société doit indiquer le montant de ces gratifications dans les certificats qu'elle doit délivrer à ses employés, en vertu de l'article 36 du règlement relatif à l'application de l'impôt sur le revenu global. Les tantièmes des directeurs et des administrateurs sont frappés par l'impôt sur le revenu global. »

Si le fisc a pensé se garder contre les abus en question par les règles des articles cités, quoiqu'on ait le droit de douter de leur efficacité, c'est encore une mauvaise solution de la question, parce que par cette manière d'agir, le fisc avoue formellement l'existence d'abus contre lesquels il se garde par des palliatifs, au lieu d'essayer d'écarter ces abus d'une manière radicale, pour pouvoir sauvegarder non seulement ses propres intérêts, mais aussi les intérêts des petits actionnaires souffrant également des mêmes abus.

Pour finir avec l'article 5 de la loi, il nous reste à examiner les dispositions de la remarque. Elle n'institue pas de nouveau privilège. L'exonération d'impôts d'industries protégées par la loi spéciale sur l'encouragement de l'industrie et du commerce bulgares est seulement confirmée par les dispositions de la remarque en question. La loi de l'encouragement, comme chaque loi exceptionnelle, est

applicable seulement dans un délai limité, à savoir : jusqu'au 31 décembre 1925 (si une nouvelle loi ne vient pas prolonger ce délai).

Le R. I. S. 1923 a consacré trois articles pour l'explication de la remarque annexée à l'article 5 de la loi.

« ART. 23. — Les bénéfices des entreprises jouissant de privilèges ne sont pas frappés par l'impôt jusqu'à l'année 1925 inclusivement. »

Cet article du R. I. S. 1923, assez clair de lui-même, a nécessité plusieurs circulaires émanant du ministère des Finances.

On voit que l'intention du législateur a été de laisser en vigueur tous les privilèges, consistant en exonération d'impôts, et existant jusqu'au vote de la loi. La circulaire n° 14.129 du 10 juillet 1923 a expliqué que les sociétés jouissant de privilèges fiscaux spéciaux ne sont pas soumises non seulement à l'impôt des sociétés, mais à tous autres impôts ou centimes additionnels basés sur le premier impôt. D'autre part, la même circulaire explique que les personnes physiques, chefs de famille, soumis à l'impôt global sur le revenu, sont frappés pour tous leurs revenus, y inclus les revenus provenant d'industries jouissant des privilèges fiscaux spéciaux, parce que ces privilèges ont été conférés en ce qui concerne l'impôt des professions, impôt qui se rapporte à l'entreprise même et à son activité, et non pas en ce qui concerne les impôts personnels, tels que l'impôt général sur le revenu.

Une autre question a été soulevée au sujet de l'application de la remarque. Si l'impôt des sociétés, établi sur les bénéfices nets réalisés, n'est pas applicable aux entreprises jouissant de privilèges, on s'est demandé s'il en sera de même de l'impôt prévu par l'article 2 de la loi, établi au taux de 2 0/00 sur le capital, c'est-à-dire si ces industries paieront l'impôt minimum?

Il est évident que cet impôt ne sera non plus applicable aux sociétés privilégiées. La circulaire n° 28.149 du 23 novembre 1923 explique que les bénéfices des sociétés tant qu'ils proviennent d'entreprises jouissant des privilèges d'exonérations d'impôts, ne peuvent être frappés même par l'impôt de 2 0/00 sur le capital, vu que l'article 2 de la loi n'institue pas un impôt indépendant et que ce n'est qu'un moyen d'établir le minimum de l'impôt des sociétés, duquel les entreprises en question sont exonérées par la remarque. La même circulaire explique encore que si les mêmes sociétés réalisent également des bénéfices provenant d'entreprises non exonérées d'impôts par des lois spéciales, elles sont imposables, dans la mesure de ces bénéfices, aussi minimes qu'ils soient. Dans ce cas, sont applicables les taux des tableaux et, s'il le faut, les 2 0/00 sur le capital.

La remarque en question, comme elle est rédigée, confirme non seulement les privilèges fiscaux donnés par la loi sur l'encouragement de l'industrie et du commerce bulgares, mais aussi tous les privilèges fiscaux donnés par les lois spéciales. La circulaire n° 2.587 du 5 février 1925 applique cette conclusion à l'article 7 de la loi des mines exonérant les entreprises de mines d'impôts. Cette circulaire est basée sur un arrêt de la Haute-Cour Administrative du 2 octobre 1924. La Cour a décidé que les industries de mines, vu la remarque de l'article 5 de la loi sur l'impôt des sociétés, continuent à profiter de l'exonération d'impôts qui leur a été donnée par l'article 7 de la loi des mines. Mais elle a décidé que la remarque en question confirme ces exonérations seulement jusqu'à la fin de 1925 et que si, après cette date, une nouvelle loi n'intervient pas, les privilèges fiscaux cesseront d'être en vigueur, en ce qui concerne l'impôt des sociétés. Après cette interprétation concernant les industries de mines,

le champ d'application du tableau III de la L. I. S. 1922 se trouve très restreint.

Les articles 21 et 22 du R. I. S. 1923 règlent le régime fiscal des bénéfices des sociétés tirés d'entreprises qui ne jouissent pas d'un privilège fiscal, lorsque ces mêmes sociétés réalisent également des bénéfices tirés d'entreprises exonérées d'impôts.

Nous avons vu que la dernière partie de la remarque annexée à la L. I. S. 1922 stipule que pour l'établissement de l'impôt de la première catégorie de bénéfices, on doit prendre en considération le total des bénéfices réalisés, y compris ceux de la deuxième catégorie, exonérés d'impôts. Les articles 21 et 22 du R. I. S. 1923 complètent cette dernière partie de la remarque.

« ART. 21. — Si une société exerce un commerce ou exploite une entreprise, hors de celle pour laquelle elle jouit de privilèges, cette société paie pour ce commerce ou cette entreprise l'impôt commun sur les sociétés. »

« ART. 22. — Pour établir la rentabilité dans le dernier cas, il faut prendre en considération le capital et les réserves placés dans l'entreprise qui ne jouit pas de privilèges ainsi que ceux placés dans celle qui jouit de ces privilèges et d'établir l'impôt d'après le tableau à un taux se rapportant à l'ensemble du bénéfice, mais seulement sur les bénéfices provenant de l'entreprise ou du commerce qui ne jouissent pas de privilèges.

« Exemple : La société B s'occupe de la Banque et en même temps d'une industrie de tannerie, pour laquelle elle jouit de privilèges fiscaux. Elle a réalisé un total de bénéfices de 1.000.000 de lévas, dont 400.000 lévas proviennent de l'industrie et le reste de 600.000 lévas provient de la Banque. Supposons une rentabilité du capital versé de 22 0/0. L'impôt sera calculé sur le bénéfice de

600.000 lévas, d'après le tableau I de la loi $\times 23$ 0/0 (1) = 138.000, et non pas à 19 0/0, qui correspondrait au bénéfice de 600.000 lévas. »

Tel est le régime des sociétés jouissant de privilèges fiscaux spéciaux, donnés en vue d'encourager certaines industries.

Quoique nous ayons décidé de suivre les articles de la loi relatifs à l'impôt des sociétés, nous ne pouvons le faire en ce qui concerne l'article 8 sans aller contre toute méthode. Cet article devrait précéder l'article 6 à partir duquel la loi contient des règles plutôt administratives et pénales.

L'article 8 de la même loi contient des règles fiscales matérielles concernant l'imposition des sociétés étrangères. Le R. I. S. 1923 tient compte de ce manque de système et traite les questions réglées par l'article 8 avant celles réglées par les articles 6 et 7. Nous ferons la même chose, nous examinerons l'article 8 avant de le faire pour les articles 6 et 7.

L'article 8 de la L. I. S. 1920, tel qu'il suit, n'a pas été modifié par la L. I. S. 1922 :

« Article 8. — L'impôt des succursales de sociétés étrangères, soumises à un contrôle public est établi sur les bénéfices imposables réalisés dans le pays. Le capital importé dans le pays et le cautionnement déposé pour leur existence, s'il y en a un tel, sont considérés comme capital de la succursale.

Si la société ne soumet pas au contrôle son bilan et ses livres de commerce, ou bien si ceux présentés par elle ne sont pas en concordance avec les résultats obtenus pendant l'année, ses impôts sont établis par la commission en tenant compte de signes

1. Correspondant aux bénéfices de 1.000.000 de lévas.

extérieurs et en la comparant avec d'autres sociétés étrangères ou indigènes similaires. »

Les règles de l'article 8 paraissent au premier abord assez claires, mais en pratique, elles soulèvent beaucoup de difficultés que nous ne saurions examiner dans la limite de notre étude. Nous nous contenterons de remarquer seulement que l'établissement des « bénéfices réalisés dans le pays » et des « capitaux importés » présente à lui seul des difficultés presque insurmontables.

Le R. I. S. 1923 s'est contenté de traiter la question de l'imposition des sociétés étrangères, qui ont leur siège hors de Bulgarie, d'une manière assez superficielle, en se bornant à paraphraser les dispositions de la loi.

« ART. 27. — L'impôt des sociétés étrangères dont les sièges se trouvent hors de la Bulgarie est établi conformément aux règles du présent règlement. »

« ART. 28. — Si ces sociétés ne font pas accompagner leurs déclarations pour l'impôt par le bilan et les autres documents relatifs à leurs affaires dans le royaume, quelles qu'en soient les causes, leur impôt est établi d'après les signes extérieurs et en comparaison avec d'autres sociétés similaires, au point de vue capital et affaires, tout en s'informant préalablement pour leurs bénéfices. »

« ART. 29. — Dans le cas où ces sociétés n'ont pas réalisé des bénéfices imposables d'après la loi, elles seront aussi frappées de 2 0/00 sur le capital importé dans le pays et le cautionnement déposé pour leur existence si elles en ont versé un tel. »

« ART. 30. — Le procès-verbal de la Commission première établissant l'impôt de pareilles sociétés doit être motivé. »

Cette dernière règle a pour but de diminuer l'arbitraire inévitable qui accompagne l'imposition de ces sociétés, vu l'impossibilité de connaître les éléments d'après les-

quels l'impôt est établi, du fait que leur siège se trouve hors des limites géographiques dans lesquelles les autorités fiscales bulgares peuvent exercer leurs pouvoirs.

Les articles suivants, comme nous l'avons dit, traitent des questions relatives à l'administration de l'impôt et aux pénalités applicables aux contrevenants.

« Article 6. — L'impôt est établi pour chaque année financière d'après les bilans pour l'année écoulée, il est perçu dans les termes et conformément aux règles prévues par la loi relative à la perception des impôts directs. »

Il y aurait un grand intérêt à examiner les dispositions de la loi relative à la perception des impôts directs, mais les limites de notre étude ne nous permettent pas de le faire. Nous examinerons cependant les règles principales de cette loi en citant le chapitre II du R. I. S. 1923 qui reproduit les dispositions de la loi relative à la perception des impôts directs en ce qui concerne l'impôt des sociétés. L'article 24 du R. I. S. interprète l'article 6 de la loi d'une manière assez obscure quoiqu'en le lisant attentivement, on puisse se rendre compte de l'idée qu'ont eue ses auteurs.

« ART. 24. — La disposition de l'article 6 de la loi : « L'impôt est établi pour chaque année financière d'après les bilans pour l'année écoulée » est comprise dans le sens que l'impôt est établi pour la même année à laquelle le bilan se rapporte, parce que ce dernier se fait et se présente après l'écoulement de l'année à laquelle il a trait. »

L'article 7 de la L. I. S. 1920 n'a été modifié par la L. I. S. 1922, que dans son alinéa II en changeant l'expression « au plus tard jusqu'au 1^{er} août » par l'expression « au plus tard jusqu'au 1^{er} mai ». Nous donnons l'article 7 avec la modification de la L. I. S. 1922.

« Art. 7. — Chaque année, dix jours au plus tard

après l'approbation du bilan annuel, par l'Assemblée générale de la société pour l'année précédente, l'administration de la société est tenue de présenter au Chef des Finances de la localité, une déclaration accompagnée d'un exemplaire du bilan, d'un exemplaire du rapport du Conseil d'Administration et du Comité de contrôle, sans quoi la société est passible d'une amende égale à l'impôt, et indépendamment de cela, le directeur ou l'administrateur ou son suppléant sont frappés personnellement d'une amende de 50 à 1.000 lévas.

La société doit clôturer ses comptes au plus tard jusqu'au 1^{er} mai exceptés les cas de force majeure, mais dans ces derniers cas, l'impôt perçu est équivalent à celui de l'année précédente et ensuite il est complété s'il y a lieu. »

Les articles 25 et 26 du R. I. S. 1923 sont relatifs au second alinéa de l'article cité de la loi.

« ART. 25. — Les sociétés sont obligées de clôturer leur bilan annuel au plus tard le 1^{er} mai de l'année suivante. »

« ART. 26. — En cas de force majeure, l'impôt perçu est équivalent à celui de l'année précédente, et après son établissement, il est complété par des augmentations ou par des diminutions. »

L'alinéa 1^{er} de l'article 7 de la loi soulève la question formelle relative à l'établissement et à la perception de l'impôt des sociétés, c'est-à-dire la question de l'administration et des formalités concernant l'établissement et la perception de l'impôt sur les sociétés.

Le chapitre II du R. I. S. 1923 intitulé « Etablissement et perception de l'impôt » est suffisant à lui seul pour nous donner une idée de toutes ses règles.

CHAPITRE II. — *Etablissement et perception de l'impôt*

« ART. 31. — Chaque année, dix jours au plus tard après l'approbation du bilan annuel par l'Assemblée générale de la société, pour l'année écoulée, l'administration de la société présente au chef des Finances de la localité une déclaration, accompagnée : d'un exemplaire du bilan, des rapports du Conseil d'administration et du Comité de contrôle et d'extraits du compte « dépenses générales ». La non présentation du dernier extrait simultanément avec le bilan et les rapports n'est pas suivi par l'application de la pénalité de l'article 7 de la loi, s'il est présenté dans un délai d'un mois à partir du jour de l'assemblée générale. »

On voit que la société présente sa déclaration au chef des Finances de la localité. En Bulgarie, l'Administration financière des départements a un chef des Finances de départements et celle des arrondissements, un chef des Finances d'arrondissement. C'est à ces fonctionnaires que les sociétés déposent leurs déclarations pour l'impôt des sociétés.

« ART. 32. — Contre les documents ainsi déposés, on délivre à la société un reçu signé et daté. »

« ART. 33. — Le chef des Finances ou la personne chargée par lui étudie attentivement le bilan et le rapport du Conseil d'administration : en prenant une note claire et expressive, sur un papier à part, pour les sommes imposables du bilan et pour celles des dépenses générales dont l'imposition est ordonnée par la loi et en constatant par note spéciale si les documents sont présentés dans le délai prévu par l'article 7 de la loi. »

Cette étude se fait ordinairement par les agents des Finances (subordonnés en Bulgarie aux chefs des Finances) qui s'occupent ordinairement de l'établissement des impôts directs et non pas de leur perception.

« ART. 34. — Après l'étude du bilan, le chef des Finances convoque aussitôt la Commission première, laquelle établit l'impôt. »

« ART. 35. — L'impôt des sociétés est établi par une Commission première composée :

1^o Dans les centres départementaux : d'un des suppléants du chef des Finances du département, pour président, et pour membres : du suppléant du chef des Finances, ou un agent des Finances, du maire de la commune, ou son adjoint, et d'un représentant des sociétés, élu par ces dernières sur leur initiative au commencement de chaque année et reconnu par le chef des Finances ;

2^o Dans les centres d'arrondissement : du chef des Finances d'arrondissement, pour président, et pour membres : d'un de ses suppléants ou agent des Finances, du maire de la commune ou son représentant et de la personne élue par les sociétés. »

« ART. 36. — L'impôt établi par la Commission première est annoncé contre reçu à la société, qui, si elle est mécontente, peut en appeler à la Commission de contrôle dans un délai de quatorze jours à partir du jour de l'annonce. »

« ART. 37. — Les membres de la Commission première ont le droit d'émettre des avis spéciaux, relatifs à l'établissement injuste ou trop bas de l'impôt, et dans un cas pareil, l'établissement en est référé à la révision de la Commission de contrôle. »

« ART. 38. — La Commission prend des décisions par la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président est décisive. »

« ART. 39. — La Commission première a le droit, en cas de nécessité, de convoquer les directeurs ou les administrateurs des sociétés ou leurs représentants pour leur demander des explications au sujet du bilan. »

« ART. 40. — La Commission de contrôle est composée : du chef des Finances du département, dans les centres départementaux et, pour Sofia, du chef des Finances de la ville, comme président, et comme membres : l'avocat de l'Etat, un conseiller général et un représentant des sociétés, désigné par la Chambre de commerce ou l'organisation des sociétés, si une telle existe. »

« ART. 41. — Le chef des Finances du département désigne comme secrétaire de la Commission un de ses suppléants ou un agent des Finances.

« Le secrétaire n'a qu'une voix consultative. »

« ART. 42. — La Commission de contrôle a le droit et le devoir :

« 1^o De vérifier si l'impôt est établi régulièrement et en conformité avec la loi;

« 2^o De corriger les fautes de fait, commises par la Commission première;

« 3^o De diminuer l'impôt si elle trouve la réclamation de la société bien fondée, et

« 4^o D'exiger, d'une autre composition de la Commission première, un nouvel établissement de l'impôt pour les sociétés, pour lesquelles elle a trouvé que l'impôt n'est pas régulièrement établi. »

« ART. 43. — Si la correction dont parle le numéro 2 de l'article précédent est suivie d'une augmentation de l'impôt, la société est avisée pour cela et elle peut former un recours contre la décision de la Commission par devant la Haute Cour Administrative, dans un délai d'un mois à partir du jour de l'avis. »

« ART. 44. — Dans le cas où la Commission première ne se soumet pas à la décision de la Commission de contrôle, relative à l'augmentation de l'impôt d'une société quelconque, cette dernière Commission prend une décision définitive qui doit être communiquée à la société. »

« ART. 45. — Les membres de la Commission de contrôle ont les mêmes droits que ceux donnés par l'article 37 du présent règlement aux membres de la Commission première. Dans le cas où un des membres de la Commission de contrôle émet une opinion spéciale dans le sens de l'augmentation de l'impôt, le chef des Finances est tenu de former un recours devant la Haute Cour Administrative, dans un mois, par requête signée de l'avocat de l'Etat.

« L'opinion spéciale ne peut provoquer un recours que dans le cas où elle est motivée. »

« ART. 46. — Les décisions de la Commission de contrôle sont portées dans un procès-verbal motivé, dont une copie, accompagnée des documents, est envoyée au chef des Finances aux fins d'exécution. »

« ART. 47. — Le chef des Finances communique, par avis spécial contre signature, les décisions de la Commission de contrôle. »

« ART. 48. — Les décisions de la Commission de contrôle peuvent être attaquées par devant la Haute Cour Administrative dans un mois à partir de leur communication. »

« ART. 49. — L'impôt des sociétés établi est perceptible après la confirmation par la Commission de contrôle et il est aussitôt déféré au percepteur pour être perçu. »

« ART. 50. — L'impôt établi et déféré au percepteur est perçu dans les délais prévus dans l'article 16 de la loi relative à la perception des impôts directs. »

L'article 16 en question règle les délais dans lesquels on doit payer les impôts directs bénévolement.

Un tiers (1/3) de l'impôt doit être payé jusqu'au 25 juillet, un second tiers jusqu'au 25 octobre et le total de l'impôt jusqu'au 25 février. (L'année financière en Bulgarie commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars.)

Après ces délais, l'impôt est retardé et doit être perçu par la procédure exécutive avec une amende sur la partie retardée de 10 0/0, si le total des impôts directs annuels est au-dessous de 1.000 lévas, et de 20 0/0 si le total dépasse ce chiffre.

Nous allons examiner les dispositions pénales de l'article 7 de la L. I. S. 1920 en examinant l'article 9 de la même loi, comme il a été modifié par la L. I. S. 1922, lequel contient également des dispositions pénales. Ce dernier article est ainsi conçu :

« Art. 9. — La tenue régulière des livres de commerce par les sociétés et par toutes les personnes obligées d'en tenir, en vertu (du Code de commerce) (1), de la loi sur les associations coopératives, de la loi relative aux livres de commerce (2) et d'autres lois, est contrôlée deux fois au plus dans l'année par un inspecteur des finances, par un agent des finances ou par un autre fonctionnaire, désigné spécialement pour cela par le Ministre des Finances.

Pour le contrôle effectué, le fonctionnaire porte une note signée et cachetée sur le livre même, en indiquant à la fin, la page et la date auxquelles elle a été faite. Celui qui n'a pas commencé la tenue des livres de commerce obligatoirement prescrits par la loi dans un délai de trente jours est mis à une amende de 50 à 1.000 lévas, fondée sur l'acte de contravention dressé ; si deux mois au plus tard, la tenue des livres en question n'est pas commencée, l'amende est de 100 à 2.000 lévas et pour les sociétés, de 1.000 à 5.000 lévas. »

On ne peut lire cet article sans remarquer qu'il se rapporte non seulement aux sociétés, mais à toutes les

1. Supprimé par le § 6 de la L. I. S. 1922.

2. Ajouté par le § 6 de la L. I. S. 1922.

personnes en général, obligées de tenir des livres de commerce.

La pratique d'introduire dans une loi des règles de droit touchant des questions autres que l'objet de cette loi n'est pas recommandable. L'article 9 devait ou bien se borner à la tenue des livres par les sociétés ou bien trouver sa place dans une loi comme le Code de commerce ou la loi spéciale relative aux livres de commerce.

Cet article 9 contient des dispositions pénales comme l'article 7, et le chapitre III du R. I. S. 1923 est consacré tout entier à ces règles pénales.

Nous nous bornerons à citer simplement le chapitre en question du R. I. S. 1923.

CHAPITRE III. — *Contraventions et pénalités*

« ART. 51. — La société qui n'a pas déposé dans le délai de dix jours prévu par l'article 7 de la loi, sa déclaration accompagnée du bilan et des rapports du Conseil d'administration et du Comité de contrôle, paye une amende égale à l'impôt qu'elle doit acquitter.

« Le délai de dix jours commence à compter du jour où l'assemblée générale a eu lieu. »

« ART. 52. — Indépendamment de la susdite amende, le directeur ou l'administrateur de la société ou le président de la coopérative est atteint par une amende de 50 à 1.000 lévas. »

« ART. 53. — La non-déposition de la déclaration est constatée par acte du chef des Finances signée de deux témoins et du contrevenant.

« Le refus de signer l'acte est constaté par les signatures de deux témoins. »

« ART. 54. — Les présidents des coopératives sont également frappés par l'amende de 50 à 1.000 lévas, quoique

les sociétés présidées par eux ne soient pas soumises à l'impôt en vertu de la remarque annexée au tableau V de la loi. »

« ART. 55. — En vertu des actes dressés, le chef des Finances, après l'étude des explications données, prend des arrêts qui sont transmis aux contrevenants contre reçu. »

« ART. 56. — Les arrêts frappant les sociétés par une amende égale à l'impôt établi sont pris après que la Commission de contrôle a confirmé l'imposition. »

« ART. 57. — Les arrêts du chef des Finances pris en vertu de l'article 7 de la loi sont attaquables par devant le ministre des Finances dans un délai de quatorze jours à dater du jour de leur communication. »

« ART. 58. — Les mêmes sont inscrits dans des registres et portent le numéro d'ordre de ces derniers. Des registres spéciaux sont tenus pour les amendes des sociétés, des directeurs ou de leurs présidents. »

« ART. 59. — Le ministre, après l'examen des réclamations reçues, prend des décisions relatives aux arrêts attaqués pour les confirmer, les réformer ou les annuler selon les données et les informations dont on dispose. »

« ART. 60. — Les arrêts pris par le ministre des Finances ou par l'organe public chargé par lui sont envoyés au chef des Finances qui les communique en copie aux intéressés contre reçu. »

« ART. 61. — Les arrêts du ministre des Finances sont attaquables par voie de cassation par devant le tribunal de département dans le délai d'un mois à partir de leur communication. »

« ART. 62. — Les arrêts pris au sujet des contraventions prévues par l'article 7 de la loi entrent en vigueur et l'amende est perçue après l'arrêt du tribunal de département. »

Tous ces articles du R. I. S. 1923 sont relatifs aux pénalités prévues par l'article 7. Pour les pénalités de l'article 9 relatif à la tenue des livres, le R. I. S. a un seul article :

« ART. 63. — Les pénalités contre ceux qui ne tiennent pas régulièrement des livres de commerce (art. 9 de la loi sur l'impôt des sociétés) seront constatées et seront imposées conformément à la loi modifiant et complétant la loi pour les livres de commerce (n° 270, 2 mars 1922 du *Journal officiel*). »

Nous ne trouvons pas que la dernière loi présente un intérêt spécial en ce qui concerne l'imposition des sociétés et nous nous abstenons de tout commentaire.

La L. I. S. 1920 avait un dernier article 10 ainsi conçu :

« ART. 10. — L'impôt des sociétés et les amendes contre les contrevenants de la présente loi sont établis et attaqués par les personnes et dans l'ordre prévu dans la loi sur l'impôt des professions, laquelle est abrogée tant qu'elle est en contradiction (1). »

« L'impôt des sociétés sera perçu du commencement de l'année financière 1920-1921. Il remplace pour elles l'impôt des professions et l'impôt sur le revenu global auxquels elles cessent d'être soumises, mais ce nouvel impôt est acquitté avec tous les impôts additionnels de pourcentage, sans que, toutefois, leur total puisse en aucun cas dépasser le montant de l'impôt même. S'ils le dépassent, l'impôt additionnel pour les communes est diminué jusqu'à ce que le total en question devienne égal à l'impôt. »

Cet article 10 a été profondément modifié par la L. I. S. 1922 qui en a abrogé l'alinéa 1. Le nouvel article 10 est ainsi conçu :

« Art. 10. — L'impôt des sociétés sera perçu du

1. Avec la présente loi, sous entendu.

commencement de l'année financière 1920-1921 ; il remplace pour elles l'impôt sur le revenu global et les autres impôts directs complémentaires auxquels elles ne sont pas soumises. Pourtant à partir de 1922-1923, elles sont soumises à l'impôt communal des professions qui ne peut pas dépasser le montant de l'impôt établi pour la société en vertu de cette loi. Si il le dépasse, il est diminué jusqu'à ce qu'il devienne égal à l'impôt des sociétés. »

Le R. I. S. 1923 dans ses quatre derniers articles se rapporte à l'article 10 de la L. I. S. 1922. Ces articles 64-67 sont ainsi conçus :

« ART. 64. — L'impôt des sociétés sera perçu à partir du commencement de l'année financière 1920-1921. (La réalité est que même en 1925 une grande quantité de sociétés n'a pas payé d'impôt.)

« ART. 65. — A partir de l'année financière 1922-1923, les sociétés seront soumises à l'impôt des professions au profit des communes, des départements et de la Chambre de commerce, conformément à la loi publiée dans le n° 53 du 10 juin 1922 du *Journal officiel*, modifiant et complétant : la loi relative aux conseillers généraux, la loi relative aux communes urbaines et rurales et celle relative aux Chambres de commerce. »

« ART. 66. — Les modifications et les additions à la loi sont en vigueur en ce qui concerne l'établissement de l'impôt des sociétés à partir de l'année financière 1920-1921, exception faite des tableaux de la même loi d'après lesquels l'impôt sera établi à partir de l'année financière 1922-1923 sur les bilans des sociétés, pour l'année 1922. »

« ART. 67. — Toutes les instructions données relativement à l'application de la loi qui sont en contradiction avec les dispositions du présent règlement sont abrogées. »

C'est le dernier article du R. I. S. 1923.

La L. I. S. 1922 avait un nouvel article 11 additionné aux dix articles de la L. I. S. 1920.

Ce dernier article de la L. I. S. 1922 est ainsi conçu :

« Article 11. — Les modifications et les additions faites par la présente loi sont en vigueur pour l'établissement de l'impôt des sociétés à partir de l'année financière 1922-1923. »

Telles sont les dispositions légales relatives à l'impôt des sociétés et les instructions données pour leur application par les autorités financières en Bulgarie.

Nombre de questions sont tranchées sans un examen préalable assez approfondi et on peut dire même avec insouciance.

Mais toutes les objections de détail qu'on pourrait faire au sujet de cet impôt s'effacent devant les objections principales suivantes :

Les taux de l'impôt avec les 100 0/0 de centimes additionnels sont si élevés qu'ils ont un caractère presque prohibitif pour la forme de sociétés par actions en général ainsi que pour les coopératives et surtout pour les sociétés s'occupant de banque, de commerce et d'assurances.

Ces taux élevés ont eu pour conséquence : d'une part la diminution de création de sociétés par actions comparativement aux années précédant l'introduction de cet impôt et d'autre part une évasion fiscale, réalisée par toutes espèces d'ingéniosités que le contribuable surimposé est en situation de trouver.

Les grandes sociétés par actions qui doivent payer des impôts incroyables ont cherché à diminuer la productivité formelle des bénéfices par rapport au capital.

Pour cacher la productivité réelle, on peut recourir à deux procédés ; à savoir : augmenter fictivement le capital de la société ou diminuer le montant des bénéfices. On

réalise cette diminution fictive de la productivité très facilement.

Par exemple plusieurs grandes sociétés ont fondé des entreprises fictives ou bien ont simplement fait plusieurs entreprises d'une seule pour pouvoir répartir les bénéfices réalisés à plusieurs sociétés imposées chacune à part, montrant chacune une partie du total des bénéfices et par conséquent frappées par des taux moins élevés de la progression des tableaux annexés à l'article 1^{er} de la loi.

Un autre exemple est donné par les entreprises qui ont commencé à distribuer des actions gratuites à leurs anciens actionnaires afin de pouvoir montrer dans leur bilan un capital assez grand pour que le pourcentage des bénéfices ainsi diminué permette à ces sociétés d'être imposées par les taux les moins élevés des progressions.

Un troisième exemple nous est donné par les sociétés qui ont fixé des appointements énormes à leurs actionnaires administrant la société tout en trouvant un emploi souvent fictif pour chacun des grands actionnaires. Les bénéfices passent ainsi comme des dépenses nécessaires et l'impôt ne peut pas les atteindre, parce que la loi considère comme des bénéfices imposables seulement les tantièmes et non pas les appointements fixes.

Un autre défaut important de la L. I. S. 1922 est que les taux de l'impôt sont établis non seulement d'après la productivité des bénéfices par rapport au capital, mais aussi d'après le montant absolu du bénéfice réalisé. Nous pensons que l'indice de la productivité établie par le rapport entre le capital effectif (capital versé, réserves, etc...) et le bénéfice net réalisé est largement suffisant pour la pratique fiscale, surtout en Bulgarie, et on peut se passer de toute autre complication d'un impôt qui présente déjà de lui-même assez de difficultés.

Un troisième défaut principal est que la loi ne s'oc-

cupe pas du tout de la question de l'imposition des revenus que les obligataires tirent de l'activité d'une société.

Il serait très long de reprendre tous les arguments donnés en faveur de cette imposition par M. Seligman, exposés dans les chapitres remarquables relatifs à l'imposition des sociétés de la première partie de ses essais sur l'impôt (1), et surtout, il serait très long, si l'on voudrait en ajouter de nouveaux, qu'on peut trouver facilement dans la pratique financière de tous les pays, qui ont adopté l'imposition des bénéfices des sociétés.

1. Edwin R. A. Seligman, *Essays in taxation*, Macmillan London, 1921.

CHAPITRE V

EXAMEN ÉCONOMIQUE ET FISCAL

I. — RÉSULTATS PRATIQUES

Pour pouvoir donner des conclusions basées sur l'expérience bulgare, législative et fiscale, il serait nécessaire de disposer de données statistiques assez complètes. Malheureusement, tel n'est pas le cas avec l'impôt des sociétés récemment créé en Bulgarie.

C'est un impôt qui est remarquable par les arriérés constatés jusqu'à présent. Il existe un grand nombre de sociétés, qui non seulement n'ont pas acquitté l'impôt, mais pour lesquelles des établissements d'impôts n'ont pas encore été faits par l'administration fiscale.

Nombre de circulaires du ministère des Finances ont été faites en vue de régler les arriérés énormes de l'impôt des sociétés. En Bulgarie, les impôts non perçus jusqu'à la fin de l'exercice financier font ensemble un paragraphe du budget des recettes intitulé « Impôts arriérés ». Comme les arriérés de l'impôt des sociétés ont été très considérables, on a trouvé nécessaire de faire pour eux une comptabilité publique spéciale, sans les confondre avec le total des arriérés des autres impôts. Cette situation compliqua encore le travail des percepteurs en Bulgarie et fut une cause de plus pour augmenter l'arriéré des impôts.

Il est vrai qu'à cause des changements perpétuels du système fiscal bulgare, faits par le gouvernement agrarien de M. Stambolisky, changements auxquels manquait tout

système et tous principes, l'administration financière a été désorientée à tel point que les chefs des Finances, les agents financiers et les percepteurs ne savaient plus par où commencer leur travail.

La circulaire n° 3.061 de 1923 est l'illustration la plus caractéristique de la situation désorientée de l'administration financière. On voit de cette circulaire qu'une grande partie des organes chargés de la tâche délicate et difficile d'établir les bénéfices imposables et les capitaux effectifs des sociétés, d'établir le taux de l'impôt, etc..., n'est pas du tout préparée; on voit aussi que les rôles relatifs à l'impôt ne sont pas établis, et qu'on ne sait même pas le nombre des sociétés soumises à l'impôt dans chaque localité.

Si l'on ajoute à cette situation l'évasion fiscale, dont nous avons déjà parlé, on se rendra compte de l'état dans lequel se trouve l'impôt des sociétés si souvent remanié par un gouvernement, qui voulait laisser toute la charge fiscale sur les « classes non-productives des villes », on se rendra compte que les statistiques ne peuvent pas nous donner grand'chose et qu'en général, elles ne peuvent pas être faites.

Pour l'exercice 1920-1921, nous avons vu déjà que l'impôt des sociétés n'était que le complément de l'impôt sur les professions et que seulement à partir du 1^{er} avril 1922, l'impôt des professions étant abrogé, l'impôt des sociétés prend le caractère d'impôt spécial et indépendant.

A cause de cela, pour les exercices 1920-1921 et 1921-1922, les recettes de l'impôt des sociétés sont indiquées dans les statistiques ensemble avec les recettes de l'impôt sur les professions et il n'y a pas moyen de savoir le produit de l'impôt des sociétés. C'est seulement à partir de l'exercice 1922-1923 que les statistiques officielles nous

donnent des chiffres relatifs aux recettes de l'impôt des sociétés.

Pour ne donner qu'une idée des taux insignifiants des recettes de l'impôt sur les sociétés, nous citerons les paragraphes suivants du budget des recettes relatifs à l'exercice 1922-1923 (du 1^{er} avril au 30 juin), 1923-1924 (du 1^{er} avril au 31 janvier) et les prévisions pour l'exercice 1924-1925.

N°	Catégorie des recettes	En milliers de lévas		
		1922-1923	1923-1924	prév. 1924-25
1	Impôt des sociétés	7.628	2.982	60.000
2	Impôt sur le revenu global	204.157	58.434	235 000
3	Total des impôts directs	331.158	146.152	830.000
4	Total des impôts	2.535.790	2.091.069	3.547.000
5	Total des recettes budgt.	4.421.976	4.095.535	6.604.250

Ces chiffres sont assez explicites d'eux-mêmes. Toutefois, pour mieux faire ressortir l'importance insignifiante de l'impôt des sociétés, nous donnerons des chiffres relatifs indiquant le rapport des recettes de l'impôt des sociétés envers les différents articles des recettes suscités.

N°	Par rapport à :	Chiffres relatifs des recettes de l'impôt des sociétés en 0 0		
		1922-23	1923-24	1924-25
1	L'impôt sur le revenu global	3.72	5.10	25.50
2	Le total des impôts directs	2.30	2.40	7.23
3	Le total des impôts	0.31	0.14	1.69
4	Le total des recettes budgétaires	0.17	0.07	0.91

On ne peut pas ne pas reconnaître l'existence d'une certaine amélioration du rendement de l'impôt des sociétés. D'un autre côté, on ne peut pas ne pas avouer que le rendement de 5 0/0 par rapport à l'impôt sur le revenu global (1923-1924) est très insignifiant, et que les taux exagérés de l'impôt devraient donner un rendement beaucoup plus grand si l'impôt était bien appliqué et s'il ne provoquait pas l'évasion fiscale.

On voit que les chiffres dont nous disposons ne nous permettent pas de faire une étude économique et fiscale sur les conséquences de l'introduction du nouvel impôt des sociétés en Bulgarie et nous sommes obligés de faire des conclusions d'ordre général sans pouvoir trop les appuyer par l'expérience financière bulgare.

II. — FONDEMENT ÉCONOMIQUE

Il n'y a pas dans la doctrine financière beaucoup de questions aussi controversées que la question des fondements économiques de l'imposition spéciale des sociétés. On sait que dans presque tous les pays, les sociétés en général et surtout celles soumises à un contrôle public, sont l'objet d'une imposition spéciale qui vient très souvent s'ajouter à l'imposition des revenus que les personnes physiques tirent de l'activité de ces mêmes sociétés.

Nous avons vu dans l'introduction que les sociétés, en tant que méthode mutualiste de coordination d'activité économique, n'ont pas une existence indépendante de leurs membres et que, économiquement, les sociétés, à strictement parler, ne peuvent pas être imposées. Ce sont toujours les personnes physiques qui supportent en dernière analyse l'impôt payé par les sociétés, parce que les bénéfices des sociétés ne sont que le total des revenus à distribuer entre les co-associés. Cette situation rend difficile

l'explication d'une imposition spéciale des sociétés qui vient s'ajouter à l'imposition des revenus que les personnes physiques tirent de l'activité des mêmes sociétés. On a imaginé beaucoup de doctrines, on a longuement discuté des arguments justifiant une telle imposition, comme les arguments contre elle.

Quoique notre but ne soit que d'exposer simplement la législation bulgare relative à l'imposition des sociétés, nous ne pouvons pas ne pas nous arrêter un peu sur les principes généraux qui nous permettront de porter un jugement sur les qualités économiques et financières de cette législation.

On peut indiquer quatre catégories de motifs qui ont amené l'imposition spéciale des sociétés en Bulgarie. à savoir :

- 1° Hostilité contre les sociétés;
- 2° Imposition des « revenus des personnes morales »;
- 3° La capacité contributive spéciale des sociétés;
- 4° Raisons de technique fiscale.

La première catégorie de motifs est caractérisée par une hostilité contre la forme sociétaire de l'entreprise et spécialement contre les sociétés par actions.

Surtout depuis la fin de la grande guerre, une grande partie des démagogues des différents partis se sont occupés à présenter les sociétés par actions comme des instruments de la plus basse exploitation et même comme un des facteurs responsables de la catastrophe nationale.

Il est évident qu'on ne peut pas sérieusement soutenir des accusations pareilles, mais on ne peut pas non plus ne pas tenir compte de l'état d'esprit des masses populaires, créé par ces idées.

Si l'on trouvait vraiment que les sociétés par actions sont une forme économique nuisible pour les intérêts de la population et de l'économie nationale en général, ce

n'est pas par des taux élevés d'impôt qu'on devrait lutter contre elles. Si l'on considère que ces sociétés sont un malheur pour le pays, on n'a qu'à voter une loi avec un article unique proscrivant toute société par actions en Bulgarie.

Mais heureusement, telle n'est pas la réalité.

Toutes les sociétés en général et spécialement les sociétés par actions représentent un progrès dans le domaine de l'activité économique humaine et ce serait ne pas les connaître, que de nier les avantages qu'elles apportent à l'économie nationale.

Nous n'avons pas la place d'examiner minutieusement les bons côtés de cette forme d'activité économique, surtout pour un pays renaissant, comme la Bulgarie, et nous nous contenterons de quelques énumérations.

1^o Les sociétés en général et les sociétés par actions spécialement peuvent grouper de grands capitaux, supporter de grands risques et développer une activité économique se traduisant en des résultats, qu'on ne pourrait pas atteindre sans elles. Il est inutile d'exposer les avantages de la grande entreprise dans le domaine de la production. Ce sont ordinairement les sociétés par actions qui peuvent en bénéficier au profit de toute l'économie nationale.

2^o La concentration des capitaux dans les sociétés n'est pas suivie par la concentration de la propriété. Tout au contraire, elle représente un moyen qui peut servir à la démocratisation de la grande entreprise. Concentrer des capitaux, ce qui est nécessaire au point de vue économique, décentrer la propriété, ce qui est nécessaire au point de vue social, voilà de bons côtés des sociétés, qui à eux seuls suffisent pour les défendre contre toute attaque. Mais ce n'est pas tout.

3^o Les sociétés et surtout celles par actions permettent

la séparation de l'entrepreneur du propriétaire et par conséquent permettent l'utilisation des talents et des capacités individuels.

4^o Les sociétés permettent un plus grand contrôle public, et par conséquent permettent à la collectivité sociale de se défendre contre les abus des grands capitaux.

5^o Ce sont ordinairement les sociétés qui donnent l'exemple d'une politique sociale moderne en ce qui concerne les conditions du travail, les salaires des ouvriers, etc...

On pourrait prolonger beaucoup cette liste, mais ce qui vient d'être dit est suffisant pour montrer que les sociétés en général et spécialement les sociétés par actions, non seulement ne sont pas dangereuses, mais représentent un élément nécessaire pour le progrès économique et social de chaque pays.

Il faut reconnaître qu'on a abusé et qu'on abuse de cette forme d'activité économique en la dirigeant vers des buts contraires aux principes de la politique économique et sociale. Cela ne veut pas dire que la forme même en est vicieuse.

Il n'est pas une chose au monde avec laquelle on ne puisse abuser et on ne peut pas tenir responsable la chose même pour les abus qu'on fait avec elle. On doit essayer de rendre impossibles ces abus sans s'attaquer à la chose et seulement dans le cas où ces essais seront vains, on peut avoir le droit de se déclarer adversaire de la chose même, comme ne permettant pas d'éviter les abus auxquels elle se prête.

Tel n'est pas le cas avec les sociétés par actions. On n'a pas même essayé de lutter contre les abus qu'on fait avec elles et on s'est déclaré en Bulgarie tout simplement adversaire des sociétés par actions. Cette attitude ne peut être justifiée à n'importe quel point de vue.

Certains ont pensé que pour favoriser les coopératives il faut lutter contre les sociétés par actions. C'est une conception erronée. Nous avons déjà montré que les coopératives et les sociétés par actions n'ont rien à partager en principe, que chacune de ces formes de sociétés a son domaine propre et qu'elles peuvent et doivent se développer parallèlement.

Par conséquent, l'imposition des sociétés comme méthode de lutte contre elles est tout à fait insoutenable et on doit chercher l'explication de cette imposition dans une autre catégorie d'idées.

Nous n'allons pas nous arrêter beaucoup sur le second groupe de doctrines, parce qu'elles ne peuvent résister à aucune critique.

Indépendamment de la conception que nous avons pour la personne morale en général, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître, au moins au point de vue économique, que la personne morale est quelque chose qui n'a pas une existence réelle et qui est, comme nous l'avons dit, simplement une méthode de coordination d'activité économique et par conséquent indépendamment des fictions, que le droit positif peut créer à ce sujet, elle ne se distingue pas de l'ensemble des individus qui la forment. Elle n'a pas et ne peut pas avoir des revenus proprement dits et par conséquent ne peut pas avoir une capacité contributive indépendante. Parler d'une imposition des sociétés comme imposition indépendante de l'imposition des co-associés n'est qu'un non-sens, une contradiction avec la réalité économique.

Il faut abandonner complètement ces doctrines d'une origine ordinairement allemande (1) et n'envisager la question que du point de vue des revenus des co-associés,

1. Voir : Robert Evers, *Kommentar zum Körperschaftssteuergesetz*, Berlin 1923, und *Nachtrag dazu* Berlin 1924.

tirés de l'activité des sociétés. Ce sont seulement les co-associés qui peuvent présenter un intérêt comme sujets de l'impôt, ce sont seulement leurs revenus qui peuvent être envisagés comme objets du même impôt et c'est seulement leur capacité contributive qui peut nous intéresser dans l'examen de l'impôt.

Certains auteurs, qui ont vu que la doctrine de la personnalité juridique ne tient pas debout, en ce qui concerne l'imposition des sociétés, se sont attachés aux profits que les co-associés tirent des conjonctures spéciales dont bénéficie la forme de société des entreprises.

L'intention de ces auteurs, comme de ceux rattachés à la doctrine de la personnalité juridique, est de trouver une catégorie de revenus distincte des revenus frappés par les autres impôts, afin de pouvoir soumettre à l'impôt des sociétés cette catégorie spéciale de revenus, sans faire double emploi avec les autres impôts existants.

Le troisième groupe de motifs pour l'imposition des sociétés, qui repose sur l'idée de la capacité contributive, présente un fondement plus sérieux de l'impôt en question. C'est de cette conception qu'il faut partir pour examiner, apprécier et justifier une imposition spéciale des sociétés, si on la considère comme une imposition différente de celle des personnes physiques.

En examinant la capacité contributive des sociétés, on commet très souvent, pour ne pas dire presque toujours, la faute de confondre la capacité contributive des grandes entreprises en général avec la capacité contributive spéciale des sociétés envisagées comme méthode d'activité économique, présentant certains avantages. Il est vrai que les sociétés ont ordinairement de grandes entreprises, de grands capitaux, et un grand crédit, dont elles profitent dans leur activité économique pour la réalisation de grands bénéfices. Mais tous ces éléments ne sont pas du tout

caractéristiques pour les sociétés. Ce sont des éléments qu'on trouve aussi dans l'activité économique individuelle. Il ne faut jamais les confondre avec les éléments qui sont propres seulement aux sociétés.

Ce ne sont pas les grands capitaux qui sont caractéristiques pour les sociétés. C'est la facilité de s'en procurer qui est caractéristique et c'est seulement cette dernière qu'on doit avoir en vue lorsqu'on parle des grands capitaux des sociétés.

La plus grande capacité contributive des sociétés peut être cherchée dans les privilèges dont cette forme d'activité est dotée, comme responsabilité limitée, concessions spéciales, etc... Elle peut être cherchée aussi dans les éléments ressortant de la coordination mutualiste de l'activité économique elle-même et, en général, dans tous les éléments qui sont propres aux sociétés, et seulement à elles.

Tous ces éléments, desquels les sociétés peuvent profiter dans leur activité économique pour la réalisation de bénéfices, tous ces avantages que cette forme d'activité économique présente, nous les appellerons : *conjonctures des sociétés*, et nous tâcherons de ne pas les confondre avec les *conjonctures de la grande entreprise*.

Les conjonctures spéciales dont profitent les sociétés ont été l'objet d'un examen attentif en Amérique et il suffit de parcourir le chapitre relatif à la « franchise tax » des sociétés de l'ouvrage cité de M. Seligman, pour voir la complexité de la question.

Pour nous, il sera suffisant de noter que les conjonctures spéciales des sociétés sont assez différentes pour les diverses sociétés et dans les divers moments de leur existence.

Nous allons distinguer :

1^o Les conjonctures facilitant le premier établissement

d'une entreprise sous la forme de société en général;

2^o Les conjonctures facilitant l'activité économique sous la forme de société en général pendant toute son existence et

3^o Les conjonctures spéciales propres seulement à certaines sociétés à cause de leur forme, de l'objet de leur entreprise ou de règles de droit spéciales.

Et nous appellerons ces trois catégories de conjonctures : 1^o *conjonctures de l'établissement des sociétés* ; 2^o *conjonctures du fonctionnement des sociétés* ; et 3^o *conjonctures spéciales des sociétés*.

La capacité contributive des sociétés procédant des *conjonctures de l'établissement des sociétés* peut motiver seulement une *imposition unique* au moment de la création de la société, comme par exemple la taxe de 1 0/0 ou 2 0/0 sur le capital, introduite en Bulgarie par l'amendement apporté à l'article 167 du Code de commerce. Et c'est une question très délicate que de mesurer l'importance de ces conjonctures pour pouvoir mettre en rapport le taux de l'impôt ainsi appliqué.

Pour imposer les sociétés avec un impôt régulier plus élevé que l'impôt qui frappe les entreprises similaires n'appartenant pas à des sociétés, il faut établir les *conjonctures du fonctionnement des sociétés* en général, et seulement elles. Cela est déjà assez difficile. Mais il ne suffit pas d'établir les conjonctures, il faut mesurer leur importance pour pouvoir fixer, conformément à cette importance, dans quelles mesures l'impôt spécial des sociétés doit être plus élevé que l'impôt qui frappe les entreprises similaires n'appartenant pas à des sociétés.

Et enfin pour atteindre la plus grande capacité contributive procédant des *conjonctures spéciales des sociétés*, il faut faire des impôts tout à fait spéciaux se rapportant aux sociétés qui bénéficient de ces conjonctures.

De ces trois catégories de capacités contributives propres aux sociétés c'est seulement la seconde qui nous intéresse et il faut l'avouer avec M. Seligman, c'est la moins importante. Nous dirons quelque chose de plus, cette capacité contributive spéciale est si peu importante qu'elle ne pourrait pas justifier la création d'impôt spécial des sociétés. Elle peut justifier une imposition des sociétés un peu plus élevée que l'imposition des entreprises similaires n'appartenant pas à des sociétés, elle peut justifier une imposition un peu plus élevée de certains genres de sociétés, à condition qu'il y ait d'autres motifs pour la création d'un impôt spécial des sociétés.

De cette manière, nous arrivons à la recherche des motifs pour la création d'un impôt spécial des sociétés, autres que l'hostilité contre les sociétés, leur personnalité juridique et leurs capacités contributives spéciales, à savoir : les motifs de technique fiscale.

Ce sont les seuls motifs qui peuvent expliquer l'existence d'un impôt spécial des sociétés. La réalisation de bénéfices par les sociétés et leur distribution aux personnes physiques co-associées, comme des revenus, présente des particularités assez importantes pour qu'on ne puisse pas confondre les revenus des personnes physiques obtenus de leur activité individuelle, avec les revenus tirés de l'activité des sociétés dont ils sont les membres. Le caractère spécial des bénéfices réalisés par les sociétés impose des procédés spéciaux destinés à atteindre la capacité contributive des personnes qui profitent de ces bénéfices.

Il y a deux catégories de questions qui découlent de l'existence d'un impôt spécial sur les sociétés, deux catégories opposées l'une à l'autre.

D'un côté, les capitaux et les efforts des co-associés placés dans une société *profitent de toutes les conjonc-*

tures de la grande entreprise et reçoivent un caractère spécial, qui ne permet pas qu'ils soient traités de même que les capitaux et les efforts productifs exploités individuellement. Le revenu obtenu par un capital A exploité individuellement a un caractère tout à fait différent du revenu obtenu du même capital A placé dans une société. Dans le second cas, le capital, quoiqu'égal à celui du premier cas, fait partie d'un grand capital et profite de tous les avantages que donnent les grands capitaux.

Par conséquent, dans le premier cas, le capital A doit être imposé d'après sa grandeur et dans le second cas, il doit être imposé comme partie d'un grand capital d'après la grandeur du total des capitaux placés dans la société.

La même différence doit être faite en ce qui concerne l'imposition des revenus obtenus par ces deux catégories de capitaux.

En tenant compte de cette différence, ce n'est pas une capacité contributive spéciale des sociétés qu'on cherche à atteindre, c'est la capacité contributive de la grande entreprise indépendamment de sa forme qu'on veut équitablement imposer.

Si l'on n'impose pas le total des bénéfices de la société, on ne peut pas tenir compte du caractère spécial de ses bénéfices par rapport à la grandeur de l'entreprise et il serait manifestement inique d'imposer de la même manière d'un côté (1) les bénéfices d'un capital faisant partie du capital d'une très grande entreprise, d'autre côté (2) un pareil capital faisant partie du capital d'une très petite entreprise et enfin (3) le même capital exploité individuellement.

La discrimination des revenus des personnes physiques de manière à faire un groupe à part des revenus tirés de valeurs mobilières permet de tenir compte seulement de la différence, qui existe entre les deux premiers cas et le

dernier, c'est-à-dire de tenir compte de la différence qui existe entre les capitaux exploités individuellement et ceux placés dans des entreprises appartenant à des sociétés.

Mais pour pouvoir tenir compte de la différence qui existe entre les deux premiers cas (la petite et la grande entreprise par sociétés) il est indispensable de pouvoir imposer le total des bénéfices de la société pris ensemble et non pas les parties distribuées aux co-associés séparément.

Ce n'est pas la grandeur de la part d'un co-associé, c'est la grandeur de l'ensemble des capitaux de la société qui donne un caractère spécial aux revenus tirés d'elle. *Cette question présente un intérêt seulement sous le régime des impôts progressifs.*

Pour mieux faire ressortir sa portée, nous donnerons l'exemple suivant : une grande entreprise A, appartenant à une seule personne, réalise des bénéfices considérables, égaux à la somme X. Ils seront imposés par le taux de la progression correspondant à l'importance des bénéfices X, à savoir : au taux a . Une autre entreprise B égale en grandeur et en espèces à l'entreprise A appartient à une société et réalise les mêmes bénéfices X; si on les impose après leur distribution entre les membres des sociétés au nombre N, chacun des co-associés aura un bénéfice $\frac{X}{N}$ et au lieu d'appliquer le taux de la progression a , comme dans le premier cas, les parts des bénéfices des co-associés seront imposées par un taux bien moins élevé correspondant aux revenus $\frac{X}{N}$, à savoir $\frac{a}{x}$.

Rien ne peut justifier l'imposition de bénéfices égaux (X) obtenus par des entreprises similaires, avec un taux d'impôt donné (a), lorsque celles-ci appartiennent à des personnes physiques, et avec un taux d'impôt moins élevé $\left(\frac{a}{x}\right)$,

lorsque celles-ci appartiennent à des sociétés. Pour pouvoir éviter cette iniquité, pour pouvoir tenir compte des conjonctures de la grande entreprise, quand elle appartient à une société, comme quand elle appartient à une personne physique, il n'y a pas d'autre moyen que d'imposer les sociétés elles-mêmes pour le total des bénéfices et non pas les co-associés pour les revenus tirés des sociétés.

A côté de cette justification de l'imposition spéciale des sociétés, il y a une justification purement technique, à savoir l'impossibilité de contrôler le mouvement des titres des sociétés et la grande évasion fiscale qui en découle.

Nous n'allons pas examiner en détail la question des difficultés que présente l'imposition des revenus tirés des sociétés, dans les mains des associés, nous n'allons pas exposer l'importance de ces difficultés, surtout en ce qui concerne les titres au porteur, nous nous contenterons seulement de dire que ces difficultés à elles seules suffisent pour justifier l'existence d'une imposition spéciale des sociétés, en tant que méthode d'imposition des personnes physiques qui en font partie.

Mais il y a une autre catégorie de questions que soulève l'imposition spéciale des sociétés, questions opposées à celles que nous venons d'examiner.

Comme les impôts personnels et progressifs sur les revenus ont en dernière analyse, dans leur base, l'utilité-limite des revenus imposables, par rapport aux besoins de la personne physique contribuable, une imposition des revenus tirés de l'activité des sociétés dans les mains de celles-ci, ne permettrait pas qu'on tienne compte de l'utilité-limite en question.

Pour pouvoir appliquer un impôt sur le revenu établi d'après ces idées, on doit tenir compte de l'importance des revenus par rapport à la personne physique, qui en est le

propriétaire, et non pas de l'importance des bénéfices par rapport à la société qui les réalise.

Voilà la contradiction qui existe surtout dans les pays comme en Bulgarie actuellement, où l'impôt principal est un impôt sur le revenu global des personnes physiques.

D'un côté, si l'on *n'impose pas* les sociétés, on ne peut pas tenir compte, comme nous l'avons vu, des conjonctures de la grande entreprise; d'un autre côté, si l'on *impose* les sociétés, on ne peut pas tenir compte de l'utilité-limite de l'ensemble des revenus des personnes physiques.

Comment sortir de cette contradiction et lequel des deux maux faut-il choisir? Il est évident que le mal est moindre lorsqu'on impose les sociétés. D'une part, on pourrait toutefois prendre en considération, les revenus que les personnes physiques tirent des sociétés, déjà imposés chez celles-ci, pour établir le taux correspondant à la totalité des bénéfices de la personne physique, pourtant applicable seulement aux revenus tirés de son activité individuelle. D'autre part les revenus imposés chez les sociétés supporteront ordinairement un impôt plus élevé que celui applicable à l'ensemble des revenus de la personne physique. Les impôts correspondant à la totalité des bénéfices de la société seront ordinairement plus grands que les impôts correspondant à la totalité des revenus de la personne physique, et le fisc profitera sans qu'il y ait aucune iniquité.

On ne saurait trop répéter qu'à tout cela s'ajoute la nécessité de lutter par cette méthode d'imposition contre l'évasion fiscale.

En parlant de l'imposition des sociétés, justifiée par des raisons de technique fiscale, il faut se garder de confondre, comme on le fait très souvent en Bulgarie, deux différentes manières d'imposer les bénéfices réalisés par les sociétés.

Il faut toujours se garder de confondre deux moments de l'activité économique des sociétés, à savoir : la *réalisation* du bénéfice et le *partage* du bénéfice réalisé entre les co-associés. Il faut se garder de confondre deux méthodes d'imposition des sociétés, à savoir l'une frappant les bénéfices au moment de leur réalisation, et l'autre frappant ces mêmes bénéfices au moment de leur partage. Un exemple de la première méthode est la pratique bulgare. Un exemple de la seconde nous est offert par l'impôt des valeurs mobilières français, quoiqu'il ne soit pas un impôt spécial sur les sociétés (1). De l'adoption de l'une ou l'autre de ces méthodes, dépendent les différentes réponses qu'on donne à plusieurs questions que soulève l'imposition des sociétés, et surtout les questions de l'imposition des fonds de réserves, de l'imposition des plus-values des capitaux, l'imposition des primes d'émission de nouvelles actions, l'imposition des plus-values réalisées au moment du partage de l'actif, etc...

Si l'on tient compte de la différence dont il vient d'être parlé, on peut toujours donner une solution satisfaisante à toutes ces questions, en s'appuyant aux principes généraux que nous venons d'exposer. Nous regrettons, que les dimensions du présent ouvrage ne nous permettent pas d'entrer en discussion sur ces questions.

III. — DOUBLE-IMPOSITION

La justification que nous avons donnée à l'imposition spéciale, des sociétés au point de vue de la capacité contributive, fondée sur les conjonctures de la grande entre-

1. Le bénéfice social *réalisé* est frappé en France par l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, le bénéfice *distribué* l'est par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Il y a, en France, une double imposition.

prise, se rapporte à toutes les sociétés civiles et commerciales, y compris celles non imposées par la loi spéciale bulgare, c'est-à-dire y compris celles non soumises à un contrôle public, et nous pensons que c'est une faute de traiter d'une manière aussi différente d'un côté les sociétés par actions, et d'autre côté les sociétés en nom collectif, par exemple.

Les entreprises des unes et des autres doivent être frappées dans les mêmes proportions par l'impôt comme une entreprise de même grandeur et de même genre appartenant à une personne physique. Et s'il faut qu'il y ait une différence découlant non plus des conjonctures de la grande entreprise, mais des conjonctures de fonctionnement des sociétés, et des conjonctures spéciales des sociétés comme nous les avons définies, cette différence ne doit pas être aussi grande qu'elle l'est en Bulgarie, et surtout elle doit être de caractère quantitatif et non qualitatif. Nous voulons dire qu'elle ne peut pas expliquer une différente manière de traiter ces deux genres de sociétés, qu'elle peut justifier seulement une même manière d'imposition seulement dans les proportions plus ou moins différentes.

Cette manière de voir qui écarte la justification d'un impôt spécial de sociétés basé sur la personnalité morale de celles-ci, comme elle écarte la justification du même impôt basé exclusivement sur les conjonctures spéciales des sociétés, nous oblige de faire l'examen de la question de la double imposition.

Nous partons de la conception que l'imposition des sociétés ne peut être envisagée que comme méthode technique fiscale permettant d'imposer les revenus des personnes physiques et tenant compte de certaines particularités de ces revenus. Par conséquent, ce sont toujours les revenus des personnes physiques qui supportent l'impôt

et c'est au point de vue de leur intérêt qu'il faut examiner la question de la double imposition.

On sait qu'il y a deux grandes catégories de double imposition, à savoir :

1^o Doubles impositions faites par des différentes autorités publiques ;

2^o Doubles impositions faites par un seul pouvoir public procédant de la complexité des systèmes et des méthodes fiscaux.

Quoique, en ce qui concerne les sociétés, ces deux catégories de double imposition présentent un grand intérêt, nous nous bornerons seulement à l'examen de la deuxième catégorie.

La double imposition n'est pas inique d'elle-même comme l'augmentation de l'impôt n'est pas inique d'elle-même. L'une et l'autre deviennent iniques seulement dans le cas où elles se rapportent uniquement à certaines classes de la société, à certaines personnes, ou bien à certaines catégories de revenus. Les taux élevés des impôts en général peuvent être ruineux sans être iniques. *C'est l'inégalité de la charge fiscale supportée par les mêmes quantités et les mêmes catégories de revenus qui rend l'imposition inique.*

Par conséquent, pour apprécier les impôts, il ne suffit pas de constater l'existence d'une double imposition, il est nécessaire aussi de voir si cette double imposition est applicable à tous les revenus de même quantité et de même qualité.

Sortant de ces principes, nous ne pouvons que condamner la double imposition qui a lieu en Bulgarie en ce qui concerne les revenus des personnes physiques tirés de l'activité économique des sociétés.

Tandis que tous les revenus en général sont frappés uniquement par l'impôt global sur le revenu, on ne peut considérer que comme inique l'imposition actuelle des

revenus tirés des sociétés, revenus frappés une fois par l'impôt spécial des sociétés (beaucoup plus élevé que l'impôt global sur le revenu, comme nous l'avons vu) et une seconde fois par l'impôt global sur le revenu dans les mains des personnes physiques.

Vu l'existence de l'impôt spécial des sociétés, qu'on doit garder et améliorer en Bulgarie, on doit exempter de l'impôt du revenu global, les revenus des personnes physiques, tirés des sociétés, déjà imposés par le premier impôt. On doit aménager l'impôt des sociétés et l'impôt sur le revenu global, si on les garde tels qu'ils existent dans le système fiscal actuel bulgare, de façon à frapper au même taux les entreprises de toutes les sociétés (et non pas seulement de celles soumises à un contrôle public) comme les entreprises des personnes physiques de même importance et de même genre. Nous voulons dire qu'on doit aménager de manière à frapper de même manière les conjonctures de la grande entreprise, indépendamment de sa forme et si l'on veut établir des différences au point de vue de sa forme de l'entreprise en société, il faut le faire seulement, dans les mesures des conjonctures spéciales des sociétés et des conjonctures du fonctionnement de celles-ci, sans les exagérer.

La double imposition avec l'impôt sur les bâtiments le beglik, etc..., ne peut nous intéresser, parce qu'elle est d'ordre général, c'est-à-dire atteint tous les revenus de même catégorie, et non pas seulement les revenus provenant des sociétés, que nous avons en vue. Cette double imposition est supportée par les sociétés comme par les entreprises appartenant à des personnes physiques, et par conséquent, ne constitue pas un régime fiscal différent.

Si les projets de lois de M. Théodoroff dont nous avons parlé dans le chapitre premier deviennent des lois, la

situation change tout à fait. La double imposition avec l'impôt des sociétés et l'impôt sur le revenu global, inique comme nous l'avons vu dans le système fiscal actuel, cessera d'être telle parce que tous les revenus, et non pas seulement ceux provenant des sociétés, seront soumis à une double imposition.

Nous avons vu :

1^o Que les projets de loi de M. Théodoroff envisagent un système d'impôt cédulaire frappant les différentes catégories de revenus ;

2^o Que l'impôt des sociétés fera partie de ce système frappant un genre spécial de revenus, à savoir ceux provenant des sociétés, et enfin

3^o Que tous les genres de revenus frappés une fois par ces impôts cédulaires seront frappés une seconde fois par un impôt progressif complémentaire sur le revenu global familial dépassant 60.000 levas.

Dans ces conditions, la double imposition ne peut pas être inique, en tant que telle. Les iniquités de ce nouveau système peuvent provenir des déféctuosités combinées qui peuvent avoir d'un côté l'impôt global sur le revenu et d'un autre côté les impôts cédulaires et spécialement, ce qui nous intéresse, l'impôt sur les sociétés.

Tant que ce dernier impôt ne sera pas conforme aux principes que nous venons d'exposer, nous pensons qu'il restera toujours critiquable, indépendamment du système fiscal dont il fera partie. Les questions délicates et complexes qu'il soulève resteront insolubles, les difficultés augmenteront et on ne peut attendre de résultats pratiques meilleurs à ceux qu'on a eus jusqu'à présent.

A toutes les questions que nous venons d'examiner, il faudrait ajouter aussi les questions de l'incidence et de la répercussion de l'impôt. Nous regrettons de ne pouvoir le faire, à cause du manque de résultats pratiques de la

courte expérience que la Bulgarie a eu dans ce domaine et surtout à cause du manque de statistiques à ce sujet. En ce qui concerne les conclusions d'ordre général, nous pensons que l'expérience bulgare ne pourrait pas ajouter quelque chose à celles exposées par M. Seligman dans son ouvrage remarquable déjà cité.

IV. — CONCLUSIONS

Comme nous l'avons vu dans l'introduction, une commission spéciale est chargée de l'élaboration d'un nouveau projet de loi relatif à l'imposition des sociétés. Nous avons exposé les idées générales du ministre des Finances actuel, M. Théodoroff, mais nous ne savons pas quelles sont les idées qui animent les travaux de la commission en question. Il serait intéressant d'avoir à sa disposition, le projet de loi qu'elle doit élaborer pour pouvoir l'apprécier, tout en donnant les conclusions que nous pouvons tirer de ce qui précède. Nous sommes obligés de nous contenter des conclusions d'ordre général qui pourraient intéresser les facteurs chargés de l'élaboration du nouveau projet, sans pouvoir examiner leur œuvre, accomplie jusqu'à présent.

Nous tenons avant tout à souligner, qu'une imposition spéciale des sociétés est absolument nécessaire, si l'on veut tenir compte des qualités spéciales des revenus provenant de l'activité économique des sociétés, si l'on veut **tenir** compte des conjonctures procédant de la forme mutualiste coordonnée de l'activité économique, et enfin si l'on veut éviter l'évasion fiscale en matière de revenus mobiliers.

La doctrine et la pratique économiques, sociales et financières nous enseignent que dans un système fiscal moderne bien organisé, l'imposition des sociétés doit faire l'objet d'une législation spéciale.

En second lieu, nous pensons qu'on doit insister sur la nécessité d'appliquer à *toutes les sociétés* et non pas seulement à celles soumises à un contrôle public, les règles spéciales destinées à atteindre leur plus grande capacité contributive, découlant du fait qu'elles présentent une forme spéciale de l'activité économique. On doit faire la même chose surtout si on considère que cette méthode d'imposition est destinée à atteindre avant tout la capacité contributive de la grande entreprise appartenant à une société comme celle de la grande entreprise appartenant à un particulier.

Si l'on ne veut pas imposer aux mêmes taux les sociétés soumises à un contrôle public et celles qui ne le sont pas, on doit au moins aménager le système fiscal pour que l'un et l'autre groupe des sociétés soient imposés *de la même manière*. La différence d'imposition qui peut exister seulement dans la mesure des conjonctures propres à certaines formes de sociétés ne doit pas être une différence de fond et de qualité d'imposition, il suffit qu'elle soit simplement une différence de taux et de progression.

Ce sont les deux grandes conclusions qu'on peut faire au sujet de l'imposition spéciale des sociétés en Bulgarie. Ceci posé, on peut dire, en ce qui concerne l'imposition des sociétés soumises à un contrôle public, qui sont l'objet de la loi spéciale bulgare, que cette loi actuellement laisse beaucoup à désirer et qu'elle doit subir des modifications importantes pour que l'impôt soit en accord avec les nécessités du fisc et les conditions spéciales de l'économie nationale bulgare.

Les modifications principales, qu'on doit apporter à cette loi sont à étudier avec des statistiques, dont, comme nous l'avons dit, nous ne disposons pas. Toutefois, nous essayerons d'énumérer certaines d'entre elles qui doivent être nécessairement introduites.

Les taux de l'impôt actuel, trop élevé, n'ont rien rapporté au fisc tout en présentant une mesure de prohibition contre les sociétés. Il est nécessaire de réduire ces taux en tenant compte des taux appliqués à des entreprises similaires à celles indiquées par les titres des tableaux et par les tableaux mêmes, appartenant à des personnes physiques. Il serait aussi utile d'abandonner le total absolu des bénéfices utilisé comme indice par les tableaux de la loi actuelle.

Il faut diminuer le nombre et l'importance des privilèges fiscaux et surtout ne pas faire jouer à l'impôt un rôle social-économique très important, car tel n'est pas le but principal des impôts.

Si l'on pense qu'il est nécessaire au point de vue fiscal de maintenir l'impôt minimum prévu par l'article 2 de la loi, il faut tout de même diminuer son taux de 10/00 sur le capital, par exemple. C'est une règle purement fiscale, parce que imposer une société qui fait des pertes c'est aller contre tout principe économique. On pourrait même tenir compte des pertes subies pendant les années précédentes en établissant le bénéfice imposable.

L'impôt actuel bulgare cherchant à imposer les bénéfices des sociétés au moment de leur réalisation, doit atteindre non seulement toutes les réserves de la société, présentant un accroissement de son pouvoir économique, mais aussi toutes les sommes qui représentent un pareil accroissement, sans tenir compte de leur caractère ou de leur destination. Il faut surtout s'occuper de la question de l'imposition des bénéfices distribués aux obligataires des sociétés. Il faut, une fois pour toutes, faire la différence entre les dettes d'une entreprise et les dettes d'une personne physique, dites de consommation. Il faut comprendre que les obligataires sont des créanciers de la société qui ne diffèrent pas sensiblement des actionnaires.

Il faut faire impossible l'évasion fiscale par l'intermédiaire de la dette-obligation pratiquée déjà en Amérique.

Il faut préciser avec une plus grande attention, d'une part de notion de « dépenses nécessaires et propres à l'entreprise » et d'autre part la notion des « bénéfices imposables ». On devra peut-être maintenir la méthode d'énumération, mais on doit tout de même corriger les imperfections et même les absurdités des énumérations données par la loi et surtout par le R. I. S. 1923.

Il y a beaucoup de questions qui ne devraient pas être tranchées par la loi et pas même par un règlement d'administration publique, parce que les réponses qu'on peut donner à ces questions dépendent des conditions économiques et sociales qui sont sujettes à de fréquentes variations. Telles sont par exemple les questions de savoir à partir de quel chiffre les tantièmes et les appointements des actionnaires dirigeant l'entreprise peuvent être considérés comme des bénéfices distribués ; la question de savoir à partir de quel taux l'amortissement des actifs peut être considéré comme une dissimulation de bénéfices, etc... Toutes ces questions doivent être déferées à une commission spéciale, formée de fonctionnaires, parlementaires, experts et intéressés, pour être tranchées et revisées d'après les conditions économiques et sociales aussitôt que la nécessité s'en fait sentir.

En général, il faut introduire toutes les modifications que nous avons indiquées dans les chapitres précédents comme celles mentionnées ci-dessus, sans qu'on soit animé d'une hostilité contre les sociétés, et en cherchant à atteindre simplement leur capacité contributive réelle. Il faut surtout tenir compte, que la Bulgarie est un pays, qui a la nécessité de développer ses forces économiques, qui a besoin de capitaux étrangers, et que les sociétés sont sinon les uniques, au moins les principales qui font

l'importation des capitaux. Il faut tenir compte, que l'immigration des capitaux étrangers en Bulgarie peut avoir lieu si ces derniers ont la faculté de travailler dans notre pays au milieu de conditions, qui ne sont pas plus défavorables, que les conditions offertes par les autres pays, qui ont également besoin d'eux.

Vu : le Président de la thèse,

ALLIX

Vu : le Doyen,
l'Assesseur du Doyen :

TRUCHY

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — <i>Limites de l'étude</i>	5
1 ^o Comment se pose la question en Bulgarie après la guerre de 1915-1918	6
2 ^o Genres de sociétés que nous aurons en vue	36
3 ^o Intérêt spécial que représentent les impôts sur le revenu des sociétés	54
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le système fiscal bulgare</i>	59
1 ^o Première période : de l'affranchissement de la Bulgarie (1878) à la réforme de 1894-1895	60
2 ^o Deuxième période : de la réforme de 1894-1895 jusqu'à la fin de la Grande Guerre 1915-1918	70
3 ^o Troisième période : depuis la fin de la Grande Guerre (1915-1918) jusqu'à nos jours	79
CHAPITRE II. — <i>Développement des sociétés en Bulgarie</i>	96
1 ^o Sociétés par actions	98
2 ^o Coopératives	110
3 ^o Sociétés à responsabilité limitée	122
CHAPITRE III. — <i>Législation relative à l'imposition des sociétés en Bulgarie depuis l'époque de l'affranchissement jusqu'au 1^{er} avril 1920</i>	125
1 ^o Le Temetouat	125
2 ^o L'instruction du Prince Dondoukoff Korsakoff	129
3 ^o La Loi du 13 janvier 1885 sur les patentes	131
4 ^o Loi du 20 janvier 1895 sur l'impôt des professions	137
5 ^o Régime des remarques de la loi de 1908	146
6 ^o Le régime fiscal des sociétés après les lois spéciales relatives à l'impôt des sociétés	158
CHAPITRE IV. — <i>Commentaires de la législation spéciale relative à l'imposition des sociétés en Bulgarie</i>	167

ARTICLE 1 ^{er}	168
— 2.....	192
— 3.....	194
— 4.....	196
— 5.....	203
— 6.....	216
— 7.....	216
— 8.....	214
— 9.....	222
— 10.....	225
— 11.....	227
CHAPITRE V. — <i>Examen économique et fiscal</i>	230
1 ^o Résultats pratiques.....	230
2 ^o Fondements économiques.....	233
3 ^o Double imposition.....	246
4 ^o CONCLUSIONS.....	241

Imprimerie Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. - 6698-25

